



Les directives européennes mettent en cause la notion française de service public

GRÈVE mercredi 12 avril à la SNCF, le 13 à EDF-GDF, le 20 et 21 à Air Inter, alors que des bureaux de poste du Var et des Bouches-du-Rhône sont fermés depuis plusieurs semaines : les effets de la déréglementation engagée sous l'impulsion de la Commission européenne déstabilisent les entreprises. Contraints par leur engagement en faveur de l'Europe, les trois principaux candidats à l'élection présidentielle se gardent d'évoquer l'avenir de ces services publics auxquels trois Français sur quatre, selon un sondage, se déclarent favorables. Comme eux, le Conseil d'Etat prend la défense de la notion de service public à la française, tout en reconnaissant son caractère contraire à l'action de la Commission européenne.

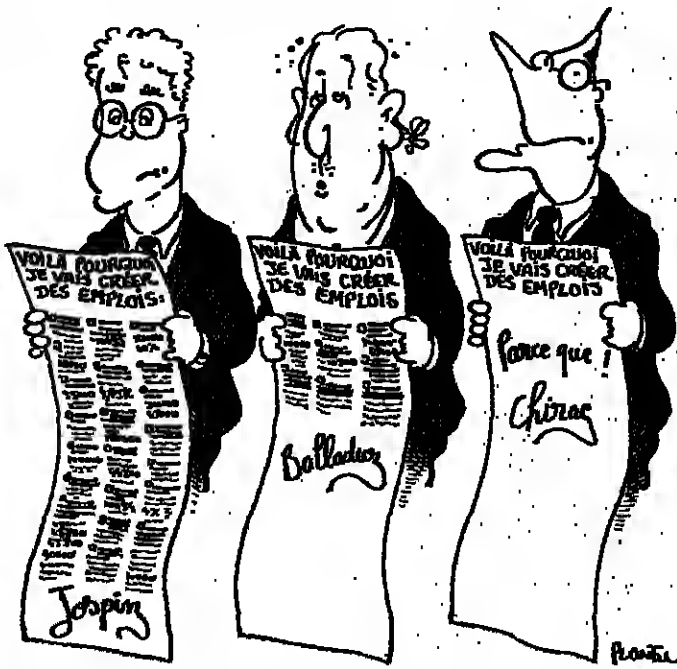
Lire pages 16, 17 et 18

Les propositions de Jacques Chirac auraient peu d'impact sur l'emploi

Des économistes estiment cependant qu'elles feraient reculer l'exclusion

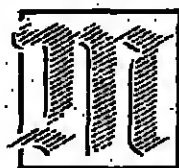
UN GROUPE D'ÉCONOMISTES travaillant habituellement pour l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a cherché à mesurer les effets que pourraient avoir les programmes d'Edouard Balladur, de Jacques Chirac et de Lionel Jospin dans la lutte contre le chômage. Le « contrat initiative-emploi », proposé par le maire de Paris, aurait une efficacité limitée. En 1996, il contribuerait à faire baisser de 50 000 seulement le nombre des demandeurs d'emploi pour un coût budgétaire de plus de 18 milliards de francs. Les experts estiment que les nouveaux allègements de charges sociales, préconisés par le premier ministre, permettraient de 90 000 à 140 000 créations d'emplois d'ici à 1998. Conjointement avec une réduction du temps de travail, le plan de Lionel Jospin serait le plus efficace dans la lutte contre le chômage.

Lire page 6



Engagements

VOILÀ un peu plus d'un an, j'avais pris trois engagements, au nom de tous les personnels qui font vivre le journal et cette entreprise : offrir à nos lecteurs un Monde meilleur ; doter l'entreprise de structures plus modernes ; rassembler autour d'elle un nouvel actionariat, pour nous permettre de continuer



notre mission d'informer en toute liberté. Ces trois engagements sont désormais tenus. Ils constituent nos trois premières victoires. La nouvelle formule du quotidien avait pour but de donner plus et mieux à nos lecteurs fidèles, et de combler nos lacunes pour inciter d'autres lecteurs à nous rejoindre. C'est chose faite depuis le 9 janvier. Les ventes, qui glissaient régulièrement et dangereusement depuis bientôt quatre ans, comme en témoignent les chiffres de diffusion communiqués par l'OFD, sont en hausse de 12,1 % en France pour les trois premiers mois de 1995 ; notre objectif est de 3 % pour l'en-

semble de l'année. Le journal est donc reparti du bon pied.

La transformation de la SARL en société anonyme, avec direction et conseil de surveillance, est intervenue le 19 décembre 1994. Elle nous a permis, une fois le directeur constitué avec Dominique Akhy et Noël Bergeroux, de bénéficier d'une structure qui, par la place qu'elle occupe aux côtés de personnel au sein du conseil de surveillance, s'approche d'une co-gestion et conforte un particularisme qui est l'un des éléments de notre identité. L'augmentation de capital était nécessaire pour reconstituer des fonds propres que les pertes des exercices précédents avaient épuisés, et pour donner à toute l'entreprise les moyens de se battre pour préserver, prolonger et porter plus loin le prestigieux héritage qui est le sien. Cette opération se devait de respecter nos équilibres fondamentaux, qui confient à la société des rédacteurs le premier rang en même temps qu'une minorité de blocage, et aux actionnaires « internes » (rédacteurs, successeurs des fondateurs, cadres et employés), c'est-à-dire ceux qui sont dépourvus de moyens financiers, la majorité du capital. Nous y sommes !

Dans notre recherche de partenaires, nous avons mis l'accent sur le respect, comme en témoigne la charte adoptée par le conseil de surveillance, de notre dogme fondateur : l'indépendance.

J.-M. C.

Lire la suite et nos informations page 20 et l'article du président de la Société des rédacteurs page 34

La reconstruction du Liban

Près de cinq ans après la fin de la guerre, un ambitieux plan de reconstruction est mis en œuvre à Beyrouth. Beaucoup de Libanais déplorent que cette rénovation matérielle ne s'accompagne pas d'une « reconstruction » de la société.

L'armée turque en action dans le nord de l'Irak

La Turquie poursuit la destruction des bases séparatistes kurdes dans le nord de l'Irak. Elle cherche le moyen de se protéger des incursions du PKK, avant d'envisager un retrait de ses troupes.

Les meilleures années de Marc Chagall

Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris présente la période la plus inventive du peintre russe, de 1907 à 1922, qui révèle un artiste indifférent aux systèmes et un coloriste irrésistible.

Une comédie musicale signée Rivette

Le quinzième long métrage de Jacques Rivette, *Haut les filles*, confirme la manière admirable dont le réalisateur sait filmer les jeunes femmes, offrant à des actrices quelques-uns de leurs plus beaux rôles.

Les éditoriaux du « Monde »

Le Rubicon d'Ararat ; Moderniser les services publics.

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 20 F ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; France, 1 F ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 3 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 ESC ; Royaume-Uni, 9 P ; Suède, 100 F ; Suisse, 2 S ; USA, 2 \$; USA (Hawaï), 2,80 \$.



Un mauvais coup contre la presse libre en Serbie

LA RUSSIE serait-elle en train d'aider Slobodan Milosevic à museler ce qui reste de presse libre en Serbie ? Le « niet » opposé par Moscou à l'envoi de matériel aux médias « pacifistes et indépendants » en Serbie et au Monténégro semble aller dans ce sens. Le 7 avril, le représentant russe au Comité des sanctions de l'ONU faisait objection, pour la première fois, à une demande en bonne et due forme concernant l'acheminement de 150 tonnes de papier, de plusieurs tonnes d'encre et d'un millier de plaques offset devant assurer deux à trois mois de survie aux six principaux détracteurs de la politique du président serbe. Figurait sur la liste présentée par l'association humanitaire française Droits de l'Homme les quotidiens *Nova Borba* et *Nezavisni*, les hebdomadaires *Vreme* et *Monitor* et les journaux *Bujk*, en langue albanaise, et *Naplo* en hongrois.

Deux années durant, la Russie s'était pourtant pliée à la décision de l'ONU d'élargir la dérogation humanitaire à l'embargo international contre la Serbie et le Monténégro, en l'étendant au « matériel démocratique » destiné aux médias indépendants et aux associations pacifistes. Plus de 1 000 tonnes de papier, d'ordinateurs et autres matériels indispensables au fonctionnement de ces médias

avaient rejoint la mini-fédération yougoslave. Non sans mal : le premier convoi transportant 250 000 dollars d'équipements de télévision avait été dérobé. Flanqués d'une escorte de diplomates et d'observateurs étrangers, les convois suivants étaient, eux, arrivés à bon port.

Mais voilà qu'aujourd'hui Moscou met brusquement à mal une initiative qui fut, au demeurant, française. Lorsqu'en août 1992 l'opinion internationale découvrit sur le petit écran les visages émaciés des prisonniers des camps de détention administrés par les Serbes dans le nord-ouest de la Bosnie, le Quai d'Orsay, lui, intervint auprès des Nations unies pour que des mesures susceptibles de rétablir une information objective et pluraliste dans la région soient prises. Il était grand temps car, avant que les armes n'imposent leur loi, la guerre avait été préparée des années durant par les médias serbes.

A en croire des diplomates occidentaux, Moscou chercherait en échange d'une levée de son veto soit à obtenir de ses partenaires que la dérogation de l'ONU globalise la mesure à tous les destinataires, « pacifistes » ou « va-t-en-guerre », soit qu'elle ne s'applique qu'au papier. En somme, une alternative impossible

pour les Américains comme pour les Européens.

En autorisant tous les médias quels qu'ils soient à importer, à titre humanitaire, du matériel, l'ONU accepterait d'alimenter l'appareil de propagande de Slobodan Milosevic qui, selon la commission onusienne des droits de l'homme, a joué un rôle primordial, sinon déterminant, dans le déclenchement des haines et de la guerre en ex-Yugoslavie. Dans le deuxième cas, la situation ne serait guère plus brillante. D'abord, les petites radios indépendantes, vecteurs privilégiés des auditeurs, autant pour leur gratuité que pour leur confidentialité, seraient condamnées à mort. Ensuite, la presse indépendante, bien que ravitaillée en papier, ne pourrait faire face à la pénurie d'encre et de pièces détachées pour les rotatives des rares imprimeries qui acceptent encore de travailler pour ceux qui la patrie. En attendant, la propagande et l'« info » continueraient, à travers la Serbie et le Monténégro, à supplanter l'information objective et pluraliste véhiculée par des médias indépendants plus que jamais menacés.

Florence Hartmann

Vers la fin du tout-licenciement

EXISTE-T-IL des alternatives aux licenciements ? Si quelques grandes entreprises s'apprêtent à annoncer, après l'élection présidentielle, de nouvelles suppressions d'emplois, beaucoup s'interrogent désormais sur la logique qui pousse les employeurs à ne considérer le travail que comme un coût et à survaloriser le capital.

Signe des temps : même les financiers remettent cette logique en question. Sous le titre « L'emploi : un enjeu capital pour l'Europe et les marchés financiers », la Lettre des marchés des taux de la Société générale regrette fin mars que le traité de Maastricht n'ait pas « accordé à l'emploi toute la place qu'il mérite ». Après avoir mis en garde ses lecteurs contre un excès de flexibilité à l'anglo-saxonne, elle note que « l'emploi est et sera un des grands enjeux européens ». « Les marchés financiers, ajoute-t-elle, ayant tendance à associer chômage et risque d'explosion sociale, souhaitent (...) obtenir des garanties de la part de bon nombre de gouvernements européens. » De leur côté, dirigeants et chercheurs sont de plus en plus nombreux à critiquer les actuels critères de gestion, qui souffrent de deux maux essentiels : les bilans ne rendraient qu'impar-

faitement compte de la situation d'une entreprise et défavoriseraient l'emploi. Récemment, au cours d'une rencontre organisée par les signataires du manifeste « Entreprises contre l'exclusion », Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor, estimait que « tout ce qui n'est pas chiffrable est considéré comme sans intérêt par les entreprises ». « Or, soulignait-il, on ne sait pas tout chiffrer. Je pense en particulier au moral des troupes. Dans des établissements où nous avons cessé de supprimer des emplois, nous avons vu la performance augmenter sans que l'on sache l'expliquer. Nous nous trompons quand nous sous-estimons l'impact de l'ambiance et de l'état d'esprit sur la performance. »

Jeffrey Pfeffer, professeur à l'université américaine Stanford, a poussé plus loin l'analyse dans un ouvrage, *Competitive Advantage through People*, publié par la Harvard Business School Press, dont la thèse est simple : comme les cycles de vie des produits raccourcissent, il est de plus en plus problématique de fonder la croissance d'une entreprise sur la seule technologie.

Frédéric Lemaître

Lire la suite page 16

Le mariage de l'écologie et du socialisme



DOMINIQUE VOYNET

LA BENJAMINE des candidats à l'élection présidentielle - elle a trente-six ans - se trouve enfin investie du rôle qu'elle s'est choisi. Dès 1992, lorsqu'elle avait été élue, après plusieurs tours de scrutin, porte-parole des Verts, Dominique Voynet ne cachait pas ses ambitions. Antoine Waechter était encore le maître à penser d'une « écologie (qui n'était) pas à marier », et Brice Lalonde, encore ministre de l'environnement.

En trois ans, « la Voynet » les a supplantés, l'un et l'autre. Avec l'aide d'une poignée de militants dévoués, souvent venus des rangs de l'extrême gauche, elle est parvenue à élargir le champ de l'écologie politique. Se présentant volontiers comme l'héritière de René Dumont, qui fut le premier candidat de l'écologie à une élection présidentielle, en 1974, elle s'attaque à présent à une œuvre de longue haleine, le mariage de l'écologie et du socialisme. Ce rêve est plus difficile à faire partager qu'elle ne le croyait.

Par ailleurs, Dominique Voynet sera l'invitée dn « Grand Jury RTL-Le Monde », jeudi 13 avril à 18 h 30.

Lire page 7

ANNIVERSAIRE Voilà vingt ans, le 13 avril 1975, la guerre civile libanaise commençait à Beyrouth avec une embuscade tendue par des militants chrétiens à un groupe de

Palestiniens. Elle a pris fin en octobre 1990 avec la chute du « réduit chrétien », commandé par le général Michel Aoun, qui tentait de soustraire son pays à la tutelle syrienne.

● **UNE FIÈVRE** de reconstruction saisit actuellement le Liban. Mais celle-ci ne s'accompagne pas d'une véritable politique sociale et éducative; aussi beaucoup de Libanais

considèrent-ils que l'Etat reste à reconstruire. ● **APRÈS LE CONFLIT**, une sorte de *modus vivendi* semble avoir été trouvé - au détriment notamment des maronites, autrefois

dominants -, mais le pays demeure divisé entre ses diverses communautés, et l'appartenance à une confession, chrétienne ou musulmane, est toujours indispensable.

Le Liban se reconstruit une façade

Vingt ans après le début de la guerre civile, chrétiens et musulmans unissent leurs efforts pour rebâtir leur pays, à défaut de pouvoir constituer véritablement une nation et un Etat

BEYROUTH

de nos envoyés spéciaux
Pas un terrain vague, pas une rue, pas un trottoir, qui ne soient livrés aux bulldozers, pelleteuses ou marteaux piqueurs. Le Liban et sa capitale Beyrouth se reconstruisent, et les progrès sont visibles. Près de cinq ans après la fin de la guerre, les Libanais s'impacientent, subissant les inconvénients de la reconstruction sans en avoir encore les avantages.

L'ambitieux « Plan 2000 », mis au point, en 1992, par le gouvernement de Rafic Hariri - 11,7 milliards de dollars en dix ans -, et qui pourrait être prolongé jusqu'en l'an 2006 pour atteindre 18 milliards d'investissements publics, n'a rien négligé sur le papier. Autoroutes, aéroport, port, hôpitaux, centrales électriques, réseaux téléphoniques, tout y est, sauf peut-être l'essentiel: quel Liban reconstruit-on, pour qui et avec quel argent?

« J'ai peur que ce plan ne soit de la science-fiction », affirme l'économiste Kamal Hamdan. « Plus qu'un plan, c'est une série de projets », assure le député Nassib Lahoud. « On essaye de reconstruire le pays comme s'il avait été détruit par un tremblement de terre, alors que le processus de reconstruction devrait avoir deux objectifs: favoriser l'unité

nationale et la justice sociale », ajoute-t-il.

Si nul ne conteste le besoin de reconstruire des infrastructures détruites en quinze ans de guerre, beaucoup s'interrogent sur la vision qui a présidé à l'élaboration de ce plan et, surtout, sur l'absence quasi totale de projets sociaux dans un pays où 30 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté (620 dollars par mois pour un ménage de cinq personnes en milieu urbain). Construits, il est vrai, par le secteur privé, des milliers d'appartements luxueux attendent preneurs à Beyrouth, alors que des dizaines de milliers de personnes déplacées par la guerre n'ont pas de logements décents.

CRISPATION DES MENTALITÉS

« Nous avons un problème de financement avec le social », concède Boutros Labaki, vice-président du Conseil du développement et de la reconstruction (CDR), maître-d'œuvre du plan. « Nous n'avons pas agi de façon suffisamment radicale à ce niveau », avoue-t-il. Autre sujet de préoccupation: le financement de ce plan. « Personne n'a vraiment dit au peuple qu'il devait sacrifier qu'il devra faire pour sa réalisation », déplore M. Lahoud. « Avec un déficit budgétaire de plus

de 40 %, un service de la dette qui représente 43 % des dépenses prévues, comment financer des projets de 18 milliards de dollars qui peuvent aller bien au-delà? », s'interroge M. Hamdan. « Peut-être faut-il être un peu plus modeste et adapter ces projets aux capacités actuelles et futures du Liban », suggère-t-il. La confiance étant revenue, le Liban a pu recevoir en prêts et en dons environ 2 milliards de dollars, mais l'élan semble se ralentir et l'évaluation des aides extérieures risque d'être désormais liée à l'avancement du processus de paix régional.

« Le Liban a beaucoup de ressources stérilisées que nous devons mobiliser », affirme M. Labaki, qui plaide pour un changement des lois et des mentalités. Il déplore toutefois que nul ne semble prêt à franchir ce pas et en veut pour preuve le fiasco total de la réforme administrative, qui illustre la crispation des mentalités tout autant que l'absence de volonté politique.

Les fonctionnaires licenciés ont été réintégrés avec des indemnités compensatoires et, affirme un homme d'affaires, « l'administration va chaque jour de mal en pis et n'a jamais été aussi inefficace ». La seule institution « reconstruite » reste l'armée, mais sa propension à



déborder de son strict rôle militaire inquiète plus qu'elle ne rassure. Les vastes chantiers visibles partout n'ont pas mis fin au chômage compte tenu de l'afflux massif de travailleurs étrangers, surtout syriens, qui viennent sans contrôle et acceptent des salaires dérisoires, en

l'absence de toute protection de la main-d'œuvre locale. En outre, pour attirer les capitaux, le gouvernement a adopté une politique de taux d'intérêt très élevés (18 %), qui fait que « le rentier est choyé au détriment de l'entrepreneur ». Ce choix freine d'autant une relance

économique que les investisseurs restent prudents.

Si le Liban a incontestablement relevé la tête, les incertitudes qui pèsent sur son avenir restent grandes. Sa reconstruction matérielle ne s'accompagne pas en effet d'une « reconstruction » de la société, sans laquelle, comme l'affirme un député, « tout demeure extrêmement fragile ». L'éducation qui, après tant d'années de déchirements, aurait dû être une priorité nationale, n'a bénéficié, jusqu'à maintenant, que des coups de peinture donnés à toutes les écoles. Mais l'enseignement se fait toujours selon des méthodes archaïques, avec des instituteurs sous-payés et des programmes vieux de plus de trente ans. Partout, l'histoire est passée sous silence, faute d'un manuel commun.

En l'absence de toute vraie réflexion nationale sur l'avenir, susceptible, au moins, de faire naître des espoirs communs, la reconstruction ressemble à celle d'une façade attrayante, qui masque en réalité une société décomposée, au sein de laquelle chacun cherche le meilleur moyen de survivre.

Françoise Chippaux et Lucien George

L'appartenance à une confession ou à une communauté reste indispensable

BEYROUTH

de nos envoyés spéciaux
A six mois de l'élection présidentielle, les chrétiens maronites s'agitent. Bien qu'elle n'ait plus la même importance, la fonction de président garde ses attraits et, malgré quinze ans de guerre, elle est toujours réservée aux maronites, la communauté chrétienne la plus influente du Liban. Cela ne saurait toutefois masquer le fait que les chrétiens, vaincus durant le conflit, ont perdu de leur influence.

Le rééquilibrage des pouvoirs entre les principales communautés - chiite, maronite, sunnite -, décidé par les accords de réconciliation de Taëf, qui, en octobre 1989, ont permis de mettre fin à la guerre un an plus tard, est toutefois plus théorique que pratique, dans la mesure où le pouvoir politique s'exerce davantage à Damas qu'à Beyrouth. C'est aussi en fonction des désirs réels ou supposés de la Syrie que nombre d'hommes politiques libanais agissent. En refusant de participer aux élections législatives de 1992, qu'elle considérait comme tronquée d'avance, une bonne partie du camp politique chrétien s'est exclue du pouvoir. Beaucoup espèrent aujourd'hui que la prochaine élection présidentielle sera une occasion de rectifier ce déséquilibre.

préjudiciable au Liban tout entier. Quinze ans de guerre ont fait perdre conscience à la plupart des Libanais de leur intérêt à un destin commun.

« Les chrétiens ont compris qu'ils ne pouvaient plus exercer seuls le pouvoir, et les musulmans ont admis que la présence chrétienne était la garantie de la spécificité du Liban », affirme un responsable politique qui préfère garder l'anonymat. Si, pendant longtemps pour les maronites, détenir le pouvoir paraissait la seule garantie de pérennité, beaucoup admettent aujourd'hui qu'un partage

était indispensable et que la présence chrétienne est nécessaire à l'équilibre des deux principales communautés musulmanes, chiite et sunnite.

« Tout le monde a compris qu'aucune communauté ne peut prendre le contrôle des autres et le pouvoir que les maronites ont perdu s'est dilué entre toutes les communautés », affirme un député, Nassib Lahoud. « Nous vivons dans une région de minorités et ce sont les minorités qui forment la majorité », dit un autre député, Ghassan Achkar. En ce sens, la guerre a clarifié - donc assaini - les

rapports intercommunautaires. Malgré leurs frustrations, les chrétiens, et singulièrement les maronites, y ont gagné, car leur position n'étant plus dominante, elle s'est faite moins d'hostilité.

Cette double prise de conscience n'a toutefois pas encore aboli la méfiance. Chaque communauté reste d'autant plus attachée à ses prérogatives, qu'en morcelant la prise de décision entre les trois présidences - de la République pour les maronites, du Parlement pour les chiites et du gouvernement pour les sunnites -, les accords de Taëf ont, contrairement à un de leurs objectifs proclamés, renforcé le confessionalisme. Et cela d'autant plus que l'Etat libanais est, pour ce renforcement de l'expression d'un palémarisme, davantage « une coalition de forces » que l'expression d'une volonté commune.

« Il n'y a pas une volonté libanaise, affirme un dirigeant politique. Il y a des volontés libanaises, qui s'expriment à travers l'appartenance communautaire. » Celle-ci demeure en effet, plus que jamais peut-être, la première allégeance: car, en l'absence d'institutions étatiques fortes, la communauté est le seul refuge. Malgré l'abolition officielle du « confessionalisme politique » dans la plupart des postes de l'ad-

ministration, décidée lors des accords de Taëf, rien n'a véritablement changé. La confession demeure, pour toute attribution de poste, un critère beaucoup plus fondamental que le mérite ou la compétence. Chaque chef de communauté qui le peut défend toujours aussi âprement ses ouailles, sans autre souci que d'entretenir son clientélisme.

L'ARBITRAGE DE LA SYRIE

Dans ces conditions, « que vous le vouliez ou non, vous ne pouvez devenir citoyen que par l'intermédiaire de votre chef de communauté », affirme M. Achkar, en ajoutant: « Un Libanais qui refuse de voir les choses à travers sa communauté ne peut pas, par exemple, trouver d'emploi. » Je sais avoir été proposé à un poste qui m'aurait intéressé, dit un universitaire chiite, mais Nabih Berri [président du Parlement, représentant des chiites au sein de la trinité au pouvoir] s'y est opposé et je ne peux rien faire.

Le morcellement du pouvoir de décision, à de plus, rendu encore plus facile le rôle de Damas, arbitre obligé de toutes les querelles et vers lequel se tourne, à chaque difficulté, l'un ou l'autre. Sortir de ce cercle, même dans les limites imposées par la Syrie au Liban, nécessiterait un

minimum de cohésion nationale qui fait défaut. La guerre, à tout le moins, a contribué à l'émergence d'une solidarité nouvelle entre Libanais, dont les Palestiniens font les frais et dont les auteurs syriens sont actuellement les bénéficiaires. Mais si la présence syrienne est jugée pour le moment indispensable ou inévitable, nombre de Libanais ne voient en cela qu'un phénomène conjoncturel.

F. C. et L. G.

Palestiniens hier tout-puissants, aujourd'hui démunis

Jadis tout-puissants maîtres d'une partie du pays, les Palestiniens, qui ont été le détonateur de la guerre du Liban, sont aujourd'hui des réfugiés démunis. « Le Liban a le plus fort pourcentage de familles les plus pauvres de tous les réfugiés que nous secourons », affirme Lionel Brisson, directeur de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA).

Sans avenir, les plus chanceux ont quitté le pays vers des exils de plus en plus lointains. Sur les 339 000 Palestiniens inscrits à l'UNRWA, 260 000 à 270 000 vivent au Liban, dont environ 60 000 ont acquis la nationalité. « Le problème de leur implantation est donc un faux problème », affirme un responsable libanais. Épouvantail régulièrement agité par la classe politique à Beyrouth, l'installation définitive, que les Palestiniens refusent eux aussi, paraît insurmontable. « Si ces réfugiés ont un passeport palestinien et acquièrent tous les droits des Libanais, à l'exception du droit de vote, le problème pourrait être résolu », assure un homme politique, qui plaide pour le réalisme tout autant que pour un peu de justice.

Yasser Arafat est décidé à relever le défi des islamistes

Plus de deux cent cinquante personnes ont été arrêtées en deux jours par la police palestinienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Yasser Arafat a-t-il franchi le point de non-retour dans sa lutte contre les islamistes? Ni les Palestiniens visés par les rafles de la police de Gaza, ni les Israéliens qui réclament depuis près d'un an qu'il s'avisât davantage ne sont en mesure de répondre à cette interrogation. Nul ne sait pendant combien de temps il sera en mesure de soutenir le rythme de la répression, mais beaucoup, de part et d'autre, admettent qu'après neuf mois de pouvoir il a retiré ses gants, trop veloutés au goût des Israéliens, pour s'engager dans l'action la plus dure contre les extrémistes. Mardi 11 avril, il s'est rendu au Caire pour obtenir le soutien du président Hosni Moubarak, qui lui avait récemment demandé d'agir fortement contre « ses » intégristes.

Plus de deux cent cinquante Palestiniens - chiffre record - étaient

derrière les barreaux, mardi soir, à Gaza. Contrairement aux précédentes rafles opérées par l'Autorité palestinienne après des attentats anti-Israéliens, les personnes arrêtées ne sont pas seulement des dirigeants, mais des militants de base qui, de près ou de loin, ont pris part à des attaques.

Tous ceux qui ont un lien politique ou militaire avec le Jihad islamique et le Hamas, et qui n'avaient encore jamais été inquiétés par les policiers de Yasser Arafat, ont senti que, cette fois, le ton avait changé. Bon nombre d'entre eux ont pris le maquis. Des porte-parole des deux mouvements, généralement plus loquaces, ont choisi d'adopter un profil bas, en prenant soin de ne pas critiquer publiquement « le président ».

Le mot-clé à Gaza est « désarmement ». « Nous allons désarmer tout le monde », a promis le « ministre » palestinien de la justice, Freih Abu

Middleine (Le Monde du 12 avril). « Celui qui sera vu dans la bande de Gaza avec une arme sera en situation irrégulière et désarmé », renchérit l'un des principaux négociateurs des accords avec Israël, Nabil Chaath.

Selon une source palestinienne, M. Arafat a lancé un ultimatum aux organisations intégristes, aux termes duquel il faudrait faire enregistrer auprès de l'Autorité toutes les armes en circulation dans les territoires autonomes avant le 12 mai. Au-delà de cette date, les contrevenants seront sanctionnés et leur arme saisie. L'OLP avait déjà tenté dans le passé de procéder à une telle opération, sans y parvenir.

Comme pour illustrer cette nécessité de « nettoyer » la bande de Gaza de ses stocks d'armes, des échanges de coups de feu ont eu lieu mardi entre des militants du Jihad et des policiers qui venaient les arrêter, dans le quartier de Zel-

toun, à Gaza-Ville. Des dizaines de douilles de balles de kalachnikov ont été ramassées dans la maison où ils se cachaient, les renforts ont été brisés, des matelas éventrés et des portes défoncées par les agents de l'ordre, furieux de l'accueil qui leur a été réservé.

« ALLER JUSQU'AU BOUT »

Les responsables palestiniens ont changé de ton et insistent franchement sur la volonté de l'OLP d'« aller jusqu'au bout » pour sauver le processus de paix et parvenir à un accord avec Israël d'ici au 1^{er} juillet, en vue de l'extension de l'autonomie au reste de la Cisjordanie. Selon Souhane Abou Zeldia, chargée des relations avec Israël au sein de l'Autorité palestinienne, « ce qui se passe aujourd'hui est sans précédent: nous assistons à la mise en place d'une nouvelle situation ».

Un tribunal militaire d'exception, créé par M. Arafat, a pronon-

cé mardi sa première peine maximale en condamnant sans appel Omar Challah, trente ans, activiste du Jihad, à vingt-cinq ans de prison ferme pour avoir prêté assistance à des auteurs d'attentats et préparé des explosifs. Ce tribunal, véritable « cour de sûreté de l'Etat », avait prononcé lundi sa première sentence en condamnant à quinze ans de détention un autre militant du Jihad pour des motifs identiques. « C'est la première fois que des Palestiniens sont jugés et condamnés par un tribunal palestinien pour des attentats commis contre Israël », a souligné M. Abou Zeldia, interrogé par la télévision israélienne.

Les deux mouvements dans la ligne de mire de l'OLP estimaient mardi que « les bornes avaient été dépassées ». Dans un communiqué publié à Amman, le Hamas a mis en garde l'Autorité palestinienne « contre toute atteinte » à

ses « combattants » et « contre la saisie de leurs armes ». Le Jihad a, de son côté, brandi la menace de représailles, « de la manière la plus appropriée, aux agissements stupides » de M. Arafat.

Les Israéliens se sont contentés d'accorder une note d'encouragement au chef de l'OLP en se gardant de toute joie prématurée. Le chef des renseignements militaires, le général Ori Saguy, a estimé que le chef de l'Autorité palestinienne commençait à prendre conscience des risques que les islamistes faisaient courir à son propre régime. Itzhak Rabin, qui a pour la première fois donné du « président » au chef de la centrale palestinienne, a tout de même jugé qu'il devait « prouver qu'il prend des mesures concrètes contre le terrorisme », et ajouté: « Autrement, il sera difficile pour Israël de poursuivre le processus de paix. » (Interim.)

هكذا امتن الأمل

La mort de Chen Yun prépare les Chinois aux incertitudes de l'« après-Deng Xiaoping »

Le défunt était le contrepoids conservateur du « petit timonier »

Le décès de Chen Yun, chef de file du clan opposé aux réformes de Deng au nom d'une certaine idée de l'orthodoxie marxiste, semble promettre

aux Chinois l'ouverture d'une ère d'incertitudes politiques que devrait assez vite concrétiser la mort, si souvent annoncée, du patriarche de Pé-

kin. Pour l'heure, cependant, l'actuelle direction, sous le président Jiang Zemin, privilégie l'impression que tout est sous son contrôle.

PÉKIN
de notre correspondant
Sans doute, la mort de Chen Yun, l'un des fondateurs de la construction économique socialiste chinoise et brillant leader du parti et de l'Etat d'une longue expérience, a été perçue par un coup de pied de l'âne où l'on reconnaît la patte de la clientèle du patriarche : cette « grande perte » doit être, pour le parti et la nation, l'occasion de « se rassembler autour du comité central dont Jiang Zemin est le noyau », et persister dans la mise en œuvre de « la théorie de Deng » - c'est-à-dire le contraire de ce que le disparu prônait.

UN RÔLE CRUCIAL
Le texte confirme à sa manière que Chen Yun avait joué un rôle crucial, avant d'accepter de prendre sa retraite définitive, dans la mise en place de l'actuelle direction sous la houlette de Jiang Zemin, chef de l'Etat, du parti et de l'armée, alors qu'il n'était pas intervenu dans le choix des deux précédents dauphins de Deng, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, successivement éliminés en 1987 et 1989. Par voie de conséquence, le frère trône de M. Jiang, qui ne cache pas certaines

inclinations conservatrices depuis quelques mois, se trouve privé d'un pied pour résister aux forces qui tentent, après la mort de Deng, de relancer un processus de réforme qui paraît, pour le moment, se heurter à la crainte de l'inconnu. Cela n'empêche pas, dans l'immédiat, le pouvoir de s'efforcer de donner les signes d'une parfaite stabilité : les responsables qui sont à Pékin n'ont pas modifié leur programme, le chef de l'Etat a rempli ses fonctions normalement, et les institutions continuent d'assurer la permanence d'un régime qui proclame à qui veut l'entendre que « le problème de la succession est réglé ». Pour autant, le « non-événement » de ce deuil, annoncé avec plus de vingt-quatre heures de délai, a occupé les vingt-trois minutes de la demi-heure sacrée du journal télévisé, et chassé toute information internationale du programme.

Car, derrière la disparition d'un homme qui a longtemps été de facto le deuxième plus puissant personnage du régime de Deng Xiaoping, se profilent naturellement les incertitudes à venir pour une population sensible aux précédents historiques : chacun se souvient encore de la traumatisante année 1976, qui avait vu la disparition de trois des héros du régime - Zhou Enlai, le fondateur de l'armée communiste Zhu De, et Mao lui-même - sur fond de tremblement de terre, pluies de météores et émeutes, pour se conclure sur une révolution de palais avec l'arrestation de radicaux maoïstes et de la veuve Jiang Qing.

On n'en est certes pas à craindre des bouleversements aussi éprouvants à présent, la direction étant relativement soudée par la certitude qu'elle risquerait gros à s'entrechoquer. Mais, par ailleurs, son degré de contrôle de la société est resté inférieur à ce qu'il était à la mort de Mao, et le pays traverse une mutation d'une telle ampleur que les risques de dérapages généralisés de divisions politiques abondent. Or, le moins qu'on puisse dire des régimes communistes, et du chinois en particulier, est qu'ils n'ont pas habitude le monde à des successions en douceur.

Francis Deron

Un proche de M. Balladur pourrait être nommé à la tête de la Caisse française de développement

LE MANDAT du directeur général de la Caisse française de développement (CFD), Philippe Jurgensen, arrive à échéance le 26 avril - entre le premier et le deuxième tour de la présidentielle. Candidat à sa propre succession, il a semblé-t-il peu de chances d'être reconduit dans ses fonctions. M. Balladur souhaite en effet confier le poste à son ancien directeur adjoint de cabinet, Antoine Poullieu. Mais une nomination en conseil des ministres le mercredi 12 avril suppose le feu vert de François Mitterrand.

Qui connaît la CFD ? En France, pratiquement personne. Installée à deux pas de la Madeleine, à Paris, dans des immeubles cossus et anonymes, « la Caisse », comme on l'appelle, cultive la discrétion des vieilles banques. Les dirigeants africains, surtout ceux de l'Afrique francophone, en revanche, n'ignorent rien de la CFD. Viennent-ils à Paris ? Entre une audience à l'Elysée et un entretien au ministère de la coopération se

glisse tout naturellement un contre-entretien avec le directeur général de la Caisse. En déplacement dans les anciennes colonies françaises, M. Jurgensen est, de son côté, reçu quasiment comme un chef d'Etat. La CFD est le bras financier de la France en matière de coopération. Version tricolore, et à plus petite échelle de la Banque mondiale, c'est par elle que transite l'essentiel de l'argent consacré par Paris à ses anciennes colonies et, au-delà, aux pays en développement. Pour diriger la Caisse, un certain doigté s'impose. Il faut savoir résister aux pressions politiques mais être conscient du poids de l'histoire.

Le président tranchera. Nommé à la tête de la CFD en 1989, reconfirmé pour un second mandat trois ans plus tard, Philippe Jurgensen n'a pas démenti. Cet inspecteur des finances a élargi le champ d'action de la Caisse - ou avant des agences en Asie, dans le Maghreb, en Afrique du Sud - tout en complétant sa panoplie d'instruments financiers. Avantage présente, mieux armée, la CFD a multiplié par deux en six ans le montant de ses concours. Ils sont passés de 6 milliards de francs environ en 1989 à 12 milliards en 1994.

Le premier ministre est dans son droit lorsqu'il souhaite ne pas reconduire M. Jurgensen pour un troisième mandat (la direction de la Sofaris, une société d'assurance-risque au service des PME, lui a été proposée). D'autant que la promesse de M. Balladur, faite le 8 avril 1993, de ne pas procéder, « dans les trois mois précédant une échéance nationale, législative ou présidentielle, à toute nomination qui ne serait pas indispensable à l'intérêt du service » ne paraît pas devoir s'appliquer en l'espèce stricto sensu.

Le problème vient de la personnalité du candidat à la succession. Membre du Conseil d'Etat - ce qui a priori ne le prédispose pas au métier de banquier -, Antoine Poullieu, 44 ans, est un haut fonctionnaire à l'engagement politique affirmé. Fugace directeur adjoint du cabinet de M. Balladur (avril-mai 1993), puis directeur du cabinet du ministre de la coopération, Michel Roussin, il a été élu conseiller RPR du quinzième arrondissement de Paris puis suppléant de Robert-André Vivien, le député RPR du Val-de-Marne. On prête à M. Poullieu l'intention de se présenter à la mairie de Fontenay-sous-Bois aux prochaines municipales.

Les Chiraquiens apprécieraient peu qu'un proche de M. Balladur soit nommé, à quelques semaines de la présidentielle, à un poste clé comme celui de directeur général de la CFD. A l'Elysée, l'entourage du président y est également opposé. Mais la décision dépend du président Mitterrand. Acceptera-t-il une nomination qu'il avait bloquée une première fois, il y a quatre mois ?

Jean-Pierre Tuquoi

Le Conseil de sécurité de l'ONU cherche à rassurer les Etats non nucléaires

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondant
Les cinq grandes puissances, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et détentrices de l'arme nucléaire, se sont engagées à ne pas utiliser cette arme contre les pays non nucléaires signataires du traité de non-prolifération (TNP) de 1970. Cet engagement a fait l'objet d'une résolution du Conseil de sécurité, mardi 11 avril. Pourtant, ces « garanties de sécurité » des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, de la France et du Royaume-Uni ne rassurent pas les pays non alignés.

La résolution 984 affirme qu'en cas « d'agression ou de menace d'agression avec l'emploi d'armes nucléaires contre un Etat non doté de telles armes et partie au TNP, tout Etat peut appeler immédiatement l'attention du Conseil de sécurité de manière à permettre au Conseil de prendre des mesures urgentes afin de fournir une assistance à l'Etat victime ». Cette assistance reste vague. Elle pourrait être d'ordre technique, médical, scientifique ou humanitaire. L'assistance militaire n'est pas exclue bien qu'elle ne soit pas mentionnée dans le texte.

Ce texte a été adopté pour répondre aux préoccupations des pays qui ne sont pas dotés de l'arme nucléaire et en préface à la conférence prévue à New York du 17 avril au 12 mai, au cours de laquelle les cinq puissances nucléaires espèrent prolonger indéfiniment le TNP. Beaucoup de pays non nucléaires préfèrent en revanche une prorogation limitée dans le temps, afin de conserver un levier dans les négociations sur le désarmement.

Plusieurs Etats ont fait connaître leurs inquiétudes. Au nom de l'Egypte, l'ambassadeur Nabil Elaraby a estimé que la résolution est « insuffisante à la fois sur la forme et le fond ». Concernée par le fait qu'Israël, doté d'armes nucléaires, n'est pas partie au TNP, l'Egypte considère qu'une menace nucléaire devrait déclencher « automatiquement » le système de sécurité collectif prévu par le chapitre 7 de la Charte des Nations unies. « Ce que l'Egypte demande revient à une alliance militaire du type OTAN », répond un diplomate. La demande du Nigeria pour un « traité juridiquement contraignant » a aussi été refusée par les Cinq Grands. Mais les plus critiques ont été l'Inde, la Malaisie et l'Iran. L'Inde, qui n'a pas signé le TNP, a dénoncé le caractère « discriminatoire » de la résolution, et son représentant a « espéré » qu'elle n'aurait pas pour implication que les Etats nucléaires « se sentent libres d'utiliser leurs armes à l'encontre des Etats non membres du TNP ».

Afsané Bassir Pour

Le BIT dénonce des assassinats de syndicalistes au Pérou, au Salvador et en Indonésie

GENÈVE

de notre correspondant
Le Comité de la liberté syndicale, composé de neuf membres du conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT) et présidé par Jean-Jacques Oechslin (France), président de l'Organisation internationale des employeurs, a révoqué le dénoncé de graves violations au droit du travail dans le monde, allant jusqu'à l'assassinat de syndicalistes, notamment au Pérou, au Salvador et en Indonésie.

Au Pérou, la Confédération générale des travailleurs et les syndicats des mineurs, métallurgistes et sidérurgistes de ce pays ont indiqué l'assassinat de 19 dirigeants syndicaux (avec les noms et les dates), et la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante a dénoncé le meurtre de huit enseignants, dont cinq dans la province d'Ayacucho, à la suite d'une grève, et deux dans la province de Pucallpa. Le gouvernement péruvien, prié de fournir des informations sur ces violations n'a pas fourni de réponse satisfaisante.

Au Salvador, pays qui n'a ratifié aucune de ces conventions, un groupe d'experts a pu vérifier plusieurs faits signalés par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) : assassinat de Heriberto Galicia Sanchez, dirigeant du Syndicat de l'industrie nationale du sucre, et de Pedro Constanza, membre de ce syndicat ; ouvriers blessés par des tirs de mitrailleuse contre un véhicule qui les ramenait de l'usine ; licenciements massifs pour activités syndicales ; détentions arbitraires. Le Comité a invité le gouvernement salvadorien « à déclarer les faits, à déterminer les responsabilités et à punir les coupables ».

Pour l'Indonésie, le Comité a exprimé « sa profonde inquiétude au sujet de l'extrême gravité des obligations qui ont trait ou meurtre, à la disparition, à l'arrestation et à la détention de dirigeants syndicaux ». La CISL a notamment rapporté une série de violations contre des dirigeants syndicaux, notamment la mort de trois militants : l'un, M. Rusni, violemment frappé par la police et tombé dans une rivière lors d'une grève, la deuxième, M^{me} Marsinah, également assassinée au cours d'une grève, et la troisième, M^{me} Sugianti, retrouvée dans un bassin d'eaux usées proche de son usine, deux semaines après une grève qu'elle avait organisée. Selon le gouvernement indonésien, il n'y a eu aucun rapport entre le décès de M. Rusni et son action syndicale, le cas de M^{me} Marsinah « a été porté devant un organisme neutre et indépendant » (?) et M^{me} Sugianti serait morte asphyxiée, sans autres détails.

Isabelle Vichriac

L'Italie renforce la lutte contre l'immigration clandestine

DES RENFORTS de policiers et de carabinieri ont rejoint, mardi 11 avril, les côtes sud de l'Italie, pour intercepter les immigrants clandestins, notamment albanais et kurdes, qui y débarquent de plus en plus nombreux. Trois cents policiers, agents de la police des finances et carabinieri ont gagné les plages de l'Adriatique, de Bari à Otrante, pour épauler les centaines d'hommes qui luttent déjà, en coordination avec les garde-côtes, contre l'immigration clandestine. Celle-ci amène chaque semaine des centaines, sinon des milliers, de sans-papiers en Italie. Le phénomène se renouvelle à chaque printemps, mais cette année, il est accru par l'arrivée des Kurdes qui fuient plus nombreux que jamais leurs régions en proie à la guerre et à la répression. Deux cents Kurdes et Turcs cherchant à entrer en France étaient bloqués mardi à Vintimille, à la frontière de l'Italie et de la France. - (AFP)

Les législatives au Zimbabwe confirment l'hégémonie de M. Mugabe

EN NE LAISSANT que deux sièges à l'opposition, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF) a encore renforcé son monopole sur la vie politique du pays. Les deux députés de l'opposition, Freddie Sibhole et Ndabaningi Sibhole, appartiennent au ZANU-Ndonga, traditionnellement bien implanté dans le sud-est du pays. En revanche, les tentatives de dissidents qui ont essayé de ravir des sièges pour lesquels ont leur refusé l'investiture, comme M^{me} Dongo à Harare, se sont soldées par des échecs, tout comme les candidatures présentées par le Parti du Forum d'Enoch Dumbutshena. En tout, l'opposition aura totalisé environ 15 % des voix. - (AFP/AP)

AMÉRIQUES

■ **QUÉBEC** : le désarroi était perceptible, mardi 11 avril, chez les « souverainistes » québécois, confrontés à des divergences de plus en plus profondes entre le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, et le chef de l'opposition à la Chambre des communes d'Ottawa, Lucien Bouchard. Ce dernier a menacé, lundi 10 avril, de ne pas participer à une campagne référendaire sur l'indépendance du Québec, qui serait vouée à l'échec. - (AFP)

■ **PÉROU** : le président Alberto Fujimori, triomphalement réélu dimanche 9 avril (avec plus de 65 % des voix), devrait finalement voir sa formation emporter la majorité des sièges au Congrès, selon les dernières estimations fournies par le Tribunal national électoral. Son mouvement, Cambio 90-Nueva Mayoría, devrait obtenir 65 sièges sur 120, alors que les premières estimations ne lui en donnaient que 58 (Le Monde du 11 avril).

EUROPE

■ **IRLANDE** : sept membres de l'IRA détenus dans la République d'Irlande seront libérés jeudi 13 avril, a annoncé mardi 11 avril, à Dublin, le gouvernement irlandais. Vingt et un membres de l'IRA détenus en Irlande auront ainsi été libérés depuis décembre. - (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE** : Mgr David Hope devient le numéro deux de la hiérarchie anglicane. Evêque de Londres, âgé de cinquante-quatre ans, il a été élu, mardi 11 avril, archevêque d'York, succédant ainsi à Mgr John Habgood. Célébataire, Mgr Hope avait relancé le débat sur l'homosexualité dans le clergé en admettant « des zones d'ombre » sur sa propre « noture ». - (AFP)

■ **AZERBAÏDJAN** : le premier ministre turc, Tansu Ciller, devait signer, mercredi 12 avril, à Bakou, un contrat avec l'Azerbaïdjan qui renforce la participation d'Ankara (6,75 % au décapement de l'Iran, dans un consortium pétrolier, dominé par les Anglais et les Américains, pour exploiter les riches gisements de la mer Caspienne. - (AFP)

■ **ROUMANIE** : des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, mardi 11 avril à Bucarest, pour réclamer le retrait d'une ordonnance gouvernementale limitant la hausse des salaires dans le secteur public. - (AFP)

■ **BULGARIE** : les cancers de la glande thyroïde chez les enfants bulgares ont été multipliés par vingt depuis l'accident de Tchernobyl en 1986, a indiqué, mardi 11 avril, le chef de la clinique d'hématologie oncologique de Sofia. - (AFP)

AFRIQUE

■ **LIBERIA** : M. Boutros-Ghali a demandé la prolongation de la mission d'observation des Nations unies (MONUL) au-delà de son échéance, fixée au 13 avril. Dans un rapport adressé, mardi 11 avril, au Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU a néanmoins préconisé le retrait de 20 % des 86 observateurs présents au Liberia, en faisant remarquer que le « le processus de paix est dans l'impasse ». - (Reuters)

■ **SIERRA-LEONE** : la Guinée a dépêché trois cents hommes en renfort pour soutenir le régime militaire du capitaine Valentine Strasser dans sa lutte contre la rébellion armée du Front révolutionnaire uni (RUF), a-t-on appris de source diplomatique, mardi 11 avril. Par ailleurs, un prêtre irlandais, Senan Kerrigan, a été tué, lundi 10 avril, à une centaine de kilomètres de Freetown, dans une embuscade attribuée au RUF. - (AFP)

■ **CENTRAFRIQUE** : le premier ministre a démissionné, mardi 11 avril, vingt-quatre heures après le dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée nationale. - (AFP)

■ **ALGÉRIE** : vingt islamistes armés ont été tués en quatre jours dans différentes régions du pays, ont annoncé, mardi 11 avril, les forces de sécurité. Douze personnes soupçonnées d'assassinats, de complicité d'attentats et de détention d'armes de guerre et d'explosifs ont, par ailleurs, été arrêtées à Alger. - (AFP)

■ **MAROC** : Abderrahman Youssoufi, ex-leader de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le principal parti de l'opposition marocain, a mis fin à un exil volontaire de dix-huit mois en regagnant, lundi 10 avril, le Maroc. M. Youssoufi avait démissionné de l'USFP en septembre 1993, pour protester contre les irrégularités dont avaient été entachées, selon lui, les dernières élections législatives. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ Les pays du Conseil de coopération du Golfe ont pris, mardi 11 avril, des dispositions pour renforcer leur force commune, baptisée « Bouclier de la péninsule » et forte aujourd'hui de 4 000 hommes. Ces mesures, qui n'ont pas été révélées, ont été décidées par les chefs d'état-major des forces des six pays du Conseil (Arabie saoudite, Koweït, Oman, Qatar, Bahreïn, Emirats arabes unis). - (AFP)

■ **IRAK** : les autorités turques limitent, depuis lundi 10 avril, les mouvements des organisations non gouvernementales (ONG) dans les zones où l'armée turque est encore déployée dans le nord de l'Irak, a indiqué, mardi, un représentant de l'ONG française Equilibre. - (AFP)

ASIE

■ **JAPON** : le filet semble se resserrer autour des dirigeants en fuite de la secte Aum (voir Enquête page 14). La police a arrêté, mercredi 12 avril, celui qu'elle juge être un personnage-clé de la secte, Tomomitsu Nimmi, trente ans. Plus de cent membres d'Aum, dont trois de ses principaux « ministres », sont désormais détenus. Par ailleurs, la police a organisé, mercredi, une réunion de l'ensemble des responsables de l'enquête relative à l'attentat au gaz survenu le 20 mars dans le métro de Tokyo, qu'Aum Shinn-kyo est vivement soupçonné d'avoir organisé, nous indique notre correspondant, Philippe Pons. - (AFP)

Dans le nord de l'Irak, l'armée turque poursuit la destruction des bases séparatistes kurdes

Ankara recherche avec les Kurdes irakiens le moyen de se protéger des incursions du PKK avant d'envisager un retrait total

Trois semaines après le début de l'opération dans le nord de l'Irak, 3 000 soldats, sur les 35 000 engagés, ont regagné la Turquie. An-

kara fait valoir, auprès de ses interlocuteurs occidentaux, la menace que représentent les séparatistes du Parti des travailleurs du Kur-

distan (PKK) et la difficulté de protéger la frontière dans cette zone montagneuse. Cette opération pourrait aussi avoir pour but

d'aider le gouvernement à faire passer au Parlement certaines mesures de démocratisation annoncées.

SINDI (nord de l'Irak)
de notre envoyée spéciale

Des silhouettes à peine plus hautes que des allumettes se dessinent sur fond de ciel gris, perchées sur les rochers escarpés qui dominent la plaine. Le passage de Sindi a une importance particulière pour la Turquie, car la route tortueuse qui monte en pente raide depuis le village de Darkar Ajam, en contrebas, au nord-est de la ville de Zakho, était un des principaux axes à la frontière turque pour les combattants armés du PKK. Au-delà du col de Sindi, le paysage s'ouvre et la route, asphaltée, se divise en trois branches qui aboutissent à la frontière turque, située à moins de 20 kilomètres plus au nord. C'est là que le PKK avait établi des bases logistiques.

Trois semaines après le début de leur offensive contre le PKK au nord de l'Irak, les forces armées turques ont commencé à se retirer. Une première brigade (3 000 hommes) est rentrée au pays. Mais les soldats ne quitteront définitivement Sindi que lorsqu'une solution aura été trouvée pour empêcher durablement le PKK d'utiliser à nouveau ce passage.

A Darkar Ajam - l'un de ces ensembles d'habitations déprimants construits par Saddam Hussein pour reloger les Kurdes dont il avait détruit les hameaux -, le PKK vivait en maître, affirmant les officiers turcs qui ont établi leur quartier général dans l'école primaire. Tous les militants et leurs partisans ont fui dès le début de l'offensive turque. Des enfants rieurs, superbes et crasseux dans leurs vêtements colorés, inconscients des jeux politiques, se pressent autour du réservoir d'eau installé par les troupes turques, qui veulent prouver leur bon vouloir envers la population locale.

Vue d'hélicoptère, la zone frontalière semble incontrôlable. Les collines ondulantes font place en altitude à un relief crevasse, à la fois inhospitalier et idéal pour les combattants du PKK, qui peuvent s'y cacher facilement. A Pirbela, une trentaine de cavernes forment un réseau de camps du PKK que l'armée turque s'acharne à détruire. Dans l'une des grottes, la partie supérieure est un poste d'observation parfait, le rez-de-chaussée est protégé par une muraille de

sacs de sable. Du nez, de la levure sont éparpillés sur le sol, autour des pierres noircies où l'on faisait le feu. Dans ces refuges sommaires qui trônent la montagne, des quantités importantes d'armes et de munitions ont été saisies par les forces turques.

« NETTOYAGE »

Tout au long de la zone frontalière, les forces turques ratissent systématiquement. Une entreprise de longue haleine, en terrain lourdement miné. « Le déroulement classique d'une opération de nettoyage », affirment les experts militaires occidentaux à Ankara. Les troupes suivent les instructions qui leur ont été données, sans se préoccuper de l'« après-retrait », un problème entre les mains des politiques.

Si le but de l'incursion était d'annuler physiquement les combattants du PKK, le « succès » dont se flatte Ankara n'est pas évident, puisque l'armée fait état de 417 morts, parmi les 2 400 à 2 800 militants qui, selon elle, occupent la région et dont des centaines ont fui, vers la Syrie, la Turquie ou l'Iran. En revanche, si, comme le pensent les experts militaires occidentaux et comme l'affirme Ankara, le but était de handicaper le PKK en détruisant ses bases, il aura été atteint. En outre, à l'intérieur, le

gouvernement turc, par cette opération, a marqué des points auprès des « faucons », qu'il doit maintenant convaincre d'accepter certaines réformes démocratiques. Ankara est aux prises avec le problème de l'instabilité au nord de l'Irak. La Turquie s'est à nouveau

le feu unilatéral, pour une période de deux semaines, à été annoncée par le dirigeant du PDK, Masoud Barzani, dont l'organisation est engagée depuis des mois dans une lutte fratricide avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. C'est un premier pas dans

L'appui américain

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Strobe Talbott, a déclaré, mardi 11 avril à Ankara, que « seuls les Kurdes irakiens peuvent contrôler la frontière turco-irakienne et empêcher le PKK d'infiltrer des terroristes en Turquie ». Le numéro deux du département d'Etat a ajouté que, dans cette optique, les Etats-Unis et la Turquie « devaient renouveler leurs efforts pour mettre un terme à la violence entre les factions kurdes dans le nord de l'Irak ».

« Sur le long terme, a-t-il estimé, le seul moyen d'éliminer la menace d laquelle fait face la Turquie à sa frontière sud est de restaurer l'Etat de droit dans le nord de l'Irak. Cela dépend de la formation à Bagdad d'un gouvernement qui représente tout le peuple irakien et entretienne des relations pacifiques avec tous ses voisins. En attendant, seuls les Kurdes irakiens peuvent contrôler la frontière. » Le diplomate américain a également invité indirectement la Turquie à régler le problème kurde par d'autres moyens que « la force seule ».

turnée vers les Kurdes irakiens dans l'espoir de remettre sur pied les accords signés avec eux en 1992, après l'offensive conjointe contre le PKK, qui prévoyait la construction de postes-frontières contrôlés par les peshmergas kurdes irakiens.

Après la visite au nord de l'Irak d'une délégation turque, un cessez-

la direction souhaitée par les Turcs. Toutefois Masoud Barzani, qui demande le retrait des soldats turcs, s'est plaint à la presse turque de l'impossibilité de patrouiller efficacement à la frontière. Il propose la reconstruction, avec l'aide de la Turquie, des villages de la zone frontalière précédemment détruits,

Recrudescence des combats au Tadjikistan

MOSCOU

de notre correspondant

Chaque année, depuis que la guerre civile fait rage, la fonte des neiges au Tadjikistan s'accompagne d'une recrudescence des combats. Depuis 1992, date de la victoire des forces pro-russes, environ un quart des cinq millions d'habitants du Tadjikistan ont fui cette petite république d'Asie centrale. Cette année, les combats ont été particulièrement précoces. Ils opposent des forces sous commandement russe à une guérilla tadjike, basée surtout dans la province orientale du Pamir et en Afghanistan, où elle bénéficie du soutien de pays islamiques.

Depuis cinq jours, ces affrontements ont fait des dizaines de

morts de part et d'autre. Mardi 11 avril, des hélicoptères russes, venus en renfort dans des zones difficiles d'accès, auraient infligé de lourdes pertes aux rebelles tadjiks, les repoussant dans leurs montagnes. Les Russes, qui maintiennent près de vingt mille hommes au Tadjikistan - soit trois fois plus que la guérilla tadjike -, se trouvent cependant dans une situation épineuse.

Moscou agit théoriquement au Tadjikistan dans le cadre des « Forces unies de la CEI », composées de bataillons symboliques d'autres pays d'Asie centrale - Kazakhstan, Kirghizistan et Ouzbékistan -, pour épauler les gardes-frontières russes qui défendent la frontière de la CEI avec l'Afghanistan contre la « menace

islamiste ». La semaine dernière, c'est justement le bataillon kazakh qui fut attaqué, subissant les plus lourdes pertes. Ce qui devrait augmenter les pressions des alliés centra-asiatiques de Moscou en faveur d'une solution politique du conflit.

POSITIONS INCONCILIABLES

L'Ouzbékistan voisin, le pays le plus menacé par l'islamisme militant, vient d'ailleurs de changer son fusil d'épaule : après avoir largement aidé le clan des Kouliab au pouvoir à Douchanbé à massacrer les opposants tadjiks en 1992, le président ouzbek, Islam Karimov, a fait, la semaine dernière, des ouvertures notables à ces opposants naguère honnis. Il a ainsi reçu chez lui un de leurs

dirigeants en exil, le Quazi (chef religieux) Touradjon-Zode. Récemment, ce dernier a aussi été reçu aux Etats-Unis et par des diplomates du Quai d'Orsay à Paris.

Cette reconnaissance semi-officielle de l'opposition tadjike se fait grâce aux efforts de médiation de l'ONU, qui a obtenu l'an dernier l'ouverture de négociations inter-tadjiks. Elles ont déjà eu lieu à Moscou, Téhéran et Islamabad, le quatrième « round » étant prévu pour la mi-avril à Moscou. Mais les positions des parties restent inconciliables, et les haines perdurent, alimentées par la poursuite de la répression.

L'opposition, de même que l'OSCE, n'a pas reconnu la légitimité des élections tadjiks présidentielles et législatives de l'hiver 1994. Dans l'attente de nouvelles élections auxquelles les réfugiés en exil participeraient, l'opposition propose la création d'un Conseil d'Etat paritaire. Mais, dans l'immédiat, elle réclame, pour revenir négocier à Moscou, le retrait des renforts gouvernementaux envoyés en mars 1995 sur le front du Pamir, en violation d'un accord de cessez-le-feu signé en 1994 sous l'égide de l'ONU.

L'opposition réclame aussi une déclaration de Moscou obligeant les gardes-frontières russes à respecter cet accord inter-tadjik. Cela faciliterait le retour au pays de l'opposition armée et des réfugiés tadjiks d'Afghanistan. La Russie, naturellement, s'y refuse, affirmant que les derniers combats prouvent que l'opposition tadjike est désormais dirigée par des « irréductibles incontrôlables ». Mais aura-t-elle les moyens de poursuivre sa politique ?

Au moment où ses forces sont mobilisées en Tchétchénie et où des millions de Russes réclament leurs arriérés de salaires, il lui faudrait non seulement renforcer sa présence militaire au Tadjikistan, mais aussi continuer à financer un pays dévasté et déjà menacé, dans certaines régions, par la famine.

Sophie Shihab

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt en date du 29 septembre 1994, la Cour d'Appel de Metz : condamné Mr Patrice BOIZEAU Directeur de publication du journal MINUTE, à payer à Mr Jean-Marie RAUSCH, la somme de 25 000 Fns 1 titre de dommages-intérêts, pour l'avoir publiquement diffamé dans son numéro du 5 janvier 1994, à raison d'un article intitulé : « JEAN-MARIE RAUSCH A LAISSE UNE ARDOISE DE 20 MILLIONS ».

Un général russe des « casques bleus » en Croatie limogé pour corruption

SARAJEVO

de notre correspondant

Pour la première fois en trois années d'existence, la Forpronu a décidé de ne plus « couvrir » les pratiques douteuses d'un bataillon déployé dans l'ex-Yugoslavie. En limogéant le général russe Alexandre Perelakine, commandant des « casques bleus » en Slavonie orientale (région de Croatie contrôlée par les séparatistes serbes), pour « incompétence et corruption », la Forpronu n'écume pas seulement un homme, elle « lance un avertissement clair à tous les soldats envoyés par Moscou », selon un officier du quartier général de l'ONU à Zagreb.

Le bataillon russe, déployé dans la région de Vukovar, est en effet célèbre depuis longtemps pour sa « connivence » avec les milices serbes locales. De même, un bataillon russe basé dans les quartiers

Bosnie :

Gorazde bombardée

L'OTAN a été de nouveau sollicitée, mardi 11 avril, pour effectuer des vols de dissuasion au-dessus de la Bosnie. Les patrouilles de l'Alliance survolent cette fois l'enclave musulmane de Gorazde, où une quinzaine d'obus serbes se sont abattus en début de soirée. Au même moment, les experts du « groupe de contact » recontactent à Belgrade le président serbe, Slobodan Milosevic, pour plaider en faveur de la reconnaissance de la Bosnie et de la Croatie, à laquelle ce dernier s'oppose en dépit de la promesse d'une suspension des sanctions internationales. - (AFP.)

serbes de Sarajevo est régulièrement accusé par des officiers des Nations unies de jouer la carte serbe. La vénalité et la politique forment un cocktail qui incite parfois des « casques bleus » à un certain « laxisme » envers les belligérants, selon le terme employé par la Forpronu concernant le général Perelakine.

Sarajevo est l'endroit où les « casques bleus » se sont le plus compromis dans des trafics en tout genre, de la nourriture à l'essence, en passant par les armes. « Le bataillon égyptien, dès son arrivée en 1992, avait vendu des armes individuelles d'armée bosniaque. Nous avions stoppé cette activité très vite », se souvient un officier supérieur français. Le bataillon ukrainien a régné durant un an et demi sur le marché du carburant. De nombreux « casques bleus », mal payés dans leur pays, utilisent leur séjour en ex-Yugoslavie pour garnir leur compte en banque. Le mois dernier, un check-point serbe de Lukavica, des soldats ont déchargé d'une jeep de la Forpronu (ukrainienne) plusieurs bidons d'essence, nullement embarrassés par la présence de journalistes sur les lieux.

Les contingents des pays occidentaux participent moins à ces activités « parallèles », leurs soldats étant mieux payés. Un bataillon de « troupes de marine » français est cependant demeuré célèbre pour avoir acquis quantité de bijoux en or et de matériel hi-fi, que les « casques bleus » revendaient en France. Un employé espagnol de la Forpronu a également, un an durant, signé de fausses cartes de presse à des Bosniaques désirant embarquer dans les avions de l'ONU afin de fuir Sarajevo. Selon les témoignages, ses tarifs variaient de deux mille à cinq mille deutschemarks (sept mille à dix-sept mille francs).

La Forpronu s'était, jusqu'à hier, toujours refusée à dénoncer les officiers ou les soldats connus pour leurs agissements illicites. Le renvoi du général Perelakine est donc un signal fort envoyé à tous ceux qui considèrent l'opération des Nations unies comme une vulgaire rente, ou comme une occasion de servir les intérêts d'une faction « amie ».

Rémy Ourdan

REPUBLIQUE LIBANAISE
CONSEIL, OU DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
Système de Gestion d'Abonnés et de Facturation et Système d'Administration pour le Ministère des Postes et Télécommunications
Avis concernant un appel d'offres pour un projet de mise en œuvre de la fourniture et l'installation d'un système informatique (logiciel et matériel informatique) ainsi que les services y afférents.

Le Gouvernement Libanais représenté par le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) agissant pour le compte du Ministère des Postes et Télécommunications (MPT) a lancé un programme pour l'installation d'un million de lignes téléphoniques ainsi que pour la réhabilitation du réseau existant. Les Compagnies capables de fournir un système informatique intégré pouvant supporter l'activité commerciale présente et future du MPT sont invitées à présenter une offre. La proposition devra inclure les services suivants: Fichier Technique d'Abonnés, Facturation ainsi que la Gestion Financière et la Gestion des Ressources Humaines. L'offre devra comporter la fourniture des logiciels d'application, du matériel informatique, des logiciels système, leurs installations ainsi que la fourniture des services d'assistance. Les principaux éléments nécessaires sont décrits ci-dessous:

Les Applications:
Fichier Technique d'Abonnés et Facturation
Le système en question doit être flexible, capable d'intégrer de nouveaux services et produits et avoir la possibilité d'appréhender de différentes manières à la fois les services et les appels et de traiter les abonnés selon leur catégorie:

- Fichier d'Abonnés
 - Prestation de Service (Point de Vente, Traitement de la Demande etc.)
 - Gestion des Abonnés (Compte Abonné, Compte Prioritaire, Classification des Abonnés)
 - Produit, Service et Tarif
 - Fichier Technique (Fichier cible et fichier commutation)
 - Fichier de Déroulement (gestion des interruptions et des contestations)
 - Interrogation et Fourniture de l'Annuaire
 - Plan de travail
- Facturation
 - Traitement des appels et tarifs
 - Production des factures
 - Traitement des paiements
 - Compte à recevoir/Gestion de Crédit
 - Complaisance Inter-Administrations (entrants, sortants et transit) ainsi bien internationales que locales
- Système de Gestion de l'Information (ce système doit être capable de recevoir les systèmes administratifs)

Systèmes Administratifs (Finances et Ressources Humaines):
Ces systèmes doivent être intégrés et être compatibles avec le Fichier Technique d'Abonnés et le système de Facturation

- Systèmes Financiers
 - Grand Livre et Journaux
 - Gestion des Comptes Client
 - Gestion des Inventaires
 - Comptes d'Achats
 - Gestion de Trésorerie
- Ressources Humaines
 - Gestion du Personnel
 - Paie
 - Formation et Bilan des Compétences

Les offres doivent être conformes aux documents d'appel d'offres qui seront disponibles au CDR durant les heures de services officielles à partir du Lundi 10 avril 1995; moyennant la somme de 1000 US\$ (mille dollars américains) réglée par chèque bancaire certifié au nom du Conseil du Développement et de la Reconstruction. Les offres devront être rédigées en anglais et remises avant 12:00 heures, midi (heure locale de Beyrouth) le Lundi 12 juin 1995 au CDR à l'adresse suivante: Conseil du Développement et de la Reconstruction - Tallat El-Saïd - Beyrouth - Liban.

La première étape d'ouverture des offres se déroulera dans les locaux du CDR le Lundi 12 juin 1995 à 12:00 heures, midi (heure locale de Beyrouth). Toutes les demandes d'informations supplémentaires concernant cet appel d'offres devront être adressées par écrit à l'adresse ci-dessus ou par fax au (961-1) 864494 en rappelant la référence n° : CSB/MPT

Les Services:
Logiciel requis
Les solutions offertes doivent être basées sur un logiciel intégré. Les systèmes doivent offrir l'utilisateur de larges possibilités d'adaptation et de réalisation de report, basées sur l'un des systèmes de gestion de base de données relationnelle. Les systèmes proposés doivent pouvoir être intégrés avec un minimum d'interaction manuelle ou administrative. Le fournisseur de logiciels doit faire démonstration de son engagement à les développer ultérieurement même dans des domaines qui ne sont pas définis à ce jour. Il est essentiel que les systèmes soient capables d'offrir une *Police de caractères Arabes*, à la fois sur les écrans et sur les imprimantes, en particulier pour la facturation.

Matériel informatique et Environnement Opérationnel
Le Soumissionnaire fournira, installera, mettra en service tous les ordinateurs nécessaires pour faire fonctionner les systèmes du Client. La préférence sera donnée à des solutions de type *Système Ouvert* si la preuve est donnée que la solution envisagée peut supporter plus d'un million d'Abonnés et le nombre d'appels en résultant. Le fournisseur de matériel devra démontrer dans son offre la possibilité de développement ultérieur de son parc informatique.

Installation et services d'assistance
Le fournisseur du système devra prendre la responsabilité de l'installation de systèmes totalement opérationnels (ou de plus) sur la possibilité si nécessaire d'être personnalisés et développés à partir du système de base. La mise en place des systèmes devrait se réaliser en cours des études 1995 et 1996.

Le fournisseur offrira des systèmes entièrement intégrables ainsi que l'assistance à la mise en service, à la gestion du processus de développement et à la Gestion de l'ensemble du projet.

Différents stades de la soumission
L'offre consiste en une seule soumission comportant trois étapes d'évaluation:

Qualification
Chaque Soumissionnaire devra fournir les informations prouvant sa capacité à soumissionner au moment de la remise de son offre. Ces informations seront utilisées pour déterminer quelles offres seront étudiées en détail. Les Compagnies sans expérience significative d'intégration de systèmes dans le domaine des Télécommunications ne seront pas qualifiées.

Evaluation Technique
Elle sera effectuée uniquement pour les compagnies qualifiées.

Offre Financière
Seules les informations financières des offres retenues après l'évaluation technique, seront étudiées.

مكتبة الأمل

هكذا امتنا الحال

La BERD est appelée à se transformer

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement n'est plus mise en cause, mais son coût de fonctionnement est jugé trop élevé et ses ressources risquent de devenir insuffisantes

Chargée d'aider à la transition des pays de l'Est vers l'économie de marché, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a tenu son assemblée générale annuelle à Londres les lundi 10 et

mardi 11 avril. En dépit des rumeurs de démantèlement, l'institution entend rester dans la capitale britannique. L'action de son président, Jacques Larosière, a recueilli un succès unanime, qui contraste

avec les attaques lancées du temps de son prédécesseur, Jacques Attali. La BERD a entamé des projets dans tous les pays de la zone, et elle a mis au point de nouvelles formules pour les diversifier. Mais dès 1997

elle risque d'avoir épuisé son capital et certains actionnaires s'interrogent sur une éventuelle privatisation. Le projet de mise aux normes de la centrale nucléaire de Mochovce (Slovaquie), qui doit bénéficier d'un

financement de la banque mais se heurte à l'opposition de l'Autriche et est jugé trop onéreux par le gouvernement de Bratislava, a été retiré de l'ordre du jour à la demande de ce dernier.

LONDRES

de nos envoyés spéciaux
L'assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) s'est achevée mardi 11 avril à Londres. Cette fois, les ministres des finances et les personnalités représentant les cinquante-neuf actionnaires ont été unanimes pour saluer l'action de la BERD et de son président, Jacques Larosière. Pour reprendre les propos de John Major, dont le gouvernement n'avait pas ménagé dans le passé l'ancien président Jacques Attali, la banque et la France, « en seulement dix-huit mois, la direction claire et énergique de M. de Larosière a transformé la banque, redonné ses activités et restauré la confiance en elle ».

On ne pouvait être plus élogieux. Il est vrai que la banque peut se vanter d'avoir réalisé les trois quarts de ses activités dans le secteur privé (ses statuts en requièrent 60 %), d'avoir entamé des projets dans tous les pays de la zone – à l'exception du Tadjikistan, en guerre – et d'avoir dégagé

en 1994 un léger bénéfice (Le Monde du 14 mars). Et le style discret de son président actuel a gommé les controverses qui avaient entouré la création de la banque. Le chancelier de l'échiquier britannique, Kenneth Clarke, s'est félicité que « la banque joue un rôle de plus en plus

important de leadership intellectuel en montrant la voie aux économies de la région pour qu'elles se transforment rapidement en économies de marché ».

L'assemblée a par ailleurs permis aux pays d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS – en particulier l'Ukraine – de tenter de séduire les

investisseurs étrangers potentiels, venus nombreux pour la circonstance. Pour aider dans la transition vers une économie de marché – et vers la démocratie, a insisté M. de Larosière dans sa conférence de presse finale –, la banque dispose d'une formule nouvelle, qui devrait être souple et rapide : le « mécanisme multi-projets ». Il s'agit, selon le président, de négocier avec des entreprises industrielles (la première est Danone, ABB pourrait suivre) « des accords-cadres permettant de financer sur plusieurs années un certain nombre de projets dans la dimension unitaire, ce qui permettrait d'intervenir mais dont l'addition constitue un programme pouvant avoir un impact significatif sur la transition ».

Mais derrière ces succès les questions et les demandes d'explications persistent. Les économies réalisées par M. de Larosière ne suffisent pas et certains membres demandent en particulier une réduction drastique du coût du conseil d'administration, qui ab-

sorbe 12 % du budget de fonctionnement de la Banque. La France a proposé de réduire ses frais de 20 %, l'Autriche a supprimé un de ses deux directeurs, mais les pays récipiendaires d'aide rechignent à suivre.

VERS UNE PRIVATISATION ?

L'augmentation de capital, que souhaitent le président et certains pays comme l'Allemagne et la France, pose les vraies questions. Un rapport doit être présenté sur ce sujet lors de la réunion d'avril 1996 à Sofia. Dès 1997, en effet, la BERD aura épuisé son capital, ce qui, selon son président, « réduira sévèrement sa capacité future de prêt », et celle d'assurer le suivi des projets en voie d'achèvement. Faudra-t-il alors la privatiser, comme il en est déjà question pour d'autres institutions financières internationales ? Pour sa part, le sous-secrétaire américain au Trésor pour les affaires internationales, Larry Summers, a déclaré que, « au moment où la banque considère ses besoins futurs, elle devrait suivre l'exemple de ses membres et être

prête à envisager comment se privatiser elle-même ». Mais, dans ce cas, une augmentation de son capital serait-elle nécessaire ?

Par ailleurs, les actionnaires veulent-ils augmenter la puissance de la BERD, qui est déjà en concurrence avec plusieurs organisations multilatérales et avec les banques d'affaires ? Mais, fait remarquer M. de Larosière, « nous sommes une institution publique à laquelle on demande de faire des choses que les banques commerciales ne peuvent faire, en particulier de prendre des risques supplémentaires ». Enfin, si certains pays sortent du champ d'application de la BERD, notamment la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, qui frappent à la porte de l'Union, la banque sera-t-elle disposée à prendre des « risques supplémentaires » en concentrant ses investissements sur des pays plus éloignés, moins développés et moins démocratiques, comme ceux d'Asie centrale ?

P. de B. et F. L.

L'UE envisage un accord commercial avec le continent américain

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Lundi 10 mars à Luxembourg, lors de la réunion des ministres de l'Agriculture de l'Union européenne, le Français Jean Puchet, appuyé par plusieurs de ses collègues, avait dénoncé comme « extrêmement dangereux pour l'agriculture communautaire » le projet récent présenté par la Commission européenne de négocier un accord de libre-échange avec le Mercosur. Il ignorait encore l'intention de Leon Brittan, le commissaire chargé de la politique commerciale, de mettre en chantier un accord du même type avec les Etats-Unis (Le Monde du 12 avril). Après des arrangements commerciaux déjà conclus ou projetés avec les deux tiers de la planète : accords « européens » avec les pays d'Europe centrale et orientale, de partenariat avec les Etats de l'ex-URSS, d'association (en cours de négociation) avec les pays de la Méditerranée méridionale et orientale...

Le libéral Leon Brittan est à l'origine de la plupart de ces initiatives, mais, s'agissant du Mercosur, Manuel Marín, le vice-président de la Commission chargé notamment des relations avec l'Amérique latine, a mis la main à la pâte avec ardeur. Sir Leon, qui a présenté, il y a peu, une communication, sorte de corps de doctrine, sur les avantages du libre-échange, est cohérent avec lui-même en proposant de donner des suites concrètes à cette réflexion. A regarder le nombre d'arrangements déjà signés, pourquoi pas envisager un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, avec lesquels la Commission souhaite renforcer les liens politiques ? Les autorités de Washington ne pourraient-elles s'étonner d'être pratiquement les seules, avec (pour combien de temps ?) les grands pays d'Asie, à ne pas bénéficier de liens préférentiels avec l'UE ? Au reste, le projet n'en est encore qu'à ses débuts, une simple manifestation d'intention, exempte, assure-t-on, de toute arrière-pensée assassine à l'encontre de la politique agricole commune...

L'Union peut-elle courir le risque de se trouver écartée du Mercosur, le quatrième marché du monde, en pleine expansion ? Faut-il l'abandonner aux Américains et aux Japonais ? Selon les collaborateurs de M. Marín, l'opération n'est pas dangereuse pour la PAC. Certes, les règles du GATT – rendues plus strictes lors de la constitution de l'OMC – interdisent d'exclure d'une zone de libre échange une composante essentielle du commerce. Mais elles permettent de mettre en exception des pro-

duits sensibles représentant jusqu'à 20 % du commerce. Or la part des produits agricoles « sensibles » (viande, volaille, céréales) correspond à peine à 20 % des livraisons du Mercosur à l'Union... De plus, l'accord projeté comporte plusieurs phases : la mise en place d'une zone de libre-échange n'est prévue qu'à partir de 2002 et s'échelonne alors sur dix ans... Resté à se convaincre que cette interprétation commode des règles de l'OMC sera partagée par les futurs partenaires latino-américains et à se demander si le risque mérite d'être couru.

MOUVEMENT INCONTRÔLÉ

Ce serait une erreur de croire que, du côté français, on recuse systématiquement de tels raisonnements. « Globalement, nos intérêts ne sont certainement pas dans une attitude protectionniste », commente ainsi une personnalité française de Bruxelles : la plupart de nos partenaires au sein de l'Union sont favorables à une attitude ouverte sur le plan commercial, ne croient guère aux bienfaits de la préférence communautaire, et cette tendance dominante s'est trouvée aggravée avec le dernier élargissement de l'UE à l'Autriche, la Finlande et la Suède. Les Français peuvent essayer d'être vigilants (ils n'avaient visiblement pas vu venir l'affaire du Mercosur), de limiter les dégâts en se trouvant des alliés sur chaque dossier, mais ils iraient certainement à l'échec s'ils tentaient de s'opposer frontalement à cette tendance lourde, propice à la libération des échanges. On ne peut pas vouloir forcer la route de l'Union monétaire, priorité française du moment, et ne pas faire preuve de compréhension pour les aspirations de nos partenaires au libre-échange.

Reste qu'on peut se demander si, au sein de la Commission, quelqu'un (à l'exception de Leon Brittan) est capable d'avoir une vue d'ensemble de ce qui est en train de se tramer sur ce terrain de l'action commerciale. Est-ce bien le moment, pour les Européens, de se montrer tout sourds à l'égard des Américains, alors que ceux-ci taillent des croûtes au Vieux Continent en laissant chuter le dollar, menaçant ainsi la croissance en Europe ? « Jamais de tels papiers n'auraient vu le jour du temps de Delors », entend-on souvent dans les couloirs bruxellois. En dépit des propos rassurants et des tentatives de légitimation, certains éprouvent le sentiment d'un mouvement incontrôlé et incontrôlable. Alors, avouons-t-on, que l'engrenage est indéniablement risqué.

Philippe Lemaître

Qui a dit que c'était facile de donner les clés de la ville ?



Vous êtes client d'un hôtel Mercure, ambiance sympathique, chambre calme, joli cadre, bref tout va bien. Bon, imaginons maintenant que soudain votre carburateur vous abandonne. Lâchement (peu probable mais faisons comme si). Or, nous sommes le 31 décembre, l'année se fait vieille et tous vos amis vous attendent pour le réveillon. Bon, admettons. Contrariant, non ? Non, car

dans ce cas-là, Jacques (c'est un exemple), barman à l'hôtel Mercure, lui qui connaît la ville comme pas deux, contactera le garage capable de changer votre carburateur avant l'année suivante. Ainsi, vous repartirez à temps et en voiture à votre réveillon.

Mercure Hotels. Toutes les clés de la ville.



Réervations :
(1) 60 77 22 33

SIMULATION Un groupe d'économistes dirigé par Pierre-Alain Muet, professeur à Polytechnique et directeur du département d'économétrie de l'OFCE, a tenté de

mesurer l'efficacité des propositions anti-chômage formulées par Edouard Balladur, Jacques Chirac et Lionel Jospin. ● **ALLÈGEMENTS DE CHARGES.** Selon les économistes, les

réductions de cotisations prévues par la loi quinquennale en vigueur pourraient conduire à des créations d'emplois à hauteur de 110 000 à 160 000 d'ici à 1998. Les allègements

supplémentaires proposés par le premier ministre contribueraient, en plus, à créer de 90 000 à 140 000 emplois. Le dispositif de Lionel Jospin aurait des effets un peu plus nets,

surtout si une réduction du temps de travail est mise en œuvre. La principale surprise de cette simulation concerne le « contrat initiative-emploi », proposé par le maire de Paris.

Les propositions de M. Chirac auraient un faible impact sur le chômage

Selon certains économistes, les programmes de M. Balladur et de M. Jospin seraient bénéfiques pour l'emploi. Davantage que celui du maire de Paris, qui facilitera malgré tout la lutte contre l'exclusion

AVANT UNE ÉCHÉANCE électorale importante, c'est d'ordinaire le jeu favori des instituts de prévision. Ils recensent les promesses de tous les candidats et tentent de mesurer leurs effets économiques et sociaux. Malgré l'annulation de l'élection présidentielle, l'année 1995 fait pourtant exception : aucun prévisionniste ne s'est livré à l'exercice. Ou plutôt si, plusieurs économistes, dont Pierre-Alain Muet, professeur à Polytechnique et directeur du département d'économétrie de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), ont conduit des simulations pour chercher à chiffrer les conséquences probables des programmes de Jacques Chirac, d'Edouard Balladur et de Lionel Jospin. Mais la tâche s'est révélée impossible à mener à bien. L'OFCE ne publiera donc pas, à l'heure actuelle, une étude sur la question.

Compte tenu de l'importance de ces travaux, auxquels ont contribué les économistes Gérard Cornilleau, Henri Sterdyniak et Xavier Timbeau, Le Monde a, cependant, pris la décision d'en publier les principales conclusions, même si elles ne sont que partielles et ne tiennent pas compte de l'ensemble des simulations qu'elles soient, les simulations qui se sont révélées réalisables éclairent le débat présidentiel. Mais les raisons pour lesquelles certaines simulations n'ont pas abouti sont, elles aussi, révélatrices des logiques différentes dans lesquelles s'inscrivent les deux

candidats du RPR et celui du PS. ● **Le contexte économique.** Partageant le diagnostic de la plupart des grands instituts, M. Muet estime que la croissance pourrait être de l'ordre de 3,5 % l'an, au cours des deux ou trois prochaines années. Mais, avec des gains de productivité du travail approchant 2,4 % l'an, l'augmentation annuelle de l'emploi ne serait guère supérieure à 1,1 % (+ 240 000 emplois). Or, comme la progression de la population active pourrait être encore très forte (supérieure à 150 000 par an), la baisse du nombre des demandeurs d'emploi ne pourrait guère excéder 50 000 par an.

● **Les propositions d'Edouard Balladur.** M. Muet observe que les nouvelles suggestions du premier ministre s'inscrivent dans le prolongement de ce qui a déjà été entrepris ces dernières années et vise en priorité à alléger le coût du travail non qualifié. Compte tenu de l'expérience passée, le calcul économique est donc à même d'évaluer le projet balladurien. Le premier volet du dispositif porte sur la montée en puissance des allègements de charges sociales prévus par la loi quinquennale sur l'emploi. Celle-ci a supprimé au 1^{er} janvier 1995 les cotisations familiales sur les salaires inférieurs à 1,2 fois le SMIC et les a réduites pour les salaires compris entre 1,2 et 1,3 fois le SMIC. La même loi prévoit de porter ces réductions de cotisation jusqu'à 1,6 fois le SMIC à l'horizon de 1998. Selon les auteurs, ce dispositif pourrait au total

Variation annuelle moyenne en 1994/1997		Nombre de créations d'emplois	
	scénario central	scénario à 3,7 %	
CROISSANCE (P.B. en %)	3,5	3,7	
EMPLOI (en %)	1,1	2	
(en milliers)	240	240	
CHÔMAGE (en milliers)	50	50	

Sources : P.-A. Muet/G. Cornilleau

La réduction du temps de travail serait l'une des mesures les plus efficaces pour faire reculer le chômage.

contribuer à créer entre 110 000 et 160 000 emplois supplémentaires pour un coût d'une trentaine de milliards de francs.

M. Balladur suggère, de surcroît, de réduire de 4 000 francs par an les cotisations employeurs pour la maladie jusqu'à 1,2 fois le SMIC, puis, progres-

sivement jusqu'à 1,6 fois le SMIC. Là encore, les économistes sont parvenus à simuler quels seraient les effets de cette mesure. Au total, elle pourrait créer de 90 000 à 140 000 emplois. Mais son coût serait très élevé : de l'ordre de 20 milliards de francs. Plus préoccupant encore : si l'on voulait

éviter ce qu'il est convenu d'appeler « l'effet de seuil », la mesure devrait être à terme étendue à tous les salariés et son coût serait alors considérable puisqu'il avoisinerait 54 milliards. Le dispositif apparaît donc efficace mais terriblement coûteux.

D'autres aspects du programme balladurien se sont révélés, en revanche, impossibles à chiffrer. M. Muet estime, par exemple, que les mesures de temps partiel préconisées par le premier ministre vont visiblement dans le bon sens, même si l'il n'est pas possible d'en évaluer les conséquences.

● **Les propositions de Lionel Jospin.** Une première simulation a été réalisée pour apprécier la proposition visant à instaurer une franchise de 5 000 francs sur l'assiette des cotisations maladie, compensée partiellement par une majoration de 7 points de cette même cotisation à la charge des employeurs. Dans ce cas, la mesure serait neutre pour les entreprises, le coût du travail non qualifié étant seulement allégé au détriment de celui du travail qualifié. Mais ce « repliement » du coût du travail au sein de l'échelle des rémunérations (lire ci-contre) aurait un effet très bénéfique. Les auteurs estiment que les créations d'emplois pourraient au total être comprises entre 140 000 et 230 000 emplois. Le coût budgétaire pourrait atteindre 20 milliards de francs, mais il serait compensé par le relèvement de l'impôt sur les sociétés préconisé par M. Jospin.

La seconde grande proposition du candidat socialiste vise à réduire le temps de travail à 37 heures hebdomadaires. Les économistes sont arrivés à la conclusion que ce dispositif pourrait contribuer à porter le nombre des créations d'emploi de 240 000 par an (en tendance spontanée) à 440 000. La réduction du nombre des demandeurs d'emploi serait donc plus de 50 000 mais de 170 000 à 200 000 par an. Enfin, M. Muet n'a pas simulé les effets des grands travaux préconisés par M. Jospin, l'économétrie pouvant difficilement apprécier leurs effets.

● **Les propositions de Jacques Chirac.** Ce sont celles que M. Muet a eu le plus de mal à chiffrer, le détail de nombreuses propositions de réformes n'étant pas encore connu. L'économiste s'est donc contenté de mesurer les conséquences de la principale disposition connue, le « contrat initiative-emploi ». C'est le résultat le plus surprenant (lire ci-contre). Alors que le maître de son dispositif se serait vraisemblablement nul et qu'il marquerait une rupture avec les politiques traditionnelles de traitement social du chômage, le travail des économistes laisse entendre l'inverse : dès 1996, le coût de ce dispositif pourrait avoisiner 18,4 milliards de francs pour une réduction de l'ordre de 50 000 du nombre des demandeurs d'emploi.

Laurent Mauduit

Le double avertissement du gouverneur de la Banque de France

ALORS QUE les candidats à l'élection présidentielle se sont tous, peu ou prou, prononcés pour une relance de la politique salariale et que les conflits sociaux mettant en avant cette revendication se multiplient, le gouverneur de la Banque de France ne craint visiblement pas les combats solitaires. Dans son rapport annuel au président de la République (lire également en page 19), Jean-Claude Trichet s'alarme en effet, en termes à peine voilés, d'un possible et insensé abandon de la politique de rigueur et de désinflation compétitive. « La création de pouvoir d'achat grâce à des augmentations de revenus mesurées et à une faible inflation, plutôt que par des augmentations nominales de revenus apparemment élevées, mais conduisant à une inflation plus forte, permet d'accroître effectivement les revenus réels tout en renforçant la compétitivité de l'économie, et donc la création d'emplois », assure-t-il.

Sur un registre plus habituel, le rapport du gouverneur fait une seconde mise en garde, qui concerne les candidats mais aussi le gouvernement. A demi-mot, il reproche à ce dernier de ne pas avoir assez redressé les comptes publics. Si le déficit du budget a diminué, relève-t-il, « le besoin de financement des administrations publiques se situe au-delà des engagements inscrits dans le plan gouvernemental de convergence des finances publiques présenté à l'automne 1993 », soit un écart de 0,6 point du produit intérieur brut en 1994 et 0,4 en 1995. Implicitement critique, le rapport note par exemple qu'à la fin de l'année 1994 les 32 milliards de plus-values de recettes générées par la reprise « ont servi à financer de nouvelles dépenses ». La Banque de France plaide donc pour le « respect du plan de convergence », ce qui implique, selon elle, « un effort soutenu de maîtrise des dépenses publiques au cours des deux prochaines années, notamment le retour à l'équilibre des comptes sociaux ».

L. M.

Le coût zéro de Lionel Jospin

PEUT-ON CONCEVOIR qu'une mesure dont le coût budgétaire est proche de zéro puisse avoir un impact fort sur les créations d'emplois ? Si l'on se fie à l'expérience française de ces dernières années, c'est strictement impossible. En simulant les effets de la mesure de Lionel Jospin sur les allègements de charges sociales, les économistes de l'OFCE, dont la sensibilité néo-keynésienne est connue, sont parvenus à cette conclusion inattendue : un allègement du coût du travail non qualifié compensé par un allouement du travail qualifié concourt effectivement à de fortes créations d'emplois.

Le mécanisme que prend en compte la simulation est facilement compréhensible. Si - hypothèse d'école - les charges sociales sont allégées de près de 800 francs pour des salaires au voisinage du SMIC et si ces mêmes charges sociales sont allouées également de 800 francs pour des salaires trois fois supérieurs, le coût du travail baissera de près de 10 % pour les plus basses rémunérations, tandis qu'il ne sera accru que de 3,3 % pour les plus hautes. Les créations d'emplois, au bas de l'échelle, seront donc beaucoup plus nombreuses que les diminutions d'emplois en haut. Une première simulation (voir l'hypothèse 1 du tableau) a donc permis aux économistes d'arriver à la conclusion que 140 000 emplois pourraient être créés de la sorte, selon une hypothèse basse.

AU-DELA DE L'EXPERIENCE

Mais les économistes savent que les liens entre emploi et coût du travail (ce que l'on dénomme, dans le jargon des experts, « l'élasticité » entre les deux) est fort en bas de l'échelle des rémunérations et faible en haut. Tenant compte de cette tendance (hypothèse 2 du tableau), l'hypothèse haute de la simulation fait donc apparaître que ces créations d'emplois pourraient atteindre le chiffre de

230 000. Pour la petite histoire, on retiendra que de nombreux économistes de l'OFCE ont souvent plaidé pour un dispositif de ce type. On ne sera donc pas surpris qu'ils puissent être tentés de piocher dans leurs études.

Les raisons pour lesquelles les simulations font apparaître également de fortes créations d'emplois, dans l'hypothèse de la réduction du temps de travail préconisée par le candidat socialiste, sont plus transparentes. Elles reposent sur l'idée, défendue par de nombreux experts, selon laquelle seule une incitation forte, dépassant le stade expérimental, peut avoir des effets. Déjà, en 1993, à la veille des élections législatives, une étude réalisée sous l'égide de l'OFCE était parvenue à la conclusion que seul un plan de réduction du temps de travail pourrait faire reculer sensiblement le chômage. Les dernières simulations, faisant état d'une baisse moyenne annuelle de 170 000 du nombre des demandeurs d'emploi en 1996 et 1997, pour une réduction de deux heures hebdomadaires de la durée légale du travail, au lieu d'une baisse de seulement 50 000 induite par la croissance (voir le tableau ci-dessus), vont donc dans le même sens.

Encore faut-il souligner que ces calculs économétriques sont fortement dépendants de l'évolution de la population active, que les économistes ont toujours beaucoup de mal à prévoir. Les experts de l'OFCE ont souvent tendance à voir l'avenir en noir et avancent des estimations de hausse de la population active comprises annuellement entre 150 000 et 190 000. Les experts de l'Insee, eux, n'excluent pas que la hausse annuelle soit limitée à 100 000 au cours des prochaines années. Dans cette hypothèse, le recul du chômage pourrait donc être encore plus fort.

L. M.

Les projets onéreux du maire de Paris

LA POLÉMIQUE est interminable. Quand il a présenté son projet de création d'un « contrat initiative-emploi » (CIE), Jacques Chirac a expliqué qu'il s'agissait d'une mesure novatrice. Ciblée sur les chômeurs de longue durée, elle devrait avoir, selon lui, un coût budgétaire nul. L'exonération totale des cotisations sociales des employeurs pendant deux ans, accompagnée d'une aide forfaitaire de 2 000 francs par mois durant la même durée, devrait, certes, peser sur les finances publiques. Mais, en contrepartie, les charges de l'assurance-chômage en seraient soulagées d'autant. Faux, ont rétorqué les experts balladuriens : avant même d'avoir créé un seul emploi, le dispositif, qui aura de forts effets de substitution, coûtera au bas mot une trentaine de milliards de francs.

L'étude conduite par Alain Muet permet de cerner la question de plus près. Elle relève d'abord que cette invention chiracienne a pour vocation de se substituer à un autre dispositif, lancé en d'autres temps par Martine Aubry, le contrat de retour à l'emploi (CRE). Or, les caractéristiques ont été plusieurs fois modifiées au cours des deux dernières années. Mais, pour l'employeur, il serait sensiblement plus avantageux. Puisque le CIE double la durée d'exonération du CRE et offre, de plus, une prime de 24 000 francs par an, l'économiste estime que le stock des contrats pourrait atteindre 400 000 pour un coût total de 19,2 milliards de francs. Le coût annuel de l'exonération étant actuellement de 3,8 milliards, la charge supplémentaire induite par le dispositif chiracien serait donc de 15,4 milliards de francs.

Mais, sur le marché du travail, il faut toujours bien prendre en compte tous les contre-coups, favorables ou défavorables, que peuvent avoir mécaniquement les mesures pour stimuler l'emploi. La diminution du chômage attendue par une mesure peut être limitée par un important effet de substitution entre chômeurs de longue durée et chômeurs de courte durée. Dans le cas des CRE, le ministère du travail en a fait la cruelle expérience : pour 100 contrats signés, 80 bénéficiaient aux chômeurs de longue durée, qui sont

alors préférés par les employeurs aux chômeurs de courte durée, et 20 emplois nouveaux sont en moyenne créés. L'étude estime donc que cet effet de substitution jouerait dans les mêmes proportions pour le CIE, même si, officiellement, il serait réservé à des activités nouvelles.

TRANSFERT

Au total, si le stock des contrats atteint 400 000 par an, le nombre des demandeurs d'emploi ne diminuerait donc que de 50 000, mais le dispositif induirait aussi une baisse de la durée moyenne du chômage. Il faut donc prendre en compte ces deux tendances pour chiffrer le coût global du dispositif. S'il avait effectivement 50 000 chômeurs de moins (bénéficiant d'une allocation moyenne de 3 000 francs par mois), le gain annuel pour l'assurance-chômage serait de 1,8 milliard de francs. En contrepartie, 200 000 chômeurs de longue durée pourraient céder la place à 200 000 chômeurs de courte durée, dont l'allocation est supérieure, en moyenne, à 2 000 francs par mois. Ce transfert induirait donc un surcoût de 4,8 milliards de francs pour l'assurance-chômage.

Le bilan est donc simple à faire. Avec un surcoût de 15,4 milliards de francs et un manque à gagner de 3 milliards de francs pour l'assurance-chômage, le projet du maire de Paris impliquerait un financement global de 18,4 milliards de francs.

L'importance de la somme soulève donc une question : pour une baisse de seulement 50 000 du nombre des demandeurs d'emploi, est-ce vraiment une mesure très efficace ? C'est le paradoxe relevé par cette étude. Elle incite à penser qu'elle a sans doute une utilité, mais sûrement pas celle annoncée par Jacques Chirac. En présentant le dispositif, le maire de Paris avait insisté sur le fait qu'il voulait donner la priorité au traitement économique du chômage, plutôt qu'au traitement social. Or, si l'étude établit le bon diagnostic, la conséquence est strictement inverse : le CIE est sans doute plus une réponse au problème de l'exclusion qu'à celui du chômage.

L. M.

CROISIÈRES SUR LA CHARENTE

7 jours à bord d'un bateau habitable 2/4 passagers à partir de 2 400 F jusqu'au 1^{er} juillet.

1 semaine à bord d'un bateau habitable 5 passagers à partir de 7 980 F jusqu'au 30 juin.

Demandez le catalogue "Poitou-Charentes-Vacances 95"

MAISON POITOU-CHARENTES

63-70, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. (1) 42.22.83.74, fax (1) 45.49.18.84

هكذا من الأصل

Dominique Voynet, candidate des écologistes

« M. Jospin aura-t-il le courage d'aller au-delà des pétitions de principe ? »

La benjamine des candidats à l'élection présidentielle, Dominique Voynet, âgée de trente-six ans, ne se trompe pas d'adversaire. C'est sur le candidat socialiste, Lionel Jospin, que compte peser la porte-parole des Verts, soutenu, notam-

ment, par l'Alternative rouge et verte (AREV) et par la Convention pour une alternative progressiste (CAP), qui regroupe nombre de dissidents communistes. La candidate écologiste expose les raisons de sa candidature, afin de « changer

la vie ». Cet entretien prend place dans une série commencée avec Jean-Marie Le Pen, le président du Front national (Le Monde du 11 avril), et Jacques Chirac, candidat de Nouvelle Soli-

« Vous avez dit, tout au long de cette campagne, qu'il y avait une urgence à voter pour les écologistes. Beaucoup n'ont pas compris les raisons de cette urgence ». Ou, si vous préférez, en quoi le vote écologiste est-il, aujourd'hui, un vote utile ?

« Pour accéder au second tour, les grands candidats ne veulent pas proposer des solutions radicales. Ils adoptent le profil le plus lisse possible, en adaptant leur discours aux sondages, ou à des auditeurs très sur le volet : jeunes, femmes, agriculteurs, élus locaux, etc. Regardez M. Balladur : c'est un homme du passé, il est emprunté, on voit bien qu'il se force. Pour M. Chirac, c'est un peu la même chose, mais en plus habile. Il voudrait faire oublier qu'il est un homme de droite. Mais souvenez-vous : la grotte d'Ouvéa, Malik Oussekine, l'abandon de l'impôt sur les grandes fortunes, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, qui a ouvert en grand les vannes des « plans sociaux », ces licenciements massifs qui n'osent pas dire leur nom.

Quant à M. Jospin, c'est moins pire, mais c'est loin d'être satisfaisant. Il semble incapable de dresser un bilan lucide des deux septennats écoulés, et d'oser les ruptures nécessaires. Dans son programme, tout est fait à moitié, tout est timoré. Exemple : la réduction du temps de travail : si on passe aux 37 heures en deux ans, comme il le propose, on ne créera pas d'emploi ; tout sera absorbé par les gains de productivité.

C'est pour toutes ces raisons que le vote écologiste est urgent et utile. Urgent, parce que, plus on attendra pour réduire le temps de travail, lutter contre l'effet de serre ou arrêter l'accumulation des déchets nucléaires, plus les dégâts seront importants, et plus cela coûtera cher pour les réparer et pour s'attaquer aux causes profondes. Utile aussi, parce que plus le vote écologiste sera élevé, le 23 avril, plus les candidats du second tour seront obligés de prendre en compte ces aspirations à vraiment « changer la vie ».

Le message écologiste, volontiers planétaire, a-t-il encore un sens, quand les Français attendent des réponses sur l'em-

ploi, le niveau de vie, la protection sociale ?

Bien sûr. Les problèmes doivent être traités globalement. Toutes les tentatives de solutions partielles, de replâtrage, de petits boulots, essayées depuis des années, ont lamentablement échoué. On ne s'est pas attaqué aux causes véritables. Quand on fait du profit le moteur unique de la société, la justice sociale et la protection de l'environnement sont considérées au mieux comme des accessoires, au pis comme des obstacles. Si l'on inverse les priorités, si l'on met l'être humain au centre du projet de société, on s'aperçoit que les solutions écologistes répondent aussi aux problèmes sociaux.

Les principaux animateurs de l'écologie politique, dont vous êtes, ne sont-ils pas responsables, au premier chef, de l'image très politicienne que renvoie la mouvance écologiste ?

En partie, oui. Il y a eu une véritable crise de croissance du mouvement écologiste. Quand les scores électoraux ont été déçus, un certain nombre de leaders ont cru que c'était arrivé. Et cela d'autant plus que les vieux partis, se sentant menacés, ont déployé tous leurs charmes pour séduire les plus fragiles : un poste de ministre pour l'un, des vice-présidences de région, avec Gérard Longuet ou Jacques Blanc, pour d'autres. Au point de dénaturer le message écologiste. Nous avons chèrement payé ces erreurs de jeunesse. Aujourd'hui, je crois que nous repartons sur des bases beaucoup plus saines : le message écologiste s'est développé dans toutes ses dimensions, le rassemblement s'opère progressivement, au-delà même de l'écologie, et nous avons l'expérience en plus.

Vous avez eu énoncé un rapprochement, « un mariage » comme dit Charles Fiterman, entre l'écologie et le socialisme. Ne craignez-vous pas que l'électorat écologiste trouve votre candidature trop marquée à gauche, et que la gauche dite alternative vous trouve encore trop « écolo » ?

C'est le propre d'une recomposition. A partir du moment où on tente de rapprocher des familles venues d'horizons diffé-

rents, les risques que vous indiquez existent. Mais, aujourd'hui, les rapprochements qui se sont opérés, le chemin parcouru par les uns et par les autres, réduisent ces risques à leur plus simple expression. Qui aurait pensé que Charles Fiterman déclarerait, un jour, qu'il y a vingt ans il aurait dû voter pour René Dumont ?

Vous dites ne pas confondre votre gauche et votre droite. Aux-vez-vous l'autorité suffisante pour engager votre mouvement, les Verts, à choisir son camp au second tour ?

Il est plus facile de convaincre sur des faits que sur des impressions. C'est pourquoi je ne me contenterai pas de promesses d'un soir, lancées dans la fièvre de l'entre-deux-tours. Pour ce qui concerne MM. Chirac et Balladur, c'est clair : leurs bilans ne plaident pas en leur faveur, et leurs programmes sont aux antipodes des nôtres. Nous le disons et le dirons encore.

Pour Lionel Jospin, cela dépendra surtout de lui. Aura-t-il le courage d'aller au-delà des pétitions de

principe, et de s'engager pour les 35 heures, la sortie du nucléaire, les transports en commun, l'abrogation des lois Pasqua, l'abandon des essais nucléaires, l'abolition de la dette des pays les plus pauvres, la juste représentation des femmes dans la vie publique, la proportionnelle, la reconnaissance des langues et des cultures régionales ? S'il n'en est pas capable, pourquoi lui apporterions-nous notre soutien ? Nous n'avons pas l'intention de voter pour que rien ne change !

Y a-t-il une vie pour l'écologie politique, après l'élection présidentielle ? Peut-elle demeurer un courant politique autonome ?

Si, comme j'en fais le pari, j'atteins les 5 % de suffrages exprimés, la voie sera grande ouverte pour un vaste rassemblement écologiste, alternatif et citoyen. Le 23 avril, on pose la première pierre. Les 11 et 18 juin, aux élections municipales, on construira une maison dans chaque ville.

Propos recueillis par Jean-Louis Saux

M. Le Pen pose les conditions de son soutien au second tour

INVITÉ, mardi 11 avril sur France 2, Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national à l'élection présidentielle, a mis trois conditions à son éventuel soutien en faveur de M. Chirac ou M. Balladur au second tour : « un recul sur la position fédéraliste européenne », « une ouverture des institutions par le référendum d'initiative populaire et l'élargissement du droit au référendum », ainsi que « l'institution d'un mode de scrutin démocratique proportionnel ».

Quelques heures auparavant, son directeur de campagne, député général du FN, Bruno Mégret, avait déclaré que M. Balladur ayant « reconnu le FN comme un mouvement représentatif qui a sa place dans la vie politique française », offrait « des perspectives de progression nouvelle pour le FN ». Jean-François Mancel, secrétaire général adjoint du RPR, a immédiatement dénoncé ces « amabilités coupables qui jalonnent les relations entre le Front national et Edouard Balladur ».

COURSE : M. de Villiers affirme qu'il devancera M. Le Pen. Invité, mardi 11 avril, du « Grand jury RTL-Le Monde », Philippe de Villiers, candidat du Mouvement pour la France, a observé qu'« aux européennes, Le Pen était très en avance, et puis finalement, je suis arrivé devant lui ». « Ce sera pareil pour la présidentielle », a-t-il affirmé.

FLOU : Jacques Delors, président du comité de soutien à la candidature de M. Jospin, dénonce, dans un entretien à La Dépêche du Midi du 12 avril, « le flou artistique » de M. Chirac sur l'Union européenne, M. Balladur lui apparaissant sur le même sujet « réservé et méfiant ».

OUVERTURE : quatre responsables nationaux de Radical ont rejoint le conseil politique de campagne de Lionel Jospin, le mardi 11 avril. Il s'agit de Jean-Michel Baylet, Emile Zuccarelli, Roger-Cécile Schwartzberg et Michel Crépeau, tous anciens présidents du MRG.

PREFÉRENCE : le Parti républicain condamne la candidature de Louis Colombari aux municipales à Toulon. Qualifiant l'initiative du député (UDF-PR), vice-président du conseil général du Var, d'« aléatoire et dangereuse », le Parti républicain réaffirme, mardi 11 avril, son « soutien total » au maire sortant François Trucy (UDF-PR). « Louis Colombari s'exclut de lui-même du Parti républicain », ajoute le PR.

MAL-LOGÉS : Léon Schwartzberg, Mgr Jacques Gallot, co-présidents de Droits devant l, ainsi que Philippe Chavance, secrétaire de l'association, et Jean-Baptiste Eyraud, président de Droit au logement (DAL), ont été reçus, mardi 11 avril, par Jacques Chirac à son siège de campagne. Ils se sont déclarés « à moitié satisfaits » de cet entretien.



- Du 1^{er} avril au 31 mai -

Itineris vous offre :

- 2 mois d'abonnement en cadeau de bienvenue.

- Le 13^e mois après un an de fidélité.

itinерis

Cette offre exceptionnelle* est valable dans tous les points de vente affichant l'opération.

Pour connaître le point de vente le plus proche de chez vous appelez le

N° Vert 05 10 07 07

Itineris, communiquez aussi librement que vous vous déplacez.

France Telecom Mobiles

* 190 F HT/mois (235 F TTC) pour l'abonnement. Opérations 1^{er} au 31/05/95

Louis Viannet lance un appel à l'unité syndicale

CADEAU DE DÉPART d'Alain Obadia, lorsqu'il démissionna du bureau confédéral de la CGT en octobre 1994, la révélation sur le nombre réel d'adhérents de la centrale - 630 000 pour 1993 - a été, pour la première fois, confirmée, mardi 11 avril, par Louis Viannet. Le secrétaire général de la CGT rendait compte d'un comité confédéral national (CCN), six mois avant le 45^e congrès prévu en décembre. Cette opération vécrite dénote un changement de stratégie. La dernière évaluation officielle situait la centrale entre 730 000 et 750 000 adhérents. La CGT qui, lors de son congrès à Montpellier, a affiché 630 000 adhérents, a livré, comme d'habitude, un décompte exact entre actifs (470 000) et retraités (158 000), ce qui n'a pas encore fait la CFTD. Les deux organisations syndicales se situent dans un mouchoir de poche.

Refusant de polémiquer avec la CFTD, Louis Viannet a rappelé que les cinq centrales syndicales ensemble ne réunissent pas 10 % de la population active et il a dénoncé « la fausse course à l'échelle » que se livrent les organisations syndicales, avant de plaider pour le passage d'« un syndicalisme rassembleur » à « un syndicalisme des organisations syndicales qui profite aux employeurs et au gouvernement ». A ajouté M. Viannet, qui a accepté l'invitation faite par Nicole Notat à

l'ensemble des centrales syndicales en vue d'une rencontre sur les discussions en cours avec le CNPF.

Louis Viannet a aussi souligné que « la courbe actuelle de syndicalisation de la CGT, sans être inversée, n'a plus rien à voir avec ce que nous avons connu dans la décennie des années 80 ». En clair, la CGT connaît un très fort ralentissement de la chute de ses effectifs, voire amorçe depuis 1994 une timide remontée. Le climat social actuel se révèle propice. La CGT a enregistré une centaine d'adhésions chez GEC-Alsthom à Belfort après le conflit de l'automne. Le nombre d'adhésions a été de 11 000 en mars 1995, soit 3 300 de plus qu'en mars 1994. Le secrétaire général de la CGT sent que « le mouvement social est en train de passer un cap » avec comme signe fort « l'irruption de la jeunesse ». Passant sous silence le conflit Belin à Evry où les salariés refusent la médiation des syndicats, M. Viannet a préféré évoquer « la méfiance accrue des salariés » qui ont eu « le sentiment d'avoir été trahis par deux septennats d'engagements non tenus et de promesses reniées ». Très en forme, M. Viannet, dont la centrale n'a donné aucune consigne de vote pour la présidentielle, a récusé tout « effet Hue » sur son dynamisme retrouvé. Le CCN s'est aussi prononcé, à la quasi-unanimité moins quinze abstentions, pour le retrait de la Fédération syndicale mondiale (FSM), déjà annoncé en novembre 1994.

Alain Beau-Méry

A SUIVRE

CARTE POSTALE

Préaux



Georges Sarre n'est pas content. Georges Sarre s'indigne. Georges Sarre proteste. Georges Sarre s'offusque. Le Conseil d'Etat est d'ores et déjà saisi et le député de Paris, compagnon de route de l'ancien ministre de l'éducation nationale Jean-Pierre Chevènement, n'en restera pas là. Georges Sarre souhaitait organiser une réunion dans l'école de la rue Bretonneau, sise dans le vingtième arrondissement parisien. Mais, « après avoir obtenu l'accord du directeur d'école et de la Ville de Paris », le député du Mouvement des citoyens s'est vu opposer un refus « de la part de l'éducation nationale ».

Georges Sarre a découvert à cette occasion qu'une invraisemblable circulaire ministérielle — encore une ! — émanait du ministre de l'éducation nationale. « encore lui ! » — interdit d'admettre les réunions électorales dans les écoles parisiennes pendant toute la campagne officielle, remettant en cause, a assuré, mardi 11 avril, M. Sarre, « un usage républicain existant depuis 174 ans à travers la loi du 18 juillet 1831 ».

Imagine-t-on Paris privé, Paris amputé, Paris dépossédé des réunions de préau qui furent pendant trois Républiques le sel des campagnes politiques ? Pour Georges Sarre, cet affront aux traditions républicaines est clairement signé de la main de la réaction. La tradition des préaux d'école, « est maintenant surtout par la gauche », a-t-il assuré, ce « n'est pas un hasard si c'est elle que le ministre Bayrou a voulu gêner ».

On ignore encore si le ministre de l'éducation nationale fera descendre sur le pavé parisien, par cette scélératesse circulaire, autant de monde que pour la loi Falloux, ou que pour les IUT, mais les choses seraient assurément plus simples si la guerre des préaux ne faisait pas également rage à droite, entre baladuriers et chiraquiens.

Fervent partisan du premier ministre, André Rossinot, président du Parti radical, et donc républicain, a ainsi tonné, mardi 11 avril, depuis Nancy, où il recevait Edouard Balladur, contre Philippe Séguin, « élu du département de Jules Ferry », suspecté d'avoir réquisitionné les élèves d'une école d'Epinal aux fins de la campagne de Jacques Chirac, lors d'un déplacement du maire de Paris. « Les images de télévision que beaucoup d'entre nous ont vues d'écoliers criant des slogans politiques restent dans nos mémoires », a grondé M. Rossinot. « Ou sont les principes de neutralité et de liberté quand on voit se profiler la confiscation insidieuse de tous les pouvoirs ? », s'est enfin gravement interrogé le ministre de la fonction publique sous les applaudissements...

« CHIRACOMANIA »
Des sources concordantes mettent en évidence la « chiracomania » qui sévirait actuellement dans les écoles françaises, pour un peu, on ne serait pas loin du « système soviétique » que décrit Philippe de Villiers, candidat du Mouvement pour la France, lorsqu'il évoque l'éducation nationale. Héritier d'une liberté scolaire multiforme, M. de Villiers souhaite que cent écoles fleurissent et s'épanouissent, ici ou là, à l'initiative des parents d'élèves, loin des pesanteurs jugées pour ainsi dire infernales de l'éducation nationale, mais, pour l'heure, le vendéen se garde bien de préciser si ces écoles devront comporter, ou non, un préau.

Le Conseil d'Etat, dans sa sagesse indiscutable, dira donc si les écoles doivent être neutralisées, désamorcées, pour ainsi dire démitralisées, ou si, au contraire, la République pourra continuer d'y tenir conversation sous les auspices du système métrique, des règles de la grammaire et de l'orthographe, ainsi que des tables de calcul, qui doivent tout de même être les meilleurs garde-fous contre les promesses électorales. Il conviendra de faire vite car la campagne avance à grands pas, que les élections municipales s'annoncent et que la circulaire incriminée par Georges Sarre pourrait bien, si on ose le dire, faire école, renvoyant cette fois-ci définitivement et officiellement à la télévision la charge d'organiser, d'animer et de conduire le débat politique.

Gilles Paris

CHALLENGER. C'était un beau nom pour taquiner la sole et la daurade, un mot de boxeur, un nom de navette spatiale qui venait de décoller, à l'époque. « Ça sonne moderne, je parlais pas gagnant mais j'avais ma chance », explique Pascal Naud, marin-pêcheur de l'île d'Yeu. « Et puis voilà, la navette là-haut a explosé... » Dans la cale de Port-Joinville, le petit homme aux épaules larges et au visage buriné termine de repeindre, avec Jeannot le matelot, la coque de Challenger, un « neuf mètres cinquante », cabotier de petite pêche. Il aurait dû garder le nom d'origine que lui avait légué son père, son grand-père : Chien Fernin, plus local, Pascal Naud, trente-six ans, rêve un peu, il le sait, en pensant que « maintenant, on devrait tout faire comme dans le temps ».

Cet hiver, Pascal et Jeannot ont perdu leur meilleur copain, Jean-Paul Dupont, patron du Petit Pain. Le 13 février, « la mer forçait, le vent prenait, la grosse mer se formait ». Les vagues, « des fais, c'était des montagnes » et il n'y avait rien de pire que d'être en vent arrière, le cul du bateau dans la mer et les caisses de poissons mal attachées. « Au cap 266 dans l'Ouest », Pascal et Jeannot ont vu une quille retournée dans les vagues. Pendant deux semaines, les marins n'ont plus pris la mer.

Autrefois, par un vent de 50-60 nœuds, jamais un bateau ne serait sorti. Cette année, pour la première fois, les pêcheurs de l'île d'Yeu ont fêté les avis de tempête. « On n'a pas le choix, on s'est allié dans le mauvais temps ». La chute des cours, la mondialisation du marché, « la lotte américaine à 4,50 F le kilo » ont déferlé comme une vague qu'ils n'ont pas vu venir. « Naud, en 1993, on vendait notre bar à 120 francs à la criée, aujourd'hui, on le lâche à 50. En deux ans, on n'a pas eu le temps de se retourner ».

A la télé, Pascal Naud a vu les Russes pêcher dans une crique norvégienne et transborder le poisson sur un bateau anglais qui, lui, le dé-

« On est tellement

au bout du rouleau »



Vieux pêcheur dans petite voiture sans permis

versait sur un marché européen. Bernard, le patron du Christema, a été accosté en pleine mer par un gros chalutier belge qui labourait à coups de drague le fond de l'océan, emportant dans ses filets homards, soles, langoustes et langoustines qui fuient l'hiver en s'enterrant dans le sable. Le patron belge lui

aurait dit : « Si tu veux, je te donne de l'argent, tu vas ailleurs ». Au Café du Centre, le bistrot du port, on ne tringue plus comme avant : il n'y a plus d'honneur, plus de morale. « Même les fics des affaires maritimes ferment les yeux quand certains leur donnent des poissons », Pascal Naud a vu Ger-

nal à la télé. Il est comme René, son copain mineur qui vient sur l'île l'été : « On a le métier dans le sang, de père en fils, on risque notre peau, on est sinistré », René, le Lorrain, ne veut jamais monter sur le bateau. Sans doute y a-t-il eu de trop belles années, des cours anormalement élevés. Sans doute l'Etat a-t-il

été imprudent en multipliant à trois fois les aides, l'achat de bateaux sans autofinancement. « Tout ça pour se retrouver sur le carreau », dit un autre patron. « Maintenant, au lieu de mettre quarante filets à la mer, on en met cent. Le poisson ne suit plus. Certains jours, on en voit un tous les kilomètres ». Le patron du Challenger voit l'Etat, l'Europe dans les mêmes dispositions avec les petits pêcheurs qu'avec les agriculteurs : « Ils ne veulent plus de nous. Les trois quarts des bateaux du port survivent grâce aux subventions. On fait une grève, ils flent de l'argent et ils attendent qu'on disparaisse. Dans le même temps, les importateurs exploitent les gens du tiers-monde, et nous, ils nous détruisent ».

Le pêcheur de l'île d'Yeu aimerait bien savoir ce qui se passe sur le continent du côté des intermittents : « Ça doit aller entre eux », car si les cours se sont effondrés, le prix du poisson n'a toujours pas baissé à la consommation. Le patron du Challenger s'apprête à piquer ses poissons d'un pin's aux couleurs de l'île d'Yeu, « comme les vagues élevées sous la mer, nous, ce sera « pêché en pleine mer » afin de



Dominique Le Guilledoux

M. Chirac, rassembleur de la majorité

TOULOUSE

de notre correspondant
Chevelure blanche et fol du charbonnier, Grégoire Carneiro jubilaient en catimini, ouvriers qui s'apprêtaient à rester modestes devant le grand œuvre collectif. Et pourtant, ce grand rassemblement d'une dizaine de milliers de personnes, mardi 11 avril, au Parc des Expositions de Toulouse, était un peu son triomphe. Député de Haute-Garonne, patron du RPR départemental, il s'est engagé dès le début aux côtés de son grand homme, quand les sondages et l'air du temps ne donnaient pas l'air des chances de Jacques Chirac. Grégoire Carneiro est parti au combat corps et âme, croisé solitaire, face à Dominique Baudis, maire CDS de Toulouse, qui avait rallié à la cause du premier ministre les deux autres députés RPR du département, Jean Diébold et Robert Huguenard.

De tous les partisans d'Edouard Balladur, seul Marc Censi, président (UDF-PR) du conseil régional, avait par avance revendiqué sa présence à la réunion publique de Jacques Chirac. Les autres avaient pris dans un hôtel de la ville un verre avec le candidat, saillant ainsi au rite opportuniste d'une convivialité toute radicale.

Un peu avant, Alain Madelin avait réuni, et rappelé à l'ordre, les cadres du Parti républicain.

Bref, les partisans du maire de Paris n'avaient pas fait le voyage de Toulouse pour rien. Pas plus d'ailleurs que les militants, venus de l'Aude ou des Pyrénées-Orientales, qui se faisaient remarquer dans la salle surchauffée par de larges banderoles. Public populaire, où les tee-shirts des JAC (« les jeunes avec Chirac ») faisaient de larges taches blanches et du bruit, surtout quand le candidat à la présidence évoquait, comme leitmotiv, « la force de la volonté politique ».

Il a donc applaudi « la révolution culturelle » qui doit libérer l'initiative en modernisant la taxe professionnelle. Il a encore applaudi « les contrats initiative-emploi » contre le chômage de longue durée, « la grande réforme fiscale », et encore la réduction de l'impôt sur le revenu. Il ne faut pas s'appesoir les salaires à l'emploi », a dit aussi Jacques Chirac, qui a dénoncé « les erreurs des quinze dernières années » et veut associer « le capital et le travail » par le biais de l'investissement aux bénéfices. Sans oublier l'avenir des industries de l'air et de l'espace — Toulouse oblige — et les

« fousses querelles » de l'aménagement du territoire.

Plus que jamais rassembleur, Jacques Chirac n'a pas oublié, à la fin de son discours, les rapatriés d'Algérie. Il n'a pas évoqué une seule fois son concurrent de gauche, Lionel Jospin, qui a quelques attaches en Haute-Garonne. Tout au plus, certains auront noté l'allusion à Edouard Balladur dans la dénonciation « des demi-mesures et des demi-réformes qui ne sont que l'olibi des conservateurs ».

Gérard Vallès

Le maire de Paris confirme son avance

Un sondage de Louis-Harris réalisé le 10 avril auprès de 1 006 personnes, et qui sera publié par VSD le 15 avril, indique que Jacques Chirac recueille 25 % des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle. Lionel Jospin en obtient 19,5 % et Edouard Balladur 19 %, alors que 31 % des personnes interrogées n'ont pas encore fait de choix définitif. Une deuxième enquête réalisée du 6 au 10 avril auprès de 1 779 personnes par BVA et publiée par Paris-Match daté du 20 avril confirme ces chiffres puisque M. Chirac obtient 26 % des intentions de vote, M. Jospin 21 % et M. Balladur 17,5 %. Selon BVA, 35 % des personnes interrogées assurent pouvoir encore changer leur vote.

Enfin, un troisième sondage, réalisé par l'IFOP les 7 et 8 avril auprès de 937 personnes, et publié par L'Express du 14 avril, indique que M. Chirac obtiendrait 27 %, M. Jospin 21 %, et M. Balladur 19 %, alors que 36 % des personnes interrogées assurent pouvoir encore changer d'avis. La marge d'erreur statistique, pour des échantillons de 1 000 personnes, est de deux à trois points.

M. Jospin prône une « grande politique de la ville »

EN S'ÉLEVANT, comme il le fait depuis plusieurs jours, contre « le risque » de dispersion des voix de gauche au premier tour, Lionel Jospin est naturellement conduit à « montrer les différences qui existent entre les pratiques de la droite quand elle est au pouvoir » et le programme du « seul candidat de gauche », en situation d'engager, au second tour, « un débat de société, projet contre projet » avec la droite. Mardi soir, à Villiers-le-Bel, une ville du Val-d'Oise gérée depuis trente-six ans par les socialistes, il a précisé le contenu de la politique de la ville qu'il entend mettre en œuvre. « Dans un pays où 80 % des Français vivent en ville, il est nécessaire de reprendre une grande politique de la ville », a déclaré le candidat socialiste, accusant le gouverne-

ment Balladur d'avoir délaissé les quartiers difficiles.

Outre une politique de l'emploi, des salaires et du logement, capable de « créer les conditions pour faire respirer les villes », M. Jospin a « pris l'engagement de consacrer à vingt ou vingt-cinq très grands quartiers en France un effort massif pour rendre l'espoir », suggérant « la mise à niveau effective des services publics », auxquels sera consacré « un effort plus important d'investissement ». Le candidat a été très applaudi par les mille deux cents sympathisants, réunis par les socialistes du Val-d'Oise, lorsqu'il a promis d'assurer une plus grande « sécurité financière aux associations » et de mobiliser les meilleurs architectes et urbanistes pour « reconstruire la ville ».

A l'appui de ces propositions, il

avait tenu à s'arrêter auparavant dans la ville voisine de Sarcelles, symbolique de l'urbanisme des années 60, où il a rencontré une centaine d'habitants du quartier des Flanades, en compagnie de Dominique Strauss-Kahn, candidat socialiste aux municipales. Le maire RPR, Raymond Lamontagne, avait refusé de libérer une salle pour la réunion du candidat socialiste.

MOBILISER LA GAUCHE

Fort d'un programme résolument progressiste, M. Jospin a renouvelé son appel à « la mobilisation de toutes les forces de gauche et de progrès » pour « éliminer le conservateur authentique [Edouard Balladur] dès le premier tour avant d'éliminer le conservateur mystificateur [Jacques Chirac] ou se-

cond ». « Le seul risque d'un vote qui se disperserait à gauche serait un second tour qui serait 100 % à droite » a-t-il averti, s'en prenant notamment aux trois concurrents qui pourraient l'empêcher d'accéder au second tour, Dominique Voynet, Robert Hue et, surtout, Arlette Laguiller. « Dans un mouvement qui se réclame du monde ouvrier, de la capacité des masses à s'autogérer, elle est quand même pour la quatrième fois candidate de Lutte ouvrière, comme si elle seule pouvait représenter les ouvriers », a-t-il ironisé, jugeant cependant « la militante tout à fait estimable même si ses références à la dictature du prolétariat, à la révolution, ne vont pas faire avancer beaucoup les choses... ».

Pascale Sauvage

M. Balladur et son « ami » Gérard Longuet

NANCY

de notre envoyée spéciale
Gérard Longuet s'est glissé discrètement vers le bord de l'estrade, où parle Edouard Balladur, entouré des élus lorrains qui le soutiennent. Les applaudissements éclatent à peine, dans le hall du Zénith de Nancy, où se perdent deux cents à trois cents personnes, qu'il est déjà descendu, comme un anonyme. Le candidat vient pourtant de lancer un premier signal à son ancien ministre de l'In-

dustrie, mis en examen à deux reprises depuis novembre, en saluant son « ami Gérard Longuet, président de la région Lorraine ». Le soir, lors du meeting qui rassemble à Metz plus de trois mille personnes, ce 11 avril, Edouard Balladur lui rend un hommage non dénué d'émotion : « Je tiens à dire à mon ami Gérard Longuet combien j'ai été heureux de le retrouver au long de cette journée et combien parfois il me manque ».

Depuis le matin, le président du PR a battu la campagne aux côtés du premier ministre, l'accompagnant à Hambach (Moselle) sur le site de la future usine Mercedes-Swath où sera construite à partir de 1997 la voiture Micro compact urbaine (MCC), la Swatchmobile. Une occasion pour M. Balladur de rappeler que la décision de cette implantation, un temps en balance avec La Rochelle, lui revient. « J'ai fait en sorte que la Lorraine soit choisie », a-t-il rappelé, cette Lorraine « courageuse », qui « restera industrielle ».

Gérard Longuet a encore suivi le candidat au siège des Houillères du Bassin de Lorraine, à Merlebach, où quelques syndicalistes réclamaient dans le calme « DouDou, des sous ! ». Après une plongée dans le monde invisible du charbon, au fond du puits Vouters, à 1 250 mètres de profondeur, où Edouard Balladur s'est senti « en sécurité », c'est toujours ensemble que les deux hommes sont repartis pour Metz.

Celui-ci accuse la fatigue. A peine se déride-t-il, lorsque les milliers de Lorrains l'acclament, à la demande, toujours, de Gérard Longuet. Ils ont beau ne pas savoir faire la « ola », pour un animateur leur a laborieusement expliqué au micro le mode d'emploi, ils sont tous « derrière Edouard, ni pommes, ni poires ». Prêts à fournir cet effort que le candidat leur demande, « dans les quatre semaines qui viennent ». En se plaçant dans ce calendrier de second tour, Edouard Balladur réclame, une nouvelle fois, le débat que Jacques Chirac lui refuse : « Nous débattons entre les deux tours, déclare-t-il sans nommer son adversaire de la majorité, car, là, il faudra bien débattre ».

Béatrice Gurrey

كان اول الأصل

Les communes voisines de Disneyland Paris attendent l'essor promis

Les cinq villages qui jouxtent le parc de Marne-la-Vallée ont investi à l'échelle du gigantisme de l'opération décidée en 1987. Trois ans après l'ouverture, ils restent dans l'expectative

12 avril 1992 : Euro Disney, le premier parc à thème de Walt Disney en Europe, ouvrait ses portes dans le secteur IV de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, à l'est de Paris, près de la Seine. L'euphorie était alors

de mise : selon ses promoteurs, le plus grand parc de loisirs européen devait attirer onze millions de visiteurs par an et rapporter 6 milliards de francs de devises. Introduit en Bourse dès 1989, l'action était

fixée au prix de 72 francs. Elle est tombée aujourd'hui au-dessous de 13 francs. C'était aussi un vaste programme d'aménagement de l'est parisien qui était prévu. A l'heure de son troisième anniversaire, Euro Disney,

qui a été rebaptisé Disneyland Paris en octobre 1994 pour mieux se « recycler » commercialement, est une déception en matière d'aménagement du territoire. Les cinq communes voisines du parc, regroupées dans le Syndicat d'agglomération nouvelle des Portes de la Brie, se voient certes dotées de généreuses ressources fiscales, mais le développement économique marque le pas.

Les craintes exprimées sur les embouteillages, la pollution – et même sur l'apparition d'un trafic de drogue – se sont évanouies. Restent les nombreux feux d'artifice, auxquels il a bien fallu s'habituer. Peu à peu s'est établi avec le grand voisin un *statu quo*, facilité par l'arrivée, en avril 1993, du nouveau président, Philippe Bourguignon, dont les méthodes, davantage adaptées à la mentalité française, ont mis beaucoup d'huile dans les rouages. Mais les bonnes relations n'effacent pas les incertitudes pour l'avenir. Les maires ont décidé, d'ailleurs, de refuser les permis de construire pour les programmes de logement qui leur seront présentés s'ils ne sont pas accompagnés d'implantations d'activités. Une façon de refuser de voir transformer leur commune en cité-dortoir et de maintenir leur exigence d'un développement équilibré. Mais ils savent aussi qu'un refus de leur part n'empêchera pas le préfet, si nécessaire, de passer outre.

Jean-Pierre Delavall

LE 12 AVRIL 1995 sera un jour comme les autres à Disneyland Paris – le nouveau nom recréé d'Euro Disney – sauf pour les petits Français nés entre 9 heures et 9 heures 30 trois ans plus tôt, qui seront invités à se rendre gratuitement au royaume de Mickey. Un troisième anniversaire fêté dans la discrétion alors que cette année aurait dû voir l'achèvement de la deuxième tranche du projet et l'ouverture de « Disney-MGM Studios-Europe », un deuxième parc à thème centré sur le cinéma. Mais les mauvaises fées se sont acharnées à contrecarrer la réussite promise en 1992. L'euphorie des débuts a peu à peu tourné au cauchemar, et les 1943 hectares que s'était réservés la société Euro Disney pour ses développements futurs restent, pour l'essentiel, en friche. Aujourd'hui, les responsables du parc préfèrent parler, plus modestement, de la nouvelle attraction qui sera inaugurée le 31 mai, « Space Mountain – de la Terre à la Lune », qui permettra, comme dans le roman de Jules Verne, d'être projetée par un canon-cataapulte dans l'« insupportable obscurité du cosmos ».

Aux cinq pays qui composent le parc à thème – Adventureland, Frontierland, Mainstreet, Fantasyland et Discoveryland –, il faudrait en ajouter un sixième, celui qui couvre le pourtour de l'anneau de 570 hectares actuellement occupés par le premier parc et ses annexes. Cinq petites communes (Bailly-Romainvilliers, Chessy, Coupvray, Magny-le-Hongre, Serris) composent ce territoire, cinq villages de la campagne briarde installés autour du boulevard circulaire.

Au-delà de ce « grand fossé »,

comme l'appellent ses détracteurs, il n'est plus question d'attractions made in USA, mais plutôt de théâtre : une vaste scène vide, où l'on jouerait en permanence. En attendant Godot. Un royaume de l'absurde, à l'image du nouvel hôtel de police, inauguré il y a un an, qui dresse son architecture futuriste sur un périmètre de champs déserts. Tout y a été fait pour une croissance en phase avec les dépenses programmées du développement du projet Euro Disney, tel que prévu dans la convention de 1987 signée avec l'Etat. Avec le gel de la phase II, en novembre 1994, et les incertitudes persistantes sur l'avenir du groupe, le développement des villages s'est, lui aussi, figé.

EQUIPEMENTS SURDIMENSIONNÉS

Un scénario qu'évoquait déjà, en septembre 1993, un document publié par le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) des Portes de la Brie, qui regroupe ces cinq communes depuis 1987 : « L'arrêt de tout développement laisserait le secteur IV dans une situation ébranlée où se côtoieraient, sans avenir commun, des communes déséquilibrées et un parc de loisirs parachuté sur un site perturbé, symbole d'une monoactivité synonyme d'un avenir bloqué. » Précisément, tout ce contre quoi Charles Boetto, le président du SAN, avait engagé son action depuis six ans : « Nous voulons devenir une ville qui accueille les parcs Disney, et non la ville des parcs Disney. » Une vision qui a du mal à se concrétiser, malgré les projets que l'on continue à mettre en avant : la création d'un deuxième pôle de l'université René-Descartes et l'ouverture d'une nouvelle station du RER, à Serris, qui pourrait desser-

vir un centre commercial régional de 90 000 m². Mais le centre urbain « fédérateur » tant espéré n'est pas pour demain.

En attendant, le SAN s'est lourdement endetté pour mettre en place les infrastructures nécessaires aux besoins que l'arrivée de populations nouvelles n'aurait pas manqué d'occasionner, des équipements surdimensionnés pour les 7 500 habitants vivant actuellement sur le site, dont les experts prévoyaient le doublement en 1995. Dès le départ, il fallait prévoir grand pour ne pas être dépassé, et 300 millions ont été investis dans des travaux d'intérêt général : réhabilitation des réseaux, adduction d'eau potable, traitement des eaux usées et pluviales, voirie, etc. Chacune des cinq communes s'est vue également dotée d'un groupe scolaire tout neuf, un luxe pour des villages soumis – il y a encore peu – au régime du regroupement pédagogique, mais la plupart des classes restent aujourd'hui désespérément vides. Les mairies, elles aussi, ont suivi le mouvement et se sont toutes mises aux normes re-

quises pour recevoir dignement l'afflux prévu des nouveaux arrivants.

Tous ces aménagements n'ont pu évidemment se faire que grâce aux généreuses retombées fiscales nées du parc. Même si elles sont inégalement réparties entre les cinq communes, chacune profite de nouveaux moyens considérables. La taxe professionnelle, qui est intégralement perçue par le Syndicat d'agglomération nouvelle, atteindra cette année 101 millions de francs. Un peu plus de 10 % de cette manne sont redistribués aux communes, qui touchent par ailleurs la totalité des trois autres taxes. Chessy et Coupvray, les deux communes du nord où se sont construits les premiers éléments du parc, se taillent la part du lion, et touchent en moyenne, au titre du foncier bâti, quarante fois plus que n'importe quelle autre commune d'Ile-de-France.

La prospérité des finances communales ne suffit pourtant pas à faire de ces villages des îlots de prospérité. « Ça n'a jamais été aussi calme depuis avril 92 », se la-

mente le serveur de l'hôtel-restaurant de Chessy. On regrette le temps d'avant, celui où le gigantesque chantier et ses cohortes d'ouvriers faisaient grimper en flèche les chiffres d'affaires.

Fonctionnant en développement séparé, Disneyland Paris n'apporte pas les retombées escomptées. Seuls quelques touristes se hasardent à chercher une chambre dans les hôtels des villages lorsque la capacité hôtelière du parc est saturée, ce qui teste l'exception. Les 8 000 cast members – une appellation forgée à partir du mot *casting*, qui englobe le processus de recrutement dans les métiers du spectacle – permanents, auxquels se rajoutent 4 000 saisonniers, n'ont pas grande répercussion non plus sur l'économie locale. Logés, pour la plupart, en résidences pour célibataires construites par leur employeur, ils participent peu à la vie des villages. Leur jeune âge, la diversité de leurs origines nationales et leurs faibles revenus expliquent en partie cette marginalisation.

Pour les cinq communes, l'ouverture du parc n'a pas apporté les

nuisances redoutées. Les craintes exprimées sur les embouteillages, la pollution – et même sur l'apparition d'un trafic de drogue – se sont évanouies. Restent les nombreux feux d'artifice, auxquels il a bien fallu s'habituer. Peu à peu s'est établi avec le grand voisin un *statu quo*, facilité par l'arrivée, en avril 1993, du nouveau président, Philippe Bourguignon, dont les méthodes, davantage adaptées à la mentalité française, ont mis beaucoup d'huile dans les rouages. Mais les bonnes relations n'effacent pas les incertitudes pour l'avenir. Les maires ont décidé, d'ailleurs, de refuser les permis de construire pour les programmes de logement qui leur seront présentés s'ils ne sont pas accompagnés d'implantations d'activités. Une façon de refuser de voir transformer leur commune en cité-dortoir et de maintenir leur exigence d'un développement équilibré. Mais ils savent aussi qu'un refus de leur part n'empêchera pas le préfet, si nécessaire, de passer outre.

Le « repositionnement » de la société porte ses fruits

LE PARCOURS FINANCIER d'Euro Disney n'a pas été sans heurts. En octobre 1989, dès l'introduction en Bourse, Mickey, Pluto et Picsou avaient été très mal accueillis. Aux cris de « l'argent pour les chômeurs, pas les spéculateurs ! », « Mickey go home ! » et autres « non à la sous-culture ! », une trentaine de membres des Jeunes communistes avaient envoyé œufs, farine et sauce tomate à la figure des héros imaginés par Walt Disney. Cette date avait été choisie par Robert Fitzpatrick, président d'Euro Disneyland, pour annoncer le prix de l'action au Palais Brongniart. Les dés étaient jetés : ce serait 72 francs par titre, avec une quotité minimale de 10 titres.

Depuis lors, le comportement boursier de l'action n'a cessé d'inquiéter ses détenteurs, même si de façon générale les analystes ont révisé positivement leur opinion. Mais, sur un cours ajusté à 35,67 francs au mois d'octobre 1989, l'action a touché un « plus-haut » au mois de mars 1992 (73 francs) pour atteindre un peu plus de 7 francs au mois d'août 1994 et s'échapper aujourd'hui aux alentours de 13 francs. Ce parcours boursier heurté trouve bien sûr ses origines dans les difficultés qu'a rencontrées le groupe de loisirs depuis son ouverture.

Après trois ans d'une existence tumultueuse et l'ambition clairement affichée de retrouver l'équilibre en 1996 après un plan de sauvetage rigoureux, le parc est aujourd'hui repart de l'avant. Depuis novembre 1994, le président d'Euro Disney, Philippe Bourguignon, a assuré que le groupe allait centrer son effort sur la hausse de la fréquentation du parc et de la dépense moyenne par visiteur, qui est tombée à 248 francs (moitié pour l'entrée, moitié en restauration et boutiques) entre le 1^{er} octobre 1993 et le 30 septembre 1994. Selon lui, la baisse de la fréquentation, particulièrement forte en avril-mai 1994, était largement imputable aux rumeurs de fermeture du parc au printemps, qui auraient

notamment découragé les tour-opérateurs, qui fournissent la moitié de la clientèle. Pour redresser la fréquentation, pas question de « casser » les prix, mais seulement de les « repositionner » : « Nous devons nous défaire de notre image de prix élevés, mais nous ne voulons pas « faire du volume » en cassant les prix », estimait alors M. Bourguignon.

En effet, il a été souvent reproché au parc de Marne-la-Vallée de pratiquer des tarifs très au-dessus de la moyenne. En conséquence, les prix ont été revus à la baisse d'environ 20 %. En haute saison (avril-octobre) un adulte ne paiera plus que 195 francs, contre 250 précédemment. En basse saison, l'entrée, ne coûtera plus que 150 francs, contre 175. Le chiffre d'affaires ne devrait qu'en être peu affecté.

Le groupe a, grâce à cette nouvelle politique, réduit substantiellement ses pertes au premier trimestre de son exercice hivernal (octobre à décembre), mais la progression du chiffre d'affaires a été largement entamée par la baisse de la dépense par visiteur. Ses dirigeants avaient procédé au printemps dernier à une très profonde restructuration financière, après avoir enregistré pour 1992-1993 une perte nette record de 5,3 milliards de francs. Les effets de cette opération, qui s'est traduite notamment par un réajustement de la dette et des abandons rétroactifs des rémunérations de gestion par la Walt Disney Company, commencent seulement à se faire sentir pleinement. Le chiffre d'affaires du parc à thèmes et des hôtels est en hausse de 3 % au premier trimestre, à 854 millions de francs, contre 828 millions de francs pour les trois premiers mois de l'exercice précédent. Une progression qui reste modeste, la hausse de la fréquentation du parc et des taux d'occupation des hôtels étant largement compromise par la diminution de la dépense unitaire par visiteur.

François Bostnavaron

supérieure d'ingénieurs des constructions aéronautiques,

la National Farmers Union de Grande-Bretagne. Il succède à l'italien Augusto Bocchini.

La météo : un décret portant création d'une commission interministérielle de la météorologie pour la défense.

Le Monde

Daniel MULLER

choisisent de nous quitter. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

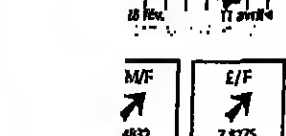
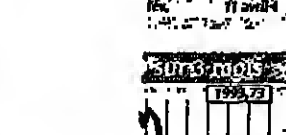
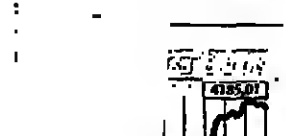
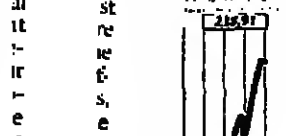
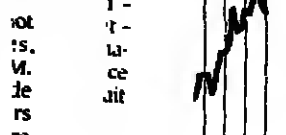
un tour de Berna... économique qui s'en est ensuivi, des Balkans à la Russie, des organisations mafieuses se sont bien entendues dans la brèche. Elles ont notamment utilisé les diasporas

Le développement de produits fabriqués en laboratoire ou médicaments destinés à leur usage, par opposition aux drogues « naturelles », ex-

consommation, avec un intense trafic Nord-Sud pour les dépressifs du système nerveux.

1995 : 275 pages, 135 francs.

LE BRUT a nettement progressé de 1,3 % par rapport à la même période de l'année précédente.



bank, Hans Tietmeyer et que la lire et l'euro de la Banque de la réserve fédérale convaincu que mon archent les voix d'un « les Etats-Unis pour ar fiable. »

1994	Var. %
1 400,4	+0,14
85 620,0	+0,26

IS DEVICES

1er mai	1er juin
4 820,0	4 820,0
5 390,0	5 342,0
3 490,0	3 490,0
4 266,0	4 266,0
2 814,0	2 826,0
7 801,0	7 813,0
3 799,0	3 809,0
16 979,0	17 014,0

DEVICES

3 mois	6 mois
8,58	4,11
6,18	6,25
6,31	6,58
4,13	4,15

RES

1er mai	1er juin
4,73	4,73
188,25	187

NREES (Chicago) \$/dollar

1er mai	1er juin
1,24	1,24
2,41	2,41

Chicago) \$/dollar

1er mai	1er juin
1,24	1,24
2,41	2,41

NYREES (Londres) \$/pound

1er mai	1er juin
335,10	287,80
108	107

NYREES (Londres) \$/pound

1er mai	1er juin
1,10	1,10
1,02	1,02

CELUI QUI RÉPONDRA OUI À CES QUATRE QUESTIONS SERA ÉLU

1 FAUT-IL METTRE EN PLACE UN RÉGIME UNIVERSEL D'ASSURANCE MALADIE ?

Oui, pour lutter contre l'exclusion et les inégalités devant la maladie, la Mutualité française considère qu'il est nécessaire de sortir l'assurance maladie des logiques corporatistes (une vingtaine de régimes différents coexistent). En Europe aujourd'hui, c'est en France que les dépenses de soins sont les plus mal remboursées par un système obligatoire, et que l'inflation des dépenses est la plus forte. De plus, nos résultats sanitaires sont souvent médiocres. Il faut créer un régime universel d'assurance maladie ouvrant à tous les mêmes droits et imposant à tous les mêmes devoirs.

Seul un système universel peut garantir à chaque individu, de sa naissance à sa mort, un accès à des soins de qualité en toutes circonstances de la vie.

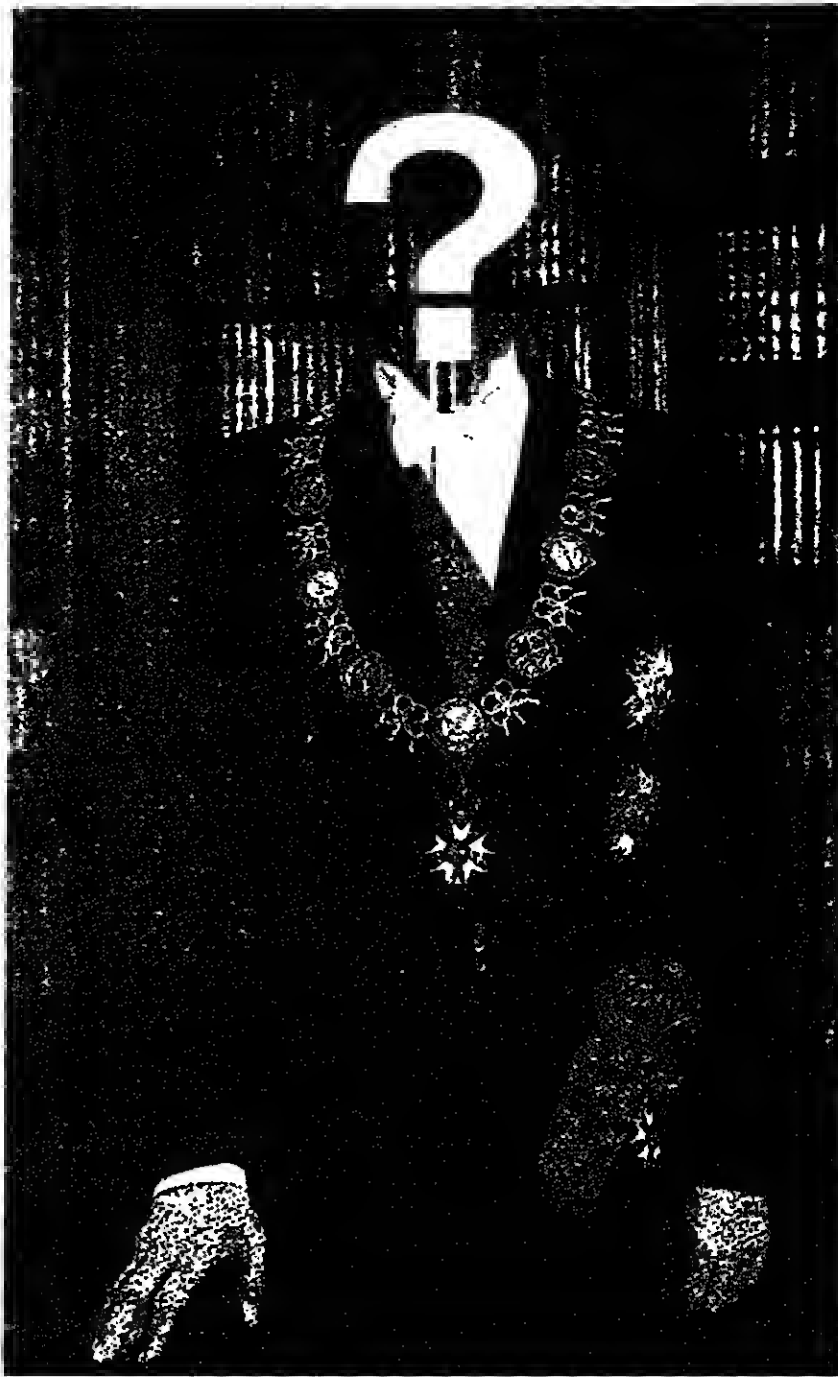
La création d'un régime universel d'assurance maladie entraîne une modification de son organisation afin que toutes les catégories sociales d'usagers soient démocratiquement représentées au sein de ses instances dirigeantes. Les organisations syndicales et professionnelles ont donc un rôle majeur à conserver. La Mutualité aussi. Cette réorganisation devra permettre de distinguer clairement les responsabilités respectives de l'État, du Parlement et de l'assurance maladie.

2 FAUT-IL FAIRE PARTICIPER TOUS LES REVENUS AU FINANCEMENT ?

Oui, au nom du principe d'égalité, la Mutualité française affirme que l'expression de la solidarité doit entraîner une participation de tous les revenus au financement de l'assurance maladie : revenus du travail, revenus de remplacement, revenus des valeurs et capitaux mobiliers, revenus fonciers.

La participation des entreprises devrait tenir compte de l'ensemble des richesses produites et pas seulement de leur masse salariale, afin de protéger et de favoriser l'emploi.

A ces deux sources de financement s'ajouterait la totalité des taxes qui affectent certains produits tels que le tabac et l'alcool.



"Le combat

pour une protection sociale
empreinte de solidarité
et de responsabilité est un combat
juste, et il n'est pas une cause
juste qui ne finisse par triompher."



MUTUALITÉ
FRANÇAISE

Ces propositions constituent la base d'une discussion pour l'élaboration d'une véritable politique de santé et pour assurer à tous, dans la France d'aujourd'hui, un égal accès à des soins de qualité. Personnellement, je suis prêt à débattre publiquement de nos propositions avec les principaux candidats à leurs représentants. La Mutualité française qui fonde sa démarche sur le principe de solidarité, ne saurait accepter une situation qui entraînerait la sélection des risques sur le principe de l'assurance. Il est essentiel de retrouver le temps de l'analyse, du vrai débat, de l'engagement déterminé, pour faire évoluer notre société en fonction de la place qu'elle entend réserver à l'homme.

JEAN-PIERRE DAVANT.

Président de la Mutualité française.

3 FAUT-IL CRÉER UN CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA SANTÉ ?

Oui, pour rendre cohérente l'organisation de notre système de soins et d'assurance maladie et son adaptation permanente aux besoins de la population.

Cette structure, dotée de moyens actuellement dispersés dans une trentaine de ministères, d'agences et d'associations financées par des fonds publics et parapublics, constituera une véritable "tour de contrôle de la santé".

Il faut en finir avec les affaires médicales qui défraient régulièrement la chronique. On ne gère pas la santé d'une population au gré des aléas de la vie politique, mais dans la continuité, hors des pressions des intérêts financiers.

Le Conseil Supérieur de la Santé sera à la disposition des décideurs - pouvoirs publics et assurance maladie -, leur fournissant les éléments d'une politique de santé publique et disposant d'un "droit d'alerte".

Il interviendra dans la mise en œuvre et la diffusion de l'évaluation des pratiques et des techniques médicales ; le recensement des connaissances scientifiques médicales internationales ; la coordination et l'impulsion de la politique de recherche et de formation ; la promotion des actions de prévention et d'information sanitaire.

4 FAUT-IL ACCÉLÉRER L'ARRIVÉE DES MÉDICAMENTS GÉNÉRIQUES ?

Oui car, à égalité d'effets thérapeutiques, il n'y a aucune raison médicale de prescrire le médicament le plus cher.

On peut ainsi, sans nuire à la qualité des soins, limiter la progression des dépenses de santé et éviter les gaspillages. Les spécialités dont le brevet est tombé dans le domaine public peuvent être jusqu'à 50 % moins chères que les spécialités identiques actuellement remboursées. En France, les médicaments génériques ne représentent aujourd'hui que 3 % du marché, contre plus de 30 % dans d'autres pays d'Europe.

Les milliards de francs d'économie qu'entraînerait pour l'assurance maladie la prescription de médicaments génériques permettraient de financer, par exemple, la prise en charge des personnes âgées dépendantes.

هكذا / من الأصل

DRA
RE
ÉLU

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 13 AVRIL 1995

CONSOMMATION C'est un domaine qui fait pâlir les autres secteurs de la grande consommation : le marché du jardinage amateur, en progression de 5 % en 1994, affiche

une insolente croissance. Car la passion du jardinage, que l'on croyait réservée aux retraités et aux ruraux, touche de nouvelles populations. Le jardinier type est âgé de trente-cinq

ans, dépense 1 400 francs par an, et se recrute dans toutes les catégories sociales. ● **UN AUTRE SIGNE** est le regain des jardins familiaux. Les presque centenaies « jardins ou-

riers » sont aujourd'hui recherchés. Pour certaines familles surendettées, le potager peut apporter un complément de ressources. ● **PRÈS DE DREUX**, en Eure-et-Loir, les Jar-

dins du cœur, lancés à l'Initiative des Restos du cœur, permettent d'accueillir des personnes en extrême difficulté et d'offrir une première étape vers la réinsertion.

Le jardinage occupe une part croissante des loisirs des Français

La frénésie du jardin, potager ou d'agrément, gagne du terrain. Les pratiques varient selon les catégories sociales et la concurrence commerciale fait désormais rage sur un marché en pleine expansion

CES JOURS-CI, le printemps est partout. Y compris dans les allées des grandes surfaces, qui n'ont jamais été autant envahies de bacs fleuris, de pousses de romarin, de jeunes rosiers en pots et même de plants de tomates ou de pommes de terre. Le marché du jardinage amateur poursuit imperturbablement sa croissance. Il ne connaît que les saisons et se moque de la conjoncture économique : en progression de 5 % en 1994, il étale une santé qui lui envoie la quasi-totalité des secteurs de grande consommation. Jadis limité aux jardinerie, il est aujourd'hui le théâtre d'une compétition commerciale élargie entre hypermarchés, grandes surfaces de bricolage et spécialistes de la vente par correspondance.

Impressionnante, cette profusion végétale n'est que la partie visible d'un phénomène diffus. Tout semble confirmer que les Français s'intéressent de nouveau à leur jardin. Le terrain, si l'on peut dire, est favorable dans un pays où la ruralité n'est pas un vain mot (selon l'Insee, 55 % des ménages disposent d'un jardin et 35 % y cultivent des fruits ou des légumes). Or, si toutes les catégories sociales sont concernées, elles réagissent de manière variable. Selon l'Insee toujours, le potager reste le domaine des retraités (48 %) et des ouvriers (35 %), alors que le jardin d'agrément est la spécialité des cadres supérieurs et des artisans (29,5 %), mais aussi des professions intermédiaires. Pour l'Association de Promojardin, qui regroupe les professionnels du secteur, les jardiniers les plus âgés (entre 60 et 70 ans) en moyenne (femmes et hommes) sont les plus équilibrés (représentés) et il y consacre environ 1 400 francs par an.

L'une des conséquences les plus

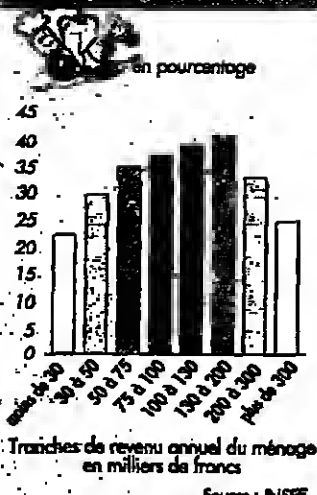
inattendues de ce regain est sans doute la revitalisation des jardins familiaux, qui célèbrent leur centenaire en 1996. Alors que 700 000 parcelles étaient recensées en 1945, on n'en dénombreait plus guère que 150 000 en 1985.

Depuis lors, les demandes se sont multipliées. « Les 2 600 parcelles que nous gérons en région parisienne sont toutes occupées et près d'un millier de personnes sont sur la liste d'attente », souligne Philippe Pierson, délégué général de la Fédération nationale des jardins familiaux. Conscientes de l'importance de la demande, les municipalités des grandes villes jouent le rôle des bourgeois « sociaux » de naguère en acquérant – ou en libérant – des terrains. Répondant à la demande d'une partie de leurs électeurs, les collectivités découvrent également un instrument inédit de réinsertion des exclus.

UN IMPÉRATIF ÉCONOMIQUE

« Désormais, un tiers seulement de nos adhérents sont âgés de plus de soixante ans. Le jardin ouvrier accueille toute la famille pour laquelle il constitue une mini-résidence secondaire en même temps qu'un équipement de proximité. C'est un lieu ouvert où les enfants doivent absolument se plaire », plaident les dirigeants de la Fédération. Ces nouveaux jardins ouvriers, que l'on installe parfois jusqu'au pied des ensembles HLM, n'ont plus grand-chose à voir avec ces petits lopins serrés les uns contre les autres autour d'abris en tôle rouillée. Dans ces espaces ouverts qui ressemblent parfois à des parcs et ne sont plus exclusivement dédiés à la culture potagère, le tracé est plus aéré, autorisant des courbes où s'installent des aires de jeux.

Les propriétaires d'un potager en France



Source : INSEE

La culture d'un potager est liée au niveau de revenus.

« Si la population de ces jardins rajeunit, elle reste à peu près la même qu'il y a cent ans : des gens plutôt modestes, dont les loisirs sont assez traditionnels, qui partent rarement en vacances et pour qui l'autoconsommation alimentaire est une dimension importante », ajoute Philippe Pierson. Parmi ces jardiniers qui renouent avec les pratiques de leurs aïeux, nombreux sont les travailleurs immigrés portugais, marocains et, dans une moindre mesure, turcs.

Pour ceux qui possèdent leur jardin, consommer ses propres produits n'est pas non plus un objectif secondaire. « En raison de la contrainte budgétaire de certains ménages endettés, le mouvement

d'accès à la propriété pavillonnaire a rendu parfois nécessaire une autoconsommation alimentaire », révèle les travaux menés par Florence Weber et son équipe au sein du laboratoire de recherches sur la consommation de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique). En d'autres termes, entretenir un potager peut devenir un impératif économique au sein de foyers où le remboursement d'un crédit pèse lourd.

Dans les autres catégories sociales, on voit son jardin sous un jour différent. Chez les retraités, l'INRA observe que les dépenses moyennes consacrées au jardin sont près de deux fois supérieures chez les anciens cadres ou professions intermédiaires que chez les anciens ouvriers ou employés. « L'essor du jardinage peut aussi être interprété comme un prolongement du coconing », analyse Jean-Philippe Darnault, directeur général adjoint des jardinerie Truffaut. « Les ménages qui ont pris conscience que leur intérieur est totalement équipé considèrent le jardin comme une nouvelle partie de la maison dans laquelle on va investir pour l'embellir, souligne-t-il. Aussi, n'est-ce pas un hasard si les ventes de matériel de jardinage ont pris le relais du matériel de bricolage, dont la croissance est ralentie. »

INVESTISSEMENT AFFECTIF

Parmi les roses et les jacinthes, entre les rangs de poireaux ou de potirons, persistent les clivages sociaux. Les investissements affectifs ne sont pas toujours de même nature. Lorsqu'il s'agit d'un loisir coûteux, insiste l'étude de l'INRA, le jardinage « est valorisé comme une forme d'épanouissement personnel fondée sur la créativité, la difficulté et

le savoir. Lorsqu'il s'agit d'un passe-temps gratuit, il est valorisé comme une activité à la fois utile et que l'on affirme comme désintéressée. En milieu ouvrier, poursuit Florence Weber, un bon jardinier ne cultive pas des légumes exceptionnellement savoureux – ce serait plutôt la fierté du gourmet bourgeois –, il ne récolte pas des légumes exceptionnellement abondants – ce serait plutôt la fierté

de retrouver un territoire qui alimente cet engagement. »

Dans l'inconscient du jardinier, le docteur Claude Leroy, neuropsychiatre et amateur de fleurs, voit « la volonté de retrouver et de déterminer un cycle vital, celui de la naissance, de l'âge adulte et de la mort, comme les Japonais, qui, d'ailleurs, n'aiment pas les roses car elles meurent mal. Dans ce monde, le jar-

37 milliards de francs de chiffre d'affaires

L'activité du jardinage amateur représente un chiffre d'affaires annuel supérieur à 37,5 milliards de francs, selon la Fédération nationale des distributeurs spécialistes jardin (FNDSJ), et voit s'intensifier la concurrence. Face à la vente par correspondance, aux hypermarchés et aux grandes surfaces de bricolage, les jardinerie ont fort à faire. L'an passé, une dizaine se sont créées, portant à plus de 860 le total des points de vente de ce type.

Les végétaux d'extérieur (5 milliards de francs pour 100 millions de plantes en pot) constituent la principale composante de ce marché, loin devant l'outillage ou le mobilier. Selon Promojardin, on trouve des rosiers dans 81 % des jardins devant les plantes à bulbes (72 %), les arbres fruitiers (66 %) et les plantes vivaces (65 %). Si les produits sont de bonne qualité, de mauvaises surprises sont possibles. La direction de la concurrence et de la répression des fraudes vient de décider une action pour publicité mensongère contre huit entreprises. Les jacinthes « orange bowen » étaient non pas rose saumoné mais d'un orange vif de fort mauvais goût.

d'ouvriers récemment sortis du monde agricole. Il fait un beau jardin, bien aligné, parfaitement désherbé. Sous couvert d'y produire des légumes, il y fait grandir sa propre respectabilité. »

« Derrière le besoin de nature, affirme Bernard Staels, président de Promojardin, se dessine le vide que ressentent la plupart de ceux qui sont venus vivre à la périphérie des agglomérations. Sans doute veulent-ils retrouver leur histoire familiale. D'une certaine manière, c'est le be-

diar est ou moins physiquement maître de l'organisation de son espace. La symbolique est importante. » Amoureux distingué de camélias ou amateur fantasque de potirons, le jardinier ne cherche rien d'autre qu'à s'imposer un autre rapport au temps. S'y soumettre et s'en faire un allié plutôt que de tenter vainement de s'y soustraire.

Jean-Michel Normand

Près de Dreux, les Jardiniers du cœur retrouvent le droit sillon

DREUX de notre envoyé spécial

Séverine, vingt-cinq ans, égrene consciencieusement des semences de haricots verts dans le sillon qu'elle vient de tracer, tandis qu'un peu plus loin Akim, vingt et un ans, casque sur les oreilles, est absorbé dans le maniement d'une mini-tondeuse. Ces deux jeunes, qui œuvrent ce frais mardi après-midi d'avril avec une demi-douzaine de compagnons sur un terrain cultivable de Tréon (Eure-et-Loir), à 7 kilomètres au sud de Dreux, ne sont pas des jardiniers ordinaires. Pas plus que n'est ordinaire l'établissement qui les emploie.

Séverine et Akim n'ont pas eu une vie très heureuse ni très exemplaire. La jeune femme, scapoteuse, est mère célibataire d'une fillette de six ans placée dans un foyer de la DDASS. Lui passe actuellement ses week-ends en prison, purgant une peine de deux mois pour violences. Sans ce travail, il serait resté derrière les barreaux tout le temps de sa condamnation. « Nous aidons ceux dont personne ne veut plus », dit sobrement François Bar-

lot, président local des Restaurants du cœur, qui compte cinq centres à Dreux.

Car c'est dans les Jardins du cœur que travaillent à mi-temps Séverine, Akim et seize autres, pourvus d'un contrat emploi-solidarité (CES, 2 200 francs net par mois) et répartis en équipes du matin et de l'après-midi. Cette activité des célèbres Restos est méconnue. Pourtant, elle est déjà implantée dans une trentaine de départements et constitue, assure M. Barillot, un « merveilleux outil » d'insertion ou de réinsertion.

En Eure-et-Loir, cette entreprise est née d'un drame : le meurtre, en février 1990 à Paris, de Claude Henry, trente-huit ans, natif de Tréon, docteur devenu l'un des plus actifs bénévoles des Restos du cœur de la capitale. Sa mort provoque alors une vive émotion à l'échelle parisienne des Restos et à Tréon, où il est enterré : le maire de ce bourg de 1 500 habitants, Christian Berthelot (sans étiquette), veut faire « quelque chose » pour honorer sa mémoire. Dans le même temps, François Barillot entend aller au-delà de la

simple assistance, de la seule distribution de vivres, aussi vitale soit-elle. Cet inspecteur des impôts, nommé à Dreux en 1987 alors qu'il a vingt-quatre ans, a ouvert en décembre 1988 le premier Resto du cœur drouais. Chrétien, il est révolté à la fois par la misère qu'il côtoie professionnellement et par l'activisme des partisans de M. Le Pen dans ce fief du Front national.

L'ART DE LA CONGÉLATION

MM. Berthelot et Barillot s'accordent : le premier offre deux terrains communaux, 3 500 mètres carrés en tout. L'un, ancienne décharge, jouxte la mairie. L'autre est flanqué de 900 jeunes pomriers. Leur situation géographique, à l'écart de Dreux, réjouit François Barillot : « Si nous avions aménagé des jardins au pied des tours, les petits béurs – comme il les appelle affectueusement – n'auraient pas voulu travailler sous les yeux de leurs copains. »

La main-d'œuvre est, en tout cas, toute trouvée, notamment parmi les bénéficiaires des Restos du cœur, logés dans les quartiers défa-

votés érigés sur des plateaux, loin du centre de Dreux. Ces jeunes qui n'ont connu jusqu'à que l'univers du béton et ces adultes qui n'ont pas été employés depuis longtemps doivent apprendre à défricher, enlever les gros cailloux qui jonchent cette terre pauvre, retourner le sol, ensemencher, et l'on regarde souvent sa montre pendant les premières journées de travail.

En mars 1991, la première parcelle est plantée. Un instructeur de trente-cinq ans, fils de harli, a été recruté, seul salarié des Jardins du cœur, dont les frais de fonctionnement sont couverts par une subvention du conseil général. Des CES sont signés, de seize à vingt-quatre par an. Leurs titulaires ne chôment pas non plus durant l'hiver, trouquant la bêche pour la truelle afin de rénover des appartements.

Les deux jardins de Tréon n'ont pas encore atteint leur rendement optimal faute d'engrais, trop coûteux. Mais l'aménagement en cours d'un manège tout proche laisse espérer une profusion de crottin de cheval. Pour François Barillot, il n'y a pas de petit bénéfice : « On n'a jo-

mais acheté la moindre graine », indique-t-il. Il suffit que des bénévoles se postent à l'entrée des trois grandes surfaces de Dreux pour que des ménagères fassent, pour eux, l'emplette des semences demandées. Une générosité qui contraste avec le mercantilisme d'un des directeurs de magasin, sautant sur l'occasion pour augmenter le prix des graines.

Deux tonnes et demie de haricots verts, une tonne de pommes de terre, 500 kilos de carottes, autant de petits pois, 250 pieds de tomates, une centaine de potirons ont constitué le gros de la récolte 1994, composée d'à peu près tous les produits traditionnels d'un potager. Cette récolte couvre aujourd'hui 50 % des besoins des cinq Restos drouais. Une récolte qui ne peut être évidemment distribuée qu'à l'ouverture des Restos, à la mi-décembre.

Il faut donc congeler la production, sauf les choux et les poireaux cueillis tout frais en plein hiver, mais y compris les pommes, encore trop acides à croquer et transformées en compote. Les Jardiniers du cœur

apprennent auprès de l'instructeur et des services d'hygiène de la DDASS l'art de la congélation, faite obligatoirement dans les trois heures qui suivent la cueillette. Ils nettoient les légumes, les épluchent, les blanchissent à l'eau bouillante, les séchent, les mettent en sachets, les placent d'abord dans un congélateur pour commencer l'abaissement de température, puis dans une chambre froide mise gracieusement à disposition par une société privée, les Entreprises frigorifiques de Dreux. La chambre d'agriculture locale et la direction départementale du travail et de l'emploi se sont émues, à un moment, d'une possible « concurrence déloyale », sans compter que la municipalité de Dreux, dirigée par Jean Fieaux (divers droite), et les militants du FN tolèrent à peine l'œuvre de Coluche. Mais qui d'autre aurait remis dans le droit sillon Séverine, Akim et les autres, délaissés aussi par des associations caritatives drouaises plus regardantes dans la sélection des pauvres ?

Michel Castaing

TWA CRÉE LA TRANS WORLD ONE

La seule différence avec votre chambre, c'est que la salle de bain est un peu plus petite.

C'est en s'inspirant de ce que vous attendez d'un grand restaurant ou d'un grand hôtel que nous avons imaginé la Trans World One. Bientôt disponible sur tous les vols transatlantiques TWA. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages, ou TWA au 4919 20 00 ou tapez 3615 TWA (2.19 TTC/mn).

LE SERVICE ET LE CONFORT PREMIÈRE CLASSE AU TARIF CLASSE AFFAIRES.

TWA

La Bible « antijuive » interdite par la justice

Le tribunal de grande instance de Paris fixe les limites de la liberté de commentaire d'un texte sacré

Vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, Marie-Claude Domb a ordonné en référé, mardi 11 avril, à la Société biblique catholique internationale de faire cesser la diffusion de la Bible des communautés chrétiennes qu'elle édite de-

puis mai 1994, en raison de certains passages susceptibles de raviver l'antijudaïsme. Les éditeurs n'avaient pas tenu compte de la levée de l'imprimatur par Mgr Thomas, évêque de Versailles, ni des pressions de l'épiscopat français et de la

communauté juive. La Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) avait porté plainte, et l'affaire avait été plaidée le 4 avril. Les éditeurs ont quinze jours pour faire appel ou pour remanier leur texte (Le Monde des 10 et 23 mars).



« folkloriques » et des obligations strictement observées par des juifs depuis des générations, comme étant le signe de leur appartenance à leur religion, ne peut être assimilée à une simple maladresse de style, mais est un manque de respect à l'égard de la religion juive dont des prescriptions essentielles sont ainsi tournées en dérision. L'auteur du commentaire des deux frères Hurault condamné dans l'ordonnance du tribunal de grande instance de Paris concerne le récit de la passion du Christ dans l'évangile de Marc: « La foule juive a demandé la mort de Jésus, expliquent-ils dans leurs notes. Bien entendu, cela ne peut pas dire que tous voulaient sa mort,

mais il y a une responsabilité collective; dans tout groupe, le mal que certains font concerne l'ensemble parce que les autres ne sont pas assez courageux ou pas assez intelligents et persévérants pour faire cesser le mal. Durant des siècles, dans le peuple chrétien, on a parlé du peuple juif comme de celui qui avait tué Dieu. C'était vrai en un sens puisque ce peuple n'avait pu dominer son fanatisme, dit en partie aux événements qu'il traversait. Au cours de l'audience, M. Zaoui, au nom de la Licra, avait plaidé qu'une telle accusation de peuple « déicide » avait été à l'origine de la plupart des persécutions antijuives de l'histoire. Le tribunal donne raison au plaignant, car « ce texte, qui lieu d'écarter l'accusation de déicide portée à l'encontre du peuple juif pendant des siècles, mais condamnée par le concile Vatican II, par sa phrase commençant par les mots « C'était vrai », reprend cette accusation, cause, dans le passé, de discriminations et de persécutions tragiques. Les éditeurs ont quinze jours soit pour faire appel, soit pour s'acquiescer. Dans ce dernier cas, ils devront corriger, en vue d'une troisième édition, leur Bible, qui, avant d'être condamnée par la justice, avait déjà suscité les plus grandes réserves dans la conférence épiscopale, au Vatican et, bien sûr, dans la communauté juive, où, toutefois, le grand rabbin Siruk et M. Théo Klein (dans Tribune juive du 6 avril) s'étaient interrogés sur l'opportunité d'une telle poursuite.

Henri Tincq

Les « vendeuses » de Francesco Smalto, tailleur du président Bongo

A LA 16^e chambre correctionnelle de Paris, le juge, spécialisé dans les affaires de proxénétisme, connaît toutes les excuses, tous les petits ou les gros mensonges de ceux qui bénéficient de la prostitution. Il y a celle des trottoirs ou celle des palaces réunies dans la même misère morale et, chaque jour, les procès se ressemblent. On y parle un peu des « filles », beaucoup des proxénètes et presque jamais des clients. Pourtant, à l'audience du mardi 11 avril, c'est un client, un unique client, qui fut au centre des débats. Car Omar Bongo, président de la République gabonaise, aime les blondes et, semble-t-il, seulement les blondes. Alors, quand le grand couturier Francesco Smalto voulait lui vendre ses célèbres costumes, il venait avec une blonde. Une jolie femme recrutée parfois dans les annonces de Pariscopie par son plus proche collaborateur, Michel Mariani. Isabelle, Marianne, Véronique ou Monica étaient souvent prévenues au dernier moment qu'il leur fallait prendre l'avion pour Libreville. Là, un chauffeur les conduisait à la présidence, et

elles passaient « un moment » avec le chef de l'Etat gabonais, qui leur versait une somme allant de 15 000 à 80 000 francs.

Un moment parfois rendu désagréable par une rumeur circulant parmi les call-girls selon laquelle Omar Bongo serait séropositif et refuserait avec colère la simple suggestion d'utiliser un préservatif. La rumeur est affaiblie par les déclarations d'une call-girl dont les tests sont restés négatifs, mais l'audience a longuement tourné autour de cette circonstance aggravante pour le couturier et son équipe. « Je n'ai jamais entendu parler de cette séropositivité », a affirmé Francesco Smalto. Le reste, il l'admettait: « On s'était aperçu qu'une présence féminine facilitait les commandes. J'avais le soupçon qu'il les gardait pour coucher avec, mais je n'en avais pas la certitude. » Plus cyniquement, il ajoutait: « Je ne voulais pas le savoir, ça ne m'intéressait pas. »

Poussé dans ses retranchements par le président, le couturier a expliqué que le chef de l'Etat gabonais lui commandait chaque année

pour 3 millions de francs de costumes: « J'ai agi comme un chef d'entreprise quand on a des difficultés. Nous ne pouvions pas perdre le client. » En somme, il s'agissait seulement d'une méthode de marketing imposée par le désir de préserver des emplois. Et, naïvement, le couturier précisait, comme pour se dédouaner: « J'avais conscience du côté immoral, mais je ne savais pas que c'était si grave. Je n'ai pas touché 1 centime dans cette affaire, à part la partie commerciale... »

Aussi contre ce « bénéficiaire », le substitut Michèle Vaubillon a-t-il demandé une peine avec sursis sans en préciser la hauteur et une amende de 300 000 francs, en flustageant la pratique du « cadeau » dans les entreprises. Des cadeaux qui, en l'occurrence, ressemblent bien à la corruption, dans son sens actuel comme dans son acception ancienne, quand elle signifiait « débaucher ».

Jugement le 16 mai.

Maurice Peyrot

M^{me} Veil a décidé la réouverture de la maternité de La Mure

SIMONE VEIL, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a décidé, mardi 11 avril, que la maternité de La Mure (Isère), « compte tenu de son éloignement de Grenoble », pourra être « rouverte » dès lors que serait assurée « la présence constante d'un gynécologue-obstétricien et d'un anesthésiste ». M^{me} Veil a demandé à ses services et aux préfets de région et de département de « faciliter » les recherches entreprises par l'hôpital de La Mure pour recruter le personnel compétent.

Lundi 3 avril, quatre cents élus de l'Isère avaient remis leur démission au préfet pour protester contre un arrêté préfectoral du 1^{er} janvier décidant la fermeture des sept lits de la maternité de La Mure, une commune de montagne de 6 000 habitants située à 38 km de Grenoble.

DÉCÈS IN UTERO

Trois mois après la fermeture de cette maternité où l'on enregistrait une moyenne annuelle de 110 naissances, une jeune femme enceinte de huit mois, transportée en urgence à l'hôpital de Grenoble, avait perdu son bébé. Bien que la DDASS ait estimé que « ce drame n'aurait pas pu être évité même si la maternité avait encore existé », la population de La Mure et les élus

de l'Isère s'étaient immédiatement mobilisés pour demander la réouverture de la maternité (Le Monde du 5 avril).

Le professeur Georges Pontonnier, chef du service de gynécologie-obstétrique au CHU de Toulouse, avant été chargé par M^{me} Veil de faire des propositions afin que soit assurée la sécurité des femmes enceintes sur le plateau de La Mure, on en sait aujourd'hui un peu plus sur la situation réelle de la maternité fermée. Concernant le décès in utero de l'enfant, le professeur Pontonnier estime « qu'il n'aurait probablement pas été évité par une césarienne d'urgence à la maternité de La Mure ». Selon lui, « bien que la maternité soit fermée, la césarienne aurait pu être réalisée par le chirurgien de garde sur place, mais, une réanimation néonatale étant indispensable, l'absence de pédiatre a logiquement amené à évacuer la patiente sur le CHU de Grenoble ».

En outre, ajoute le professeur Pontonnier, la fermeture de la maternité « s'imposait sur le plan du droit et de la responsabilité médicale légale à partir du moment où le médecin exerçait dans cette structure n'était pas titulaire de la thèse de médecine et d'un diplôme de spécialité reconnu en France. Il s'agissait clairement d'un exercice illégal

de la médecine. Les autorités de tutelle n'ont donc obéi qu'à leur devoir, sans qu'il y ait de motivation « économique ».

DEUX SOLUTIONS POSSIBLES

Pour autant, estime le professeur Pontonnier, la fermeture pure et simple de la maternité n'est « pas satisfaisante » pour des raisons médicales de sécurité. Il reste donc, estime-t-il, deux solutions.

La première serait la réouverture de la structure d'accouchement sur place. Cette réouverture est justifiée, dit le professeur Pontonnier, par les difficultés réelles de communication avec Grenoble, « hiver comme été ». Il rappelle que la limite de sécurité pour une durée de trajet ne doit pas excéder 45 minutes et que le trajet La Mure-Grenoble peut dépasser une heure. Cependant, ajoute-t-il, cette réouverture n'est « acceptable » que si les conditions de sécurité « maximales » sont remplies. A cet égard, la présence constante (maximum 15 minutes de délai d'arrivée) d'un gynécologue-obstétricien et d'un anesthésiste est, dit-il, indispensable.

La seconde solution consisterait à créer une « maternité avancée ». En d'autres termes, on ne fait plus d'accouchement à la maternité, mais des consultations sont orga-

nisées, portant sur le suivi de la grossesse, l'éducation sanitaire et les problèmes gynécologiques médicaux.

Cette structure de maternité avancée fonctionnerait avec l'aide des médecins du CHU de Grenoble, qui viendraient assurer des consultations sur place dans le cadre d'une convention interétablissements.

LE PLAN PÉRINATALITÉ

Ces suggestions lui ayant été transmises, M^{me} Veil a décidé que, dans l'attente de la réouverture de la maternité, une maternité avancée serait mise en place à l'hôpital de La Mure. A cette fin, la convention signée entre le CHU et l'hôpital de La Mure le 6 mars dernier pourra, selon M^{me} Veil, « être complétée en tant que de besoin ».

Cette affaire illustre toute la difficulté rencontrée par les pouvoirs publics pour mettre en place le plan périnatalité décidé au début de l'année 1994. Ce plan, qui prévoit la fermeture progressive des maternités où l'on pratique moins de 300 accouchements par an, répond à un double objectif: améliorer la sécurité lors de l'accouchement et mieux maîtriser les dépenses de santé.

F. N.

Perquisition à GSI Finances dans le cours de l'affaire Alcatel

LE JUGE d'instruction Jean-Marie d'Huy, chargé à Evry de l'enquête sur les surfacturations commises par Alcatel-CIT au détriment de France Télécom, a conduit mardi 11 avril une perquisition dans les locaux de la société GSI Finances à Clichy (Hauts-de-Seine). Des documents ont été saisis lors de cette perquisition au cours de laquelle le magistrat, accompagné d'enquêteurs de la police judiciaire de Versailles, a aussi entendu des cadres de la société. Le nom de GSI Finances des services informatiques (GSI, filiale d'Alcatel), dont GSI Finances est une branche chargée de la commercialisation de logiciels en matière financière, était apparu dans le dossier après que José Corral, ancien directeur financier de la branche transmissions d'Alcatel CIT, eût détaillé les modalités de la fausse comptabilité qu'il avait mise en place à Alcatel CIT.

■ **DÉMISSION:** Jean-Luc Bécart, sénateur (PCF), démissionnaire de sa fonction de maire. Mis en examen pour « faux en écriture publique, privée et usage, atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics, corruption et détournement de fonds » par le juge d'instruction Benoît Persyn et écroué depuis le 26 décembre au centre de détention de Longueume, M. Bécart a été remis en liberté mardi 11 avril. Le sénateur du Pas-de-Calais, maire d'Auchel, avait auparavant été entendu dans le cadre d'une affaire annexée, en qualité de président du Saziral, un syndicat intercommunal à vocation économique, qui gère des zones industrielles sur Auchel-Villers. Dans la matinée, la préfecture du Pas-de-Calais avait annoncé la démission de M. Bécart de sa fonction de maire qu'il occupe depuis 1977, et de son mandat de conseiller municipal. M. Bécart est conseiller général depuis 1985.

■ **TROMPERIE:** le directeur des thermes publics d'Aix-les-Bains (Savoie) sera traduit devant un tribunal correctionnel pour « tromperie sur la qualité de l'eau ». En 1989 et 1990, douze curistes avaient déposé plainte après la découverte, dans l'établissement thermal, de bactéries susceptibles de provoquer des troubles respiratoires. Le juge d'instruction ayant ordonné le renvoi du directeur en correctionnelle, l'audience a été provisoirement fixée au 8 septembre.

■ **PROVOCATION:** l'éditeur du livre *Suicide mode d'emploi* a été condamné, mardi 11 avril, par la 16^e chambre du tribunal correctionnel de Paris à payer 40 000 F d'amende pour « provocation au suicide ». Alain Moreau avait réédité l'ouvrage après le vote de la loi de 1987 interdisant ce chef d'accusation. Les deux auteurs, Yves Le Bonniec et Claude Guillon, contre lesquels le procureur avait également requis une amende, ont été relaxés.

■ **POLICE:** quatre policiers du commissariat d'Elancourt (Yvelines) et deux surveillants de la prison parisiennaise de la Santé ont été condamnés pour cumul d'emplois, lundi 10 avril, par le tribunal correctionnel de Versailles, à une amende de 5 000 francs. Les six fonctionnaires travaillaient « au noir » pour une agence privée de gardiennage.

■ **GENDARMERIE:** une Italienne âgée de vingt-neuf ans, Monica Bertosa, a été tuée par un gendarme à Narbonne (Aude), lundi 10 avril, après une série de fusillades et une course poursuite. Circulant en voiture et en compagnie d'un homme non identifié, la jeune femme avait auparavant tiré avec un revolver sur des douaniers qui, à la frontière franco-espagnole du Perthus, avaient découvert dix grammes de haschisch dans le véhicule.

■ **EXTORSION:** six membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été condamnés, mardi 11 avril à Paris, pour des extorsions de fonds et tentatives d'extorsion de fonds touchant des ressortissants turcs installés dans le sud de la France et visant à financer le PKK. Le tribunal correctionnel de Paris a prononcé des peines allant de dix-huit mois à quatre ans de prison.

■ **PRISON:** un ancien directeur de la maison d'arrêt de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) a été mis en examen et écroué à la maison d'arrêt de Tarbes, mardi 11 avril. Richard Berlingier, nommé entre-temps directeur de la maison d'arrêt d'Avignon, est soupçonné d'avoir détourné, entre 1988 et 1992, en truquant les livres de comptes, plus de 100 000 francs sur l'argent envoyé par les familles des détenus et les fonds de l'association gestionnaire des loyers des prisonniers. Au mois de janvier, il avait déjà été mis en examen pour « abus de confiance » pour des faits similaires. Traduit devant un conseil de discipline, il avait écopé d'une mise à pied de deux ans, dont un an avec sursis.

■ **IVG:** huit militants anti-avortement se sont enchaînés, mardi 11 avril, devant le bloc opératoire de la maternité de l'hôpital de la Croix-Rouge à Lyon. Le commando, dans lequel se trouvaient un prêtre et deux femmes, a été délogé par les policiers après l'intervention d'une équipe de désincarcération des pompiers. La direction de l'hôpital a déposé plainte pour « entrave au fonctionnement du service hospitalier ».

■ **ACCIDENT:** une collision entre un car scolaire et un camion-benne mardi 11 avril à Delfcourt (Oise), a fait vingt et un blessés, dont quatre sérieusement atteints. L'accident a été vraisemblablement causé par l'épave bruyante qui régnait sur le Vexin en début de matinée, le chauffeur du bus de ramassage scolaire, qui transportait trente-trois enfants, n'ayant pas vu arriver à un carrefour le camion roulant à faible vitesse. Mardi soir, un écolier était encore hospitalisé.

■ **AIRBUS:** une « petite trappe » du train d'atterrissage d'un Airbus A-300 s'est accidentellement détachée de Pavon en vol, vendredi 7 avril près de Bordeaux, avant de tomber dans un jardin. Cet incident, confirmé, mardi 11 avril, par la direction d'Airbus Industrie, a eu lieu sur un appareil de la Lufthansa qui effectuait des manœuvres de « touch and go » (atterrissage et redécollage immédiat) à l'aéroport de Mérignac.

■ **IMMIGRATION:** six étrangers parents d'enfants français ont commencé, mardi 11 avril, une grève de la faim au foyer de la Mission populaire de Paris, pour réclamer une régularisation des étrangers dits « protégés ». Ces six hommes de nationalités péruvienne, égyptienne, ivoirienne, sénégalaise et malienne, arrivés en France entre 1984 et 1992, ne sont pas expulsables mais l'administration leur refuse une carte de séjour qui leur permettrait de travailler.

Un appel interreligieux contre le chômage et l'exclusion

DES PERSONNALITÉS de plusieurs confessions ont rendu public, mercredi 12 avril, un texte de mobilisation contre le chômage et l'exclusion, préparé à l'initiative de Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire général au Plan, président de Solidarités nouvelles face au chômage. Les signataires de cet appel sont les suivants: Dali Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris; Olivier Clément, théologien orthodoxe; Moïse Cohen, président du Consistoire de Paris; Raphaël Draï, universitaire; Mgr Albert Rouet, président de la commission sociale de l'épiscopat; David Saada, président du Fonds social juif, ainsi que le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France. « Le chômage et l'exclusion ne font pas exploser notre société: ils la rongent, écartent ces personnalités religieuses. La prospérité économique ne peut se restaurer durablement sans que, pour autant, chacun retrouve sa place. Il y a là le choix inévitable d'un schéma de croissance qui enrichit globalement la communauté nationale, mais qui la laisse se déliter et se disloquer. Les anciennes réglementations ne suffisent plus à conjurer cette dérive: les ressources à mobiliser sont aussi, désormais, spirituelles et morales, car c'est d'abord l'indifférence qui est responsable des fractures qui se dessinent. Nous devons faire le choix volontaire d'un mode de développement qui respecte le caractère sacré de la personne. »

مكتبة الأصول

Le secteur des HLM est malade du manque de mobilité des ménages

Les derniers résultats d'une enquête de l'INSEE pointent la faible rotation des locataires de logements sociaux et la forte proportion de familles ayant dépassé les plafonds de ressources

L'INSEE vient de rendre publics les derniers résultats d'une enquête consacrée tous les quatre ans au secteur du logement. Cette étude fait apparaître une forte baisse de la mobilité des ménages.

POURQUOI un pays qui prévoit de consacrer cette année 150 milliards de francs au logement compte-t-il autant de mal-logés ? En faisant apparaître une baisse de la mobilité résidentielle (notamment dans le secteur des HLM), les derniers résultats de l'enquête consacrée tous les quatre ans par l'Insee à ce secteur donnent des éléments de réponse. Entre 1988 et 1992, seuls 20,3 % des ménages déjà installés ont déménagé, contre 22,5 % pendant les quatre années précédentes. Cela signifie que 293 000 personnes de moins ont quitté leur logement pendant la période étudiée. Simultanément, la pression démographique s'est accentuée, grossissant de 36 000 unités les rangs des nouveaux ménages en quête de toit (2 272 000).

L'enquête Insee apporte de l'eau au moulin de tous ceux qui se plaignent des difficultés d'accès aux HLM. Elle montre en effet que l'immobilisme a particulièrement frappé les locataires de HLM, alors qu'à l'inverse ceux du secteur privé avaient la bougeotte. Entre 1988 et 1992, le parc HLM a accueilli 86 000 ménages de moins qu'au cours des quatre années précédentes. Les portes se sont aussi

20 % d'entre eux ont déménagé entre 1988 et 1992, contre 22,5 % pendant les quatre années précédentes. C'est dans le secteur du logement social que cette tendance est la plus marquée. Selon un son-

dage, 17 % des locataires de HLM sont installés depuis vingt ans ou plus, et 19 % depuis dix à dix-neuf ans. L'INSEE note par ailleurs la forte proportion de ménages ayant dépassé les plafonds de res-

sources autorisant l'entrée dans le parc social. Près d'un locataire sur quatre avait en 1992 dépassé ces plafonds, la proportion étant plus forte à Paris et en Ile-de-France. Cette étude relancera le débat sur

la vocation sociale du parc HLM. Le blocage des mécanismes d'accès social à la propriété provoque la congestion d'un système qui ferme la porte aux familles les plus défavorisées.

fait ne peut plus remplir son rôle d'accueil de jeunes ménages. Ceux-ci ont dû se reporter sur le locatif privé.

En revanche, l'insee ne dit mot des logements intermédiaires, autre porte de sortie des HLM. L'insuffisance et l'inadaptation de ce secteur locatif, dont les loyers sont compris entre le marché libre et les HLM, contribuent également à la congestion du marché. Un récent rapport de Louis-Charles Bary, président de l'Office central interprofessionnel du logement (OCIL), préconise une série de mesures budgétaires et fiscales pour drainer l'épargne privée vers le locatif intermédiaire, et fixe comme objectif la construction de 120 000 logements en sept ans. L'insee n'évoque aborde pas non plus - ce n'est pas sa vocation - des questions aussi cruciales que le maintien à vie dans les lieux des locataires de HLM ou l'application systématique de surloyers aux ménages les plus riches. Faute d'aborder de face ces deux problèmes, les pouvoirs publics se privent pourtant d'outils qui pourraient donner une nouvelle fluidité au marché du logement.

Françoise Vaysses

Une convention avec les associations d'accueil

Une convention « pour l'insertion par le logement des exclus » a été passée, mardi 11 avril à Paris, entre l'Association des organismes d'HLM d'Ile-de-France et la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (Fnars) d'Ile-de-France. Elle fixe pour objectif de reloger en HLM 600 familles par an pendant trois ans, venant de centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS). Ces centres, qui proposent 12 000 places d'accueil en région parisienne, sont saturés tandis que les HLM gèrent environ un million de logements sur la région et en construisent 20 000 par an. En échange de ces 600 logements annuels, les CHRS s'engagent à « présenter des candidatures de familles ou de personnes isolées qui sont aptes à accéder à un logement autonome ». Celles-ci pourront soit louer directement leur appartement, soit bénéficier d'un bail glissant (le CHRS est titulaire du bail pendant une première période avant que le résident ne le devienne), soit sous-louer l'appartement.

un logement social. A Paris et en petite couronne, cette proportion montait à 27,7 %.

Ces chiffres vont, sans aucun doute, relancer le débat lancé il y a neuf mois par la publication d'un rapport de la Cour des comptes. Cette étude affirmait que 30 % en-

15 % seulement de ses locataires étaient dans cette situation. Ces décalages ne sont pas minimes : l'insee montre que, sur la France entière, 12,8 % des locataires dépassent les plafonds de 20 %, et 5,2 % de 50 %. A Paris et en petite couronne, ces proportions

CARNET

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance

A Deida, (Théodore Rosoff)
« Za vaché zdarovlé-Jehaïm » pour ses cent ans, de la part de ses enfants, Naïcha et Alexia, son gendre et sa belle-fille, Maître Alain Mouton et Bernadette Rosoff, ses petits-enfants, Anne, Marina et Boris.

Décès

De Nice.
Sa famille nous prie d'annoncer le décès du
docteur Paul AUDOLY, ancien professeur à la Faculté, médecin des hôpitaux de Nice, survenu le 8 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
68, rue de France 06000 Nice.

M^{me} André B-oneville, son épouse, M. et M^{me} Guy Bonneville, Jean-François et Olivia, M. et M^{me} Serge Frattini, ses enfants et petits-enfants, M. Lucien Bonneville, son frère, M. et M^{me} René Bedredo, son beau-frère et sa belle-sœur. Sa famille et ses amis.

ont la douleur de faire part du décès de
M. Robert BONNEVILLE, ancien des Forces françaises libres, colonel d'infanterie I.E.R.L., commandeur de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, croix des T.O.E., valeur militaire, médaille de la Résistance, président fondateur honoraire du Club 18-Juin.
survenu le 24 mars 1995, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité conformément aux vœux du défunt.
La famille remercie toutes les personnes qui s'associent à sa peine.
6, rue Jean-Monnet, 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

La direction des Musées de France, Le Musée Grégoire d'Aix-en-Provence, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Catherine CAMBOULIVES, conservateur au Musée Grégoire d'Aix-en-Provence, survenu le 9 avril 1995, dans sa quarantième année, et s'associant à la douleur de sa famille.

L'Association générale des Conservateurs des collections publiques de France, a la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Catherine CAMBOULIVES, conservateur au Musée Grégoire d'Aix-en-Provence, membre du comité de rédaction de la revue Musées et Collections publiques de France, présidente de la commission « techniques et musées », ancienne vice-présidente de l'association. Que ses parents et sa famille trouvent ici l'expression des condoléances de l'ensemble de ses collègues, qui tous se souviennent de son dynamisme, de son imagination débordante, de son efficacité et de sa fidélité en amitié.

Les conservateurs de musée perdent un de leurs membres les plus éminents, et les musées français une très grande professionnelle.

M. Vincent Deloingee, son épouse, Alexis et Laureline, ses enfants, M. et M^{me} Guy Massiot, ses parents

ont la douleur de faire part du décès de
M. et M^{me} Michel Deloingee, ses beaux-parents, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Anne DELOINGEE-MASSIOT, survenu le 7 avril 1995, à l'âge de trente-trois ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Courteuil (Oise), le 11 avril.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

La direction et le personnel d'UGIMAG SA, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Bernard DEYBER, ingénieur Arts et Métiers, président-directeur général du groupe UGIMAG, survenu le 9 avril 1995, dans sa cinquante-septième année.

Le président de l'université Charles-de-Gaulle-Lille-III, Le directeur de l'UFR des langues et cultures antiques, Les enseignants et personnels de gestion de l'UFR des langues et cultures antiques, L'ensemble des enseignants et personnels de gestion de l'université Charles-de-Gaulle-Lille-III, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude MEILLIER, professeur de littérature grecque, survenu le dimanche 9 avril 1995, à Ronchin.

La cérémonie religieuse sera célébrée jeudi 13 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, place du Commandant-Alloy, à Ronchin.

Les familles François, Baudin et Blondel, font part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère,

M^{me} Jean FRANÇOIS, née Madeleine Péréy, le 6 avril 1995, à Châtillon, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le conseil d'administration, Les délégués et les membres de la Mutuelle des affaires étrangères, font part du décès de

M. Christian PINEAU, ancien ministre des affaires étrangères et président d'honneur de la Mutuelle des affaires étrangères, 1, rue de l'Abbé-Roger-Derry, 75730 Paris Cedex 15.

M. Richard Peduzzi, directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, Le personnel administratif et technique, Les enseignants et les étudiants de l'école, ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas TOURLIERE, photographe et fils de Michel Tourlière, ancien directeur de l'école, survenu le jeudi 6 avril 1995, à Paris.

Anniversaires

Le 13 avril 1993,

Daniel MULLER

choirissait de nous quitter. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

DISPARITIONS

Günter Guillaume

L'espion qui fit tomber le chancelier Willy Brandt

GÜNTER GUILLAUME, l'agent est-allemand qui fut, en 1974, à l'origine de la chute de Willy Brandt, est mort, dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 avril, à Eggersdorf, près de Berlin. Il était âgé de 68 ans.

A l'aube du 24 avril 1974, Günter Guillaume et sa femme Christel sont arrêtés dans leur appartement HLM de Bonn. Elle travaille comme secrétaire à la représentation du Land de Hesse à Bonn, mais lui est un proche collaborateur du chancelier Brandt. Pas vraiment un conseiller, ni un chef de cabinet, mais un homme à tout faire qui en sait autant sur la vie privée de son patron que sur les dossiers sensibles. Assez familier en tout cas pour l'accompagner au moins une fois en vacances. Il était né en 1927, dans une famille descendant de huguenots, d'où son nom à consonance française, qui n'était pas un nom de guerre ; eo

1956, il se réfugia à l'Ouest, travaillant comme photographe, adhère au Parti social-démocrate, où il fait carrière comme « mangeur de fusils », ces jeunes socialistes turbulents qui gênent la direction. Depuis 1952 il était membre du SED (Parti communiste est-allemand) et n'avait pas cessé d'appartenir aux services de renseignement de l'Est, mais quand, en 1970, il est candidat pour entrer dans l'état-major de la chancellerie, il passe à travers tous les contrôles de sécurité : la seule personne qui aurait pu le confondre est décédée entre-temps. « Si j'avais su ce que les services de protection de la Constitution savaient déjà, Guillaume ne se serait pas resté une minute de plus dans mon entourage immédiat », dira plus tard Willy Brandt, qui n'a jamais compris pourquoi il n'avait pas été plus fermement mis en garde.

Guillaume a-t-il alors accès à des

dossiers intra-confidentiels concernant l'OTAN ou les négociations menées par la REA avec les Etats d'Europe de l'Est ? La question n'a jamais été vraiment éclaircie. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que son arrestation porte le coup de grâce au gouvernement Brandt, qui, malgré sa victoire écrasante aux élections de 1972, semble à bout de souffle. Helmut Schmidt attend son heure au ministère des finances, et le troisième homme fort du SPD, Herbert Wehner, profite de l'occasion pour se débarrasser d'un chancelier dont la popularité est en baisse. Au cours d'heures dramatiques, Wehner accule Brandt à la démission en peignant devant les responsables sociaux-démocrates tous les dommages que cette affaire risque d'infliger au parti.

En décembre 1975, Guillaume, qui se présente devant le tribunal de Düsseldorf comme capitaine de l'Armée populaire est-allemande (NVA), est condamné à treize ans de prison, sa femme à huit ans. Malade, il est libéré en 1981 puis échangé contre des prisonniers est-allemands et des agents occidentaux. Elevé au grade de colonel de la NVA, il se retire près de Berlin-Est et publie en 1988, sous le titre *L'Espion de la paix*, des mémoires expurgés par la Stasi. Son fils, qui est passé à l'Ouest deux ans avant la chute du mur de Berlin, a changé de nom.

Daniel Vernet

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 12 avril sont publiés :

● 500 signatures : la liste des citoyens ayant présenté les candidats à l'élection du président de la République.

● Participation : un décret relatif à la participation financière des salariés dans l'entreprise et modifiant le code du travail.

● Délocalisation : un arrêté portant agrément d'une opération de délocalisation en province d'un service relevant du ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire. Il s'agit du centre de gestion du réseau général des transports.

● Météorologie : un décret portant création d'une commission interministérielle de la météorologie pour la défense.

Georges Lespmand ; président du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure des ingénieurs des études et techniques d'armement, Roger Alfello.

AGRICULTURE

David Nalsh a été élu, vendredi 7 avril, président du Comité des organisations professionnelles agricoles (COPA) à Bruxelles, un organisme qui regroupe les organisations syndicales des Quinze. David Nalsh est le représentant de la National Farmers Union de Grande-Bretagne. Il succède à l'italien Augusto Bocchini.

NOMINATIONS

DÉFENSE

Sont nommés par décret du président de la République par le Journal officiel daté lundi 10-mardi 11 avril : président du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace, Jean Sollier ; président du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées, François Di Pace ; président du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs des constructions aéronautiques,

HORIZONS

ENQUÊTE

Aum Shinri-kyo ou les fous de l'apocalypse

COMMENT une société a-t-elle pu engendrer une secte animée d'une telle pulsion meurtrière ? Telle est la question que les Japonais se posent aujourd'hui. Des éléments de réponse résident dans la convergence d'un itinéraire, celui d'Aum Shinri-kyo, chef spirituel de ladite secte, soupçonné d'être responsable de l'attentat au gaz perpétré le 20 mars dans le métro de Tokyo, et d'une demande sociale diffuse, minoritaire, d'une partie de la jeunesse.

En dépit de son apparence, Shoko Asahara (40 ans), qui s'est donné des allures de prophète plus conforme à l'image de gourou que n'aurait pu rêver Hollywood, avec sa barbe hirsute, ses longs cheveux noirs, ses robes de soie mauve, son sourire béat et sa voix suave, semble loin d'être un illuminé : en moins de dix ans, il a constitué une secte au patrimoine considérable, ayant des ramifications à travers le monde (à Bonn, à Moscou, à New York, au Sri Lanka) et disposant de substances chimiques pour fabriquer des gaz toxiques susceptibles de tuer des millions de gens. De son véritable nom Chizo Matsumoto, ce fils à moitié aveugle d'un fabricant de nattes vivant pauvrement, dans une seule pièce, avec sa femme et sa progéniture dans un village de Kumamoto (Kyushu), a parcouru bien du chemin depuis qu'il fréquentait une école gratuite pour enfants atteints de cécité. Est-il possédé par un désir de revanche, d'argent et de puissance, comme l'écrit Shiko Egawa dans un livre critique sur la secte ? Il pratiquait l'acupuncture, avant d'ouvrir au début des années 80 une officine d'herbes médicinales à Tokyo. Il devait être arrêté deux ans plus tard pour avoir vendu une potion magique faite d'épluchures de mandarine et d'alcool, une décoction qui lui avait permis d'amasser une petite fortune. Il s'intéressa ensuite au yoga, avec, dit-on, des dispositions certaines pour la technique de contrôle de la respiration. C'est à cette époque que, le crâne rasé comme un bonze, le futur gourou participe à la nouvelle secte Agon. Puis il part pour l'Inde, dans l'Himalaya, afin de s'initier à l'hindouisme et au bouddhisme.

A son retour en 1984, il fonde avec sa femme et deux amis la Société des dieux et des ermites (Shinsen-ka), qui compte une quinzaine de membres. La progression des fidèles va être fulgurante et, trois ans plus tard, est créée la secte Aum Shinri-kyo (religion de la Vérité), qui sera reconnue comme organisation religieuse en 1989.

Shoko Asahara a senti une demande au sein d'une jeunesse souffrant d'un vide spirituel. Mais il a passé - si tant est qu'il l'ait jamais connu - l'âge de la mystique. Il ne s'agit plus de vendre de la citrouille en guise de potion magique, mais de faire des affaires. Et il dispose désormais d'un instrument pour donner toute son ampleur à sa capacité d'événement sur influence sur les autres. Car, de son passage à l'école, il a retiré au moins une leçon : celle que résume l'adage « au royaume des aveugles les borgnes sont roi ». L'enfant qu'il était voyait un peu, et ce peu lui avait donné un pouvoir : un ascendant sur ceux qui étaient privés de la vue. C'est un schéma qu'il va reproduire dans sa secte : parce qu'il est supposé avoir atteint l'illumination, il sait ce que les autres ne savent pas. Et il va procéder à une construction dogmatique cohérente, en dépit de ses expressions délirantes, mêlant science, mysticisme et yoga, pratique à la mode au Japon. Selon lui, l'humanité va vers sa destruction et seuls ceux qui auront acquis des facultés surnaturelles ont une chance de survivre.

Le dogme d'Aum Shinri-kyo constitue une réponse à une inquiétude et une quête existentielle d'une partie de la jeunesse japonaise : les limites de l'explication scientifique du monde et l'aspiration à un ailleurs rassurant. Certains jeunes, saturés de sciences et de technologies, aspirent à trouver, au-delà des réponses que celles-ci leur fournissent, des éclaircissements d'ordre surnaturel. Ces aspirations vers un ailleurs, notent les sociologues, sont

d'autant plus fortes que l'influence de la famille comme espace rassurant et source d'éducation est en déclin : les médias, plus que les parents, façonnent les mentalités. Ayant décelé un marché pour le mystère chez les jeunes, magazines et chaînes de télévision se sont livrés à une surenchère d'articles et d'émissions, donnant une ampleur sans précédent au prosélytisme des sectes qui, au demeurant, utilisaient déjà outrageusement les moyens modernes de diffusion.

Les jeunes adeptes d'Aum Shinri-kyo sont pour beaucoup diplômés d'université, souvent de facultés des sciences, ou travaillent dans des entreprises renommées. Beaucoup proviennent de classes sociales aisées. La plupart, note néanmoins le spécialiste des religions Susumu Shimazone, sont d'autant plus vulnérables au message des sectes qu'ils souffrent d'un sentiment d'isolement, d'une absence de communication avec le reste de la société. Ils ont des diplômes mais, pour beaucoup, font partie de cette catégorie de spécialistes bornés qui, sortis de leur sphère, ne connaissent rien. Leur information sur le monde passe uniquement par les médias. Ils vivent dans l'univers virtuel des images, bombardés de flashes sans cohérence entre eux. Cette absence d'intelligibilité engendre chez eux une naïveté qui les rend vulnérables à des explications surnaturelles.

Dans le bric-à-brac des croyances à l'encan offertes par les nouvelles sectes, le culte d'Aum Shinri-kyo présente des similitudes (fondateur charismatique, pratiques magiques pour obtenir des bénéfices dans le monde présent) mais aussi des différences : d'abord, elle se réclame du bouddhisme indien originel ; ensuite, elle présente une vue apocalyptique de l'avenir du monde, mais elle promet la libération bouddhique (nirvana) et l'accès au bonheur total, grâce à l'acquisition de facultés surnaturelles par la pratique de la méditation et de l'ascèse. Enfin, Aum Shinri-kyo va donner une dimension pseudo-scientifique à son culte, affirmant que, conjugué à des pratiques ascétiques, tout un arsenal technique permet d'approfondir l'expérience mystique.

Ainsi, les adeptes portent-ils sur la tête, fixés avec du sparadrap, des électrodes supposées leur permettre de partager avec le gourou les mêmes ondes cérébrales. L'administration de drogues (hallucinogènes), les méditations forcées pendant plusieurs jours et des jeûnes prolongés (une cinquantaine de fidèles ont été découverts par la police souffrant de dénutrition et de déshydratation avancées) conjugués à des privations de sommeil complètent une initiation ayant tout du lavage de cerveau.

Les fidèles avaient une vie spartiate : ils dormaient dans des cellules de 1,8 mètre de long, 80 centimètres de large et 70 centimètres de haut. Ils n'avaient droit qu'à un bain tous les cinq jours (afin que l'enseignement qu'ils avaient reçu ne soit pas « emporté par l'eau ») et à deux repas végétariens par jour. Ils payaient pour ce traitement 16 000 yens (soit 800 frs) par

jour. Ce qui peut paraître pour le moins étrange doit être replacé dans le contexte d'une société où l'on assiste à un retour en force de l'irrationnel et des pratiques magico-religieuses chez les jeunes. Ainsi, selon un sondage, 70 % des quatre mille étudiants interrogés en 1990 croyaient-ils en une autre vie après la mort.

Come beaucoup de sectes, Aum Shinri-kyo était devenu une communauté-refuge, une pseudo-

« ceux qui quittent la maison », dans le bouddhisme n'a jamais connu au Japon une grande vogue. Dans le cas d'Aum Shinri-kyo, « nonnes » et « moines » vivaient dans une sorte de phalange. L'organisation de la secte se calquait sur celle d'un État avec, au sommet, le gourou qualifié de « pape » (Hoo, mot employé pour désigner le souverain pontife) ou « Grand Maître », et 15 « ministères », dont l'un était dirigé par sa

Les adeptes portent sur la tête, fixés avec du sparadrap, des électrodes supposées leur permettre de partager avec le gourou les mêmes ondes cérébrales

famille pour ses fidèles. La secte a accentué ce caractère en faisant de l'adhésion le synonyme d'une rupture avec le reste de la société (à commencer par la famille, avec laquelle tout lien devait cesser). On compte parmi les fidèles nombre de mères de famille qui sont parties avec leurs enfants. D'une manière générale, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les nouvelles sectes, et certaines d'entre elles ont d'ailleurs été fondées par des femmes. L'une des spécificités d'Aum Shinri-kyo est le nombre important (10 %) de ceux qui sont « entrés en religion » (« nonnes » et « moines ») par rapport aux fidèles. Cette rupture avec le monde (shukke :

filles âgées de onze ans. Les fidèles portaient des ceintures qui indiquaient leur grade.

La rupture des liens avec la famille s'accompagnait de l'obligation pour les fidèles de faire don de tous leurs biens à la secte. « Nonnes » et « moines », avant d'entrer dans l'ordre de la secte, devaient réaliser leurs biens et procéder à des donations en espèces. Ils ne conservaient que quelques effets personnels, pouvant être rangés dans un carton. Les candidats à l'illumination devaient, eux, verser comme offrande des centaines de milliers de yens. Il y avait des barèmes précis pour chaque séance d'initiation : les vidéocassettes d'entraînement

Malgré délire et pulsion meurtrière, la secte de Shoko Asahara a largement recruté dans des milieux scientifiques. Elle a profité d'un vide spirituel au sein de la jeunesse et s'est substituée à des familles défaillantes

centre de la secte Kamikuishiki, au pied du Mont Fuji, comportaient des équipements très sophistiqués (notamment des microscopes perfectionnés).

Dans l'organisation de la secte, l'« Agence scientifique » était l'organe le plus étoffé : divisée en plusieurs équipes (chimie, biologie, physique et médecine), elle rassemblait une centaine de membres. L'« Agence » occupait le bâtiment « Station 7 » (nom qui vient du sanscrit et signifie « vérité ») du centre de Kamikuishiki, où ont été découverts des laboratoires dont certaines installations avaient été cachées derrière de fausses cloisons.

Début mars, pratiquement tous les membres de l'« Agence scientifique » ont fait des demandes de passeport, et l'on a perdu leur trace. L'aménagement de « Station 7 », commencé en avril 1994, a été terminé un mois plus tard. Coïncidence ? Le 27 juin eut lieu un attentat au gaz dans la ville de Matsumoto (sept morts) et, le 9 juillet, des villageois signalèrent à la police des émanations de gaz provenant du « Saitan », d'où entraient et sortaient des membres de la secte munis de masques à gaz. Au cours de son enquête, la police découvrit dans les environs des substances servant à la production du gaz toxique sarin. Il paraît désormais établi que la secte pouvait fabriquer ce gaz et disposer, en outre, d'équipements pour cultiver les bactéries. Ces centaines de tonnes de substances chimiques étaient supposées servir à la fabrication d'engrais et de « remèdes violents » afin de maintenir en vie les fidèles, objets de mystérieuses attaques (selon la secte, certains auraient été atteints d'une sorte de peste).

Quel objectif poursuivait le nouveau dirigeant d'Aum Shinri-kyo avec ce potentiel meurtrier ? Purement défensif ? On peut penser que l'auto-intoxication atteignait un seuil et que la vision apocalyptique du gourou devait être étayée de preuves tangibles, sauf à provoquer une hémorragie de fidèles. Déjà, il y a quelques années, Shoko Asahara avait envoyé un millier de ces derniers sur l'île d'Idzumi (Okinawa) en prévision d'une catastrophe naturelle qui n'est jamais arrivée. A la suite du séisme de Kôbe, le 17 janvier 1995, la secte distribuait des prospectus selon lesquels ce n'était là que « les prémices des tragédies qui allaient s'abattre sur le Japon ». Afin de consolider son ascendant, Shoko Asahara avait senti qu'il fallait aller plus loin et démontrer que ses prédictions se réalisaient.

En mars 1994, dans un sermon à ses fidèles de Sendai (nord du Honshu), le gourou avait durci son discours : il annonçait qu'Aum Shinri-kyo devait se préparer à un affrontement avec l'État au risque de voir la secte anéantie et qu'il avait fait venir de Russie un détecteur de gaz. Le centre de Kamikuishiki, affirmait-il, avait été l'objet d'une attaque menée avec du sarin. « Il faut atteindre le nirvana le plus tôt possible », avait-il conclu, en annonçant que la fin de l'humanité était proche. Une dizaine de jours avant l'attentat dans le métro de Tokyo, Shoko Asahara avait mis en garde ses croyants contre une attaque au gaz. A-t-il été pris au piège de la logique de son discours ?

Philippe Pons

هكذا امن الاصل



Une autre idée de la politique

par Jean-Denis Bredin

CETTE médiocre campagne électorale, agitée de vents nouveaux venus de l'ouest, peut ne pas être inutile : elle nous aide à comprendre ce qu'est, à la fin de ce siècle, la vérité du suffrage universel, ce que deviennent la souveraineté du peuple et la démocratie. Que voyons-nous ? Que les idées et les projets ont perdu leur essentielle importance ; que, dissipés le rêve d'un libéralisme absolu, l'illusion marxiste, l'utopie d'une démocratie chrétienne, ne nous restent que de prudents mélanges, semblables à des auberges espagnoles où chacun porte et prend ce qu'il veut ; que les programmes politiques ne nous semblent plus que des catalogues vides, lus ou écoutés en souriant.

Nous voyons en revanche le visage, le regard, les gestes de celles et de ceux qui souhaitent nos suffrages. Nous entendons leurs mots. Sympathiques ? Antipathiques ? Nous ne savons pas trop qui aimer. Nous savons mieux qui redouter. Et la plupart des électeurs se préparent à voter, non pour un candidat, mais contre un autre.

Ces postulants au pouvoir suprême, résolus à mettre fin à tous les maux sans compromettre aucun bonheur, ces candidats qui nous semblent souvent des marchands d'illusion, nous attendent cependant d'eux qu'ils soient vertueux. Nous n'exigeons pas d'impartialité, ni la générosité, ni le courage, ni le désintéressement, aucune de ces vertus que pouvaient réclamer les morales de la fraternité et les lois de l'histoire, mais l'intégrité et la transparence, ces deux vertus qui se confondent, car se peuvent contrôler, et dont le brûlant soleil dévore les autres.

Pour nous plaire, ce candidat doit donc être intégral et vrai. Nous auscultons son patrimoine, nous vérifions qu'il n'a enfreint aucune loi, qu'il n'est ni trop pauvre ni trop riche. Portée par l'exemple américain l'exigence de vérité s'étend vite du patrimoine à la vie privée. Être vrai c'est avoir une famille vraie, rien qui évoque des affections clandestines, des lieux dissimulés, tous ces mensonges que la loi permet mais que la vérité ne tolère pas.

Et voilà que se présente le vrai candidat, bien adapté à son temps, un homme plutôt qu'une femme car la politique entretient de très vieux préjugés, un homme honnête, qui dort dans son lit, chérit les siens, part en vacances dans sa voiture, aime un coin de la campagne française, un homme en bonne santé qui fait un peu de sport, boit et fume peu, et se tient à l'écart de tous les excès : un homme moyen sans doute, exprimant aujourd'hui ce que fut, il y a près de deux siècles, « le bon père de famille » du code civil, cette référence ordinaire, soumise aux normes, respectueuse des bornes.

Ce candidat, à peu près conforme au modèle, il ne nous convainc pas pour autant. Si les « Guignols de l'Info » nous séduisent, c'est parce qu'ils mettent en rires tout ce que nous ressentons au spectacle de la campagne présidentielle : que les mots n'ont guère d'importance, que l'intérêt général n'est le plus

souvent qu'un prétexte, bref que nous sommes gentiment maltraités et que le mieux est d'en rire. Les Français se moquent de la politique ?

Ici surgit le grand malentendu qui sépare l'électeur de celui qui espère son suffrage. Nul mépris de la politique chez les Français, tout au contraire. En un temps où les morales et les idéologies n'apportent plus les convictions qu'elles distribuaient autrefois, quand les Français n'ont plus, pour les guider, ni bonheur éternel ni grand soir, quand ils ne croient plus aux bienfaits obligés d'un progrès irrésistible, quand la patrie elle-même n'impose plus ses émotions, les citoyens posent à l'homme politique de nouvelles et sévères exigences. Leur déception est à la mesure de leur attente.

Le candidat à l'élection présidentielle, soumis à la dureté de la vie politique, au harcèlement de l'image, risque de prendre les Français pour plus sots qu'ils ne sont

On objectera que le métier politique est beaucoup plus difficile à pratiquer qu'autrefois. Non seulement parce qu'il est devenu harassant, qu'il est injustement maltraité, mais parce que le confort des idéologies, la clarté des lignes de partage et des affrontements faisaient au discours la tâche facile. Nos candidats d'aujourd'hui nous expliqueraient avec raison que le monde moderne est devenu trop compliqué pour que les programmes porteurs d'utopies y aient encore leur place. Que faire sinon dessiner quelques vagues projets, mis en bonnes formules, pour promettre, comme au nouvel an, santé et bonheur ? Nulle théorie, nulle recette ne semble capable de maîtriser les mouvements d'une économie devenue mondiale, l'avenir d'une ancienne nation orpheline de ses frontières, et, au-delà, de prévoir les tourments d'un univers incohérent.

Comment rendre le travail à tous, intégrer les jeunes dans un monde trop vieux, changer les banlieues des villes, donner à chacun la santé qu'il revendique, et venir en aide à ceux qui souffrent, ici et partout, quand on gouverne à très court terme, à six mois, à trois mois, à l'échéance des prochaines élections ou des prochaines vacances, quand nul politique ne peut avoir aucune idée du destin des enfants qui naissent aujourd'hui, quand on s'avance dans la nuit ? Comment ne pas agiter des promesses, des slo-

gans, des programmes gonflés de vent, puisqu'on ne peut faire mieux ?

Ainsi le candidat se sépare-t-il de ceux auxquels il croit s'adresser. Il est très loin d'eux. L'enseignement obligatoire, la diffusion de la culture, la fréquentation quotidienne des médias, la rapidité des transports et l'éclatement des frontières ont apporté peu à peu aux Français non seulement des connaissances, sans doute morcelées, mais aussi des instruments de jugement, et surtout une forte capacité à déchiffrer le politique.

Cette vaste classe moyenne, qui constitue aujourd'hui la majorité du corps électoral, a atteint un niveau de maturité que nos candidats auraient tort d'ignorer. Bien sûr, ce citoyen moderne aime le spectacle. Il est sensible aux modes. Les affrontements le distraient. Mais il est beaucoup plus informé et lucide que ne furent ses grands-parents et ses parents. Il veut savoir. Il décrypte le langage et l'image. Il distingue la vraie compétence de ses semblables, la réflexion de la récitation. Il est vite critique, et très capable de dégoût.

Le candidat à l'élection présidentielle, soumis à la dureté de la vie politique, au harcèlement de l'image, risque de prendre les Français pour plus sots qu'ils ne sont.

AMNISTIE : UNE TRADITION À REVOIR. Un des principaux candidats a confirmé, en répondant à une question, qu'il était dans la « tradition républicaine » d'amnistier les contraventions liées à la circu-

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

lité n'est plus du tout aujourd'hui ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle quand Dieu, la Patrie, la

Pour faire avancer Monsieur Hue

par Raymond Jean

MONSIEUR HUE serait-il exotique, chinois ? Ou bien son nom sonnerait-il simplement comme celui de « Monsieur Holot » nagnère, au cinéma ? En tout cas, on ne disait pas tellement « Monsieur Marchais ». Sans doute s'agit-il d'un progrès dans la considération et la courtoisie. Et, comme la courtoisie est redoublée, tout semble au mieux dans le meilleur des mondes politiques.

Je ne nierai pas que la personnalité du candidat du PCF soit des plus sympathiques. Elle l'est indéniablement. Et, même, on le répète tellement de tous les côtés, dans la presse, sur le petit écran, qu'on finit par se demander s'il n'y a pas là un phénomène d'image parmi les plus révélateurs des pouvoirs d'un système médiatique dominant.

Il suffirait d'un beau collier de barbe, d'un crâne bien rond, d'un œil pétillant derrière des lunettes, d'un verbe vif, d'une physionomie qui fait penser tantôt à celle du nain Prof de *Blanche-Neige*, tantôt à celle de mon ami le poète Guillevic, pour que tous les problèmes et contradictions du communisme se trouvent abolis au profit d'une image de marque neuve et rassurante. Jusqu'à ce nom en effet qui rassure !

Je me suis amusé à chercher le mot « hue » dans le dictionnaire, précisément appelé Robert, pour voir s'il n'y avait pas quelque chose à tirer de la définition, et voilà ce que j'ai trouvé : « Mot dont on se sert pour faire avancer un cheval, pour le faire tourner à droite. » Je n'invente rien, je ne modifie pas un mot. Mais j'espère que le vieux cheval communiste ne va pas virer à droite, à force d'être physionomisé.

Tout cela pour dire que le vrai changement devrait être d'une autre nature. Il ne suffit pas de ré-

péter qu'un immense échec historique a eu lieu, que des erreurs, des abominations, des oppressions, des crimes se sont accumulés dans le pays où le socialisme s'est voulu « réel », qu'une immense illusion – pour parler comme François Puret – a aveuglé ce siècle, pour se dédouaner de toute responsabilité dans ce domaine, comme si cela concernait un ailleurs indéterminé.

Une rupture est nécessaire, avec les pratiques, les comportements, les manières de penser et d'agir. Faut-il de quoi, le changement ne dépassera pas l'image. Car, s'il est relativement facile de se satisfaire soi-même en se persuadant d'une transformation à vue, il est plus difficile de convaincre les partenaires, les interlocuteurs de la réalité de cette transformation. Les résistances sont ténues. Et, vues de l'extérieur, les choses ne sont pas aussi positives qu'on le voudrait.

Au sein du PCF, une rupture est nécessaire avec les pratiques, les comportements, les manières de penser et d'agir. Sinon, le changement ne dépassera pas l'image

Quand Pierre Laffont, le responsable des relations extérieures du PDS italien dit (même s'il y a beaucoup à dire sur le PDS lui-même) que le PCF est une « pièce archéologique », il y a là quelque chose de préoccupant. Et quand Mme Pamela Harriman, ambassadrice des États-Unis à Paris, parle du « stalinien Robert Hue » (comme elle dit « le néofasciste Le Pen », « le très réactionnaire Philippe de Villiers », « l'égérie trotskiste Arlette Laguiller »), elle ne fait, dans cette outragée simplification, qu'exprimer un point de vue répandu selon lequel quel reste communiste reste stalinien.

Et ce n'est pas facile de se débarrasser de ce genre d'étiquette tenace. Quand on suggère de changer le nom du Parti pour marquer une vraie rupture, on répond toujours, et Robert Hue le premier, que le mot « communisme » est beau étymologiquement, noble, chargé de tradition et d'histoire – ce que nous savons bien ! Tant pis, s'il n'en est pas ainsi pour d'autres prouesses ! Or, quand on veut vraiment l'ouverture, l'échange et le dialogue, il faut accepter d'être sensible à ce que ressentent les autres, même si nous ne ressentons pas cela nous-mêmes. Et, à partir de là, pousser la critique jusqu'à son terme.

Il se trouve que l'on est aujourd'hui dans une conjoncture des plus favorables pour réaliser ce vrai changement. Face à un déferlement sans précédent d'affairisme et de corruption, devant une montée tous les jours plus grande de revendications et de luttes sociales de nouveau à l'ordre du jour, la gauche, en France, a de quoi se redéfinir et se recomposer. Que le Parti communiste ait un rôle majeur à jouer dans cette recomposition, précisément en raison de ses traditions historiques et surtout de son potentiel militant, est l'évidence même. Mais il ne doit pas en rester au stade des habits neufs. Il doit aller vers un vrai réveil de conscience et une authentique rénovation. Que le coefficient de sympathie dont dispose Monsieur Hue – et qui justifie un soutien actif – tienne dans cette voie est un pari dont les prochaines échéances électorales diront, s'il peut être tenu. C'est, de toute façon, un pari sur l'avenir.

Raymond Jean est écrivain et conseiller régional (app. PCF) de Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'Europe sans équivoque

par Pierre Lefranc

UNE révision au traité de Maastricht est prévue en 1996, révision qui doit apporter des précisions fondamentales sur l'aménagement de positions communes en matière de politique étrangère et de sécurité. Cette nouvelle étape susceptible de remettre bien des structures en question et qui engage gravement l'avenir revêt un caractère capital.

Or, sur ce devenir qui concerne directement le destin de la France, si certains candidats à l'élection présidentielle se sont prononcés, les principaux d'entre eux demeurent dans un flou tel que l'on ne parvient pas à déceler leurs véritables intentions face à cette échéance.

Le Monde, constatant une commune imprécision dans les dé-

clarations des uns et des autres, titre – malheureusement à juste raison : « L'Europe n'est pas un enjeu majeur dans la campagne présidentielle », alors qu'il s'agit là de choix essentiels pour lesquels l'autorité du nouveau chef de l'Etat sera déterminante.

L'organisation de l'Europe n'est pas un thème de variations académiques pour des rêveurs mais elle commandera le sort de notre culture, de notre économie, en un mot de notre identité. Le développement des microbiotiques programmes dans tous les domaines, depuis ceux qui concernent l'emploi et la formation jusqu'à ceux relatifs à l'émigration, dépendent en réalité des solutions apportées aux problèmes qui seront posés aux négociateurs en 1996.

Dès lors, on ne peut se conten-

ter de formules suffisamment équivoques pour contenter tout le monde, on ne peut accepter de se déterminer sans connaître avec précision les engagements des uns et des autres en cette matière quand l'Europe à venir doit constituer l'une des données de base du choix.

Il appartient donc à chaque candidat – il n'est que temps – de s'exprimer clairement et sans ambiguïté sur les options et les positions qu'il défendra en 1996 : faute de quoi ce serait pour l'électeur, donner un blanc-seing en un domaine dont dépend tout le reste.

Pierre Lefranc est ancien chef de cabinet du général de Gaulle.

COURRIER

FIDÉLITÉ AU SOCIALISME
Adhérent du Parti socialiste depuis 1971, je suis un de ces « vieux fidèles imbéciles » que Paul Veyne, dans *Le Monde* du 24 mars, accable de son mépris. Les attaques virulentes dont il accompagne son « ralliement » à la candidature de Lionel Jospin me paraissent mériter quelques commentaires.

« Les socialistes anciens n'ont pas d'idées », ni de « politique socialiste » ? Pourquoi Paul Veyne ne nous propose-t-il pas la panacée dont, à coup sûr, il dispose ? A défaut, la volonté de corriger, en faveur des plus démunis, les effets pervers de ce mal nécessaire qu'est l'économie de marché continuera d'inspirer l'action modeste, mais obstinée des militants.

Ils doivent « se débarrasser carrément de leur moribond, Mitterrand » ? Sans insister sur l'inéligibilité de l'attaqué contre un homme qui lutte avec courage contre la maladie, on se contentera de rappeler que, sans lui, la gauche (dont Paul Veyne, apparemment,

se réclame) n'aurait guère en de chances d'accéder au pouvoir.

Enfin, le Parti socialiste doit « changer de nom » (...) Comme celui de démocratie, le mot socialisme a été mille fois usurpé. Hommage que le vice rend à la vertu. De là à rompre avec une « tradition » qui, des hommes de 1848 et de Jaurès à Léon Blum (comme le remarquait ce dernier au procès de Riom), s'est inscrite profondément dans l'histoire de la France.

Bien sûr, le Parti socialiste changera. Mais sans renoncer à son identité. La campagne présidentielle de Lionel Jospin s'inscrit dans cette ligne de renouvellement et de fidélité.

Pierre Lévêque
Fontaine-lès-Dijon
(Côte-d'Or)

AMNISTIE : UNE TRADITION À REVOIR. Un des principaux candidats a confirmé, en répondant à une question, qu'il était dans la « tradition républicaine » d'amnistier les contraventions liées à la circu-

Le Monde

Le Rubicon d'Arafat

YASSER ARAFAT a franchi le Rubicon. Ce sera lui qui décidera du sort du laborieux processus de paix qu'il conduit avec Israël, et non les extrémistes islamistes. Mardi 11 avril, en même temps qu'il faisait jeter en prison quelque deux cents membres - ou présumés sympathisants - du Djihad islamique et du Hamas, il a annoncé le « désarmement » de la population de Gaza.

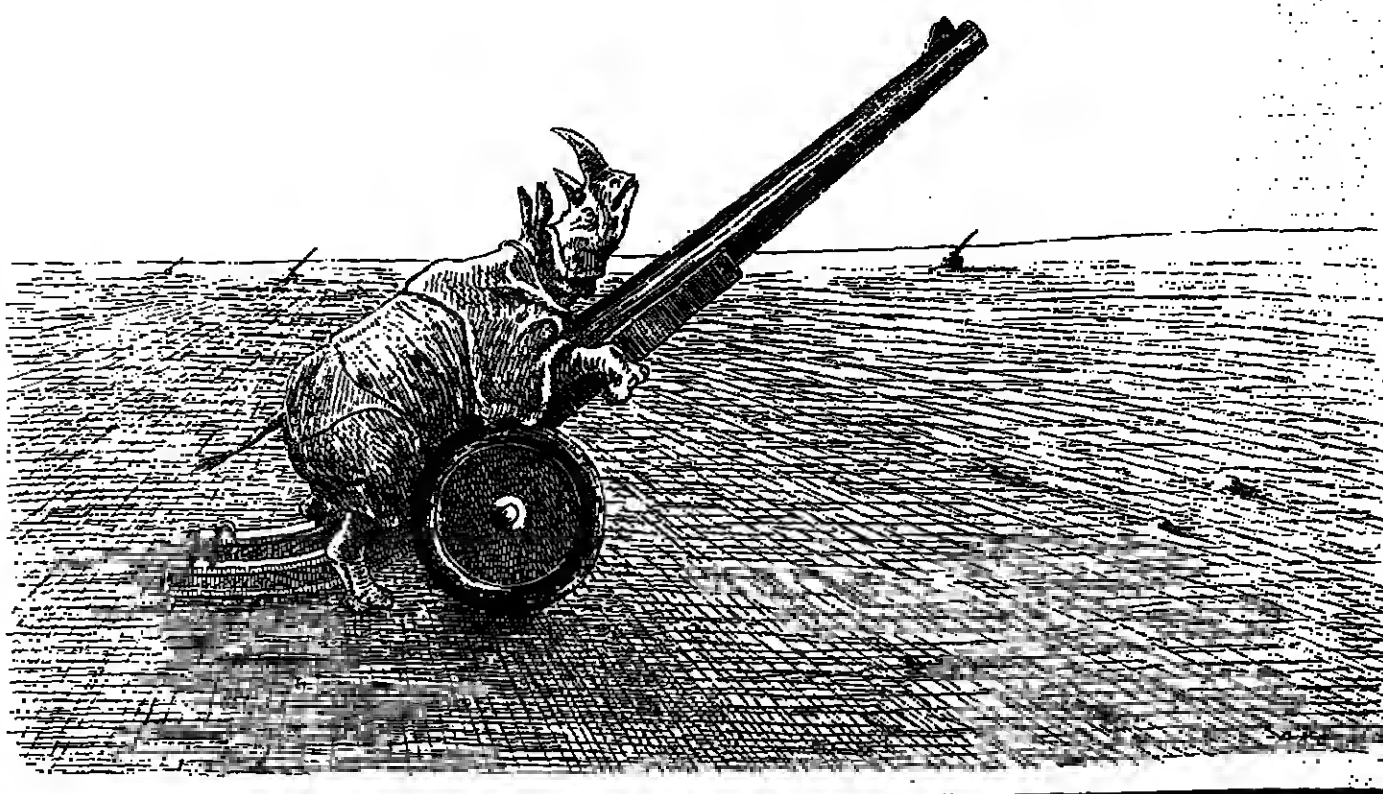
Cette décision lui a déjà valu les félicitations prudentes d'Israël, le soutien de l'Égypte, mais aussi des critiques de l'opposition palestinienne et d'une organisation locale des droits de l'homme, sans parler des menaces du Djihad islamique. Il est quasi certain qu'à mesure qu'il avancera dans cette nouvelle voie, M. Arafat devra maîtriser une situation de plus en plus difficile, puisqu'il lui faudra imposer son autorité sans avoir l'air d'être aux ordres de l'Etat juif.

Ce sont deux attentats-sulcides, dimanche, dans la bande de Gaza (huit morts, dont sept soldats israéliens) qui ont poussé le chef de FOLP à sévir. Car à la différence des cinq autres qui les ont précédés depuis l'entrée en vigueur de l'autonomie palestinienne en mai 1994, ces deux attentats ont eu lieu à l'intérieur même du territoire dont il est le « président ». C'était la première fois que le Mouvement de la résistance islamique, Hamas, le plus important des mou-

vements opposés au processus de paix, y portait son action.

C'est de l'Etat juif, chef de file de ceux dont l'autorité a été contestée par les silems risquant d'être gravement déséquilibrés. Pis: chacun des attentats commis contre des Israéliens a servi de prétexte à l'Etat juif pour isoler les territoires palestiniens et retarder l'extension de l'autonomie à l'ensemble de la bande de Gaza. L'Etat juif, chef de l'OLP parvenue à ses fins sans faire tort de dégâts, c'est-à-dire sans susciter des troubles dans son territoire sous son contrôle, il faudrait que les négociations de paix avancent vraiment et que la population palestinienne ait le sentiment d'avoir trouvé un pouvoir occupant répressif pour un autre, palestinien de surcroît.

« Si en même temps Yasser Arafat élevait la voix contre Israël, s'il dénonçait la position de l'Etat juif, cela équilibrerait un peu les choses », notait Haldar Abdel Chafi, l'une des personnalités politiques palestiniennes les plus respectées. Il aurait pu ajouter : si Israël falsait preuve de moins d'intransigeance et n'exigeait pas du chef de l'Autorité palestinienne de réuser totalement la loi à la lumière du droit international en outre, l'Etat juif accélérerait l'application des accords signés à Washington le 13 septembre 1993 - et dunt le calendrier a déjà pris un retard considérable -, la tâche du chef de l'OLP serait certainement plus aisée.



AU FIL DES PAGES/société

L'enfant programmé

Q U'y a-t-il de plus simple, de plus naturel, que de faire un enfant ? Pendant longtemps, les couples donnaient la vie sans trop s'interroger. Ils n'avaient d'ailleurs guère d'emprise sur le phénomène, ni avant ni après la naissance : pas de contraception efficace, pas de parade contre les maladies. Dieu « donnait » et « reprenait ». On s'y résignait. L'équilibre démographique se réalisait ainsi, une forte mortalité compensant une forte fécondité.

Tout cela est connu. Et tout cela est un peu faux, suggère Henri Lefebvre, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques, dans un livre aux multiples facettes, qui aborde avec clarté l'ensemble des questions se rapportant de près ou de loin à la procréation : les statistiques, les découvertes médicales, l'évolution des comportements, les enseignements de l'Eglise... Une belle synthèse, par un polytechnicien vraiment polyvalent.

celle qui rendait l'époux pauvre. L'important est de croire que seule la mortalité permettait de limiter l'explosion démographique. C'est vrai que la Grande Fauchée ne choisait pas : il a été calculé, par exemple, qu'à la veille de la Révolution française, dans un village de mille habitants, on se rendait au cimetière tous les dix jours environ. Mais d'autres facteurs sont souvent oubliés ou ignorés. D'abord, contrairement à une légende, les filles n'étaient pas mariées à la puberté. Au cours des cinq derniers siècles, des noces plus tardives limitaient le nombre des enfants. De même, l'allaitement maternel contribuait à espacer les naissances presque aussi efficacement que le fait la contraception aujourd'hui. Des méthodes encore en vigueur (retrait, douches vaginales...) étaient

couramment employées, et le préservatif lui-même existe depuis au moins trois siècles.

Il faut se débarrasser aussi du mythe de la famille nombreuse. Si la France de l'entre-deux-guerres comptait effectivement de grandes familles, elle était surtout celle de couples avec enfant unique ou sans enfant. Nombre de femmes restaient célibataires. A la Belle Époque, bien avant l'ère de la pilule, les foyers avaient réussi à limiter leur descendance moyenne à deux enfants.

Depuis Adam et Eve, faire un enfant n'a probablement jamais été aussi

complicé qu'aujourd'hui

Il a fallu attendre le baby-boom, au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour voir s'inverser les courbes. Mais cette divine surprise n'a été qu'une parenthèse dans l'histoire démographique de la France, remarque Henri Lericord. Au milieu des années 60, deux naissances sur cinq étaient non désirées ou mal programmées. Si l'indice de fécondité est passé par la suite de 2,8 à 1,9 enfant, c'est en grande partie grâce aux progrès de la contraception.

Aujourd'hui, sans régulation des naissances, la population serait multipliée par quatre tous les trente ans. La France aurait 200 millions d'habitants en 2020, et la planète 25 milliards. Qui pourrait s'y résoudre ? Henri Leridon souligne l'importance du débat sur méthodes « naturelles » et « non

naturelles » dans lequel l'Eglise catholique s'est enlisée. De même nous met-il en garde contre la fausse controverse entre « malthusiens » et « natalistes », la distance entre les uns et les autres étant à peu près égale à... 0,2 ou 0,3 enfant. Avec une fécondité égale à deux enfants, la population n'augmente plus, et le malthusien respire ; avec 2,2 ou 2,3 enfants, le remplacement des générations est assuré, et le nataliste exulte...

Grâce à la pilule, au diaphragme et au stérilet, la contraception s'est féminisée, n'exigeant plus la même vigilance du partenaire masculin. Elle s'est médicalisée, n'impliquant plus seulement le couple. En réalité, c'est toute la reproduction humaine qui a fini par dépendre de la médecine. On accouche ou on avorte à l'hôpital, après divers examens, sans parler de toutes les formes de procréation assistée.

"Les enfans d'aujourd'hui - et c'est la grande nouveauté - sont avant tout des enfans du désir. Ils ne voient pas différemment une maison que soiement elle plait ou déplaît. Une maison est une affaire de marchandage, de négociation, de compromis, de marchandé debate, décidée, fixée dans le temps, alors que la question essentielle (pourquoi fait-on un enfant ?) reste très floue. Peut-être n'a-t-il jamais été aussi compliqué de donner la vie depuis Adam et Eve. Décide significatif : de plus en plus de femmes ne souhaitent pas connaître le sexe de leur enfant à naître lors des échographies. Comme si la programmation de la vie humaine était élargie trop loin et qu'il fallait laisser quand même sa part au hasard..."

Robert Solé

★ *Les Enfants du désir*, de Henri Leridon, Julliard, 278 p., 120 F.

Moderniser les services publics

LES mouvements sociaux qui agitent les services publics (Poste, EDF-GDF, SNCF, RATP, ANP, Sécurité sociale...) ne sont pas seulement motivés par des revendications salariales ou des préoccupations en matière d'emploi. Les salariés de ces entreprises et administrations sont aussi animés par une sourde inquiétude sur l'avenir des services publics. Il y a, à cette inquiétude, quelques raisons: l'Europe, la déréglementation et les nouvelles technologies vont conduire, inévitablement, à des remises en cause des services publics au cours des mois à venir. Le silence des principaux syndicats à l'Élysée, sur ce sujet ne fait qu'accroître encore le désarroi des personnels de ces établissements.

Ces services publics, auxquels les Français sont très attachés, sont aujourd'hui – et seront demain plus encore – l'objet d'une triple attaque. Pour certains d'entre eux, l'arrivée de nouvelles technologies va radicalement modifier les conditions de leurs activités. Les idéologies libérales, si elles n'ont jamais atteint en France les excès britanniques, poussent ensuite à une mise à mort de tous les monopoles. L'Europe, enfin et surtout l'Europe partout tous les observateurs s'accordent à penser, a introduit dans les services publics un terrain de chasse particulièrement riche. La Commission de Bruxelles est prise ainsi d'une véritable frénésie déregulatrice.

Il serait dangereux de céder, sans résistance, à cette triple offre de l'entreprise, car elle n'est pas née dans tous les domaines. Il ne faut pas s'intéresser pas en particulier aux investissements très lourds et à rentabilité incertaine et lointaine, comme la construction pour la distribution de l'électricité ou pour les chemins de fer par exemple). Il est ensuite des sujétions d'intérêt public que le marché ne peut pas assumer. Cela ne pourrait pas échapper à une poursuite, voire à une accélération de leur modernisation. Cela passera inévitablement par des changements institutionnels, pour les personnels, par une restructuration en cause de certains statuts, par une meilleure prise en compte, de meilleure protection des services publics que l'amélioration de la qualité des services rendus.

Quel que l'on en dise souvent, la France dispose de services publics de grande qualité, des services qui valent de nombreux pays. Organisés dans divers cadres institutionnels très divers (administration, établissement public industriel et commercial, société anonyme d'Etat...), ces services publics ont été, dans de nombreux cas, des facteurs de renouveau technologique impuissants (TGV, téléphone, centrales nucléaires...). Assurant, généralement dans des situations de monopole, des missions d'intérêt général, ces services ont toujours joué en France un rôle essentiel dans les politiques d'aménagement du territoire. En se portant garants de l'égalité d'accès purus tous, ils ont contribué au maintien de la cohésion sociale.

Vers la fin du tout-licenciement

Suite de la première page

M. Pfeiffer en veut pour preuve que les cinq entreprises américaines les plus performantes entre 1972 et 1992, la compagnie aérienne Southwest Airlines, Wal-Mart (grande distribution), Tyson Foods (agroalimentaire), Circuit City (distribution) et Plenum Publishing (communication), ne se distinguent pas par leur position stratégique ou leur performance technologique mais... par la façon dont elles gèrent leur force de travail. Sélectivité du recrutement, sécurité de l'emploi, salaires élevés, politique de rémunération motivante, actionnariat salarié, partage de l'information, responsabilisation, politique de promotions internes, formation: voilà les nouvelles clés de la réussite, explique l'éminent professeur.

En France, deux dirigeants d'entreprise ont tiré la sonnette d'alarme et reproché à leurs pairs de confondre compétitivité et productivité : le président de Danone, Antoine Riboud, dans son rapport « Modernisation, mode d'emploi », et Jean Gandois aujourd'hui président du CNPF. Dans son rapport pour le XI^e Plan intitulé « France : le choix de la performance globale », celui qui était alors président de Pechiney, écrivait en 1991 : « Une compétitivité de l'économie fondée sur la qualité et la fiabilité des produits et des processus de production, sur la qualité des services liés à la production, sur les relations avec l'environnement, suppose une politique de l'emploi à moyen terme visant l'élévation des niveaux de qualification (...). Cette approche s'oppose à celle visant à fonder la croissance sur un abaissement des coûts de rémunération. »

À la suite de ces travaux, deux pistes de réflexion sont actuellement explorées :

l'une remet en cause la légitimité des objectifs de productivité ; l'autre - plus épluristique mais sans doute plus prometteuse - se propose d'intégrer davantage l'emploi dans les critères actuels. La première vient de faire l'objet d'un pré-rapport sur la « performance globale », remis au Commissariat général du Plan en octobre 1994. Selon les auteurs, la notion de productivité par tête, adaptée à un système taylorien de production, est aujourd'hui non seulement dépassée, mais dangereuse. La créativité, la qualité, la diversité des produits, les investissements immatériels comme le marketing, sont désormais bien plus importants que le calcul du coût de la main-d'œuvre directe. Et que dire d'un système qui considère la formation continue comme une charge et non comme un investissement ?

Le rapport du Plan ayant théorisé de reconnaître que « les modèles de gestion en émergence sont dans une phase de tâtonnements », les promoteurs du manifeste « Entreprises contre l'exclusion » — dont le commissaire au Plan, Jean-Baptiste de Foucauld — valorisent actuellement avec l'aide de l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) une seconde approche plus pragmatique. Certains de ces acteurs sont : Suralor-Facom, Potain, Usinor-Saclor, qui ont commencé à substituer la notion de masse salariale à celle d'effectifs, ce qui peut les amener à favoriser diverses formes de partage du travail plutôt qu'à licencier, en cas de difficultés. Chez Usinor-Saclor, Francis Mer contraint aujourd'hui ses responsables opérationnels à inclure le coût d'un reclassement (entre 300 000 et 400 000 francs) dans le calcul de la rentabilité d'un investissement qui force à réduire le personnel. Certaines sociétés de services (hôtellerie, transports en commun) se mettent — enfin — à redécouvrir l'importance du relationnel.

Petit à petit, le travail commence à être considéré comme un investissement rentable. Une expérience actuellement menée

chez Toyota confère à cette démarche une nouvelle légitimité.

Les industriels français, qui considèrent comme un progrès tout remplacement de l'homme par une machine, devraient observer d'un peu plus près ce qui se passe au Japon. Ceux qui cherchent à importer aujourd'hui l'organisation du travail nipponne des années 80 pourraient avoir une longueur de retard. Toyota est en train de révolutionner à nouveau son système de production à l'occasion du lancement d'un véhicule à quatre roues motrices.

Al lieu d'automatiser à outrance, le groupe nippon a décidé de n'installer des machines que là où elles... facilitent le travail des ouvriers. Conséquence : par rapport à une chaîne d'assemblage classique, le taux d'automatisation a été réduit d'environ 66 %. Comme la chaîne a été installée, non pas dans une usine flamboyante neuve, mais dans une d'anciennes installations réaménagées, l'investissement a été modeste. Conséquence de ces deux phénomènes : il suffit à Toyota de produire environ 2 300 véhicules par mois pour que cette chaîne soit rentable, un seuil très bas largement dépassé. Ce nouveau modèle japonais fera-t-il école ?

Frédéric Lemaitre

RECTIFICATIF PAS-DE-CALAIS

Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre édition du 5 avril, il y a bien, dans le dossier du *Saizral* (le syndicat d'activité économique qui regroupe des communes voisines d'Auchel, dans le Pas-de-Calais), un troisième communiste mais en examen, il s'agit d'Yvan Offroy, qui a été incarcéré, et non du maire (PS) de Saint-Hilaire-Cottes. Hervé Roseau, lui aussi mis en examen, d'Yvan Offroy, qui était secrétaire général du *Saizral*, est un communiste non élu. Secrétaire général de la municipalité communiste de Montigny-en-Gohelle, perdue au profit du PS en 1989, il fut ensuite secrétaire général du *Saizral* avant de rejoindre, en septembre 1994, comme salarié, le groupe communiste du conseil régional.

[illegible]

هكذا امن الأصل

GRÈVES A La Poste depuis plusieurs semaines, dans les transports parisiens le 13 avril, à EDF-GDF le lendemain, de nouveau à Air Inter les 20 et 21 avril ou à la SNCF en mai,

les grèves dans le service public s'opposent à des effets de la déréglementation engagée dans le cadre européen. Mais les principaux candidats à l'élection présidentielle

évitent d'ouvrir le débat. ● SELON KAREL VAN MIERT, commissaire européen, les frontières intérieures européennes sont aujourd'hui dépassées et il est nécessaire d'éliminer les

monopoles. ● JEAN-LOUIS BIANCO estime à l'inverse que les services publics de base répondent à des objectifs de solidarité et d'équité que certaines péréquations tarifaires

peuvent aider à atteindre. ● POUR LE CONSEIL D'ÉTAT, l'Europe « n'inspire pas le procès » du service public, mais « elle fait pire » : elle l'ignore » (lire page 18).

La déréglementation européenne pèse sur l'avenir des services publics

A Air Inter, à La Poste, à la SNCF, à EDF, les grèves se multiplient pour souligner la menace que fait peser l'Europe sur la notion de service public à la française. Mais les candidats à l'Elysée évitent le débat

L'EUROPE S'ATTAQUE aux services publics à la française et aux monopoles associés. Pourtant, les candidats à l'élection présidentielle rechignent à aborder ce sujet qui sensibilise l'opinion publique. Alors que les grèves à la SNCF se développent contre le démantèlement de l'entreprise imposé par une directive de la Commission européenne, alors qu'EDF refuse de se voir contrainte d'appliquer la règle de l'ATR (accès des tiers au réseau) programmée par la même Commission, alors qu'Air Inter, concurrencée sur ses meilleures lignes intérieures par cause de déréglementation, revendique le droit de se redéployer à sa guise sur les lignes européennes pour sau-

garder une impossible indépendance, les trois principaux candidats se gardent bien d'ouvrir un débat déstabilisant sur la déréglementation et l'Europe. Pourtant, le sujet est brûlant: Air Inter, en grève jusqu'au 10 avril au soir, aura connu son quatrième mouvement revendicatif en un mois. A l'instar des salariés de France Télécom en octobre 1993, ceux d'Aéroports de Paris ont déclenché une grève d'une durée indéterminée à partir du mardi 11 avril pour le maintien du statut des personnels et de l'entreprise. Quant aux postiers, qui organisent des actions locales de revendication, ils réagissent contre des impératifs de déconcentration et de ren-

tabilisation d'une entreprise qui considère avec de plus en plus de recul sa mission d'origine et préfère délier les banques sur leur terrain. Dans le Var, la grève dure depuis six semaines. Bruxelles s'arrête sur l'introduction de la concurrence dans tous les domaines. Pour atteindre cet objectif totalement contradictoire avec la notion de péréquation inhérente au service public, la Commission européenne doit contraindre les monopoles à se démanteler. L'exercice implique de créer au moins deux sociétés distinctes, l'une continuant à vendre un service (transports, électricité, télécommunications, eau), l'autre gérant l'infrastructure et accuei-

lant sur le réseau des opérateurs concurrents. Si la déréglementation des télécommunications, déjà réalisée pour de nombreux services annexes comme le radiotéléphone, semble bien prise en compte par la direction de France Télécom pour le 1^{er} janvier 1998 (la privatisation de l'entreprise et le problème du statut de son personnel ne sont toutefois pas réglés), elle pose maints problèmes à la SNCF ou à EDF-GDF, où les directions défendent l'intégrité des entreprises. Leur position n'est pas partagée par leurs homologues européens. Ainsi, en même temps que le gouvernement allemand aurait la dette de quelque 240 milliards de

francs de la Deutsche Bahn en 1993, il fixait un calendrier à l'entreprise (avec une privatisation prévue pour 1996) allant dans le sens souhaité par Bruxelles. La Grande-Bretagne a voulu donner l'exemple. Mais si la privatisation de l'ex-British Telecom donne satisfaction, le consommateur ne semble pas trouver avantage, jusqu'à présent, à la déréglementation de l'électricité intervenue en mars 1990, et la privatisation de British Rail, engagée en mars 1994, est, pour l'instant, dans une impasse.

contraints par leur engagement en faveur du traité de Maastricht, évitent d'ouvrir ce dossier pendant la campagne électorale. Pour ne pas allumer de brûlants parmi les centaines de milliers de salariés des entreprises concernées, et ne pas heurter les électeurs français.

Ainsi, selon les conclusions d'une enquête menée par la société AERA (Action et recherche en ethnologie appliquée) pour le compte de l'IRSEF auprès d'un échantillon de 500 personnes, 75 % des personnes interrogées pensent que l'intervention de l'Etat dans le domaine des services d'intérêt général favorise un développement plus harmonieux du territoire et garantit l'égalité d'accès. La moitié considère que si l'Etat se retirait, les services ne seraient pas mieux assurés et les tarifs augmenteraient. Les avis favorables à l'introduction de la concurrence varient suivant les secteurs: seulement 28 % dans le courrier, 34 % dans l'énergie et 47 % dans le transport ferroviaire, mais 62 % dans les télécommunications et 75 % dans les transports aériens. Même chose pour la privatisation des grandes entreprises publiques: si seulement 27 % jugent possible celle d'EDF-GDF et 35 % celle de La Poste et de la SNCF, 52 % considèrent la privatisation de France Télécom comme possible, et 56 % celle d'Alcatel.

Par ailleurs, les cadres des entreprises concernées, 36 % pensent qu'il faut modifier le statut des personnels pour accroître l'efficacité de ces services, et 44 % que la situation de monopole doit changer. Mais pas forcément par privatisation. La concurrence, un cadre sur deux se déclare favorable à un changement de statut de l'entreprise. Ainsi, entre monopole et concurrence d'une part, monopole privé et monopole public d'autre part, les questions restent ouvertes. Ce qui, si l'on omet le cas de France Télécom, incite les candidats à y répondre le moins possible.

Gilles Briday

Jean-Louis Bianco : l'exigence d'un service universel

JEAN-LOUIS BIANCO, qui s'est frotté au dossier comme ministre de l'équipement et des transports dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, est partisan de l'intervention de l'Etat dans les services publics. A l'occasion d'un colloque organisé à Bruxelles en mars 1993, il avait notamment lancé l'idée d'une charte européenne du service public. Car, explique-t-il dans un memorandum, « les services publics de base comme les transports, les communications, l'énergie ou l'eau impliquent souvent des investissements lourds n'ayant qu'une rentabilité à moyen ou long terme », incompatible avec l'intérêt d'un actionnariat privé. « L'exigence d'un service universel, assurant l'ac-

cess des services à l'ensemble des usagers et clients à un niveau de prix et de qualité jugés raisonnables, est susceptible de figurer clairement dans la mission d'un service public. » Selon lui, « le marché est généralement indifférent à des objectifs de solidarité, de cohésion ou d'équité que certaines péréquations tarifaires peuvent aider à atteindre. Il ne répond pas spontanément à certaines exigences d'intérêt général et de développement durable, telles que la protection de l'environnement, y compris euro-

pe, va dans le même sens. Il évalue à 31 milliards de francs par an l'aide directe au développement régional apportée par l'ensemble des services concernés. Et affirme que « si, à l'avenir, les services d'utilité publique n'avaient plus à remplir cette mission, l'Union européenne devrait agir pour qu'un niveau de l'Union ou des Etats des sommes prélevées par l'impôt soient allouées aux régions ou aux zones défavorisées pour compenser la disparition des effets redistributifs » de ces services.

JURISPRUDENCE Jean-Louis Bianco concède aujourd'hui que les pouvoirs publics français « n'ont pas su résister aux tentatives » de la Commission. Il ne se prononce pas sur le caractère public ou privé des opérateurs, mais reste opposé au démantèlement des entreprises de services publics. Il rappelle qu'une directive communautaire de 1991 n'impose que la séparation comptable des activités de gestionnaire de réseau et d'exploitant (comme à la SNCF par exemple, où la distinction est aujourd'hui réalisée) sans obliger à une séparation des fonctions. L'ancien ministre estime toutefois que le

rôle régulateur de l'Etat doit être redéfini, certaines entreprises comme EDF ou la SNCF exerçant une pression trop forte sur leurs ministères de tutelle. Même si la France demeure relativement isolée en Europe, Jean-Louis Bianco observe avec intérêt la jurisprudence qui s'établit, la Cour de Luxembourg reconnaissant que la concurrence peut porter préjudice. En réalité, le droit communautaire instauré par le traité de Rome tolère le service public même exercé sous forme de monopole, et « ni l'acte unique ni le traité de Maastricht n'y ont porté atteinte », remarque Jean-Pierre Spitzer, avocat à la Cour de justice des Communautés européennes. En outre, souligne-t-il, la Cour a déjà estimé que « les règles de concurrence peuvent être écartées dès lors qu'il s'agit d'assurer une mission d'intérêt public ». Malgré le libéralisme dont elle est gratifiée, elle a rappelé à plusieurs occasions que « l'Etat de droit communautaire impose de tenir compte des missions de service public » et que « celles-ci peuvent primer les règles de la concurrence ».

G. B.

Karel Van Miert : une logique irréversible

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant Karel Van Miert, le commissaire européen chargé de la politique de concurrence, est un homme modéré. Ce Belge, ancien président du Parti socialiste flamand (SP), peut difficilement passer pour un ultra-libéral et fait preuve de compréhension pour les thèses traditionnellement défendues par les pouvoirs publics français et les dirigeants de leurs grandes entreprises publiques.

Karel Van Miert estime cependant que, dans un marché unique, compte tenu du développement des échanges (les quinze réalisent en moyenne 60 % de leur commerce extérieur avec leurs partenaires de l'Union européenne), « il y a quelque chose de dépassé à maintenir des frontières intérieures et cela quels que soient les arguments avancés. Il est nécessaire d'éliminer les monopoles pour permettre l'épanouissement des nouvelles technologies ». Selon lui, freiner une telle évolution relève du combat d'arrière-garde: « L'accès des tiers aux réseaux procède d'une logique irréversible ».

M. Van Miert constate que la situation varie sensiblement selon les secteurs. En matière de télécommunications, la décision déjà prise de libéraliser le téléphone à compter du 1^{er} janvier 1998 oblige l'Union européenne (UE) à fixer sans tarder les conditions d'accès aux réseaux. « Dans certains Etats membres, plusieurs réseaux disponibles et concurrents pourront coexister. C'est le cas aux Pays-Bas, ce ne l'est pas pour l'instant en Belgique. La Commission entend favoriser le développement de réseaux concurrents pour que les entreprises de services ne soient pas obligées d'en passer par les conditions des compagnies de télécommunications. C'est là que se situe le débat sur l'ouverture des infrastructures alternatives: câbles, chemins de fer... »

La libéralisation du câble « constituera un test pour l'ouverture des infrastructures ». La Commission est décidée à l'imposer en fai-

sant appel aux pouvoirs que lui reconnaît l'article 90 du traité, lequel la dispense d'avoir à rechercher l'approbation du conseil des ministres. « Le texte est prêt. Mais nous discutons avec les intéressés, pouvoirs publics et entreprises, afin de parvenir à une formule aussi consensuelle que possible. Nous progressons, et la directive organisant la libéralisation du câble devrait pouvoir s'appliquer dès le 1^{er} janvier 1996, deux ans plus tôt que celle adoptée par le conseil pour le téléphone. »

IMPASSE C'est avec plus de prudence que M. Van Miert aborde le dossier de l'énergie. « On se heurte ici à une résistance énorme de la part des autorités nationales, ainsi que des exploitants, qui veulent garder la haute main sur leurs infrastructures. » Il rappelle les tentatives infructueuses passées de la Commission pour essayer d'imposer une sorte d'ATR (accès des tiers aux réseaux) intégral aux compagnies d'électricité. L'idée, simple, est de faire en sorte que les utilisateurs puissent librement acheter leur énergie, gaz ou électricité, là où elle est le moins cher. Vu l'obstruction rencontrée, la Commission a assoupli son texte: le régime proposé serait limité aux grandes entreprises et impliquerait une négociation entre les deux parties. Mais la France réplique avec son concept de « l'acheteur unique ».

Pour l'instant, c'est donc l'impasse. Karel Van Miert résume la démonstration des Français sur le caractère exemplaire de leur politique de l'énergie, seule capable, selon eux, de fournir aux entreprises de l'électricité à bon marché et de programmer, en temps voulu, les investissements nécessaires. « Le concept de service public ainsi que les exigences d'un approvisionnement à long terme peuvent parfaitement être intégrés dans une politique plus ouverte. Il est bien évident qu'il ne faut pas laisser au marché le soin de faire tous les arbitrages. »

Philippe Lemaître

BFCE

Exercice 1994

Le Conseil d'Administration de la BFCE, réuni le 5 avril 1995 sous la présidence de M. Francis Gascio, a arrêté les comptes de l'exercice 1994.

UN
RESULTAT NET
EN PROGRES
DE 11%

UN
REINFORCEMENT DE
L'ASSISE
FINANCIERE

Resultats consolidés en millions de FF	1993	1994	Variation
Produit net bancaire	2 256	2 115	- 6 %
Résultat brut d'exploitation	840	708	- 16 %
Résultat courant	504	502	-
Résultat net, part du groupe	202	224	+ 11 %
Fonds propres	7 300	7 900	+ 8 %
Ratio Cooke	9,2 %	9,6 %	

Une activité soutenue dans les relations avec la clientèle d'entreprise

Dans un contexte difficile pour l'activité bancaire, le dynamisme commercial de la BFCE lui a permis de faire progresser, en France et à l'étranger, ses encours de crédits aux entreprises et d'augmenter sensiblement le volume des opérations de services. Les encours de capitaux gérés pour le compte de tiers sont en nette augmentation. La gestion du portefeuille de participations de la banque d'affaires a dégagé un niveau élevé de plus-values.

Toutefois, ces progrès n'ont pas compensé la poursuite du déclin (- 20 %) de la contribution des activités exercées pour le compte de l'Etat. En outre, l'exercice a subi les conséquences des perturbations qui ont affecté les

activités de marchés, l'incidence de l'érosion des marges provoquée par l'aprépât de la concurrence bancaire et, enfin, les effets de la baisse des taux à court terme du franc.

Une stricte politique de maîtrise des charges et une baisse sensible des provisions pour risques

Les charges demeurent parfaitement maîtrisées (- 1 %), conformément à la politique strictement appliquée depuis 1990. La prudence de la politique de risque confortée par l'amélioration de la conjoncture a entraîné une forte réduction (- 39 %) des dotations de l'exercice aux provisions. En conséquence, le résultat courant se maintient à un niveau équivalent (502 millions) à celui de 1993, malgré le recul du RBE.

Une augmentation du résultat net et un renforcement de l'assise financière

Une nouvelle et importante dotation de 200 millions de francs est affectée au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG), élément des fonds propres de la banque. Après impôts et opérations extraordinaires, le résultat net consolidé s'élève à 224 millions de francs, en part du groupe, soit une nouvelle progression de 11 %. La dotation au FRBG, la fraction des résultats portés en réserves ainsi que diverses émissions de titres subordonnés remboursables portent le total des fonds propres réglementaires à près de 7,9 milliards de francs, soit une augmentation de 600 millions.

Le ratio de solvabilité (Cooke) atteint 9,6 %, dont 5,8 % au titre du nouveau dur, traduisant le renforcement de l'assise financière de la banque.

La rentabilité des fonds propres, appréciée par le ratio bénéfices net sur capital et réserves, s'établit à 8,12% contre 5,85% en 1993.

Le Conseil d'Etat défend la notion française de service public

Les principes fondateurs de l'Union européenne ignorent ce concept

Faut-il sacrifier la conception française du service public sur l'autel de la concurrence européenne ? Telle est la question que pose, entre

les lignes, le Conseil d'Etat, dans son rapport public 1994. Cette juridiction suprême, qui fut la dernière en Europe à admettre la suprématie du

droit communautaire sur le droit français, ne cache guère son souhait de voir certaines spécificités nationales préservées.

QUE LE CONSEIL D'ETAT ait choisi le thème des services publics - au moment où il est l'objet de nombreuses discussions à Bruxelles - comme sujet de l'étude approfondie qui, tous les ans, accompagne son bilan d'activité, est une preuve de son attachement à cette particularité française. Si le rapporteur général en est Jean-Michel Belorgey, ancien député socialiste, le processus d'élaboration de ce document fait qu'il engage l'institution elle-même.

L'avenir des services publics à la française ne peut que passionner le Conseil d'Etat puisqu'il a joué un rôle déterminant dans l'affirmation de leur définition théorique lorsque, à la fin du XIX^e siècle, ont coïncidé l'émergence du libéralisme politique et le développement des idéologies solidaires. Il ne peut que constater que ce concept ne fait pas partie des références autour desquelles l'Union européenne s'est édifiée. Certes, l'Europe « n'instruit pas le procès » du service public, indique M. Belorgey, mais « elle fait pire » :

elle l'« ignore », en n'identifiant « aucune zone intermédiaire » entre les services régaliens et les entreprises ordinaires. Ainsi la politique de concurrence qui vise à la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux, s'applique dans les mêmes conditions aux entreprises privées et aux entreprises publiques.

« SERVICE UNIVERSEL »

Plusieurs dispositions du traité de Rome interdisent les ententes, les abus de position dominante ainsi que les aides de l'Etat aux entreprises. Si des dérogations sont possibles, elles ne sont accordées que rarement, même si la Cour de justice des Communautés, dans deux décisions rendues en 1993 et 1994 à propos de la poste belge et de la distribution d'électricité aux Pays-Bas, a assoupli sa jurisprudence. Certes, commence à naître à Bruxelles une notion de « service universel », conçu comme un « service de base offert à tous dans l'ensemble de la Communauté », mais correspondant à une prestation

minimale dans un environnement concurrentiel.

Le Conseil d'Etat juge cette dernière insuffisante et suggère que les Etats fassent apparaître, dans le corps du traité, à égalité avec les règles de concurrence, le principe selon lequel, « en matière de services publics, le marché ne peut être le seul recours ».

Le Conseil d'Etat n'est, toutefois, nullement sourd aux critiques qui affectent le service public, notamment lorsqu'elles proviennent des usagers ou des agents ou qu'elles émanent d'économistes critiquant l'existence de « monopoles naturels ».

Le rapport tente donc de clarifier le concept de service public. Celui-ci ne se confond pas avec les notions de monopole, de propriété, de gratuité, d'égalité ou de fonction publique. Mais, aux yeux des auteurs de ce document, les liens qui l'unissent à ces valeurs doivent être maintenus, au nom de l'efficacité, de l'économie ou de la cohésion sociale.

Cerner le champ du service pu-

blic se révèle malaisé. Un certain consensus se dessine lorsqu'il s'agit de rappeler les limites du marché : impuissance à satisfaire les exigences de solidarité ou de cohésion spatiale, préférence accordée au court-terme plutôt qu'à l'investissement et à la recherche. La prise en compte de ces limites, qui sous-tend la jurisprudence du Conseil d'Etat, conduit à penser que les services de souveraineté, l'éducation, la protection sociale, ainsi qu'un certain nombre de services industriels et commerciaux doivent être placés sous le signe du service public.

Reserve faite de ces domaines, ce rapport constate qu'il n'est pas possible de déterminer, une fois pour toutes, la liste des besoins devant être satisfaits par des entreprises non concurrentielles. L'Etat, insiste le Conseil, doit se regarder comme comptable des choix effectués. Il ne saurait renoncer à ses prérogatives, au profit des autorités locales ou européennes.

Rafaële Rivais

La privatisation de la CGM franchit de nouveaux caps

La banque Demachy devrait être le conseil du gouvernement pour l'opération, après que les sources de pertes aient été isolées

HÉRITIÈRE des vénérables Messageries maritimes et Transat qui furent l'orgueil de la flotte coloniale, le groupe public Compagnie générale maritime (CGM) avance vers la privatisation. Ses difficultés financières (aggravées par deux importants sinistres récents sur le *Fastnet* et l'*Atlantic Carrier*) n'ont pas empêché son président, Eric Giuly, et le ministre des transports chargé de la mer, Bernard Bosson, de lancer les procédures juridiques et les opérations financières permettant au futur gouvernement de céder une société qui a considérablement réduit son chiffre d'affaires, ses ambitions et le réseau de ses lignes à travers le monde, puisqu'elle n'exploite plus que trente et un cargos, dont seize en pleine propriété.

Pour le vingtième anniversaire de la naissance du groupe, 1994 s'était achevé sur un résultat catastrophique : 540 millions de francs de pertes courantes, soit le double de ce qui avait été estimé en début d'année. La politique d'Eric Giuly a consisté à identifier au plus près les principaux foyers de pertes et à les séparer du périmètre privatisable. Ils vont pour la plupart être transférés au holding public CGMF détenu par l'Etat et qui, lui, ne sera pas privatisé.

Premier secteur assaini : la prévoyance et la situation des retraités. Eric Giuly a signé fin mars avec la plupart des syndicats de salariés et de navigants des accords sur les cotisations de retraites complémentaires acquittées par les salariés et sur l'indexation des pensions versées aux 6 000 retraités.

La CGM devait débiter chaque année 14 millions de francs en prenant à sa charge les deux tiers des cotisations à la « mutuelle maison » appelée Amicale générale maritime. Elle vient d'y mettre fin. Cette amicale, plutôt que de disparaître, va se réorganiser auprès d'une grande mutuelle de la place (actuellement trois organismes sont sur les rangs et le lauréat sera connu avant la mi-mai). Une partie des réserves financières de l'Amicale (30 millions) sera versée à la CGMF, qui va endosser, à partir

du 1^{er} juillet, tous les droits et obligations de la CGM vis-à-vis des personnes en retraite. L'arrêté interministériel modifiant le régime de prévoyance a été signé le 10 avril. « Cela représente un allègement de 1,8 milliard de francs d'engagements vis-à-vis des pensionnés », constate le président.

D'autre part, l'Etat actionnaire, à ce jour, versé 1,5 milliard de francs à la compagnie, sur les 1,65 milliard qu'il s'est engagé, fin 1994, à apporter.

DÉPARTS VOLONTAIRES

Quant au processus de privatisation proprement dit, il a franchi une étape le mercredi 12 avril (au moment où se tient l'assemblée générale des armateurs de France) puisque Edmond Alphandéry, ministre de l'Economie, devait indiquer à la banque Demachy (groupe Worms) qu'elle a été retenue comme conseil du gouvernement dans cette opération, à côté de la compagnie Edmond de Rothschild, la banque conseil de l'entreprise.

Les résultats commerciaux et financiers du premier trimestre 1995 sont conformes aux prévisions budgétaires. Parmi le personnel sédentaire, les demandes de départ volontaire ou en préretraite sont nombreuses. Les frais financiers ont sensiblement diminué. Le trafic de bananes aux Antilles, très affecté par le cyclone Debby de septembre, repart favorablement, alors que celui du Mexique s'est effondré.

La situation dans les ports (la CGM avait perdu beaucoup d'argent à Marseille l'an dernier) s'améliore aussi, et on laisse entendre au Havre que, dans le cadre de la privatisation, la CGM pourrait céder sa filiale installée dans le port normand, la GMP (300 millions de chiffre d'affaires), particulièrement performante dans le transbordement des conteneurs. Au bout du compte, si l'exercice 1995 ne se terminait que par une perte de 100 à 130 millions, ce serait pour les dirigeants du groupe un quasi-succès.

François Grosrichard

La Snecma, en déficit va fermer des usines

LE PRÉSIDENT du motoriste Snecma, Bernard Dufour, a proposé au comité central d'entreprise, mardi 11 avril, un projet de restructuration de ses activités. L'objectif de la direction consiste à une réduction des sites pour accompagner la diminution de la production industrielle. Mais ce projet ne s'accompagnerait pas de suppressions d'emplois.

Il est prévu de fermer l'usine de Bois-Colombes de la filiale Hispano-Suiza spécialisée dans les inverseurs de poussée. Les 1 100 salariés seraient rapatriés vers Corbeil et Le Havre. Elecnra, la division électronique-moteur de Snecma implantée à Suresnes, devrait être fermée, les employés étant transférés vers l'usine Snecma de Villaroche. Enfin, il est prévu de déplacer les directions générales de Sochata, la filiale maintenance du groupe, et d'Hispano-Suiza, sur le siège parisien. En contrepartie, les services comptabilité et ventes militaires de Snecma seraient acheminés sur le site de Corbeil.

Ce projet de restructuration intervient dans un climat social tendu. Mardi 11 avril, des débrayages et manifestations se sont produits sur différents sites du groupe Snecma, alors que M. Dufour, qui ne prévoit pas de reprise avant 1997, présentait, devant le comité central d'entreprise, les comptes de 1994. Les pertes du motoriste se sont élevées à 2,18 milliards de francs, compte tenu d'une provision massive de 1,78 milliard. Celle-ci vise à couvrir les coûts des mesures d'adaptation et surtout le surcoût lié au lancement de trois moteurs simultanés avec son partenaire américain General Electric.

Le motoriste a dû développer parallèlement le GE-90 qui équipera le Boeing 777, le CFM 56-58 pour motoriser l'Airbus A 320 et 321 et le

CFM 56-7 pour les nouvelles versions du Boeing 737. Le chiffre d'affaires de Snecma a atteint 10,3 milliards de francs, et les résultats d'exploitation sont négatifs de 465 millions de francs, alors qu'ils étaient positifs de 273 millions en 1993. Les fonds propres plongent eux aussi à 1,33 milliard de francs contre 4,08 milliards l'année précédente.

En 1995, l'horizon va s'assombrir, puisque M. Dufour a annoncé une prévision du chiffre d'affaires de 8,8 milliards de francs et un exercice « encore nettement déficitaire ». Ces déclarations inquiètent les syndicats. Se référant à une déclaration du PDG précisant que « le bon ratio par employé correspondait à 1 million de francs de chiffre d'affaires », la CGT craint une suppression de 3 000 emplois, bien que la direction ait programmé 500 suppressions de postes.

La communication de résultats, avec des provisions massives, intervient alors que M. Dufour souhaite une recapitalisation de la société. En février dernier, François Léolard avait annoncé une prochaine augmentation de capital en chiffrant ses besoins à environ 2 milliards de francs. Mais la Snecma attend toujours, et la proximité de la présidentielle risque de menacer les promesses d'un gouvernement sur le départ. Sans ménagement pour les syndicats et les pouvoirs publics qu'il surprend, l'ancien président de GEC-Alsthom électromécanique poursuit sa logique d'assainissement des comptes et de restructuration. Quitte, comme il l'a fait, à s'opposer avec vigueur à la baisse de 8 % sur quatre ans du coût de ses moteurs militaires M 88 destinés au Rafale, comme la délégation générale pour l'armement voulait lui imposer.

Martine Larouche



Marc Chagall, les années russes

Le hors-série **Télérama** donne les clés de la première période du célèbre peintre, révélant ainsi l'originalité de son œuvre et l'extraordinaire effervescence de la création dans la Russie du début du siècle.

100 pages. 48 F chez votre marchand de journaux.

Avec en cadeau, le poster de la couverture 60 x 80 cm.

Télérama
Promoteur votre culture et votre art

مكتبة الأصل

La Lyonnaise des eaux s'essaie au gouvernement d'entreprise

Pour tourner la page des « affaires », le groupe adopte un mode de gestion à l'américaine

Après avoir doté la société d'une charte de déontologie, le conseil d'administration de la compagnie présidée par Jérôme Monod doit en-

terminer, mercredi 12 avril, une modification profonde de son mode de gestion. Deux administrateurs extérieurs à l'actionnariat et aux activités

du groupe, trois nouveaux comités – audit, rémunérations, éthique – encadreront désormais l'action d'un groupe très international.

REBONDIR en se modernisant, en s'essayant à un mode de gestion anglo-saxon... C'est une vraie révolution que devrait être, mercredi 12 avril, le conseil d'administration de la Lyonnaise des eaux. C'est un vrai bouleversement – dans sa gestion, dans son management – que les seize administrateurs, réunis pour l'adoption des comptes annuels, devraient imposer à la compagnie d'eau.

Le groupe dirigé par l'impérial – et impérieux – Jérôme Monod va s'essayer au gouvernement d'entreprise. A ce « corporate governance » qu'Américains et Britanniques pratiquent depuis des années : un mode de décision rébalçant et responsabilisant le conseil d'administration ; un mode de gestion soumettant les patrons, les directeurs, l'encadrement à une surveillance diligente qui n'est pas celle... des Juges.

De Grenoble à Dijon, les « affaires » qui secouent depuis des mois la compagnie ont pesé, bien sûr, dans la mutation qui s'annonce. « Jérôme Monod a reçu cinq sur cinq le message, reconnaît un proche du dossier. Mais il se trait trop réducteur de ramener ce changement à seulement cela. L'internationalisation croissante

du groupe, son implantation aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, y ont aussi puissamment contribué. »

La mondialisation des relations d'affaires crée de nouvelles contraintes, obligeant désormais les Français à s'interroger sur leur gestion. Le groupe Elf-Aquitaine, par exemple, ne vient-il pas d'adopter une évolution inévitable en adoptant, pour l'arrêt de ses comptes 1994, les méthodes comptables d'outre-Atlantique ?

Après Casin et la Générale des eaux, où ont été créés des comités aux pouvoirs nouveaux, après Paribas encore, où André Lévy-Lang est allé jusqu'à introduire dans son conseil d'administration Clette Neuville, présidente de l'Association des actionnaires minoritaires, Jérôme Monod procède lui aussi à des remaniements des instances dirigeantes de son groupe et l'ouvre sur l'extérieur.

RELATIONS INCESTUEUSES

Mais, comme Jérôme Monod ne dédaigne pas une certaine théâtralité, il s'offre l'un de ces comités médiatiques qu'il affectionne. Exit, d'abord, Jacques Fournier, ancien président du directoire de Dumez, atteint par la limite d'âge. Exit, ensuite, Jean-

Yves Haberer, attaqué par les petits actionnaires lors de l'assemblée de juin 1994, parce qu'il incarne, depuis l'effondrement du Crédit lyonnais, tous les mauvais côtés des relations incestueuses entre haute fonction publique et monde des affaires.

Vont leur succéder, en revanche, deux personnalités extérieures au sérail. Deux regards neufs, venus de l'étranger de surcroît. Le premier, Jacques Lagarde, un Français expatrié aux Etats-Unis où il travaille chez Gillette, et que Jérôme Monod a connu, il y a plus d'une dizaine d'années, à la tête de l'école supérieure de commerce de Lyon et avec qui il a récemment renoué, via le cabinet Spencer Stuart. Le second est un Allemand dont la venue ne sera annoncée ni au conseil d'administration, ni lors de la conférence de presse prévue jeudi, faute d'avoir déjà reçu le feu vert du conseil de surveillance de sa société.

L'arrivée de ces deux personnalités aux activités extérieures aux métiers de la Lyonnaise s'accompagnera de la mise en place de trois comités composés d'administrateurs et chargés de l'audit des comptes, des rémunérations des dirigeants du groupe, de l'éthique enfin. Comme le rap-

pelle un spécialiste, « aux Etats-Unis, le conseil d'administration est responsable civilement et pénalement des dérapages de la société. Ils en sont d'autant plus vigilants. »

Chargés de veiller aux intérêts de la société, les administrateurs peuvent imposer à son management – l'acceptation d'une OPA, par exemple – des mesures que ceux-ci rejettent. Ils peuvent, aussi, sanctionner le management opérationnel pour non-respect de l'éthique et de la déontologie de la compagnie. « Le règlement s'applique alors automatiquement, poursuit ce spécialiste. Sans demi-mesure. C'est le licenciement. »

Sans demi-mesure ? C'est tout le pari du « coup » préparé par Jérôme Monod. L'adoption d'un code de déontologie, premier étage de la fusée, avait laissé sceptique plus d'un observateur. L'approvisionnement par la Lyonnaise des eaux du gouvernement d'entreprise à l'anglo-saxonne constitue le deuxième étage de son effort de rénovation. On saura, dans quelques mois, dans quelques années, s'il s'agit d'une mutation véritable ou d'une simple opération de relations publiques.

Pierre-Angel Gay

Zurich Assurances reprend le groupe américain Kemper

General Electric Capital et Conesco avaient tenté sans succès, l'an dernier, de mettre la main sur la société de services financiers

CELA FAIT déjà de nombreux mois que le bal des prétendants avait recommencé autour du groupe de services financiers Kemper. L'assureur suisse Zurich vient de remporter la mise avec un groupe d'investisseurs, en mettant sur la table 2 milliards de dollars (quelque 10 milliards de francs). L'annonce d'un accord a eu lieu mardi 11 avril.

En un an, c'est la troisième tentative d'achat dont fait l'objet ce groupe à la santé florissante, qui possède deux compagnies d'assurance-vie ainsi qu'une grosse activité de gestion de portefeuille. En mars 1994 déjà, General Electric Capital, bras financier de l'industriel du même nom, avait fait une tentative peu amicale à 55 dollars l'action. Aussitôt, une autre société d'assurance américaine, Conesco, s'était lancée dans la bataille, renchérissant à 10 dollars. Son incapacité à réunir le financement nécessaire pour réaliser l'opération l'avait contrainte à jeter l'éponge.

General Electric, alors empiétrée dans ses problèmes avec Kidder Peabody, n'était pas revenue à la charge. Cette situation a laissé le champ relativement libre pour le suisse, qui s'est lancé depuis quelques années à l'assaut du marché américain. D'autant que, après déstagement de certains actifs immobiliers, l'envie de Kemper s'était réduite, cela permettant au suisse de faire une offre à 47,5 dollars l'action.

UNE PRISE IMPORTANTE

Outre sa filiale américaine Zurich America, qui figure parmi les quinze premières sociétés d'assurance-dommages aux Etats-Unis, Zurich avait racheté à l'automne 1994 une autre société d'assurance-dommages, Home, que le groupe teste aujourd'hui de redresser.

Kemper Corporation gère au travers de Kemper Financial Services 63 milliards de dollars d'actifs : 42 milliards correspondent à des

fonds de placements ; le solde, 21 milliards, représente des fonds placés essentiellement par les sociétés d'assurance-vie du groupe. Les deux sociétés d'assurance-vie de la Kemper Corporation ont un portefeuille d'assurances de 100 milliards de dollars et des primes annuelles de 750 millions de dollars. Kemper détient également une petite société d'actifs immobiliers et un courtier que Zurich aurait l'intention de céder. Ce sont essentiellement le réseau de vendeurs des sociétés d'assurance-vie et la gestion de patrimoine qui intéressent Zurich.

C'est donc seul qu'il reprendra Kemper Financial Services, considérée comme « l'une des plus grosses entreprises américaines de gestion de patrimoine ». En revanche, Zurich s'est associé à un groupe d'investisseurs (Centre Re, sa filiale de réassurance financière basée aux Bermudes, la société Keystone Inc. et la Chase Manhattan Corporation) pour acquérir Kemper Corp., qui détient les sociétés d'assurance-vie. L'assureur suisse souhaite cependant en conserver 50 % à 60 % pour pouvoir consolider les résultats en Suisse.

Si l'opération est menée à bien, Zurich devrait prendre pied significativement dans la gestion de patrimoine aux Etats-Unis, une activité particulièrement rentable. Les deux sociétés n'ont cependant signé qu'une lettre d'intention et les analystes américains n'excluent pas qu'une offre plus intéressante puisse encore séduire Kemper.

Le groupe suisse et ses partenaires offrent 47,50 dollars par action en liquide et 2 dollars sous forme d'actions préférentielles aux actionnaires de la Kemper Corporation. L'investissement de Zurich, compris entre 1,2 et 1,3 milliard de dollars, ne passera pas sur les bénéfices 1995, à assurer Rolf Hüppi, le président de la compagnie suisse.

Babette Stern

Suez se retrouve condamnée à renforcer ou à céder Indosuez

LE PARCOURS de Gérard Worms depuis sa nomination à la présidence de la Compagnie de Suez en 1990 n'a pas été une sinécure. La Compagnie a confirmé mercredi 12 avril, lors de la publication de ses comptes définitifs, une perte historique de 4,78 milliards de francs en 1994. Les prochains mois s'annoncent encore plus périlleux non seulement pour l'avenir de M. Worms, mais aussi pour la pérennité de Suez.

On aurait pu croire qu'après avoir affirmé son pouvoir, après s'être totalement désengagé de l'assurance, avoir préparé son retrait de l'immobilier et après avoir cédé 34 milliards de francs d'actifs, M. Worms, ayant paré au plus pressé, allait pouvoir gérer « tranquillement » et dévoiler, enfin, une stratégie. C'était sans compter avec l'irruption, au début de l'année, dans son capital, à hauteur d'au moins 5 %, de la BNP, dont l'appétit pour Indosuez, filiale bancaire de Suez, est un secret de

polichinelle. L'idée d'un rapprochement entre les deux maisons n'est d'ailleurs pas neuve. En 1990, M. Worms et René Thomas, l'ancien président de la BNP, l'avaient déjà évoquée.

Cette fois, les discussions entre Gérard Worms et Michel Pébereau, le numéro un de la BNP, ont pris un tour moins théorique. Le temps presse. Compte tenu des convois de la BNP et du mécontentement patent de certains des principaux actionnaires de Suez, c'est l'existence de la Compagnie qui est en jeu. Gérard Worms va devoir enfin répondre, et vite, à la question de fond : à quoi sert Suez ?

Le groupe de services essentiellement financiers du début des années 90, constitué autour de l'assureur français Victoire, de sa filiale allemande Colonia, du financier de l'immobilier (La Hélin, CFI), du crédit à la consommation (Sofinco) et de la banque Indosuez a vécu. Victoire

et Colonia ont été vendus, l'abandon de l'immobilier est programmé avec 15 milliards de francs de pertes et l'avenir d'Indosuez au sein du groupe est loin d'être assuré. En manifestant son intérêt pour Indosuez, et en s'invitant dans le capital de Suez, M. Pébereau, « un homme prudent et anxieux qui se donne le maximum d'atouts dans son jeu », a mis le feu aux poudres. Suez peut-il exister sans une banque ?

INDOSUEZ TROP PETITE

La Compagnie « héritière » du canal pèse encore d'un poids non négligeable. Elle représente 46 milliards de francs de fonds propres (autant que l'UAP) mais n'a, en fait, pas de métier, à part celui mal défini d'actionnaire professionnel gérant des participations diverses et celui, marginal, de banquier. De l'avis général, Indosuez est trop petite pour rester une banque d'investissement viable à un horizon de dix ans. Les dirigeants de Suez doivent choisir aujourd'hui entre deux solutions. La première consiste à trouver des ressources importantes pour assurer la fameuse taille critique à Indosuez, en doublant ses fonds propres, aujourd'hui de 11 milliards de francs. Cet apport est indispensable, car le cœur de la machine Indosuez se trouve dans les activités de marché qui, par définition, sont risquées.

La seconde possibilité aboutit à se séparer d'Indosuez. Dans ce cas, la BNP est un acheteur tout désigné. Le conseil de Suez est déjà acquis, en majorité, à ce schéma. A commencer par l'UAP, principal actionnaire de la BNP (15 %) et de Suez (6,9 %). L'assureur joue un rôle central dans cette affaire et penche nettement en faveur de la BNP, qui est également son principal actionnaire avec plus de 15 % de son capital. La BNP reconnaît que rien ne peut se faire sans un accord sans faille avec l'UAP.

Le rapprochement entre Indosuez et la BNP ne manque pas de sens. On le reconnaît volontiers chez Suez et à la BNP. La banque, privatisée en octobre 1993, trouverait chez Indosuez le courtier international WJ Carr, la filiale anglaise de gestion Gartmore et la Société de Bourse Chevreux-De Vieux, dont la présence sur les marchés lui fait défaut. Certains spécialistes des fusions et acquisitions imaginent même des montages qui réduiraient le coût direct de l'acquisition pour la BNP. Elle pourrait, par exemple, apporter la Bamed, sa filiale de banque d'affaires, à un holding commun dont

elle aurait la majorité. Suez en retirerait alors un prix final supérieur à d'éventuelles offres concurrentes sans que le coût soit exorbitant pour la BNP.

La cession d'Indosuez, même à bon prix, ne résoudrait pas pour autant le problème de vide stratégique de Suez. Au contraire, la question se poserait avec plus d'acuité. Suez aurait perdu le seul « vrai métier » qui lui reste. La Compagnie deviendrait-elle alors ce dont rêvent certains de ses actionnaires : une sorte de coopérative des grands groupes français qui porterait une partie de leur capital ? Suez et son président ont-ils les moyens de résister à la pression de la BNP et de ses alliés ? L'avenir d'Indosuez ne peut rester longtemps en suspens. Une longue période d'incertitudes risquerait de faire perdre à la banque les équipes qui font sa force sur les marchés.

Gérard Worms dispose aujourd'hui en tout et pour tout de trois mois – une échéance que lui a imposée son conseil – pour présenter une stratégie crédible. On comprend mieux aujourd'hui pourquoi M. Worms a décidé de « nettoyer » entièrement les comptes de Suez des risques immobiliers, en réalisant plus de 7,56 milliards de francs de provisions, quitte à afficher une perte historique de près de 4,8 milliards de francs en 1994. Il est certes très affaibli, mais il l'aurait été encore plus s'il n'avait pu laisser un espoir de redressement rapide de la rentabilité, à défaut d'avoir couvert les risques immobiliers.

En dépit de cette tactique, il lui faut convaincre, sinon sa position deviendra délicate et Suez se trouvera à la merci d'une prise de contrôle en Bourse. La Compagnie en est tellement consciente qu'elle prépare des stratégies de défense et se cherche de possibles repreneurs pour Indosuez, voire d'éventuels « chevaliers blancs » à l'étranger. Suez et sa filiale, la Société générale de Belgique (SGB), accèdent à dessein l'idée de l'existence d'une « pilule empoisonnée » : l'obligation pour l'acheteur de Suez de lancer dans la foulée une OPA sur la SGB et de procéder ensuite de même sur ses filiales les plus importantes. Une succession d'OPA en cascades qui rendraient Suez inattaquable. Mais la législation boursière belge ne rend pas, loin de là, cet enchaînement automatique. En tout cas, Suez semble plus vulnérable aux pressions sur ses dirigeants qu'à une attaque boursière frontale.

Eric Leseur

La Banque de France appelle à la rigueur budgétaire et salariale

LE RAPPORT ANNUEL de la Banque de France pour l'exercice 1994 a été rendu public mardi 11 avril. Ce rapport est traditionnellement l'occasion pour l'institution d'émission de dresser un bilan général de l'économie française, mais aussi de souligner le bien-fondé de la politique monétaire suivie.

Dans la lettre introductive adressée au président de la République et aux présidents des deux Assemblées, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, tient d'abord à se féliciter de « la reprise de la croissance dans un contexte d'inflation maîtrisée ». Tout en rappelant que cette reprise présente « les caractéristiques essentielles d'une croissance saine et durable », M. Trichet souligne que le redressement de la croissance a permis de créer 265 000 emplois et de stabiliser le taux de chômage à 12,4 %.

Ce rappel n'est bien sûr pas innocent. Il est avant tout destiné à tous ceux qui estiment que la politique de franc fort est largement incompatible avec une lutte efficace contre le chômage. Analyse erronée, rétorque le gouverneur. « La Banque de France a pour mission de défendre la valeur, c'est-à-dire le pouvoir d'achat de la monnaie. En garantissant la stabilité monétaire, elle agit à la fois dans l'intérêt des ménages, pour lesquels

la maîtrise de l'inflation est le plus sûr moyen de préserver le pouvoir d'achat, et dans l'intérêt de l'emploi parce que la maîtrise de l'inflation est un moyen efficace de préserver la compétitivité des entreprises. »

La présentation de ce rapport a été également l'occasion pour Jean-Claude Trichet de réaffirmer la nécessité de réduire les déficits publics, mais aussi d'appeler les partenaires sociaux à la modération salariale. « La création du pouvoir d'achat grâce à des augmentations de revenus mesurées et à la faible inflation, plutôt que par des augmentations nominales de revenus apparemment élevées mais conduisant à une inflation plus forte, permet d'accroître effectivement la compétitivité de l'économie, et donc la création d'emplois. »

Une telle recommandation de la part de la banque centrale est traditionnelle outre-Rhin. Les partenaires sociaux allemands savent que des hausses de salaires trop élevées et jugées inflationnistes par la Bundesbank seraient immédiatement sanctionnées par un tour de vis monétaire. A deux semaines de l'élection présidentielle, la double mise en garde de la Banque de France constitue aussi un avertissement adressé à tous les candidats.

R.-A. D.

Paribas : Gilles Cosson, ancien membre du directoire, est mis en examen

LE JUGE D'INSTRUCTION Eva Joly en charge du dossier Ciments français a procédé à trois nouvelles mises en examen. Le juge tire les conséquences du rapport d'experts remis en février dernier, démontrant que les comptes de Ciments français de 1991 étaient faux (Le Monde du 11 février 1995). Selon les experts, Ciments français aurait dû afficher en 1991 une perte de 118 millions de francs au lieu d'un bénéfice de 401 millions de francs.

Première explication, Pierre Conso, alors président de Ciments français, avait initié des opérations financières occultes (prêts) qui n'apparaissent pas dans les comptes du cimentier. Seconde explication, le groupe adoptait des méthodes de comptabilisation peu orthodoxes. En conséquence, selon La Tribune Desfossés du 12 avril, les deux commissaires aux comptes de Ciments français, surnommés d'avoir certifié des comptes faux en connaissance de cause, Arthur Andersen et Ernst & Young ont

été mis en examen. Eva Joly a aussi obtenu du parquet l'autorisation d'élargir son enquête aux comptes de Paribas : si les comptes de Ciments français étaient faux en 1991, ceux de Paribas, qui consolidaient dans ses comptes sa filiale cimentière, l'étaient aussi.

Le juge a donc mis en examen Gilles Cosson, ancien membre du directoire de Paribas, pour diffusion d'information trompeuse. Il aurait, en tant que membre du directoire de Paribas, établi des états financiers inexacts pour Paribas. Gilles Cosson avait déjà été mis en examen en tant qu'administrateur de Ciments français.

Dans un communiqué, Paribas réaffirme son soutien à Gilles Cosson, qui a quitté le directoire de Paribas dès 1993 et déclare que « les comptes publiés en 1990 et 1991 donnaient une image fidèle de son patrimoine et de ses résultats, compte tenu des informations dont il disposait à l'époque ».

Ar. L.

Licenciements économiques : deux arrêts de la Cour de cassation

LA COUR DE CASSATION vient de rendre deux arrêts importants, relatifs par Liaisons sociales. Le premier concerne une filiale de Thomson (Videocolor) qui avait décidé de fermer son établissement de Lyon pour transférer sa production au Brésil. Contrairement à la décision de la cour d'appel, qui estimait qu'il ne s'agissait que d'un transfert d'emplois, la Cour de cassation a jugé que les emplois considérés avaient bel et bien été supprimés et que les licenciements reposaient donc sur un motif économique réel et sérieux. Le second dossier concerne la société TRW Repa (Angers). La cour d'appel avait refusé la réalité du motif économique des licenciements car, si la filiale française était déficitaire, le groupe était prospère. La Cour de cassation annule cette décision en considérant que les difficultés économiques « s'apprécient dans le secteur d'activité du groupe auquel appartient l'entreprise concernée » et non dans l'ensemble du groupe considéré.

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 13 AVRIL 1995

RÉFORMES Cinquante ans après sa fondation, *Le Monde* aborde une nouvelle période de son histoire. Le conseil de surveillance devait être informé, mercredi

12 avril, d'une nouvelle répartition de l'actionnariat, faisant de la Société des rédacteurs le principal actionnaire, et une augmentation de ses capitaux permanents de 205 millions

de francs. Celle-ci avait été décidée au cours d'une assemblée générale le 19 décembre 1994. ● **LE MONDE**, qui était une SARL, s'est transformé en société anonyme avec directoire

et conseil de surveillance. Celui-ci a adopté à l'unanimité une charte détaillant les principes qui fondent son action. ● **EN FRANCE**, après le lancement de la nouvelle formule du quo-

tidien, les ventes en kiosque ont progressé de 12,1 % au premier trimestre par rapport à l'an dernier. Parallèlement, les abonnements ont augmenté de 3,3 %.

« Le Monde » élargit son capital dans le cadre de nouvelles structures

Le directoire devait informer, mercredi 12 avril, le conseil de surveillance d'une augmentation de ses capitaux permanents de 205 millions de francs. Avec la nouvelle formule du quotidien, les ventes en kiosque ont progressé de 12 %

Nous publions ci-dessous la liste des actionnaires de la SA Le Monde.

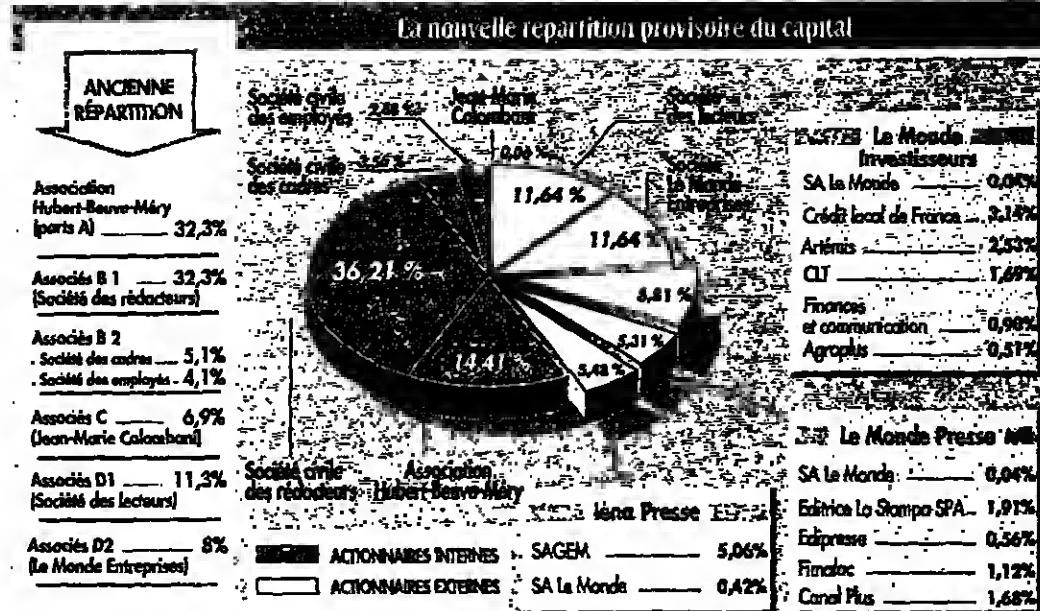
Agropolis : pour le compte d'AGRA (Agence générale de renseignements agricoles). AGRA fournit aux journaux et périodiques des articles concernant l'agriculture.

Chiffre d'affaires d'AGRA (1992) : 7,3 millions de francs.

Artémis : holding patrimoniale de la famille Pinault, spécialisée dans le domaine de la distribution, contrôle le groupe Pinault-Printemps-Redoute et a repris, en juillet 1994, celui de la FNAC au Crédit lyonnais. Il possède des participations dans d'autres secteurs (le cru bordelais château-latour, Sansonite Corporation aux États-Unis, etc.).

Chiffre d'affaires consolidé du groupe Pinault-Printemps-Redoute (1994) : 70,860 milliards de francs.

Canal Plus : née en 1984, la première chaîne cryptée française et européenne qui possède des filiales en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Pologne et dans plusieurs pays d'Afrique, produit et diffuse, par abonnements, des programmes audiovisuels (notamment sportifs)



et des films. Chiffre d'affaires consolidé (1994) : 9,56 milliards de francs.

Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion : la CLT développe

son activité en direct ou en participation dans les secteurs presse (78-14-Star, Télé-Star, Top Santé, 7 Extra en Belgique, Auto Revue...), édition (Calmann-Lévy), radiodif-

fusion (RTL, Atlantique en Grande-Bretagne, Radio-Contact en Belgique), télévision (RTL-Télévision en Allemagne, Belgique et aux Pays-Bas, RN Télévision, M 6) et dans la production audiovisuelle (International Film Productions, Hammer Productions, Têlé-Union-Paris, Vidéo Communications France, RTL-Production/Cerise).

Chiffre d'affaires consolidé (1994) : 13,7 milliards de francs.

Crédit local de France : banque de développement régional, qui détient une part de marché d'environ 42 % dans le financement du secteur public en France. Le Crédit local de France possède des participations dans des filiales en Espagne, en Grande-Bretagne, et dans Flo-Bal, l'Agglomération et Floral.

Produit net bancaire (1994) : 3,55 milliards de francs.

Edipresse Publications : premier éditeur et imprimeur de Suisse romande, publie des quotidiens (24 Heures, 89 004 exemplaires ; Le Motin Semoine, 56 536 exemplaires ; La Tribune de Genève, 60 349 exemplaires ; Le Nouveau Quotidien, 36 281 exemplaires), des hebdomadaires (Le Motin Dimanche, 181 903 exemplaires ; Fimma, 244 316 exemplaires ; Télé Top Matin, 265 013 exemplaires ; Le Si-

lence romand, 22 504 exemplaires ; Lausanne-Cités (gratuit), 130 000 exemplaires) et des revues (Bilan, mensuel économique ; Animaparc, mensuel nature ; Optima, mensuel santé). Edipresse Publications publie des titres espagnols et des titres portugais.

Chiffre d'affaires consolidé (1993) : 372 millions de francs suisses.

Finances et communication : fonds commun de placement à risques dont l'actionnaire principal est GAN Vie ; majoritaire dans Archimède, société d'investissements dans les médias qui détient des participations minoritaires dans les holdings de Libération, de Canal Plus Belgique, des sociétés de production, de télématique et de technique de l'audiovisuel.

Chiffre d'affaires (1993) : 2,34 millions de francs.

Financière Marc Ladreit de Lacharrière, Fimalac : groupe industriel et financier diversifié, présent dans les secteurs des métaux, de la mécanique, de la chimie, de la pyrotechnie, de l'immobilier et de la communication. Fimalac Communication contrôle la Sofres, Valmonde (Valeurs actuelles et Spec-

filiales (Télécommunications SA, Sagen International, Sagen Service Telecom, Docks Electrique Lyonnais, Siler Composants, Sagen Lucas), la Société d'application générale d'électricité et de mécanique (Sagem) détient des participations dans Sofradir, Gicel et Dassault Electronique. La Sagen était déjà associée au Monde dans l'édition de Le Monde de la musique.

Chiffre d'affaires consolidé (1994) : 13,7 milliards de francs.

La Stampa : troisième quotidien italien de diffusion nationale (405 000 exemplaires par jour), fondé en 1867, détenu par le groupe Agnelli (Fiat). La Stampa possède des accords de collaboration avec les quotidiens El País, The New York Times Review of Books, Los Angeles Times, The Wall Street Journal, Libération, Le Monde, The Guardian, World Media.

Chiffre d'affaires (1993) : 283,4 milliards de lires.

Par ailleurs, la liste des actionnaires du Monde Entreprises est la suivante : Sorefo (Saint-Gobain), Suez Ventures, Thomson, Sparlys (L'Oréal), Léna Communication, Delfinances, Danone, Banque fédé-

La charte du conseil de surveillance

CINQUANTE ANS après sa fondation, *Le Monde* prend un nouveau départ. Il s'y emploie avec le souci de garantir l'esprit dans lequel il a été fondé, d'assurer la pérennité des valeurs qu'il incarne et de préserver la pluralité ainsi que la diversité de son actionnariat. Affirmant son attachement à la spécificité du Monde et face aux enjeux de cette nouvelle période, le conseil de surveillance a décidé d'adopter et de publier une charte détaillant les principes qui fondent son action, faisant sien l'engagement pris par la Société des lecteurs du Monde et par Le Monde-Entreprises, depuis leur création en 1985, selon lequel ces sociétés n'entendent pas « interférer avec la vie rédactionnelle du journal Le Monde ».

1. Le conseil de surveillance de la SA Le Monde proclame son attachement à l'indépendance du Monde vis-à-vis de tous les pouvoirs.

2. A cette fin, il entend exercer ses responsabilités sur la bonne marche économique de l'entreprise, qui dépend de l'engagement de tous, sans intervenir sur le contenu de ses publications.

3. Ses membres s'engagent, dans l'exercice de leur mandat, à prendre en compte le seul intérêt du Monde, à préserver son indépendance et à respecter son pluralisme. Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, cet exercice se fera dans une stricte indépendance à l'égard des autres engagements, liens ou relations qu'ils peuvent avoir dans la vie économique et les médias.

4. Quand ils participent à la vie de la cité et s'expriment en tant que citoyens, ils s'engagent à ne le faire qu'à titre personnel, sans se réclamer du Monde et sans invoquer, de leur propre chef, leur qualité de membre du conseil de surveillance.

Engagements

Suite de la première page

Aussi nous sommes-nous d'abord tournés vers les deux principaux partenaires du Monde : nos propres lecteurs regroupés dans la société que préside Alain Minc, et les entreprises ou les groupes rassemblés autour d'Etienne Pflimlin, deux sociétés qui déjà, il y a dix ans, nous avaient permis de continuer en toute liberté et qui ont montré, pendant dix ans, un attachement égal au nôtre à cette même liberté. L'un et l'autre ont mis tout leur poids dans la réalisation d'un objectif décisif, à un moment crucial de la vie du journal. La Société des lecteurs et Le Monde Entreprises viennent donc tout naturellement en troisième rang dans notre actionnariat, derrière la Société des rédacteurs et l'Association Hubert-Beuve-Méry.

Au-delà, nous souhaitons à l'occasion de cette opération de redressement financier, soit réviser des liens existants (avec RTL, via son actionnaire la CLT, comme avec notre confrère italien La Stampa), soit inaugurer des partenariats, soit promettre de développements futurs (avec Canal Plus ; avec la Sagem, à laquelle nous étions déjà liés dans Le Monde de la musique ; avec Agropolis, qui touche la presse professionnelle ; avec Edipresse, groupe suisse qui publie La Tribune de Genève et Le Nouveau Quotidien). D'autres (le Crédit local de France, Artémis, Finances et Communication, Fimalac), enfin, ont accepté de nous rejoindre pour conforter notre démarche, nous soutenir dans nos efforts, comme l'ont fait les groupes présents dans Le Monde Entreprises. Tous ont la conviction que Le Monde, journal de journalistes, par définition indépendant de tout

pouvoir, est une cause qui mérite d'être défendue. Qu'ils en soient ici vivement remerciés.

Les uns et les autres ont été rassemblés dans de nouvelles structures : Le Monde Investisseurs (8,8 %), Le Monde Presse (5,31 %) et Léna Presse (5,48 %). L'ensemble constitue 75 % de l'augmentation de capital prévue, les 25 % à venir, qui nous permettront d'atteindre l'objectif fixé (297 millions de francs, et un capital réparti à 52 % pour les actionnaires « internes », et 48 % pour les « externes ») seront souscrits dans quelques semaines, car il nous faut tenir compte de la complexité des procédures internes de ceux qui viendront parfaire notre dispositif. Ainsi le navire sort-il réarmé de son grand carénage. A charge pour nous de le conduire à bon port.

Car le redressement n'est pas acquis : il n'ira pas sans d'autres efforts de la part de l'entreprise, sans sacrifices parfois douloureux – comme celui qui nous conduit à suspendre la parution du Monde des débats –, mais qui sont la condition de notre indépendance. Celle-ci ne sera durablement assurée que lorsque l'entreprise Le Monde aura cessé d'être structurellement déficitaire, pour devenir, de façon progressive mais aussi tôt que possible, structurellement bénéficiaire. Aussi le déficit pour 1995 devra-t-il être contenu autour d'une quinzaine de millions de francs, pour que nous puissions atteindre l'équilibre en 1996 et dégager des bénéfices dès 1997. Ce tableau de marche doit d'autant plus être respecté qu'il nous faudra, au mois de mars de l'an 2000, rembourser les 77 millions de francs que nos actionnaires ont mis à notre disposition sous forme de comptes courants.

Gérer, installer, développer : telle est désormais notre ligne de conduite. Gérer de façon aussi rigoureuse

que nécessaire, pour mettre fin à une instabilité chronique qui nous a conduit à réussir l'impossible pour tenir bon.

Installer le succès de la nouvelle formule, et pour cela être à même de livrer, et de gagner chaque jour, la bataille de l'excellence, dans une saine émulation avec nos confrères de la presse de qualité. Aussi la rédaction en chef du quotidien va-t-elle connaître une nouvelle organisation qui, sous la direction de Noël Bergeron, sera pilotée par Edwy Plenel, nommé directeur-adjoint de la rédaction, assisté de Thomas Ferenczi et de Robert Solé.

Développer, enfin, une entreprise qui devra, elle aussi, trouver les voies – ce sera la priorité de 1996 – d'une indispensable diversification. Mais d'ores et déjà, nous recherchons les moyens de faire du Monde Imprimerie un élément stable de nos équilibres, avec l'aide de notre partenaire industriel, le groupe Matra-Hachette ; celui-ci est sur le point d'augmenter sa participation dans cette filiale qui imprime Le Monde et certaines de ses publications ainsi qu'InfoMatin.

Dans un contexte particulièrement difficile, face à la double crise à laquelle la presse écrite nationale est confrontée – celle, structurelle, de ses ventes et de son marché publicitaire ; celle, conjoncturelle, de la flambée du prix du papier – le salut ne peut venir que d'une relance des titres et de leur diffusion. Celle-ci ne peut être que le fruit de patients et constants efforts.

Dans cette longue marche qu'il engage, et qui mobilise tous les siens, Le Monde est désormais mieux armé pour combattre, fort de la confiance retrouvée de ses lecteurs.

J.-M. C.

Le communiqué du directoire de la SA Le Monde

LA SOCIÉTÉ Le Monde a réalisé la première tranche (75 %) de l'augmentation de capital décidée par son assemblée générale le 19 décembre 1994.

A l'issue de cette première étape qui concerne une augmentation de capital de 148 millions de francs augmentée de 57 millions en avances de compte courant, la répartition provisoire du capital est la suivante : 57,1 % pour les actionnaires internes.

Société des rédacteurs : 36,21 %

Association Hubert-Beuve-Méry : 14,41 %

Société des cadres : 3,56 %

Société des employés : 2,88 %

Jean-Marie Colombani : 0,06 %

Les actionnaires externes représentent 42,9 %, la Société des lecteurs et Le Monde Entreprises, déjà actionnaires, ont suivi l'augmentation de capital et détiennent chacun 11,64 %.

Trois autres sociétés sont intervenues :

– Le Monde Investisseurs (8,81 %), regroupant le Crédit local de France, Artémis, la CLT, Finances et Communication, et Agropolis ;

– Le Monde Presse, regroupant La Stampa, Canal Plus, Fimalac et Edipresse, qui détiennent 5,31 % du capital ;

– Léna Presse (Le Monde et la Sagem), détenant 5,48 %.

Les nouvelles sociétés redésigneront leurs organes sociaux et leurs présidents dans les prochaines semaines en vue d'être représentées au conseil de surveillance du Monde. La deuxième étape de l'aug-

mentation de capital sera réalisée dans le courant du mois de juin pour un montant de 49 millions de francs augmenté de 19 millions de francs d'avances en compte courant, souscrit aux mêmes conditions que la première tranche. Ce délai a été imposé pour des raisons techniques liées aux modalités de souscription et aux délais légaux.

A l'issue de cette deuxième étape, la répartition définitive du capital du journal sera celle prévue à l'origine, soit 52,6 % détenus par les sociétés internes et 47,4 % par la Société des lecteurs, Le Monde

Entreprises et les nouveaux investisseurs.

Avec les apports en numéraires et la conversion des créances détenues par la Société des lecteurs et Le Monde Entreprises, ce sont au total près de 300 millions de francs qui, une fois achevée l'augmentation de capital, auront renforcé la structure financière du journal.

D'autre part, le groupe Hachette a fait connaître son intention de soutenir le redressement financier du groupe Le Monde en augmentant prochainement sa participation dans Le Monde Imprimerie.

La structure d'une société anonyme

Après avoir été une société anonyme à responsabilité limitée (SARL) pendant 50 ans, Le Monde est devenu une société anonyme (SA) avec directoire et conseil de surveillance au terme d'une assemblée générale des associés, le 19 décembre 1994. Cette forme juridique, importée du droit allemand, est entrée dans le droit français en 1966. Elle n'a été adoptée que par 1,62 % des sociétés anonymes (Droits des sociétés, de Maurice Cozian et Alain Viandier, Librairie de la Cour de cassation, 185 francs).

● **Directoire**. Composé de deux à cinq membres – trois dans le cas du Monde – le directoire dispose « des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société » : il jouit des prérogatives de gestion d'un conseil d'administration et il arrête les orientations

stratégiques de l'entreprise.

● **Conseil de surveillance**. Formé de trois à vingt-quatre membres – douze pour Le Monde –, le conseil de surveillance « exerce le contrôle permanent de la gestion de la société ». Ce conseil, présidé par Alain Minc, président de la Société des lecteurs, est composé à parité de représentants des actionnaires internes et externes.

● **Nomination et mandat**. Au Monde, les membres du conseil de surveillance sont élus, pour six ans, par l'assemblée générale ordinaire et eux-mêmes désignent les membres du directoire pour une durée identique. Pour être élu, le président du directoire de cette SA doit obtenir une majorité qualifiée de 9/12 dans laquelle doivent figurer, obligatoirement, les voix des rédacteurs.

مكتبة القرآن الكريم

RÈGLEMENT
MENSUELLiquidation : 21 avril
Taux de report : 7,50
Cours relevés à 12h30CAC 40
PARIS-0,01 %
CAC 40 :
1869,03

VALEURS FRANÇAISES

Cours	Précéd.	Derniers	%
EDF-GDF 3%	7160	7298	+1,82
B.N.P. (P.P.)	989	971	-1,82
C.L.Y. (P.P.)	840	837	-0,36
Renault (P.P.)	1840	1840	0,00
Thomson SA (P.P.)	2020	2020	0,00
Sanofi-Sintabo (P.P.)	1162	1162	0,00
Thomson SA (P.P.)	1074	1074	0,00
Accor 1	547	547	0,00
Accor 2	782	784	+0,26
Air Liquide	493,20	493,20	0,00
Alcatel Alsthom	351	347,20	-1,06
Alcatel	362	362	0,00
ACF-As. Gen. France	167	162	-2,99
Avia Invest.	341	338,50	-0,73
Banque Paribas	800	805	+0,63
Banque Paribas	215	215	0,00
Banque Paribas	65,25	65,25	0,00
Banque Paribas	524	524	0,00
Banque Paribas	1448	1448	0,00
Banque Paribas	818	818	0,00
Banque Paribas	364	361,10	-0,80
Banque Paribas	242,10	236,20	-2,44
Banque Paribas	526	526	0,00
Banque Paribas	260	262	+0,77
Banque Paribas	350	349	-0,29
Banque Paribas	605	622	+2,81
Banque Paribas	174	173	-0,57
Banque Paribas	179	176	+1,68
Banque Paribas	2465	2470	+0,20
Banque Paribas	146,60	146,60	0,00
Banque Paribas	120	119	-0,83
Banque Paribas	722	724	+0,28
Banque Paribas	216,30	213,80	-1,16
Banque Paribas	52,60	52,60	0,00
Banque Paribas	441,10	441,10	0,00
Banque Paribas	523	523	0,00
Banque Paribas	81,60	80,70	-1,10
Banque Paribas	1016	1020	+0,39
Banque Paribas	1123	1125	+0,18
Banque Paribas	948	937	-1,16
Banque Paribas	445,90	445	-0,20
Banque Paribas	236,70	236,90	+0,09
Banque Paribas	437,90	449	+2,53
Banque Paribas	429	429	0,00
Banque Paribas	275	282	+2,55
Banque Paribas	852	853	+0,12
Banque Paribas	219	219	0,00
Banque Paribas	1480	1480	0,00

C.R.I.	340	345	+1,47
C.R.I. (P.P.)	354	362	+2,26
C.R.I. (P.P.)	210	210	0,00
C.R.I. (P.P.)	384,50	387,10	+0,68
C.R.I. (P.P.)	315	308,50	-2,09
C.R.I. (P.P.)	430	440	+2,33
C.R.I. (P.P.)	807	803	-0,50
C.R.I. (P.P.)	420	415	-1,19
C.R.I. (P.P.)	340	339	-0,29
C.R.I. (P.P.)	2630	2600	-1,14
C.R.I. (P.P.)	2720	2720	0,00
C.R.I. (P.P.)	71,95	71	-0,07
C.R.I. (P.P.)	245,50	245,20	-0,12
C.R.I. (P.P.)	764	764	0,00
C.R.I. (P.P.)	144	143	-0,69
C.R.I. (P.P.)	484	483,30	-0,14
C.R.I. (P.P.)	947	954	+0,74
C.R.I. (P.P.)	677	672	-0,74
C.R.I. (P.P.)	630	630	0,00
C.R.I. (P.P.)	730,10	730,10	0,00
C.R.I. (P.P.)	729	725	-0,55
C.R.I. (P.P.)	851	853	+0,24
C.R.I. (P.P.)	548	548	0,00
C.R.I. (P.P.)	599	595	-0,67
C.R.I. (P.P.)	1472	1450	-1,49
C.R.I. (P.P.)	1230	1235	+0,41
C.R.I. (P.P.)	143	143	0,00
C.R.I. (P.P.)	1380	1378	-0,15
C.R.I. (P.P.)	1430	1435	+0,35
C.R.I. (P.P.)	734	724	-1,37
C.R.I. (P.P.)	65	64	-1,54
C.R.I. (P.P.)	4350	4375	+0,57
C.R.I. (P.P.)	2930	2920	-0,34
C.R.I. (P.P.)	193,50	193,50	0,00
C.R.I. (P.P.)	495	495	0,00
C.R.I. (P.P.)	1448	1420	-1,93
C.R.I. (P.P.)	301	301,10	+0,03
C.R.I. (P.P.)	146,60	146,60	0,00
C.R.I. (P.P.)	439	435,10	-0,89
C.R.I. (P.P.)	878	871	-0,80
C.R.I. (P.P.)	363	364	+0,28
C.R.I. (P.P.)	173	173	0,00
C.R.I. (P.P.)	1360	1370	+0,74
C.R.I. (P.P.)	392,20	392,20	0,00
C.R.I. (P.P.)	193,70	193,70	0,00
C.R.I. (P.P.)	1380	1380	0,00
C.R.I. (P.P.)	343	344	+0,29
C.R.I. (P.P.)	501,5	501,5	0,00
C.R.I. (P.P.)	86,20	86,20	0,00
C.R.I. (P.P.)	549	535	-2,55
C.R.I. (P.P.)	340	336,90	-0,91
C.R.I. (P.P.)	570	571	+0,18
C.R.I. (P.P.)	790	787	-0,38
C.R.I. (P.P.)	359	362,40	+0,95
C.R.I. (P.P.)	1116,60	1117,20	+0,05
C.R.I. (P.P.)	317	315	-0,63
C.R.I. (P.P.)	680	681	+0,15
C.R.I. (P.P.)	7000	7050	+0,71
C.R.I. (P.P.)	4750	4750	0,00
C.R.I. (P.P.)	335	334	-0,30
C.R.I. (P.P.)	108,40	108,40	0,00
C.R.I. (P.P.)	639	640	+0,16

LYONNAISE DES EAUX	487	488	+0,21
LYONNAISE DES EAUX	388,10	387	-0,26
LYONNAISE DES EAUX	113,60	113	-0,88
LYONNAISE DES EAUX	59,70	59	-0,50
LYONNAISE DES EAUX	26,50	27	+0,38
LYONNAISE DES EAUX	212	219	+3,30
LYONNAISE DES EAUX	116	116	0,00
LYONNAISE DES EAUX	983	980	-0,31
LYONNAISE DES EAUX	138,30	137	-0,72
LYONNAISE DES EAUX	328	325,10	-0,88
LYONNAISE DES EAUX	395	400	+1,27
LYONNAISE DES EAUX	255	257	+0,79
LYONNAISE DES EAUX	1317	1311	-0,46
LYONNAISE DES EAUX	302,20	299,50	-0,90
LYONNAISE DES EAUX	317	310	-2,21
LYONNAISE DES EAUX	128	127	-0,78
LYONNAISE DES EAUX	342,40	342,40	0,00
LYONNAISE DES EAUX	650	640	-1,54
LYONNAISE DES EAUX	1085	1091	+0,56
LYONNAISE DES EAUX	429	430,30	+0,30
LYONNAISE DES EAUX	906	906	0,00
LYONNAISE DES EAUX	1179	1179	0,00
LYONNAISE DES EAUX	418,50	414	-0,95
LYONNAISE DES EAUX	680	680	0,00
LYONNAISE DES EAUX	139	139	0,00
LYONNAISE DES EAUX	163	163	0,00
LYONNAISE DES EAUX	780	780	0,00
LYONNAISE DES EAUX	114,50	113,80	-0,61
LYONNAISE DES EAUX	51,20	51,20	0,00
LYONNAISE DES EAUX	725	724	-0,14
LYONNAISE DES EAUX	200	200	0,00
LYONNAISE DES EAUX	173	172,20	-0,46
LYONNAISE DES EAUX	2879	2879	0,00
LYONNAISE DES EAUX	656	640	-2,44
LYONNAISE DES EAUX	1499	1499	0,00
LYONNAISE DES EAUX	1920	1920	0,00
LYONNAISE DES EAUX	433,80	432	-0,44
LYONNAISE DES EAUX	198	198	0,00
LYONNAISE DES EAUX	1185	1185	0,00
LYONNAISE DES EAUX	331,80	331,80	0,00
LYONNAISE DES EAUX	116,60	116,60	0,00
LYONNAISE DES EAUX	230	230	0,00
LYONNAISE DES EAUX	293	293,20	+0,07
LYONNAISE DES EAUX	138,70	138,10	-0,43
LYONNAISE DES EAUX	123	123	0,00
LYONNAISE DES EAUX	477	477	0,00
LYONNAISE DES EAUX	165	157,20	-4,73
LYONNAISE DES EAUX	1349	1339	-0,74
LYONNAISE DES EAUX	425,50	419,90	-1,32
LYONNAISE DES EAUX	59	59	0,00
LYONNAISE DES EAUX	1387	1370	-1,23
LYONNAISE DES EAUX	408,50	405	-0,74
LYONNAISE DES EAUX	174	174	0,00
LYONNAISE DES EAUX	221	221	0,00
LYONNAISE DES EAUX	176	176	0,00
LYONNAISE DES EAUX	428	425	-0,70
LYONNAISE DES EAUX	350	350	0,00
LYONNAISE DES EAUX	251	251	0,00
LYONNAISE DES EAUX	486	480	-1,23
LYONNAISE DES EAUX	26,70	26,70	0,00
LYONNAISE DES EAUX	254,70	244,30	-4,12
LYONNAISE DES EAUX	754,40	754,40	0,00
LYONNAISE DES EAUX	277,50	277,50	0,00

LYONNAISE DES EAUX	487	488	+0,21
LYONNAISE DES EAUX	388,10	387	-0,26
LYONNAISE DES EAUX	113,60	113	-0,88
LYONNAISE DES EAUX	59,70	59	-0,50
LYONNAISE DES EAUX	26,50	27	+0,38
LYONNAISE DES EAUX	212	219	+3,30
LYONNAISE DES EAUX	116	116	0,00
LYONNAISE DES EAUX	983	980	-0,31
LYONNAISE DES EAUX	138,30	137	-0,72
LYONNAISE DES EAUX	328	325,10	-0,88
LYONNAISE DES EAUX	395	400	+1,27
LYONNAISE DES EAUX	255	257	+0,79
LYONNAISE DES EAUX	1317	1311	-0,46
LYONNAISE DES EAUX	302,20	299,50	-0,90
LYONNAISE DES EAUX	317	310	-2,21
LYONNAISE DES EAUX	128	127	-0,78
LYONNAISE DES EAUX	342,40	342,40	0,00
LYONNAISE DES EAUX	650	640	-1,54
LYONNAISE DES EAUX	1085	1091	+0,56
LYONNAISE DES EAUX	429	430,30	+0,30
LYONNAISE DES EAUX	906	906	0,00
LYONNAISE DES EAUX	1179	1179	0,00
LYONNAISE DES EAUX	418,50	414	-0,95
LYONNAISE DES EAUX	680	680	0,00
LYONNAISE DES EAUX	139	139	0,00
LYONNAISE DES EAUX	163	163	0,00
LYONNAISE DES EAUX	780	780	0,00
LYONNAISE DES EAUX	114,50	113,80	-0,61
LYONNAISE DES EAUX	51,20	51,20	0,00
LYONNAISE DES EAUX	725	724	-0,14
LYONNAISE DES EAUX	200	200	0,00
LYONNAISE DES EAUX	173	172,20	-0,46
LYONNAISE DES EAUX	2879	2879	0,00
LYONNAISE DES EAUX	656	640	-2,44
LYONNAISE DES EAUX	1499	1499	0,00
LYONNAISE DES EAUX	1920	1920	0,00
LYONNAISE DES EAUX	433,80	432	-0,44
LYONNAISE DES EAUX	198	198	0,00
LYONNAISE DES EAUX	1185	1185	0,00
LYONNAISE DES EAUX	331,80	331,80	0,00
LYONNAISE DES EAUX	116,60	116,60	0,00
LYONNAISE DES EAUX	230	230	0,00
LYONNAISE DES EAUX	293	293,20	+0,07
LYONNAISE DES EAUX	138,70	138,10	-0,43
LYONNAISE DES EAUX	123	123	0,00
LYONNAISE DES EAUX	477	477	0,00
LYONNAISE DES EAUX	165	157,20	-4,73
LYONNAISE DES EAUX	1349	1339	-0,74
LYONNAISE DES EAUX	425,50	419,90	-1,32
LYONNAISE DES EAUX	59	59	0,00
LYONNAISE DES EAUX	1387	1370	-1,23
LYONNAISE DES EAUX	408,50	405	-0,74
LYONNAISE DES EAUX	174	174	0,00
LYONNAISE DES EAUX	221	221	0,00
LYONNAISE DES EAUX	176	176	0,00
LYONNAISE DES EAUX	428	425	-0,70
LYONNAISE DES EAUX	350	350	0,00
LYONNAISE DES EAUX	251	251	0,00
LYONNAISE DES EAUX	486	480	-1,23
LYONNAISE DES EAUX	26,70	26,70	0,00
LYONNAISE DES EAUX	254,70	244,30	-4,12
LYONNAISE DES EAUX	754,40	754,40	0,00
LYONNAISE DES EAUX	277,50	277,50	0,00

383,10	382	+1,66
112,60	113	-0,88
59,70	59	-0,50
26,50	27	+0,38
212	219	+3,30
116	116	0,00
983	980	-0,31
138,30	137	-0,72
328	325,10	-0,88
395	400	+1,27
255	257	+0,79
1317	1311	-0,46
302,20	299,50	-0,90
317	310	-2,21
128	127	-0,78
342,40	342,40	0,00
650	640	-1,54
1085	1091	+0,56
429	430,30	+0,30
906	906	0,00
1179	1179	0,00
418,50	414	-0,95
680	680	0,00
139	139	0,00
163	163	0,00
780	780	0,00
114,50	113,80	-0,61
51,20	51,20	0,00
725	724	-0,14
200	200	0,00
2679	2679	0,00
666	667	+0,15
1450	1452	+0,14
138,30	137	-0,72
433,00	428	-1,19
244	243,90	-0,10
1185	1177	-7,50
351,80	353	+0,18
110,50	108	-2,50
328	329	+0,31
136,70	136,10	-0,44
1349	1350	+0,72
423,50	419,90	-3,60
877	877	0,00
165	157,30	-7,30
138	137,50	-0,50
487,50	485	-2,50
534	534	0,00
173	175	+0,12
324	324	0,00
425	425	0,00
350	349,70	-0,30
231	231	0,00
486	490	+4,14
680	670	-1,47
242,20	243,30	+1,10
254,40	254	-0,40
277,50	277,50	0,00

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL. Paris-SG s'est qualifié, mardi 11 avril, pour la finale de la Coupe de France (13 mai au Parc des Princes) en battant l'Olympique de Marseille (2-0). Les joueurs de la ca-

pitale connaîtront leurs adversaires à l'issue de l'autre demi-finale, qui oppose le Racing-Club de Strasbourg au Football-Club de Metz. ● LES RETROUVAILLES entre les deux meil-

leurs clubs français de ces dernières années n'ont pas tenu leurs promesses sur le terrain, les footballeurs parisiens se montrant trop supérieurs. En revanche, de violents inci-

dents entre supporters sont survenus. Neuf personnes ont été mises à la disposition de la justice après 155 vérifications d'identité et neuf policiers ont été blessés. ● POUR L'OM,

ce match était la dernière chance de disputer une coupe européenne la saison prochaine. La fin de l'ère Tapie laisse prévoir des lendemains difficiles pour le club phocéen.

Le PSG écarte l'Olympique de Marseille de la course à l'Europe

En battant le club phocéen (2-0), mardi 11 avril, en demi-finale de la Coupe de France, les Parisiens enlèvent leurs derniers rêves de grandeur aux Marseillais et toute chance de disputer une coupe européenne

LA CÉRÉMONIE du souvenir aura duré une demi-heure. Ce fut une réception à la va-vite, bâclée par un but de Ricardo dès la quatrième minute et un second de George Weah à la trente-quatrième. Les Parisiens n'ont montré, mardi 11 avril, que peu d'égards envers les Marseillais, en cette demi-finale de Coupe de France. En hommes pressés, ils ont fait comprendre à ceux qui avaient gardé la nostalgie des grands rendez-vous PSG-OM qu'il n'y avait là que des remugles. Une année était passée, et avec elle bien des événements sportifs et judiciaires. « On a été très haut, aujourd'hui on est très bas », coostatait Henri Stambouli, l'entraîneur marseillais.

Bernard Tapie en faisait foi, privé de tribune présidentielle et réduit à un anonyme strapontin concédé en catimini par TF1. Sa présence presque frauduleuse démontait assez, à ceux qui espéraient dans cette confrontation une renaissance du club phocéen,

qu'ils s'étaient menti de bonne foi. Avec cette Coupe de France dont ils se sont entichés, les Olympiens caressaient le rêve d'une qualification européenne. Dans ce Parc des Princes qui leur réussait si bien antan, face à une équipe qui ne les avait jamais battus en cinq années, ils voulaient retrouver, l'espace d'une soirée, des bribes de leur

gloire passée et des raisons d'espérer. Ils n'en ont pas eu le temps.

SANS ANIMOSITÉ

Deux buns express, et les Parisiens semblaient déjà dédaigner cet adversaire qui les avait si longtemps laissés dans son ombre. Une demi-heure, et les hôtes bien peu attentionnés pensaient déjà à

la prochaine étape de leur débordant calendrier, aux déplacements à Montpellier, samedi 15 avril en championnat, puis à Milan, mercredi 19 avril en Ligue des champions. Dans un match sans animosité, l'OM eut le loisir de montrer quelques bonnes dispositions, mais aussi les signes tangibles de fatigue physique et nerveuse, au bout d'une saison difficile et d'une dernière semaine faite d'usantes spéculations sur son avenir.

Franco Vignola avait beau vibrer, Marcel Dib et Michel De Wolf secouer leurs vieilles carcasses, Tony Cascarino essayer de sauter plus haut que les bras de Bernard Lama, les Marseillais ne purent jamais faire croire au « miracle » qu'attendait leur président, Pierre Cangioni. « La défaite est nette mais elle n'est en rien infamante. Elle reflète peut-être simplement la différence entre une bonne équipe de D1 et une bonne équipe de D2 », expliquait-il, fataliste.

Cette deuxième division, les Marseillais s'en étaient échappés

mardi, le temps de brèves retrouvailles avec le PSG. Ils y retourneront dès samedi, à Châteauroux, et y resteront probablement une année supplémentaire. Ce maintient

est déjà, en soi, un miracle. A l'OM, en ce moment, il faut apprendre à se contenter de peu.

Benoît Hopquin

Eric Cantona transféré à l'Inter de Milan ?

Selon le quotidien britannique *Daily Mirror* du 12 avril, le footballeur français Eric Cantona aurait confié à son avocat, Jean-Jacques Bertrand, son souhait de conclure son transfert à l'Inter de Milan. Le président milanais a, depuis son élection, manifesté son intérêt pour le Français et a multiplié les offres depuis la suspension du joueur jusqu'au 30 septembre infligée à la suite de l'agression sur un supporter de Crystal Palace, le 25 janvier. La décision d'Eric Cantona pourrait aussi être motivée par les difficultés qu'il a rencontrées pour trouver un terrain d'entente avec les dirigeants de Manchester United pour la prolongation de son contrat.

Eric Cantona, qui avait été élu meilleur joueur du championnat anglais en 1994, est désormais jugé indésirable par les supporters. Il devrait quitter l'Angleterre dans son propre intérêt et dans celui du football, a déclaré, mardi 11 avril, le président de l'Association nationale des supporters de clubs, Tony Kershaw. « Je ne pense pas qu'il daive encore jouer en Angleterre. Il devrait s'en aller, pour le bien du football », a affirmé Tony Kershaw, qui pense que la présence de Cantona sur les terrains pourrait créer des problèmes lors des matches.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME:** le champion du monde Allemand Michael Schumacher a envisagé d'arrêter la formule 1 pour courir aux États-Unis en IndyCar à la suite de ses récents déboires du Grand Prix du Brésil, où il avait été déclassé. Selon le quotidien anglais *Today*, le pilote estime qu'« il y a des limites à toute chose ». « J'ai envisagé de partir en IndyCar, dit-il. En fait, j'avais déjà pensé à l'IndyCar avant même le GP du Brésil, mais après tout ces événements j'y ai pensé davantage. Je ne peux pas dire quand j'en aurai assez, quand je ne pourrai en supporter plus. » - (AFP)

■ **BOXE:** le Français Christophe Bizot a été battu par KO à la onzième reprise par le Croate Zeljko Mavrovic pour le titre européen des poids lourds, mardi 11 avril, à Levallois. Le Croate, âgé de 26 ans, est invalide en dix-huit combats.

■ **ATHLETISME:** l'Allemande Susen Tiedtke-Green, médaille de bronze au saut en longueur aux championnats du monde en salle de Barcelone, a subi un test anti-dopage positif, a annoncé, lundi 10 avril, la Fédération allemande d'athlétisme. Des traces d'une substance contenant de la testostérone ont été découvertes dans ses urines lors d'un contrôle inopiné effectué le 13 mars, au lendemain des championnats. Si la contre-expertise confirme la première analyse, l'athlète risque une suspension de quatre ans. - (Reuters)

■ **FOOTBALL:** le comité directeur de la Ligue corse de football, réuni lundi 10 avril, a fixé jusqu'au 30 avril la suspension des compétitions régionales de football sur l'île, décidée samedi 8 lors d'une assemblée générale extraordinaire de la Ligue, pour protester contre la condamnation de trois de ses dirigeants impliqués dans la catastrophe du stade de Furiani.

■ **FOOTBALL AMÉRICAIN:** Joe Montana, l'ancien quarterback vedette des 49ers de San Francisco, qui jouait depuis deux saisons avec les Chiefs de Kansas City, devrait annoncer, vendredi 14 avril, selon le *Washington Post*, sa retraite sportive définitive à l'âge de 38 ans.

RÉSULTATS

BASKET-BALL
CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS
Final Four à Saragosse
Real Madrid - Limoges
Olympiakos - Panathinaïkos

VOILE
COUPE DE L'AMERICA
Coupe Louis-Vuitton (finale)
Team-New Zealand bat One-Australia de 4 mn 55 sec.

FOOTBALL
COUPE DE FRANCE
Demi-finale
Paris-SG - Marseille

Coupe Gijzen (finale)
Stars-and-Stripes bat Young-America de 1 mn 15 sec.
Classement : 1. Young-America et Mighty-Mary, 2 pts ; 2. Stars-and-Stripes, 1 pt.

Guy Parté

Le Limoges CSP piégé par la défense du Real Madrid

SARAGOSSE

de notre envoyée spéciale

Ils ont la défaite mauvaise. Leur soirée, c'est vrai, a été épouvantable. Battu par le Real Madrid, le Limoges CSP n'a pu accéder à la finale du championnat d'Europe. Ils en rêvaient, comme un retour aux sources, en 1993, où ils avaient enlevé le titre après avoir battu, en demi-finale, le Real Madrid. Et puis il y a eu le match, plus fort que ces rêves.

Michael Young, le meilleur marqueur de l'équipe, habitué aux plus de vingt points par rencontre, l'as du panier à trois points et du lancer franc, avait perdu son adresse, affichant neuf minuscules petits riens. Sérieusement brimé par des Espagnols très en muscles, l'Américain a aussi joué de malchance avec l'arceau, laissant glisser les rebonds. « L'arbitre a fermé les yeux sur les agressions espagnoles, lâche Frédéric Forte. Nous avons joué avec un ballon de plage. C'est inadmissible pour une compétition de ce niveau. »

Mais après ? Après ces éternelles sinistres des perdants ? Limoges

a vieilli et voilà tout. En 1993, le club français avait franchi l'obstacle du Real Madrid en surprenant son adversaire par une stratégie jugée nouvelle. « A cette époque, nous avions un style très défensif. Nos adversaires, déstabilisés, s'étaient heurtés à un mur. Aujourd'hui, nous avons perdu parce que nous n'avons pas l'habitude de voir nos joueurs, et en particulier Michael Young, être arrêtés dans leur course et empêchés de marquer », expliquait Bozidar Malkovic, l'entraîneur du CSP, qui s'est employé à faire évoluer le jeu, désormais teinté d'attaques et de pa-

nache. Mardi, pourtant, les joueurs limougeaux sont restés empiétrés dans leurs vieilles habitudes, oubliant que le temps filait si vite.

SABONIS LE SAUVEUR

A l'inverse, les Espagnols auront défendu leur bout de terrain comme on défend sa peau dans les westerns. Rugueux et malicieux, à l'instar de Arvidas Sabonis, 2,08 m, un côté ours et des passes de jongleur, meilleur pivot européen, meilleur marqueur, mardi, infligea vingt et un points à Limoges. Reste qu'en dépit ou à

cause de sa hargne le Real Madrid fut un triste vainqueur, calamiteux, collectionneur de bévues et d'occasions ratées ; passes cafouilleuses, un désastre de rencontre, s'il n'y avait eu Sabonis en sauveur de soirée.

Défenseurs contre défenseurs : émoussé aujourd'hui, le Limoges CSP a laissé une trace difficile à gommer dans le basket européen, dangereuse pour certains. Cette priorité absolue à la défense ne fait qu'accroître le fossé avec le jeu pratiqué de l'autre côté de l'Atlantique, où les scores de plus de cent points sont la norme, donnant la mesure des risques sur le parquet et de l'enthousiasme décliné dans les tribunes. Vainqueur, en 1993, de la finale à quatre, à Athènes, Limoges avait lancé ce style économe. Perdant à Saragosse, le club devrait tirer un trait sur une période qui semble révolue. Reste à savoir combien de temps il faudra au basket-ball européen pour sortir le beau jeu du marasme.

Bénédicte Mathieu

Une prime de 800 000 dollars

Pour la deuxième année d'affilée, deux équipes grecques, Panathinaïkos d'Athènes et Olympiakos du Pirée, s'étaient qualifiées pour le Final Four du championnat d'Europe des clubs, confirmant la prédominance actuelle du basket hellénique, qui partage le pays entre supporters des « verts » et des « rouges ». Dans un climat tendu - les dirigeants des deux clubs et le ministre grec des sports ont lancé des appels au calme aux 3 000 supporters qui avaient fait le voyage en Espagne - l'équipe d'Olympiakos, à laquelle son patron, Pavlos Yanakopoulos, avait promis une prime de 800 000 dollars en cas de qualification pour la finale, l'a emporté (58-52).

NOUVEAU

Chaque mois
le supplément

« LIVRES DE POCHE »

Les parutions du mois,
critiques, enquêtes

Rendez-vous : vendredi 14 avril 1995
(édition datée 15)

Le Monde

VOYAGES

Londres sous les nuits du Blitz

Les cérémonies commémorant la fin de la guerre débiteront le 7 mai à Londres, où le public peut visiter, intact, le PC souterrain de Churchill

LONDRES
de notre envoyée spéciale
Il fallait être anglais pour résister à ça : le Blitz, l'orage d'acier, la terreur venue du ciel. Neuf mois de raids aériens sur Londres, des milliers de tonnes d'explosifs et de bombes incendiaires, des quartiers entiers détruits par le feu, une ville blessée. Ce qui restera dans la mémoire nationale sous le nom de Blitz, c'est-à-dire le Blitzkrieg, cette guerre-éclair par laquelle Hitler croyait pouvoir faire plier - aussi - la Grande-Bretagne, aura duré intensivement de septembre 1940 à mai 1941 : vingt mille tués en quelques mois, surtout des civils, sur les trente mille victimes dénombrées dans la capitale entre 1939 et 1945, et 130 000 maisons détruites.

Films, livres et photographies rappellent cette épreuve qui a marqué les consciences et nourri un sentiment de fierté nationale et de civisme solidaire. Mais un lieu en témoigne concrètement : au pied des bâtiments ministériels, au centre de la capitale, les bureaux aménagés dans les caves où, premier ministre à partir de mai 1940, Winston Churchill a dirigé plus d'une centaine de réunions de son cabinet de guerre.

Redoutant une invasion, l'Angleterre avait prévu que la menace viendrait d'abord d'en haut : dès 1938, des centaines de milliers de volontaires avaient été formés dans tout le pays. On pouvait s'équiper d'abris de lard semi-enterrés. 33 millions de masques à gaz avaient été distri-

bues avant la déclaration de guerre. Inutile. Les gaz, fort heureusement, ne viendront pas et l'objet entrera dans l'imaginaire du souvenir pittoresque. D'ailleurs, les premiers mois du conflit ne se déroulent pas selon les scénarios annoncés, au point que l'opinion se lasse d'être mobilisée en vain. Elle proteste contre le black-out décrété dès septembre 1939, cause de trop... d'accidents et, au printemps, beaucoup de familles évacuées rentrent chez elles, dans la métropole.

Septembre 1940, dans la soirée du 7, « Black Saturday », un choc terrible : 300 bombardiers de la Luftwaffe attaquent la capitale et déclenchent plus d'un millier d'incendies : 400 morts, 1 600 blessés. La bataille dure, par vagues successives, toute la nuit, et reprend le dimanche soir, puis durant cinquante-six nuits consécutives. Jusqu'au 3 novembre où la mauvaise visibilité, enfin, procure une accalmie. Pour Londres, mais pas pour Coventry ou d'autres villes de province. Jusqu'en mai 1941, plus de 18 000 tonnes de bombes auront été déversées sur les docks, les quartiers résidentiels, le centre de la ville. Le 29 décembre 1940, une partie du quartier de la City est rasée, dix-sept églises détruites. La cathédrale Saint-Paul restera debout au cœur de l'enfer. Les pompiers sont débordés, d'autant que les 67 brigades automobiles utilisent du matériel qui n'est pas normalisé, et que les conduites d'eau sont rompues.

Au regard de l'Histoire, le dé-

but de ces opérations dévastatrices que les populations vont endurer avec courage coïncide avec le premier échec d'Hitler, une erreur militaire fatale. Invaincus sur le continent, les Allemands préparent - nom de code : Otario - l'invasion terrestre de l'archipel. La Luftwaffe avait pignoné avec succès les terrains militaires et les usines d'aviation britanniques durant le mois d'août. La RAF était affaiblie ; un quart des pilotes, tués ou blessés, étaient immobilisés. Churchill était inquiet. Sur un coup de colère du Führer, en représailles d'un raid anglais sur Berlin dangereusement contraire à la propagande du Reich, changement de tactique : objectif



DAILY EXPRESS
8th June 1940

OESSIN WAR MUSEUM

Londres, une « guerre des nerfs », pour susciter « hystérie collective » et « panique générale ». Hitler veut « anéantir la volonté de résistance des Anglois en rasant leur capitale ».

Tout le monde savait que « windy » signifiait : attaque aérienne en cours

Non seulement la population ne cédera pas, à l'image du Lion, Churchill, ignorant les insultes du dictateur nazi, et refusant aussi ses offres de paix séparée. Mais les sacrifices infligés aux civils épargneront une aviation qui, selon les historiens, aurait pu à ce moment-là être empêchée de continuer la guerre. Après le choc des premiers raids, on dit même qu'une « routine »

de survie s'est installée : soit après les raids, les habitants s'en tassaient sur les quais de métro sans attendre que les autorités prévoient un minimum d'équipements et d'organisation. C'est cet esprit d'abnégation et d'inconfort « sportive » partagé par tous qui sont soulignés à l'intention des visiteurs (depuis 1984) des « cabinet war rooms » : comme pour leur rappeler que leurs dirigeants étaient logés à la même enseigne.

A l'heure de la guerre des étoiles et des conflits gérés sur ordinateur, il est particulièrement prenant de cheminer au long de ces corridors qui desservent une vingtaine de bureaux-abris agrémentés parfois d'un lit de camp mais surtout de nombreux chandeliers et machines à écrire comme autant d'ustensiles guerriers : salles de commandement avec des batteries de téléphones de couleurs différentes (le « choc » des belles », le « beauty chorus », dans le jargon local), salle des cartes où des épingles notaient la progression des navires. La rusticité de l'endroit et son

authenticité - récemment édulcorée par l'ajout malencontreux de quelques mannequins de chaussettes - évoque, mieux qu'un discours, la force morale qui fut celle de tout un peuple et une détermination qui n'est jamais mieux illustrée que par ces anecdotes qui dénotent « l'esprit du Blitz ».

Ainsi de cet ancien placard balais, devenu cabine de téléphone transatlantique pour les communications directes entre Churchill et Roosevelt après l'entrée en guerre des Américains, et dont la porte était agrémentée d'un loquet « libre-occupé » comme s'il s'agissait d'un agi de commodités. De nombreux souvenirs évoquent le premier ministre, sa voix captée à la radio des caricatures parées dans la presse, une bouteille de son champagne préféré, le Pot Roger et cette histoire. Churchill des cend un soir, à la demande insistante de son épouse, se prépare à passer la nuit dans la pièce qui lui est réservée et, une fois en robe de chambre, déclare : « J'ai tenu ma promesse, maintenant je remonte dormir ».

Le quartier général souterrain servira encore à partir de juin 1944, au moment des raids de V1 et de V2. Lors des longs séjours sous terre, on ne pouvait savoir le temps qu'il faisait dehors, alors un affichage mobile avait été prévu pour donner le météo : beau, couvert, nuages. Mais tout le monde savait que « windy » (venteux) était « private joke », et signifiait : attaque aérienne en cours.

Michèle Champenois

★ Face à St James Park, dans les sous-sols de Whitehall, l'accès aux « cabinet war rooms », ex situ au coin de King Charles Street (métro Westminster). Ouvert tous les jours de 9 h 30 à 17 h 15. Visites avec audioguide, libre. Entrée : adultes, 4 livres (32 F environ) ; enfants, demi-tarif. Gratuité le 8 mai prochain, à l'occasion de la fête de la victoire. Tél. : (01-44-171) 330-69-61. Le musée reçoit 250 000 visiteurs par an et fait partie de l'Imperial War Museum. On peut aussi des visites du Belfast, navire de guerre ancré près de la tour de Londres, et du terrain d'aviation de Duxford, près de Cambridge. Renseignements : (0171) 416-50-00.

Evasion

DIRECTOURS
GRECE Auto Tour 8/7n 2550 F
(vol + hôtel + auto, ass. incluse)
CRETE 8/7n (vol+hôtel+Luxe+12p.) 3630 F
CALIFORNIE 9/7n 4450 F
(vol + hôtel + auto incl. incluse)
NEW YORK 8/7n (vol + hôtel) 2830 F
FLORIDE 9/7n (vol+hôtel+voiture) 3800 F
ILE MAURICE 12/9n (vol+hôtel+12p.) 7980 F
AGADIR 8/7n (vol+hôtel+12p.) 3190 F
DIRECTOURS : Prix et conseils en direct
152, av. des Champs Elysées - PARIS 8
Brochures sur demande : 45 62 62 62
ou 3615 DIRECTOURS - (Lic. : 554 A)

DÉGRIFTOUR
AUTOTOUR EN MALAISIE
Vol régulier + 7 nuits Hôtels 1* + voiture
Départ Paris 6.430 F
(Lyon/Nice avec supplément)
HAWAII
Séjour 1 semaine Hôtel 5*
Départ Paris 6.420 F
AIX-LES-BAINS
Remise en Forme
+ 6 nuits Hôtel 3*
2.320 F
3615 DT - (127 Fimex)

LE COMPTOIR BLEU
VOLS RÉGULIERS A/R départ Paris
New York 1850 F
Tokyo 6400 F
Jakarta 4700 F
SEJOURS & WEEK-ENDS
Grèce vol A/R + Hôtel 3* 8/7n + petit déjeuner 2940 F
Budapest vol A/R + Hôtel 3* 8/7n + petit déjeuner 3050 F
Californie vol A/R + loc. voiture + Hôtel 2* 8/7n + petit déjeuner 5100 F
Maurice vol A/R + 7* semaine gratuite 7950 F
Vol A/R + Hôtel 2* 8/7n + petit déjeuner
Toutes les semaines
Tél. (1) 40.44.72.73
AGENCE DE VOYAGES

ANTIBES-JUAN-LES-PINS
DES IDEES DE SEJOURS
POUR UN WEEK-END OU PLUS
Séjours à thème, festivals, musée
Piazzo, salon des antiquaires,
Marineland, Forfaits hôteliers.
Renseignements :
MAISON DU TOURISME
11, Place de Gaulle - 06600 ANTIBES
Tél. : 92.90.53.00 - Fax : 92.90.53.01
3, rue du Png St-Honoré - 75008 PARIS
Tél. : 49.24.06.22 - Fax : 49.24.06.09

PERIGORD-DORDOGNE
AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PERIGORD
Tél. : 53.29.95 94 - Fax : 53.28.42.96

HAUTES-ALPES
SAINT-VERAN (Pays rég. du Queyras)
2040 m, site classé du XVIII^e siècle.
Eti-hiver, plus haute commune d'Europe
2 hôtels - Logis de France.
Piscine, tennis, bûcher, salle repas.
Meubles, chambres étages, chauffés.
1/2 pens., pens. complète, séj. libres.
HÔTEL LE VILLARD ***
Tél. : 92.45.52.08 - Fax : 92.45.56.22
et **HÔTEL LE BEAUREGARD** **
Tél. : 92.45.52.52 - Fax : 92.45.90.12

SÉJOUR SORRENTO
HÔTEL 4* 4.620 Frs*
(vol charter A/R Dim, transfert, logement, demi-pension)
VOLS CHARTER
VENISE 22 au 25.04.95 700 Frs*
VENISE 28.04 au 01.05.95 1.150 Frs*
* Taxes aériennes en sus
Tél. : 44.51.39.27
MINITEL 3615 :
Cit Evasion
(Licence TB)

SAINT-VERAN (Pays rég. du Queyras)
2040 m, site classé du XVIII^e siècle.
Eti-hiver, plus haute commune d'Europe
2 hôtels - Logis de France.
Piscine, tennis, bûcher, salle repas.
Meubles, chambres étages, chauffés.
1/2 pens., pens. complète, séj. libres.
HÔTEL LE VILLARD ***
Tél. : 92.45.52.08 - Fax : 92.45.56.22
et **HÔTEL LE BEAUREGARD** **
Tél. : 92.45.52.52 - Fax : 92.45.90.12

SABLES D'OLONNE
votre location de
vacances estivales
à réserver
dès maintenant.
POOL IMMOBILIER SABLES
(16) 51 95 10 28
2, Place de Strasbourg - B.P. 77
85102 LES SABLES D'OLONNE

POUR L'ISLANDE,
EMBARQUEMENT
IMMÉDIAT
Embarquez à bord
des Boeing 737 d'ICELANDAIR
Offre, sous la nature, l'état brut en parcourant
l'Islande prise aux différentes formules de « pass »
selon vos besoins d'ICELANDAIR ou terrestres
(transferts de l'air)
Islande : vous pour une ou plusieurs nuits dans une
auberge de jeunesse, gîte ou chalet des îles, d'été
ou d'hiver. Eau - ou encore : planter la tente dans les
nombreux camps qui jalonnent notre route. Et le
soir, à l'apogée, ne manquez pas de goûter les spécialités
à base de produits de la mer ou les plats de mouton.
Toutes les formules sont à conseiller ! En outre
nos voyages sont spécialement adaptés à votre attention
de nombreux circuits à travers l'Islande.
Extra-mus : nous vous communiquerons le jour de
nos voyages et vous enverrons toute la documentation
nécessaire à la préparation de votre voyage.
Consultez aussi
notre service
11000 PARIS
3615 KEAR
ICELANDAIR
9, boulevard des Capucines
75002 PARIS
Tél. (1) 44.51.00.51

PARTIR

■ **NOCES.** Nouveau département du voyageur Kuoni, « Calfale » s'est spécialisé dans l'organisation de mariages sur mesure et circuits de charme conçus pour les conjoints et leurs invités. Les lieux proposés (Inde, l'Andalousie, les Antilles, la Polynésie, etc.) sont aussi romantiques qu'exotiques. A l'image de ces doubles nocces, célébrées au cœur de l'Atlas marocain, avec mariage officiel à Ouarzazate puis cérémonie locale, dans le cadre d'un circuit des gorges du Dadès aux remparts de Marrakech. Environ 9 000 F par personne, huit jours en pension complète, sur la base de vingt personnes, avec l'avion, une voiture et les cérémonies. On peut aussi convoyer sur une plage de Lamu, au large du Kenya, dans une demeure swahilie. Avec, pour voyage de nocces, un safari « à l'anglaise » : Bentley à l'aéroport, tentes luxueuses, survol d'une réserve en ballon et dîner en tête à tête, au cœur de la brousse. Environ 18 700 F par personne. Renseignements : (1) 42-85-71-22.

■ **SOURCES.** Au cœur de l'échiquier proche-oriental, un périple transfrontières de dix-neuf jours, proposé par l'association Arts et vie (1) 40-43-20-21 et Minitel (3614 AREVIE) aux sources de la culture occidentale, associant Liban, Syrie, Jordanie et Israël. Entre mer et montagne, du désert à la mer Morte, avec les vestiges fastueux de l'Antiquité, de Baalbeck à Palmyre et Pétra, les trésors byzantins, l'épopée des croisades, les lieux saints de l'islam et de la chrétienté, et les légendaires routes de la soie et des épices. En juillet-août (18 900 F en pension complète de Paris) et septembre (18 600 F).

■ **PASSEPORT pour la Grande-Bretagne.** Nouvelle brochure publiée par l'Office du tourisme britannique, le « British Pass » propose, à travers une succession de thèmes (les pubs, le shopping, les arts, le golf, la gastronomie, les jardins, les enfants, la nature), une florissante d'offres spéciales (tar-

tités et réductions) et de forfaits programmés par des transporteurs, spécialistes de la destination. A relever notamment la « carte blanche de Londres » qui, pour 110 F, permet, pendant trois jours, un accès illimité à treize des grands musées londoniens ainsi que l'existence d'un « téléphone rouge » qui répond, en français, à toutes les questions que peut se poser un visiteur étranger. Une brochure est disponible auprès de l'Office du tourisme, Maison de la Grande-Bretagne, 19, rue des Mathurins, 75009 Paris, ou par Minitel 3615 Britain.

■ **AUBERGES.** A ceux qui souhaitent débarquer dans un pays et s'y déplacer au gré de leur humeur et de leurs rencontres, la FUJ (Fédération union des auberges de jeunesse) propose une formule qui offre le meilleur des auberges au prix le plus doux. Muni d'un carnet d'hébergement, on choisit les auberges la première nuit étant réservée. Pour l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), par exemple, il en coûte 560 F pour sept nuits avec une carte téléphonique (pour les réservations) et un guide des auberges locales. On peut aussi séjourner à New York (370 F pour deux nuits avec petits déjeuners et l'accès au ferry menant à Ellis Island et à la statue de la Liberté), à Los Angeles ou Boston (310 F) et bénéficier de forfaits similaires à Montréal ainsi qu'en Israël, à Malte, aux Pays-Bas, en Autriche et dans les îles britanniques. L'adhésion est obligatoire (70 F pour les moins de vingt-six ans, 100 F pour les autres) et le catalogue, gratuit, envoyé sur demande au 27, rue Pajol, 75018 Paris, tél. : (1) 44-89-87-27.

■ **MADRID.** A l'instar de ses voisines Tolède et Ségovie, Madrid est réputée pour les processions qui, de l'aube au crépuscule, animent chaque « barrio » (quartier), à l'occasion des fêtes de Pâques. Un événement que l'hôtel Park Hyatt Villa Magna, situé au cœur de la ville, propose de vivre, du 7 au 23 avril (week-ends compris) dans le cadre d'un forfait spécial de 915 F par personne (plus 7 % de TVA) avec deux nuits en chambre double et petits déjeuners, cadeaux de bienvenue et une entrée gratuite dans l'un des trois musées les plus prestigieux de la capitale espagnole : le Prado, le Musée d'art moderne Reina Sofia et le Musée Thyssen Bornemisza, dont la collection de peintures vaut, à elle seule, la visite. Renseignements : 19-34-1-576-75-00. On peut également réserver via la centrale de réservations Hyatt au 05-90-85-29.

■ **DOUBLE AFRICAINE.** Pour les amateurs de la randonnée de montagne, une double expédition sportive à la conquête des deux plus hauts sommets d'Afrique. En guise de mise en bouche, cinq jours d'ascension du mont Kenya (4 985m) puis, également en cinq jours, le Kilimandjaro, à la frontière tanzanienne, et ses quelque 5 900 m. Forêts tropicales, landes, hauts plateaux volcaniques et glaciers. Recommandés, une bonne endurance à la marche. Avec, repos du randonneur, les approches en minibus à travers le parc national du mont Kenya et les grandes réserves animales d'Amboseli et du Tsavo. Du 3 au 18 août, 21 700 F en pension complète, de Paris, avec nuits en refuge et sous la tente. Arts et Vie au (1) 40-43-20-21 et Minitel 3614 AREVIE.

NOMADE
Ces guides
49, rue Montparnasse - 75006 Paris - 44.33.71.71
MONTAGNES, DESERTS
plus de
100 idées de voyage
pour les découvrir

هكذا من الأصل

Des nuages à l'est

UN ANTICYCLONE centré sur les îles Britanniques rejette les perturbations venant de l'Atlantique plus au nord. Ainsi, notre pays reste en partie épargné par les nuages. De plus, cette zone de hautes pressions provoque sur la France un vent de secteur nord-est.

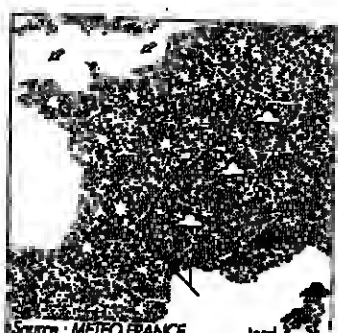
Jeudi matin, les passages nuageux et les éclaircies se partageront le ciel de l'Alsace, à la Lorraine, au nord des Alpes, à la

Bourgogne et au Massif Central, ainsi que de la Côte d'Azur à la Corse où le soleil ne fera que quelques apparitions. Des bancs de brumes ou, localement, de brouillards pourront se former au lever du jour le long de la Garonne. Partout ailleurs, le ciel sera bien dégagé avec un soleil géométrique ; toutefois un vent modéré de secteur nord-est soufflera au nord de la Loire.

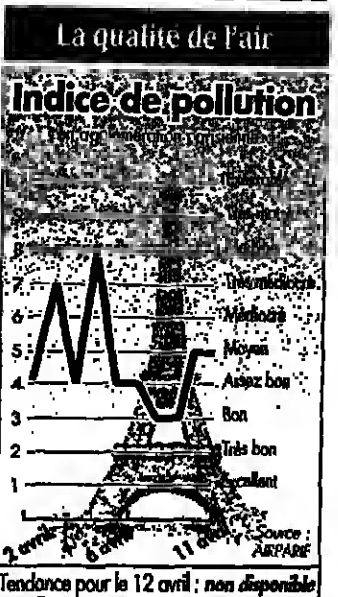
L'après-midi, le beau temps se maintiendra du Nord au Bassin parisien, à la Normandie, à la Bretagne, aux Pays de la Loire, au Centre, aux Charentes, à l'Aquitaine et à la région toulousaine. Des Ardennes au Nord-Est, à la Franche-Comté, à l'Auvergne et au Massif Central, les nuages et les éclaircies se partageront également le ciel ; cependant, sur le relief, la couverture nuageuse sera un peu plus importante. Enfin, des Cévennes aux Alpes et jusqu'en Corse les nuages seront nombreux et pourront même apporter quelques averses en fin de journée sur le sud des Alpes et du Massif Central. En ce qui concerne l'île de Beauté, les ondes seront plus nombreuses, et parfois orageuses. Le vent de secteur nord-est sera sensible sur toute la moitié nord du pays avec des pointes atteignant 50 km/h dans l'intérieur, et jusqu'à 70 km/h le long des côtes de la Manche.

Côté températures, le thermomètre indiquera en général de 2 à 5 degrés au lever du jour, mais de 5 à 9 degrés des côtes normandes à la façade atlantique et jusqu'à 11 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, nous bénéficierons de températures légèrement supérieures aux normales saisonnières, avec 14 à 21 degrés de l'Artois au Pays basque.

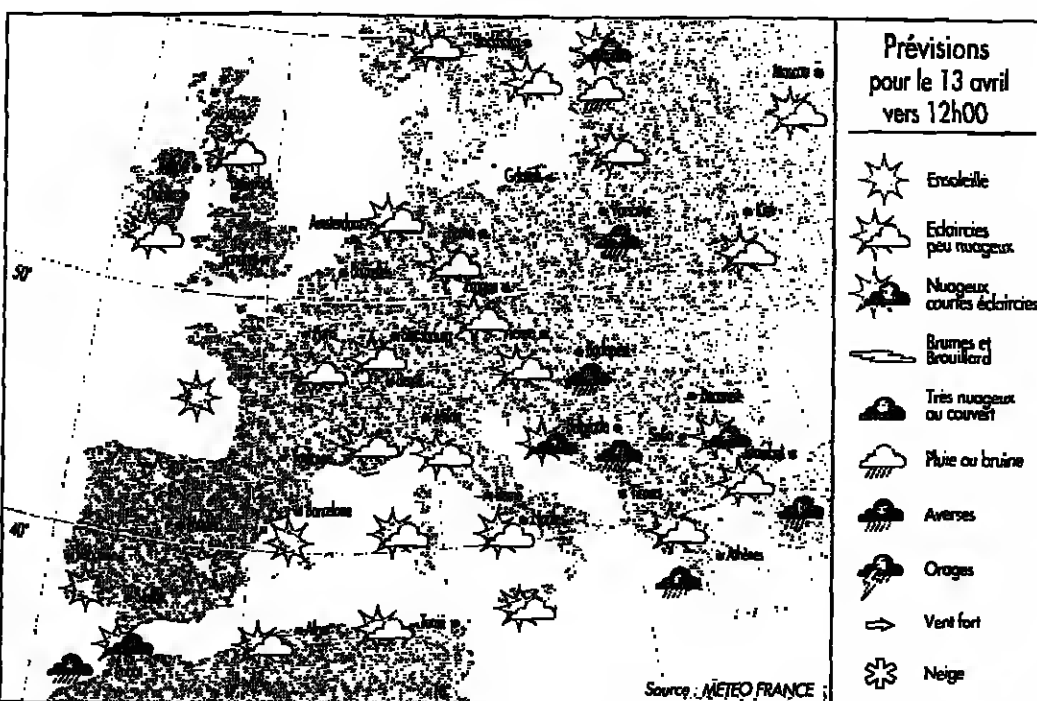
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



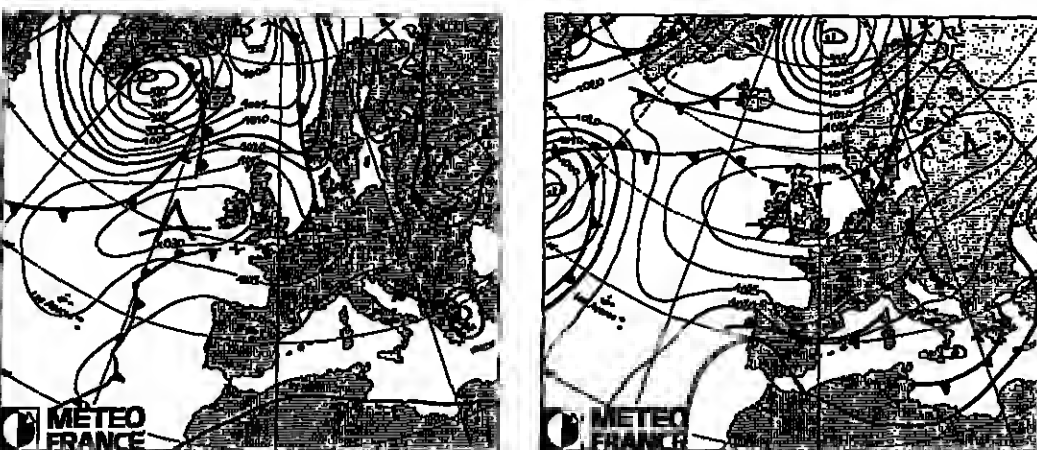
Prévisions pour le 13 avril vers 12h00



Tendance pour le 12 avril : non disponible



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	TOURS	CARACAS	LIMA	PRAGUE
du 11 avril 1995	20/5	17/5	31/2	25/8	6/2
max/min	18/9	15/1	3/3	26/13	3/7
	17/6	14/1	3/2	19/7	3/2
	17/6	14/1	3/2	22/13	3/2
	17/6	14/1	3/2	22/13	3/2
	17/6	14/1	3/2	22/13	3/2
	17/6	14/1	3/2	22/13	3/2
	17/6	14/1	3/2	22/13	3/2
	17/6	14/1	3/2	22/13	3/2
	17/6	14/1	3/2	22/13	3/2



Situation le 12 avril, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS

Le Monde

Du « trusteeship »

ON ANNONCE l'ajournement des conversations sur le « trusteeship », qui doivent précéder la conférence de San Francisco. Elles auront lieu à Washington, après le 15 avril, entre les représentants des cinq grandes puissances. Il ne sera peut-être pas facile de mettre ceux-ci d'accord. Mais voici que déjà des difficultés surgissent entre les Américains eux-mêmes. La marine voudrait conserver, pour en faire des bases navales, les îles qu'elle vient de conquérir sur le Japon, et qui furent possessions allemandes jusqu'en 1919. Le département d'Etat désirerait les placer sous un « trusteeship », c'est-à-dire un mandat international.

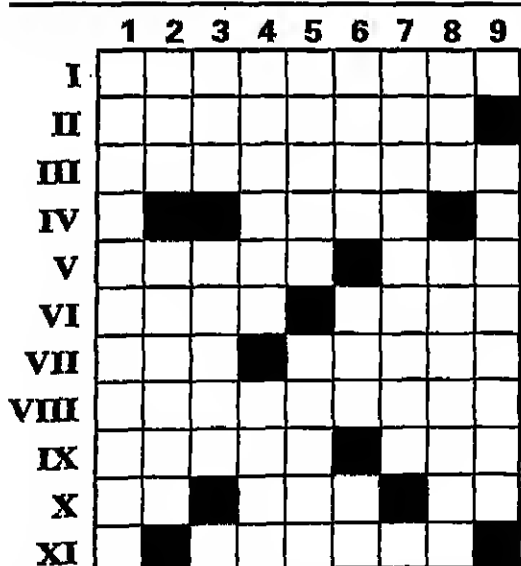
Le futur statut des îles du Pacifique serait - du moins certains l'affirment - à l'origine de toute cette question du « trusteeship » soulevée par les États-Unis, et qui semble devoir prendre une place importante à San Francisco. Ces îles (Carolines, Mariannes, etc.), placées sous mandat japonais, puis annexées par le Japon lorsqu'il eut quitté la SDN, sont d'un intérêt stratégique pour les États-Unis : ils se sont toujours demandé quelle forme ils pourraient les conserver.

L'annexion pure et simple ne rencontrerait sans doute pas d'obstacle chez les alliés : les intérêts américains sont prédominants dans cette zone. C'est en Amérique même que les objections surgissent : car l'annexion est contraire à la charte de l'Atlantique. Elle est contraire à la politique traditionnelle des États-Unis, qui ont promis depuis longtemps l'indépendance aux Philippines ; elle créerait un précédent dangereux pour les autres Nations unies, qu'on ne voudrait pas voir annexer d'anciennes colonies de l'Axe lors du prochain règlement de la paix.

(13 avril 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6539



HORIZONTALEMENT
I. Qui paraît très russe. - II. Arrive généralement après coup. - III. Nom qu'on peut donner à la grande rigueur. -

IV. Négligée. - V. Rendu comme le ciel. Une balle intouchable. - VI. Un enlèvement condamnable. A le beau rôle quand elle est grande. - VII. Servent de fourrage. Pris en main. - VIII. Les petits jours. - IX. C'est un vit et un ciel, et on peut y avoir un pied. Apparue. - X. Pronom. Servie dans un pub. Élément de jupe. - XI. Peu appréciées quand elles sont de ménage.

VERTICALEMENT
1. Réduits en pièces. - 2. Réponse à une question difficile. C'est le troisième qui prend tout. - 3. En Allemagne. Au sud de Londres. - 4. Quand on le joue, c'est qu'on n'a plus rien à perdre. Ne voit pas le soleil. - 5. Un coup dur. Monumens. - 6. Un petit perroquet. Poisson. Préposition. - 7. Copie conforme. - 8. Où il n'y a rien à enlever. Revenus pour des pères. - 9. Eventuellement couverte comme une toile.

SOLUTION DU N° 6538
HORIZONTALEMENT
I. Charançon. - II. Remémorée. - III. Emane. Aï. - IV. Vase. Isle. - V. Et. Sens. - VI. Tôt. Saké. - VII. Tiemcen. - VIII. Iota. Réve. - IX. Égérie. En. - X. Runes. Oit. - XI. Sète. Tous.

VERTICALEMENT
1. Crevettiers. - 2. Hématologue. - 3. Amas. Têtent. - 4. Rènes. Marée. - 5. Ame. Is. - 6. Nô. Inséré. - 7. Crasane. oO. - 8. CEIL. Vellu. - 9. Ne. Éléments.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CORÉE DU SUD.** Taiwan va ouvrir très prochainement son office du tourisme à Séoul, en Corée du Sud. Les deux pays négocient d'autre part la réouverture de liaisons aériennes. - (AFP)
■ **FINLANDE.** La compagnie aérienne finlandaise Finnair envisage d'acheter 60 % des actions d'Estravels, le premier voyageur estonien. Près de la moitié des voyages à l'étranger des Estoniens s'effectuent en direction des pays nordiques. - (AFP)
■ **EUROPE.** D'après une étude effectuée conjointement par une agence de voyages britannique et le Sunday Times, les temps de vol ont augmenté entre 1970 et 1995. En vingt-cinq ans, la durée du trajet Londres-Paris est passée de 55 à 75 minutes ; la liaison Londres-Amsterdam s'effectue en 100 minutes au lieu de 75, la liaison Londres-Bruxelles en 65 minutes au lieu de 55, et les passagers mettent un quart d'heure en plus pour se rendre de Londres à Rome ou à Genève. Les embouteillages grandissants dans les aéroports et les mesures prises pour réduire la consommation de carburant seraient à l'origine de cet allongement des temps de vol. - (AFP)
■ **ALLEMAGNE.** La compagnie de charters allemande Aero Lloyd a l'intention de commander seize Airbus A 320 et A 321. Les appareils, qui doivent être livrés entre 1996 et 2002, remplaceront progressivement les McDonnell-Douglas de la compagnie et assureront les liaisons avec la Méditerranée, le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique occidentale. - (AFP)
■ **GRANDE-BRETAGNE.** Les numéros de téléphone vont s'allonger d'un chiffre en Grande-Bretagne. À partir du 16 avril, il faudra faire précéder du chiffre 1 tous les numéros. Ainsi, pour appeler Londres de l'étranger, il faudra composer l'indicatif 171 au lieu de 71. - (AFP)
■ **JAPON.** La compagnie japonaise All Nippon Airways a transporté 35,8 millions de passagers sur ses lignes intérieures et internationales pendant son exercice 1994-1995, ce qui représente une augmentation de 6 % de son trafic passagers par rapport à l'année précédente. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Vendredi 14 avril
■ **MUSÉE DU LOUVRE :** la civilisation égyptienne dans les salles Charles-X (60 F + prix d'entrée), 11 heures, place du Palais-Royal devant le Louvre des antiquaires (Pierre-Yves Jaslet).
■ **MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) :** la peinture française du XVIII^e siècle, 11 h 30 ; les joyaux de la couronne, 12 h 30 (Musées nationaux).
■ **L'INSTITUT PASTEUR (45 F + 25 F), 14 h 15, 25, rue du Docteur-Roux (S. Rojon-Kern).**
■ **BELLEVILLE ET MÉNILMONTANT (45 F), 14 h 30, sortie du métro Père-Lachaise (Découvrir Paris).**
■ **DU QUARTIER DE L'ARSENAL** à la place de la Bastille (45 F), 14 h 30, sortie du métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).
■ **HÔTELS DU MARAIS (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Haulier).**
■ **LA MAISON DES COMPAGNONS** et l'histoire du compagnonnage (40 F), 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).
■ **LE PALAIS DE JUSTICE** en activité (55 F + prix d'entrée), 14 h 30, devant les grilles (Europ expo).
■ **PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES** du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris antiques).
■ **MUSÉE PICASSO (37 F + prix d'entrée), 14 h 45, 5, rue de Thorigny, dans la cour d'honneur (Monuments historiques).**
■ **LE CHÂTEAU DE VINCENNES (37 F + prix d'entrée), 15 heures, sortie du métro Château de Vincennes côté château (Monuments historiques).**
■ **HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).**
■ **MUSÉE DU LOUVRE :** thèmes de la passion et de la résurrection chez les primitifs français (55 F + prix d'entrée), 15 heures, sortie du métro Palais-Royal, côté place Collette (Paris et son histoire).
■ **MUSÉE OU PETIT PALAIS :** exposition « Carthage » (50 F + prix d'entrée), 15 h 15 (Tourisme culturel).
■ **GRAND PALAIS :** exposition « Chefs-d'œuvre du musée de Lille » (40 F + prix d'entrée), 15 h 30 (Approche de l'art).
■ **MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS :** Passio et résurrection du Christ dans l'art religieux (40 F + prix d'entrée), 15 h 30 (Approche de l'art).

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 75002 Paris - Tél. : 33 (0) 49-43-32-40.			
Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____
Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n° _____

Signature et date obligatoires : _____
Changement d'adresse :
• par écrit 10 jours avant votre départ.
• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)
Remarque : Portage à domicile • Suspension vacances.
Tous les autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
31 (1) 49-43-32-40 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
Télématique 3615 code LE MONDE
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM : (1) 43-37-66-11
Index et microfiches : (1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE
Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE
Films à Paris et en province (1) 36-68-09-78 ou 3615 LE MONDE (L19 Films)
Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme aux statuts déposés au conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gonsoulez, 94052 Ivry-sur-Seine.
PRINTED IN FRANCE.
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Mordant
Membres du comité de direction : Dominique Adrien, Ghislain Peyrou
133, avenue des Champs-Élysées 75009 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Le carême des manchots et l'étude de l'obésité

Demain dans les pages « Sciences »

Le Monde

RÉTROSPECTIVE De 1907 à 1922, de Vitebsk à Saint-Petersbourg, de la Russie à Paris en passant par Berlin, des révolutions artistiques cubistes à la révolution

d'Octobre, d'Apollinaire à Trotsky, Marc Chagall a vagabondé pendant quinze ans, connu le succès et l'opposition. Arrivé en France en conquérant, il y revint en exilé dix

ans plus tard. ● **UNE EXPOSITION** très complète, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, raconte et analyse cette période, la plus prolifique et la plus inventive du peintre, et

présente nombre d'œuvres inconnues à Paris, dont l'exceptionnel ensemble décoratif du Théâtre d'art juif. ● **ELLE RÉVÈLE** un artiste indifférent aux systèmes, ennemi de

toutes les orthodoxes, un homme incapable de se plier à une règle et grand amateur d'ironie. Mais aussi un grand inventeur de formes et un coloriste irrésistible.

Les meilleures années de Marc Chagall exposées à Paris

Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris présente la période la plus inventive du peintre. Entre 1907 et 1922, un vagabondage en trois épisodes heureux et un épilogue cruel

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS, 11, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris ; Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 septembre.

« Chagall est un coloriste plein d'une imagination qui, issue parfois des fantasmes de l'imagerie populaire slave, la dépasse toujours. C'est un artiste extrêmement varié, capable de peintures monumentales et il n'est embarrassé par aucun système. » Ces lignes ont paru dans *Paris-Journal* le 2 juin 1914. Comme d'habitude, Apollinaire écrivait l'essentiel en peu de mots et, comme d'habitude, il voyait juste – si juste que l'on pourrait croire que l'exposition d'aujourd'hui n'a été conçue et réunie qu'afin d'illustrer et de vérifier ces deux phrases elliptiques.

Elle a d'autres mérites cependant. Sagement limitée aux quinze premières années de l'œuvre, entre 1907 et 1922, elle se développe sans points faibles et montre le meilleur de Chagall. Très bien accrochée, comme il est de règle en ces lieux, elle réhabilite un peintre dont l'œuvre trop abondante des années 50 et 60 convainc peu et ennue souvent. Très fournie, elle contient nombre de dessins, aquarelles et gouaches rarement présentés et un ensemble d'exception, les panneaux décoratifs pour le Théâtre d'art juif de Moscou, demeurés inaccessibles de 1921, date de leur exécution, jusqu'en 1991. Révélateurs d'abord à Martigny, exposés ensuite un peu partout, à Francfort et à New York, à Jérusalem et à Chicago, ils n'étaient pas encore venus en France. Tout cela fait une exposition très séduisante.

L'histoire qu'elle conte tient en trois épisodes heureux et un épilogue cruel. Premier acte : à l'hiver 1907, un jeune homme pauvre né à Vitebsk en 1887 s'établit à Saint-Petersbourg pour suivre l'enseignement des beaux-arts. Il se fait remarquer, trouve des protecteurs, s'initie au symbolisme et à l'art nouveau, visite les musées et rencontre une étudiante, Bella Rosenfeld, dont il fait sa muse. Les toiles qu'il expose alors ne sont pas exemptes de souvenirs des icônes et de l'art populaire.

Deuxième acte : en août 1910, Chagall quitte la Russie pour Montparnasse. Il découvre péle-mêle les fauves et le Louvre, le post-impressionnisme et Courbet, Van Gogh et Matisse. A la fin de l'année, il a quelques amis de son âge, lesquels se nomment Léger, Delaunay, La Fresnaye, Gleizes et Metzinger. Il lui suffit d'un automne pour assimiler un demi-siècle d'art moderne et

comprendre que du côté du cubisme sont la nouveauté et le mouvement. Cela ne signifie pas qu'il se convertisse au cubisme comme on entre dans les ordres – l'orthodoxie n'est pas son fort – mais qu'il perçoit avec un sens très sûr de l'époque que, si quelque chose de véritablement décisif se passait, ce ne peut être que là, parmi ces peintres et leurs poètes, Cendrars, Salmon et, naturellement, Apollinaire.

De 1910 à 1914, il peint dans son atelier de la Ruche la plupart de ses meilleures toiles, autant de morceaux de bravoure dans l'exposition, où voisinent *Le saladai bat*, *A la Russie, aux ânes et aux autres*, *L'autoprotail aux sept doigts*, *La Maternité* et *L'homme à Apollinaire* futuriste et symbolique. Chagall participe au Salon des indépendants et au Salon d'automne, où ses envois détonnent. Il attire l'attention du principal galeriste berlinois du moment, Herwarth Walden. Il le séduit si bien que Walden organise en juin 1914 sa première exposition personnelle. Un poème d'Apollinaire, *Robote*, tient lieu de préface. Le peintre et ses

A Moscou

« Je suis désespéré. Je me traîne dans les rues de Moscou. Longeant le Kremlin, je regarde furtivement à travers ses vastes portes.

« Trotsky descend de voiture ; il est grand, le nez bleu-rouge. D'un pas lourd et hardi, il passe le seuil, se dirige vers son appartement du Kremlin. (...) »

« J'en ai assez d'être professeur, directeur, je veux peindre mes tableaux. Toutes mes toiles d'avant-guerre sont restées à Berlin et à Paris où mon atelier, plein d'esquisses inachevées, m'attend. (...) Ni la Russie impériale ni la Russie des soviets n'ont besoin de moi. Je leur suis incompréhensible, étranger.

« Je suis certain que Rembrandt m'aime. »

Marc Chagall, *Ma vie*. Ed. Stock. Traduit du russe par Bella Chagall.

œuvres se rendent donc à Berlin, puis Chagall prend le train pour un séjour à Vitebsk qu'il imagine de quelques semaines. Là-dessus la guerre éclate qui l'empêche de repartir.

Commence le troisième acte, qui se déroule sur fond de révolution d'Octobre. Jusqu'à l'automne 1917, Chagall travaille à Saint-Petersbourg dans la continuité des années parisiennes, avec autant d'inventivité. Il expose et s'impose aisément. Parmi ses amis se trouve Lounatkharski, dont la révolution fait le ministre de la culture et des arts de Russie. Il est un temps question que Chagall y dirige les beaux-arts, Malakovsky la poésie et Meyerhold le théâtre. Plus modestement, en 1918, Chagall obtient de fonder et diriger une école à Vitebsk. Victoire de peu de durée : il affronte le fanatisme suprémaciste de Malevitch, dont la nomination dans l'école lui est imposée et qui s'emploie aussitôt à évincer le trop indépendant et imprévisible Chagall.

Le dénouement est prévisible. Dogmatisme contre liberté, intolérance contre tolérance : la partie est perdue d'avance, et Chagall va s'établir à Moscou en 1920. Il y reste le temps de peindre pour le Théâtre d'art juif et de vérifier que la glaciation des idées progresse vite. Sa position cesse d'être invulnérable. Pendant l'été 1922, il quitte Moscou grâce à Lounatkharski et à l'ambassadeur de Lituanie, le poète et historien de l'art Jurgis Baltrušaitis. Un an plus tard, il est à Paris avec Bella et Ida, leur fille.

En quinze ans, il a donc traversé une guerre, une révolution, la plupart des courants picturaux d'avant-garde en France et en



Un des panneaux décoratifs exécutés pour le Théâtre d'art juif de Moscou.

Russie. Il a peint avec une remarquable prolixité et n'est demeuré enlaid dans aucune doctrine. Apollinaire a raison, décidément : « Il n'est embarrassé par aucun système. » Il n'est guère d'œuvres, gouache de quelques centimètres ou panneau décoratif de plusieurs mètres qui ne manifeste cette li-

berté d'allure, cet art de ne pas se laisser prendre, de vagabonder et de prendre à revers amis et admirateurs.

Ainsi vers 1912 : la plupart des cubistes, à commencer par ses amis, définissent et appliquent des règles, géométrie triangulaire, construction par plans jointifs,

domination de la nature morte et du ou, méfiance à l'égard de la couleur. Lui, à l'inverse, ne craint pas les juxtapositions apparemment incohérentes de style, un objet à la façon cubiste et un autre d'une extrême simplicité de traitement. Dans *Le Golgotha*, il associe des disques colorés vague-

ment à la Delaunay à des figures issues des miniatures primitives et des images d'Épinal. Pourquoi pas ? *L'autoprotail aux sept doigts* figure un peintre à la tête et au costume très anguleux devant la toile où il achève de peindre un âne rouge et une femme acéphale en lévitation. Pourquoi pas ? Pourquoi ne pas pousser la couleur à son paroxysme, alors que la mode est aux bistres, aux ocres et aux gris distingués à la Braque ?

IRONIE AUDACIEUSE

Il arrive que l'irrespect tourne à l'ironie. Une toile de 1918 s'intitule *Paysage cubiste*. Les procédés sont au complet : faux bois, plâtre mêlé de plâtre et de cendre, découpage zigzaguant des plans, lettres et inscriptions. Mais des roses, des verts et un fragment de paysage enfantin s'insèrent le désordre. *La Composition à la chèvre* est un faux papier collé humoristique et le Collage de 1921 un véritable assemblage, mais violemment rythmé et décomposé. D'autres tableaux, *Bella au col blanc* et *Le Poète olonné*, s'avancent dans d'autres directions, tantôt vers le maniérisme à la Derain du portrait de Bella ou col blanc, tantôt vers le primitivisme rustique et onirique du *Poète olonné*. L'évolution est si diverse qu'elle accepte des paysages dignes du fauvisme – tel *La Maison bleue* – et des représentations de la vie et des quartiers juifs minutieusement réalistes, vues du cimetière de Vitebsk et portraits posés par des *Meilleurs amis* (1919).

Tout ceci, les possibles contradictions, les anisons dispersées, le sens des scansions saccadées, le goût des couleurs acides, l'ironie audacieuse et la dextérité d'un peintre-acrobate culminent dans les toiles du Théâtre d'art juif. Si vastes soient-elles, elles fuient la solennité et évitent l'éloquence. Elles tiennent bien davantage de la parade burlesque et de la farce improvisée. Le peintre flotte, sa palette à la main ; le violoniste a perdu la tête ; les équilibristes et un bouc font les pieds au mur et l'arc-en-ciel fait le dos rond au centre, entre des quartiers d'écarlate et de vert pré. Orphisme, suprématisme, abstraction, cubisme, allégorie, naïveté feinte : Chagall pratique le coq à l'âne stylistique en virtuose. Ces panneaux, inventaire syncope des avant-gardes sur le mode ironique, sont son chef-d'œuvre.

Philippe Dagen

Une abondance d'ouvrages

A EXPOSITION à succès, abondance d'ouvrages. Chagall plait aux éditeurs, qui semblent songer qu'il y a là un peintre et des images dont la diffusion peut sans peine rencontrer le succès. Du moins peut-on en juger ainsi d'après leurs efforts et le nombre important des publications. Celles-ci se répartissent nettement en deux catégories : le livre savant et assez coûteux, d'une part, le livre d'initiation bon marché, de l'autre.

De la première catégorie relève l'évidence le catalogue de l'exposition. Comme la plupart de ceux qui composent le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Marc Chagall, *Les Années russes* se veut une somme d'essais, sources et analyses. Il contient des poèmes inédits de l'artiste, des lettres, un important dossier consacré au Théâtre d'art juif et tout ce qu'il faut pour aider à l'interprétation des œuvres, biographie et bibliographie, notes et notices. C'est, selon la terminologie officielle, un ouvrage de référence.

La monographie de Franz Meyer, qui fut le gendre du peintre, a longtemps tenu cette place. Parue en 1964, elle est rééditée aujourd'hui sans aménage-

ments ni compléments. Ne serait-ce pas à pousser trop loin le respect de l'édition originale ? Chagall étant mort en 1985, il manque plus de vingt ans de tableaux, mosaïques et vitraux, l'essentiel de l'œuvre biblique et ultérieure. Quoi que l'on pense de ces travaux monumentaux, une lacune si large est assez gênante. Par ailleurs – question peut-être plus sérieuse encore –, le biographe privilégie tout ce qui touche aux symboles, à la culture traditionnelle, à l'iconographie juive, aux dépens des rapprochements et parallèles que l'histoire des avant-gardes incite à tenter. Chagall eut cependant des contemporains, les fréquenta et leur emprunta des procédés, qu'il les parodia ou les travestit.

Comment être aussi complet que ces auteurs en moins de pages et un format plus réduit ? La question se pose avec force à des éditeurs de plus en plus convaincus que le prix excessif du livre d'art doit être combattu et des formules nouvelles inventées. Dans la collection « Découvertes », Daniel Marchesseau, l'un des commissaires de l'exposition, s'essaie à l'exercice en s'efforçant de ne rien concéder au simpliste et à l'anecdote. Il y parvient grâce à un texte nourri de sous-entendus et d'observations –, lequel texte serpente entre les nuées d'images de toutes sortes, lisibles ou illisibles, qui sortent de règle dans cette collection.

L'ABCdoire Chagall répond aux mêmes exigences, mais sous la forme d'un glossaire. Au lecteur de mettre en ordre logique des notions et des faits rangés dans l'ordre alphabétique. S'il s'applique, il y parviendra sans doute, parce que les articles allient pour

la plupart concision et précision. Le Chagall de la série « Découvertes l'art », s'il obéit à une ambition identique, emprunte d'autres voies, texte ultracondensé et reproductions en pleine page. Ces dernières ne sont du reste pas sans mérite, dans la mesure où une large place est faite aux toiles bibliques ou oniriques qui ont moins la faveur – délicat euphémisme – des autres éditeurs.

Ph. D.

★ Marc Chagall, *Les Années russes*, sous la direction de Suzanne Pagé, Paris-Musées, 288 pages, 270 illustrations, 325 francs.

★ Chagall, de Franz Meyer, traduit de l'allemand par Philippe Jacotet, Flammarion, 464 pages, 116 ill., 245 francs.

★ Marc Chagall, de Pierre Schneider, Flammarion, 192 pages, 190 ill., 195 francs.

★ Chagall livre d'images, de Daniel Marchesseau, « Découvertes », Gallimard, 176 pages, 167 ill., 87 francs.

★ ABCdoire Chagall, de Sylvie Forestier, Marie-Hélène Damparrat et Eric de Chasse, Flammarion, 120 pages, 100 ill., 59 francs.

★ Chagall, Cercle d'art, 64 pages, 62 ill., 69 francs.

L'arrivée à Paris

« A Paris, il me sembla tout découvrir, surtout l'art du métier. (...) J'avais l'impression que nous rôdions encore sur la surface de la matière, que nous avions peur de plonger dans le chaos, de briser, de renverser sous nos pieds la surface habituelle.

« Dès le lendemain de mon arrivée, je suis allé au Salon des indépendants. Le comorode qui m'accompagnait m'avait averti qu'il serait impossible de parcourir tout le Salon en une seule journée. Lui, par exemple, chaque fois qu'il le visite, il sort de là épuisé. Le plaignant du fond de mon cœur et suivant ma propre méthode, je traversai en courant toutes les salles du début, comme si j'étais poursuivi par un torrent, et je m'élancai vers les salles centrales. Ainsi je réservais mes forces. Je pénétrai au cœur de la peinture française de 1910. Je m'y suis accroché. »

Marc Chagall, *Ma vie*. Ed. Stock. Traduit du russe par Bella Chagall.

مكتبة الأصل

« Haut Bas Fragile » fait danser trois filles du feu

Une comédie musicale signée Rivette.
Un trio d'actrices – et coscénaristes –
filmé avec passion dans un film
qui ravit et perturbe à la fois

HAUT BAS FRAGILE, film français de Jacques Rivette, avec Laurence Côte, Marianne Denicourt, Nathalie Richard, André Marcon, Bruno Todeschini, Anna Karina, Enzo Enzo, Wilfried Bréchet. 2 h 49.

Ninon plaque son compagnon d'arnaque quand il bascule dans le crime, elle prend un petit boulot de coursier, pour un mois d'été, dans Paris désert ou presque. Louise sort de l'hôpital, elle vient de passer cinq ans dans le coma, elle est seule dans la ville, avec pour seules amies la voix de son père au téléphone, et une maison héritée d'une tante. Ida vit seule avec son chat, travaille à la bibliothèque des Arts Déco, souffre d'être une enfant adoptée qui ne connaît pas ses vrais parents. Un jeune type à l'air sombre, Lucien, suit sans arrêt Louise dans la rue. Roland, fabricant de décors, prend contact avec Louise sans motifs apparents. Son atelier est installé à côté de l'endroit où travaille Ninon, qui ne le laisse pas l'indifférer. Il va parfois compiler les catalogues à la bibliothèque. Tout ou partie de ces gens se retrouvent

construction ternaire et asymétrique donne au film ce léger déhanchement par lequel commencent la danse et le chant, grâce auquel le film bascule de son apparent réalisme à la pure convention joyeuse. Porté par la dynamique qu'il a su imprimer, Rivette impose ses séquences de ballet avec une assurance butée, qui ravit et perturbe à la fois. « *Per-turbé* » est l'un des leitmotivs de ces

hors-champ et la solitude de qui en est privé (par amnésie, ignorance ou cynisme), la projection sur ce (ux) qui vous regarde (nt) – questions cinématographiques par excellence – rayonnent soudainement dans ce film dont le metteur en scène apparaît furtivement pour lancer les interrogations de l'une des protagonistes, et se représente, sous les traits de Roland, en *deus ex machina* maladroit par amour et par hésitation morale, mais parvenant tout de même à ses fins. La plus belle des fins, celle d'Ida, est de donner naissance – en vitesse, en mouvement – à un personnage futur, né non de la résolution de son problème, mais de s'y être confronté de face, lors d'une splendide rencontre avec celle qui est peut-être sa mère.

S'il est un talent qu'on ne peut dénier à Jacques Rivette, c'est la manière admirable dont il a toujours filmé les jeunes femmes, offrant à plusieurs générations d'actrices quelques-uns de leurs plus beaux rôles. Comme un souvenir (nullement gratuit) de *La Religieuse* et de la nouvelle vague, Anna Karina, très émue et vivante dans le rôle de Sarah, contribue à cette présence de ce qui est arrivé dans ce qui arrive. Tout comme l'ex-

cellent Bruno Todeschini, en détective transi, évoque le souvenir de Jean-Pierre Léo dans *Out One*, mais aussi dans *Baisers volés*. André Marcon (Roland), fabricant des décors et de l'histoire, contredit brillamment l'idée que les grands acteurs de théâtre sont mal à l'aise au cinéma, en une prestation à la fois très fine et très physique, où il évoque par instant Depardieu et d'autres Gene Kelly. Ils entourent, donc, les trois héroïnes (et coscénaristes), les trois grâces pourrait-on dire malgré le cliché, tant chacune des jeunes interprètes principales est filmée pour elle-même et pour sa grâce particulière. La féminité altière et multicolore de Marianne Denicourt (Louise), la force aiguë et rapide de Nathalie Richard (Ninon), le mélange d'obstination et d'enfance de Laurence Côte (Ida) composent un arpegge – tour à tour accord parfait et dissonance féconde – qui donne au film sa dynamique *molta vivace*, et le porte avec bonheur. Vers où ? Il faudra voir *Haut Bas Fragile* pour le savoir. En se souvenant que ce n'est pas la cible mais la trajectoire qui importe.

Jean-Michel Frodon

Entretien avec les demoiselles de Rivette

Laurence Côte, Marianne Denicourt et Nathalie Richard racontent comment elles ont participé à la conception de « Haut Bas Fragile »

« Comment s'est passé, pour chacune d'entre vous, le début de cette aventure ? »

Nathalie Richard : – Au mois d'avril 1994, Jacques Rivette me demande si je suis libre pour faire un film dont il ne sait alors que peu de chose. Il n'a pas de scénario, il me propose de participer à l'élaboration de l'histoire, et me demande si ça m'amuse de chanter et danser. Les seuls éléments connus sont qu'il veut que les corps aient beaucoup d'importance, que ça bouge, plutôt du côté de la comédie. Autres repères : Paris en été, le plus possible en extérieur, avec comme fil conducteur deux filles, jouées par Marianne Denicourt et moi.

Marianne Denicourt : – Il veut faire un film conçu sur le même principe que *Céline et Julie ou Le Pont du Nord*. Un film léger. Il me dit les mêmes choses qu'à Nathalie, et nous demande aussitôt de commencer les cours de danse. Mais se lancer dans un film avec Jacques ne consiste pas à parler seulement du scénario : on parle de l'actualité, de ce qu'il a vu au cinéma (il voit tout), de livres, de musique...

Laurence Côte : – Mon intervention est différente. Je n'avais pas revu Jacques Rivette depuis que j'avais tourné dans *La Bande des quatre*. Au sortir d'une projection de *Jeanne la Pucelle*, je me suis dit : C'est impossible que je ne travaille pas avec lui. J'ai cherché longtemps à le contacter, il est difficile à joindre. Après plusieurs semaines, nous avons fini par nous rencontrer : j'avais écrit une histoire, je ne voyais pas qu'il d'autre aurait pu la réaliser.

« Il me dit qu'il prépare un film avec Marianne et Nathalie. Je pense que c'est raté, et puis il ajoute qu'il peut avoir besoin d'une troisième personne, et il me demande de lui raconter mon synopsis. Une phrase, manifestement, le retient, lorsque quelqu'un dit à Ida qu'il a l'impression de l'avoir déjà vue quelque part. On est tous les deux au café en train de parler, et à ce moment nous voyons Marianne qui passe dans la rue : il court la chercher.

– Vous écrivez chacune de votre côté, ou collectivement ?

M.D. : – Il y a trois séances collectives par semaine, avec Rivette, et ses deux coscénaristes habituels,

Pascal Bonitzer et Christine Laurent. [Bonitzer collabore aux scénarios de Rivette depuis *L'Amour par terre*, 1984 ; Christine Laurent les a rejoint depuis *La Bande des quatre*, 1988. Ils cosignent seuls les dialogues de *Haut Bas Fragile*.] Entre ces séances, on travaille chacune de notre côté. Jacques veut que chaque personnage ait une grande autonomie, qu'on invente comme trois films séparés, pour voir ensuite comment ils se rencontrent et se distinguent.

L.C. : – Je suis dans une autre situation puisque la partie d'Ida est presque entièrement écrite. Rivette a complètement respecté mon histoire, mais il l'a intégrée dans le parcours d'ensemble.

N.R. : – Comme nous avons déjà travaillé avec Rivette, et que nous connaissons ses films, on a forcément une idée de ce qu'il attend, mais il arrive à créer une situation où toutes les hypothèses peuvent être proposées. On ne s'en est pas privé.

M.D. : – Sans nous diriger, il nous recommande des films à voir, il nous donne beaucoup de livres à lire, *Les Frères Karamazov* et *L'Idiot*, Stevenson, *Les Mille et Une Nuits*, Chesterton... Et il sait bien quelles limites ne pas franchir, il ne veut pas d'événements atroces, pas de crimes.

M.D. : – Il aime nous mettre en situation d'instabilité, en entretenant l'idée que le film ne se fera pas, qu'on ne sera pas prêt, qu'il n'y a pas d'argent. Et lui, il garde toutes les idées qu'on propose, on voit réapparaître au dernier moment des suggestions refusées des semaines auparavant. Tout seul, très secrètement, il a construit quelque chose à partir de tout ce qu'on lui apportait.

N.R. : – Je crois que ce que tu dis plairait beaucoup à Jacques, qu'on puisse envisager qu'il savait tout, qu'il bâtissait dans l'ombre, alors qu'il me semble qu'il est dans la même situation que nous, et qu'il découvre au fur et à mesure. Même s'il organise cette situation d'incertitude, notamment en ne nous donnant les dialogues qu'au dernier moment, juste avant de tourner.

L.C. : – C'est vrai, mais en même temps il synthétise sans cesse ce qui se dit et se fait, et recompose l'ensemble à chaque moment, même pendant le tournage, en fonction de ce qui est acquis.

– Il n'y a jamais de scénario définitif ?

M.D. : – Quelques jours avant le début du tournage, on arrive chacune à une liste de vingt moments repères, qui balisent notre trajectoire. Il faut dire que les responsables de la production ne pouvaient pas avancer, ils n'avaient aucun élément pour commencer la préparation.

L.C. : – L'incertitude demeure même pendant le tournage, à la fin on se demande comment Rivette va monter tout ça.

– Comme spectateur, on a le sentiment que Rivette filme exceptionnellement bien les jeunes femmes. Vous en rendez-vous compte sur le plateau ?

M.D. : – Il aime les corps des filles. Il nous filme souvent de loin ; son grand intérêt pour le théâtre le pousse sans doute à ce rapport aux corps, qui est essentiel sur scène. Et dans ce film, l'importance donnée à la danse va dans le même sens. Rivette est un cinéaste très exigeant, mais il nous rend d'avantage que ce qu'il nous a demandé. Lorsqu'il m'a interrogée sur le personnage que j'aimerais interpréter, je n'avais pas une réponse complète, j'ai apporté des petits morceaux, et à l'arrivée c'est lui qui me rend un personnage complet. Il nous donne un espace, il nous propose une situation et nous dit : Je voudrais te regarder face à ça. Il regarde les gens d'un peu loin, pour les comprendre, avec une immense générosité.

L.C. : A partir du moment où il aime assez une personne pour l'avoir choisie, il la laisse exister pour ce qu'elle est, et même il contribue à la révéler.

Propos recueillis
par Jean-Michel Frodon



ANAHIL LECHE ET FRANZ BODD

S'il est un talent qu'on ne peut dénier à Jacques Rivette, c'est la manière admirable, du « Pont du Nord » à « Jeanne la Pucelle », dont il a toujours filmé les jeunes femmes

dans un dancing un peu vieillot, que Sarah, la patronne, anime parfois d'une chansonnette, ou dans une boîte moderne où officie Enzo Enzo.

Voilà pour les données du récit sur lequel se construit le quinzème long métrage de Jacques Rivette. Elles disent tout et rien du film. Tout puisque on y repère déjà un grand nombre des éléments chers à ce cinéaste : les circulations, les rencontres, les secrets, Paris comme un terrain d'aventures. Rien puisque l'important tient moins à ces composants qu'à la façon dont ils sont mis en place. Avec un mélange de précision et de hasard qui compose une trame sur laquelle tous les chassés-croisés sont possibles. Cela tombe bien, *Haut Bas Fragile* est une comédie musicale. Elle aurait pu s'appeler *Un mois à Paris*, *Chantons au soleil* ou *Les Demoiselles de la rive gauche*.

Au milieu des années 70, Jacques Rivette avait conçu le projet d'une trilogie intitulée « Les Filles du feu » – projet malheureux, dont seulement le deuxième et le troisième volet ont entrevu le jour, sous le nom de *Duella* et de *Norolt*. Le premier, inachevé, devait être une comédie musicale. *Haut Bas Fragile* en est un peu le rejeton. Le cinéaste y reprend la manière de travailler qu'il utilisait alors, lorsqu'il demandait à ses interprètes – ses actrices – d'élaborer les lignes directrices de leurs personnages. Ainsi fit-il pour *Céline et Julie vont en bateau* (1974), puis à nouveau *Le Pont du Nord* (1981), qui l'un et l'autre lançaient deux filles à travers la capitale, ou *La Bande des quatre* (1988) qui doublait la mise. Chaque fois un « petit film », léger par son récit comme par son mode de production, par lequel Rivette réussissait à se sauver d'un grave échec commercial : l'impossibilité de sortir *Out One* en 1970, puis le blocage des deux films de la trilogie et de leur successeur tout aussi malheureux, *Merry-go-round*. Et, cette fois, le décevant accueil du public à *Jeanne la Pucelle*.

La nouveauté tient à l'utilisation du chiffre trois. Plutôt adepte des nombres pairs, qui lui ouvraient d'innombrables possibilités de symétrie, il se lance ici dans une entreprise sciemment déséquilibrée. Cette

JAZZMAN

Ce mois ci,
ne manquez pas
le guide des meilleurs clubs
de jazz en France

Jazzman, le journal de tous les jazz

Les musiciens qui font l'actualité : portraits et interviews pour être au cœur de l'événement

Les grands de l'histoire du jazz : chaque mois, une légende racontée avec passion

Avant-premières disques : reportages exclusifs en studio

Apprendre le jazz : écoles, stages, méthodes sélectionnées pour vous...

Les meilleurs CD du mois : 50 enregistrements passés au crible, avec attribution de "CHOCS" et étoiles

Le guide de vos soirées : clubs, concerts, radios, télé... demandez le programme!

16F

GUIDE des meilleurs CLUBS de jazz en France

James Carter
To be or not to be
From jazz to funk
Dave Brubeck
Dr John
Ramon Polanski

En vente chez votre marchand de journaux

Deux films réalisés à trente-deux ans de distance mettent en lumière l'originalité du cinéma portugais

Cruauté et sérénité chez Manoel de Oliveira, fantaisie tragi-comique chez Joao Botelho

Le court métrage de Manoel de Oliveira, réalisé en 1963, et le long métrage de Joao Botelho forment un programme cohérent, qui témoignent de

la permanence d'inspiration d'un cinéma portugais dont la vitalité n'en finit pas de surprendre. Au rire grinçant du vieux maître répond la pa-

tiencie composition d'un portrait-kaléidoscope de Lisbonne, construit sur une succession de saynètes indolentes et malicieuses.

LA CHASSE, film portugais de Manoel de Oliveira. Avec Joao de Almeida, Antonio Santos. (26 mn.)

TROIS PALMIERS, film portugais de Joao Botelho. Avec Teresa Roby, Pedro Hesnestes, Rita Lopes Alves, Alexandre Lencastra, Diogo Infante, Ines Medeiros. (1 h 08.)

D'abord, on se dit que seule la nécessité de compléter la durée de projection a conduit à montrer avant le court long métrage de Botelho l'assez long court métrage d'Oliveira, qui date de 1963. Bout à bout, voilà une bonne heure et demie de cinéma portugais, un gentil petit package. Voir.

De plus subtiles assonances se répondent entre le film du vieux maître et celui, contemporain, de l'un de ses plus surs successeurs. *La Chasse*, comme l'indique un carton au début, « s'inspire de faits authentiques mais son rapport à la chasse est plus symbolique que réel ». On y accompagne d'abord deux adoles-

méchanteté, mauvais plaisants sans mauvaises pensées, qui déambulent dans une bourgade en quête de distraction, poursuivent leur chemin dans la campagne environnante, se disputent. Présence des corps et des lieux, simple splendeur des cadres et justesse des durées, mélange sous-jacent de violence et de légèreté, liberté absolue et nécessaire du récit : la puissance du cinéaste s'impose.

Et puis ces éléments épars, tenus ensemble par la seule rigueur de la mise en scène, se précipitent quand l'un des garçons est pris dans les sables mouvants, que l'autre court chercher une aide que le monde alentour paraît devoir lui refuser, puis lui accorder, puis finalement... D'une cruauté sidérante vibrant au cœur des images d'une apparente sérénité, cette véritable crise cosmique et éthique déclenchée au cœur de ce petit monde bouleverse et déroute. Par les plus élémentaires des moyens, le cinéaste montre le spasme d'une communauté inscrite dans le temps et dans la nature, et qui se décompose, et tente de se ressouder, et échoue.

Le film s'achève, et ne s'achève pas, une nouvelle strate socio-historique s'ajoute quand apparaît un carton informant le public que la censure salazariste avait refusé la fin pessimiste, introduisant la deuxième fin qu'Oliveira a été contraint de tourner. Concession apparente, et ironie supérieure qui porte au vertige un récit qui se retourne sur lui-même, en un rire grinçant, buïeux en diable. Une merveille noire et ensoleillée.

A la suite de *La Chasse*, le sixième film de Joao Botelho ne bénéficie pas de la même force d'évidence. Le cinéaste n'impose pas les données de sa narration, il les construit pierre à pierre sous les yeux du spectateur : une suite de saynètes dispersées, réunies par un narrateur qui les invente à mesure, pour distraire sa compagnie en route, en attente d'une imminente délivrance. L'homme regarde la rue par la fenêtre, sous les palmiers passent des gens anonymes auxquels il imagine une petite aventure. Entre eux s'inscrivent des jeux de rimes, des symétries que redoublent ou contredisent les

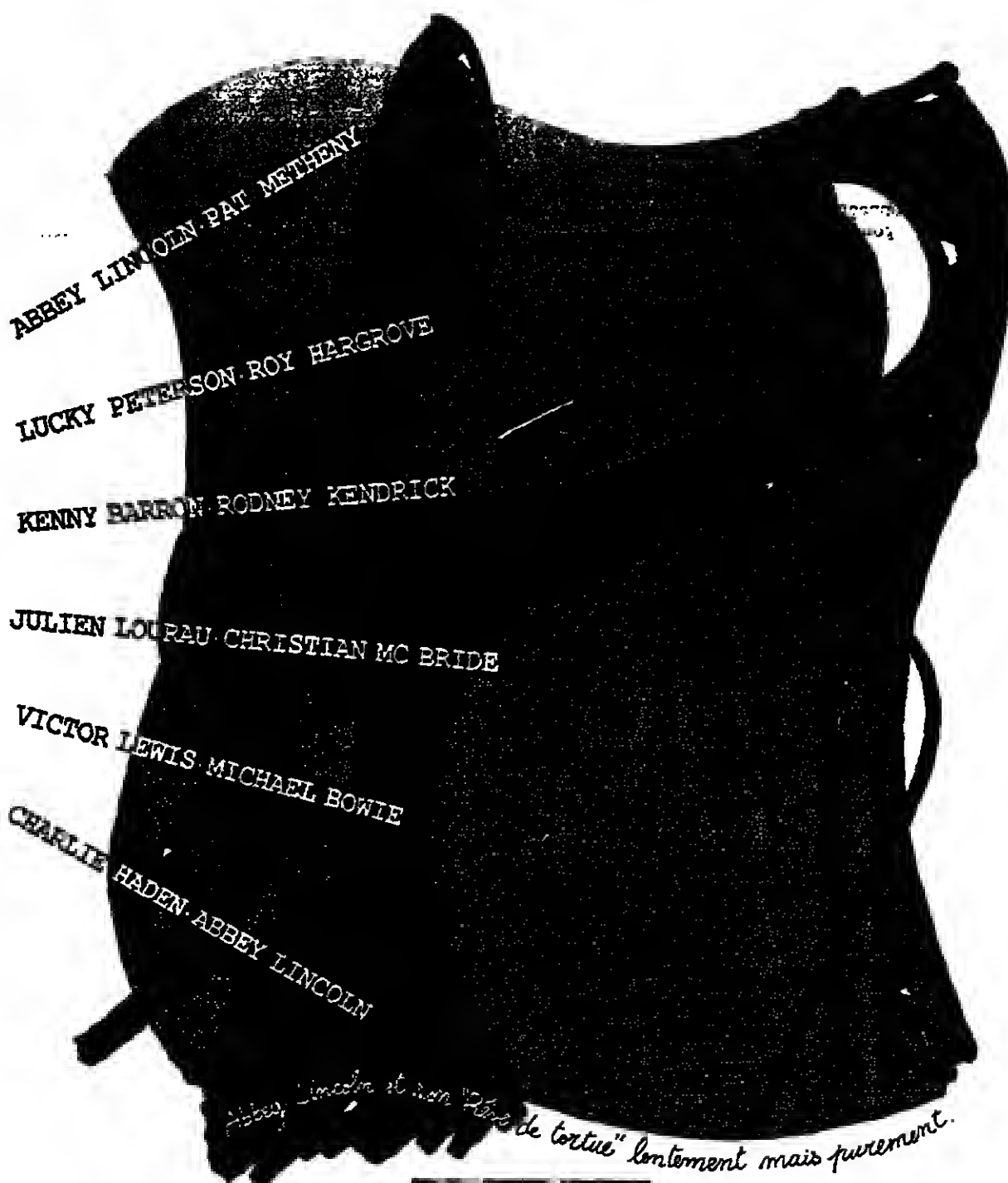
conversations entre l'homme et la femme.

Il y aura un suicide et une naissance, un état de musical comique et douloureux, une scène sensuelle et burlesque, des ruptures de couple et des clochards célestes, un lambeau de polar et une méditation-express sur l'art... Il y a un naturel de la réalisation qui se faufile dans l'artifice de la construction, pour ce portrait-kaléidoscope de Lisbonne « de 6 heures à 14 heures » qui à nouveau, mais d'une autre manière que chez Oliveira, s'ouvre sur l'univers. Botelho, lui aussi, observe avec inquiétude une société en voie d'émiettement, peut-être de décomposition, même si le point de vue est moins pessimiste. L'élégance incisive et joueuse du cinéaste, relayée par une superbe bande-son, manifeste à nouveau la puissance d'une mise en scène qui ne paraît s'arroger les privilèges du dénuement que pour mieux rendre au monde sa complexité indicible, son mystère.

J.-M. F.

ABBEY LINCOLN

A TURTLE'S DREAM



ABBEY LINCOLN PAT METHENY
LUCKY PETERSON ROY HARGROVE
KENNY BARRON RODNEY KENDRICK
JULIEN LOURAU CHRISTIAN MC BRIDE
VICTOR LEWIS MICHAEL BOWIE
CHARLIE HADEN ABBEY LINCOLN



GITANES JAZZ PRODUCTIONS

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

ALERTE !

Film américain de Wolfgang Petersen. Avec Dustin Hoffman, Rene Russo, Morgan Freeman, Donald Sutherland (2 h 08). Nouveau scénario d'une paranoïa toute nord-américaine : un virus, venu d'Afrique par le truchement d'un petit singe importé, déclenche la population d'une ville de province et menace de contaminer le pays entier. Dustin Hoffman, qui porte ici la dérogation d'un médecin militaire, parviendra, en moins de deux heures et dix minutes, à endiguer l'épidémie en retrouvant le singe porteur et en fabricant vaccin et remède idoines, à empêcher le bombardement de la petite ville par l'US Air Force, à confondre le général névrosé (devinez qui ? Donald Sutherland !) décidé à faire disparaître les traces de ses bricolages bactériologiques et, enfin, à se réconcilier avec son ex-femme.

Alerte démarre sur un programme anti-spectaculaire, presque abstrait, la menace bactériologique étant l'occasion de confronter des personnages à un ennemi inédit. La contamination, la virulence, la dissémination sont des formes qui hantent le cinéma américain contemporain et dont d'autres (Abel Ferrara et son *Body Snatchers*) surent tirer profit pour renouveler le genre. Réalisateur et scénariste n'ont pas ici cette intelligence et ce talent et se contentent de plaquer les péripéties les plus classiques (encore une poursuite en hélicoptère !) et les effets de suspense les plus dénués sur une hypothèse pourtant riche.

Jean-François Ranger

LA CONQUÊTE DE CLICHY

Film français de Christophe Otzenberger.

Lire la critique page 29

HAUT BAS FRAGILE

Film français de Jacques Rivette.

Lire la critique page 27

LES JOINTS DES MINES SONT PLUS ÉTANCHES

QUE LES CHAMBRES À AIR DE NOS VÉLOS

Film français d'Isabelle Quignaux (1 h 15).

Ce film documentaire doit son titre à un militaire cambodgien spécialiste du déminage, dont la phrase en forme de constatation attristée rend compte de la situation d'un pays où les mines causent chaque mois trois cents accidents, dont plus de la moitié sont mortels. Installée pendant six semaines dans la commune de Cheng Mean Chey, à quelque trois cents kilomètres au nord-ouest de Phnom Penh, Isabelle Quignaux a filmé la vie de ces paysans qui n'ont connu que la guerre, la famine et l'exil, et sont aujourd'hui placés sous la menace des bombardements et des attaques des Khmers rouges.

« Depuis plusieurs régimes, je patrouille dans la guerre », déclare une des paysannes auxquelles le film donne la parole. Tous s'expriment sur le ton de confiance, résignés à leur sort, mais déterminés à survivre à tout prix. Le film se calcine sur leur existence au quotidien, rythmée par les travaux des champs, secouée par les explosions de mines, soumise au fracas des bombes. Il enregistre aussi bien les silences des Cambodgiens que leurs mots, laissant aux images le soin de dire l'inacceptable précarité d'une situation, rendue plus intolérable encore par la détermination des paysans à aller jusqu'au bout d'une logique absurde qu'ils ne peuvent que subir. Cette volonté de montrer et de donner à entendre, sans prendre en apparence parti, sans jamais tenter ni d'infirmer un témoignage ni de rendre plus « parlante » une image, limite sans doute la portée du film, auquel on pourra reprocher de s'en tenir à un impressionnisme de surface. Elle fait aussi sa force et sa beauté, tout entières contenues dans le regard des paysans rassemblés autour d'un boeuf blesé par l'explosion d'une mine ou dans les gestes d'un pêcheur unjambiste plongeant pour récupérer son filet, accroché au fond d'une rivière boueuse.

P. M.

LE PETIT CIRQUE ET AUTRES CONTES

Sept films d'animation français de Jacques-Remy Girard, Pascal Le Nôtre, Laurent Pouvaret, Jean-Loup Felicelli, Sylvain Vincendeau, Michel Celot, Michael Dudok de Wit (45 mn).

Follimage est une petite structure de production spécialisée dans le film d'animation et installée, depuis dix ans, à Valence. En marge de la fabrication de produits pour le tout-venant de la télévision, Follimage a également l'ambition de permettre la réalisation de courts métrages, de qualité. *Le Petit Cirque et autres contes* est une anthologie de leurs meilleures productions qui permet de faire le tour de différentes techniques (dessin animé, pixilation, pâte à modeler, ombre chinoise) grâce à de petits films où se mêlent l'humour et une forme de poésie parfois un peu mièvre. Parmi les sept productions présentées, on peut retenir *Le Wall* de Jacques-Remy Girard et Jean-Loup Felicelli, seul film à exprimer une certaine méchanceté.

PRÊTRE

Film anglais d'Antonia Bird. Avec Linus Roache, Tom Wilkinson, Cathy Tyson, Robert Carlyle, James Ellis (1 h 45).

Antonia Bird est une jeune réalisatrice pressée. Tellement pressée qu'elle s'engouffre au pas de charge dans son deuxième film (après le moyen métrage *Safe*, portrait complaisant et déplaçant de quelques sans-abri londoniens). Un prêtre âgé lui ouvre la voie, qui se précipite contre l'auguste demeure abritant l'évêché en usant d'une croix comme d'un bélier. Un plus jeune lui succède, qui semble davantage prendre son temps. Mais c'est oublier qu'Antonia Bird, elle, n'entend décidément pas musarder : en un tour de main, elle emplit un à un les « grands » sujets dont son film se repait.

Du célibat des prêtres, la réalisatrice passe à l'inceste, qui la conduit en toute logique au dilemme immanquablement posé par le secret de la confession. Pourtant, l'essentiel n'est pas là : *Prêtre* se propose avant tout de traiter du problème, qui fait actuellement débat en Grande-Bretagne, de l'homosexualité dans la prêtrise. Drague, rencontre, scènes de lit, jalousie, arrestation, tentative de suicide, procès, pas un grain ne manque au chapelet, que la cinéaste égrène en associant au passage, grâce à un effet de montage parallèle, la messe et l'amour. Arrivée au terme de son infernal et frénétique parcours, Antonia Bird ne s'est pas arrêtée : elle vient de réaliser son premier film américain. P. M.

STREET FIGHTER

Film américain de Steven E. de Souza. Avec Jean-Claude Van Damme, Raul Julia (1 h 41).

Que font les fabricants de jeux vidéo quand ils veulent lancer un nouveau produit ou une « mise à niveau » de la version de base ? Ils « insèrent » des films d'action-et-d'aventure-à-effets-spéciaux - peut-on rêver meilleur spot publicitaire ? Le dernier avatar en est ce *Street Fighter* adapté du jeu *Street Fighter II* conçu et commercialisé par Capcom Video Games. Les adapteurs se sont contentés de fournir une réplique plus ou moins ressemblante du matériel d'origine. L'action est rapide mais gratuitement saccadée, la continuité narrative inexistante, le dialogue réduit à des bulles de bande dessinée. Cet effort de simplification se révèle cependant insuffisant : Jean-Claude Van Damme demeure inintelligible. Le seul qui ait saisi l'étendue du désastre et deviné la manière d'échapper au naufrage est le regretté Raul Julia : les yeux étincelants de féroce, les narines gonflées de colère et la voix toujours prête à entonner le grand air du matamore, se proclamant Dieu lui-même, il donne une idée de ce qu'aurait pu être *Street Fighter*. Sans doute l'ambition des « cinéastes » était-elle ailleurs et, à l'âge du multimédia, *Street Fighter* est-il le premier exemple d'un nouvel animal : le « film » à ne « projeter » que dans les parcs d'attraction et les vidéo-arcades.

Henri Behar

TROIS PALMIERS et LA CHASSE

Films portugais de Joao Botelho et de Manoel de Oliveira.

Lire la critique ci-dessus.

هكذا امتلأ الصل

« La Conquête de Clichy », ou les manœuvres inavouables d'une campagne électorale

Christophe Otzenberger a brossé un saisissant portrait de Didier Schuller

LA CONQUÊTE DE CLICHY, film français de Christophe Otzenberger (1 h 23).

En août 1994, Didier Schuller a été mis en cause pour son rôle de directeur général de l'Office FLM des Hauts-de-Seine, soupçonné d'être lié à un système de fausses facturations au profit du RPR. Cette mise en cause a trouvé son prolongement avec l'affaire dite « Schuller-Marchal » et la révélation d'écoutes téléphoniques. Aujourd'hui, Didier Schuller est en « vacances prolongées » à l'étranger et apparemment peu désireux de rentrer en France avant l'élection présidentielle. Le film de Christophe Otzenberger est antérieur à cette affaire : réalisé entre décembre 1993 et mars 1994, il décrit la lutte qui a opposé à l'occasion des élections cantonales Didier Schuller au conseiller général sortant et maire de Clichy, Gilles Catoire (PS).

Coproduit par France 2, à l'évidence peu pressée de le diffuser, et IMA Productions, *La Conquête de Clichy* compose le portrait des deux adversaires d'abord. Le style personnel de Didier Schuller, sa position de challenger et ses méthodes agressives lui valent de tenir la vedette, face à un adversaire plus effacé et que sa situation d'élu place sur la défensive. Leur

volonté d'occuper le terrain est la même, qui se traduit par une présence constante sur les marchés, dans les rues et chez les commerçants. Petites phrases apaisantes ou combatives, poignées de main viriles, bises obligées, promesses de travail ou de logement, certitude que tout ira mieux demain, après les élections, il s'agit avant tout, pour l'un comme pour l'autre, de marquer son territoire. Didier Schuller s'y emploie avec un dynamisme et une absence de retenue dont le film se nourrit.

PROMESSES À TOUTS VENIS

A un marchand de journaux, le candidat RPR affirme que les problèmes de sécurité que connaît Clichy proviennent non pas de ce qui « arrive de Paris », mais de ce qui « vient de Dakar ou de Tizi Ouzou », avant de lancer un peu plus tard : « S'il y a bien quelque chose que je n'accepte pas, c'est le racisme, mais on peut quand même, en période de chômage, engager en priorité des Français. » A chaque chômeur rencontré, il conseille de se rendre à sa permanence, où on ne manquera pas de lui trouver un travail, chaque problème de logement sera résolu au mieux des intérêts de l'électeur. Chaque cas décrit est jugé « profondément scandaleux » par un candidat qui prête une oreille complice aux discours les plus caricaturaux,

comme celui de ce militant munitique qui s'amuse à compter, de sa fenêtre, les Français qui passent dans la rue.

Telle que le film la souligne, l'indigence du débat politique trouve son écho dans les attaques lancées contre l'adversaire au hasard des discussions qui distraient les sympathisants au fil des fastidieux après-midi occupés à mettre sous pli les tracts du candidat. On apprend ainsi que le maire recevait ses administrés les pieds sur son bureau, on découvre que, d'avantage que ses idées, ses cravates sont en cause : heureusement qu'il en porte une, car il mange « comme un porc » et que « ça lui sert de bavoir ! », mais il lui est arrivé de s'en passer pour marier un de ses administrés !

Daos cette lutte pour le pouvoir, tous les coups sont permis et les plus bas se révèlent les plus efficaces. En en dressant le détail, *La Conquête de Clichy* dessine le tableau au noir de la démocratie, soumise au poids des cadeaux de fin d'année destinés aux personnes âgées, évaluée à l'aune des confidences météorologiques (Didier Schuller a remarqué qu'il n'y avait plus de neige chez lui, en Alsace, « depuis Tchernoïl »), appuyée par les grasses plaisanteries de fin de banquet. Il n'est guère étonnant que, lorsqu'elle rédige les « documents de campagne » du candidat, seul le thème de la solidarité pose problème à Christel Delaval, la compagne de Didier Schuller, visée depuis le 29 mars par une « note de recherches » diffusée par la police à la demande des juges d'instruction chargés de l'affaire (*Le Monde* du 31 mars) : à aucun autre moment le mot n'est prononcé par ces personnages-prisonniers d'une soi-disant loi qui les conduit à adopter des comportements à la fois ridicules, risibles et terrifiants.

LEÇON D'INCIVISME

Il n'est pas certain que *La Conquête de Clichy* fasse se précipiter les électeurs en masse dans les bureaux de vote. Mais, en offrant de découvrir le visage de certains de ceux qui briguent leurs suffrages et qui se livrent à la caméra avec une impudeur qui, en d'autres circonstances, pourrait être touchante, le film de Christophe Otzenberger a le mérite de faire tomber les masques. A voir Didier Schuller imiter le brame du cerf au moyen d'une bouteille d'eau minérale et s'émouvoir ensuite qu'apparaissent sous la table « une biche » qui n'est autre que sa compagne, on ne s'étonne pas que les images de sa victoire aux cantonales de mars 1994, célébrées par une *Marseillaise* triomphante, aient des allures de curée. Même si c'est après que sonna pour lui l'hallali.

P. M.
* Source des chiffres : Le Film français.

Pascal Mérieau

Les éditeurs font un premier pas pour résoudre le problème des droits sur les photos de cinéma

LA CONFUSION qui règne sur la question des droits d'auteur des photos de cinéma (*Le Monde* du 3 novembre 1994) a conduit les éditeurs réunis au sein du Syndicat national de l'édition à affirmer la nécessité d'une réflexion commune aux producteurs, photographes de plateau et diffuseurs d'images de cinéma (collectionneurs, agences, éditeurs).

A l'heure actuelle, un éditeur qui fait paraître des reproductions de photos de plateau dont il a obtenu les tirages auprès du producteur, d'un collectionneur, d'une agence ou directement auprès du photographe lui-même ne dispose d'aucune garantie d'utilisation légale : s'il a traité avec le photographe, il s'expose au risque de voir le producteur se manifester ; s'il a passé un accord avec le producteur, le photographe peut s'estimer lésé. En effet, la jurisprudence ne permet pas la détermination du titulaire du droit d'auteur sur une pho-

tographie de film. Dans le document qu'ils ont adressé à la direction du patrimoine, au Centre national de la cinématographie, les éditeurs précisent notamment qu'« ils acceptent évidemment de s'acquitter de leurs obligations, mais [que] cela suppose qu'ils puissent les connaître ».

Si des réponses précises ne sont pas opposées à la « revendication d'un droit d'auteur exclusif sur un même document par des personnes différentes », une menace grave pèse sur l'existence même de livres de cinéma, dont l'édition exigerait de mener des contentieux longs et coûteux. Les éditeurs proposent que les différents partenaires tiennent compte « du rôle promotionnel et de valorisation du patrimoine cinématographique des supports spécialisés - revues, dictionnaires, encyclopédies, livres thématiques... - lorsqu'il y a reproduction de photographies diffusées à cet effet, et garantissent dans ce cas

une libre utilisation ». Dans tous les autres cas, les utilisateurs acquitteraient des droits « en échange d'une garantie totale sur le droit d'auteur et le droit à l'image ».

Sur le principe, il semble qu'un accord soit possible... à condition de parvenir à une juste estimation de l'importance de ce rôle promotionnel et de valorisation. On peut, en effet, se demander si un éditeur accepterait d'admettre que l'ouvrage qu'il fait paraître ne sert pas, à sa manière, le cinéma et son histoire. Mais ces propositions pourraient au moins avoir le mérite de conduire les différentes parties, aux intérêts souvent contradictoires, à réfléchir ensemble plutôt que de désigner à la moindre occasion toute une panoplie de preuves et de contre-preuves, dont l'accumulation contribue surtout à alourdir un dossier déjà trop volumineux.

P. M.

Portishead distille ses envoûtantes bandes-son à l'Elysée-Montmartre

Le duo de Bristol a plutôt convaincu pour son premier concert parisien

Issu de la bouillonnante scène de Bristol, le groupe de rock Portishead a signé l'an dernier un album qui a fait sensation : *Dummy*. Conçus en laboratoire, leurs

bandes-son pour dépression intime, portées par la voix de Beth Gibbons, allaient-elles passer l'épreuve de la scène ? Les débuts furent encourageants.

Elysée-Montmartre, 72, bd Rochechouart, Paris 18^e (M^o Anvers). Tél : 42-52-25-15. Dernier concert : mercredi 12 avril, 19 h 30, 150 F.

Il existe, semble-t-il, un phénomène Bristol. Dans cette ville de l'ouest de l'Angleterre couvent, dans les boîtes de nuit, les disc-jockeys les plus élégants du moment. Un flot constant de personnalités ou de groupes comme Carlton, Smith & Mighty, Tricky, Massive Attack, Earthling ou Portishead ont pris le parti de débarrasser les musiques de danse des pathos superflus de la soul, des effets m'as-tu-vu de la house, du despotisme rythmique de la techno. Marquée par l'influence de la communauté jamaïcaine, cette génération spontanée partage une esthétique inspirée du dub, version dépouillée et expérimentale du reggae. Une flopée de disques passionnants ont vu le jour, mais peu de ces « bêtes » de studio se sont risquées sur scène.

Mardi 11 avril, le public parisien avait hâte de savoir si les concerts de Portishead étaient à la hauteur d'un disque unanimement loué. Une courte mais encourageante performance aux Transmusicales de Rennes demeurait leur unique expérience scénique. Aujourd'hui l'Europe et l'Amérique les réclament. On les comprend. *Dummy*, miraculeux premier album, sensuel et dépouillé, restera comme une des pierres de touche de cette décennie, marquant le moment essentiel - où de véritables auteurs prennent en main les sons élaborés sur les pistes de danse.

La véritable originalité de Portis-

head tient à l'alchimie d'une rencontre entre deux parfaits anthéros : Geoff Barrow, vingt-trois ans, menton en galoche, teint plâtreux de laborantin noctambule, est le fils d'un camionneur et d'une femme de ménage divorcée. Fuyant sa ville natale de Portishead - une lugubre cité balnéaire dont il adoptera le nom plus tard - il s'arrête à Bristol et cultive d'abord en solitaire sa passion des sons et des machines. Beth Gibbons, fille de petits agriculteurs également séparés, est venue sur le tard à la musique. Reprenant d'abord sans conviction des titres de Janis Joplin, elle découvre les voix les plus étherées de la new wave anglaise - Cocteau Twins, Sugarcubes, Talk Talk - qui offrent un écho à sa déprime. A trente ans, sa timidité maladive lui compose un physique de blonde introvertie et un timbre qui préfère le murmure aux éclats. Séduit par cette douleur blanche, Geoff Barrow en fera l'héroïne de ses films intérieurs.

AMBIANCES MORTES

Ce n'est pas un hasard si un court métrage précède leur entrée en scène. Plus que pour ses images quasi parodiques de série B policière, *To Kill a Dead Man* vaut pour une bande originale qui traduit les obsessions du compositeur pour les musiques de film. Plus admiratif de Nino Rota que de Fellini, d'Ennio Morricone que de Sergio Leone, de Bernard Herrmann que d'Alfred Hitchcock, Geoff Barrow s'attache aux vertus narratives de mélodies dont les textures tiennent autant de la chanson que du bruitage. Alchimiste des ambiances moites, il mêle les notes

voilées par échantillonneur aux interventions de vrais musiciens. En conséquence, c'est un groupe de quatre instrumentistes (guitare, basse, batterie, claviers) qui entoure Beth et Geoff.

L'Elysée-Montmartre a été spécialement aménagé pour percevoir au mieux ces atmosphères. Une centaine de tables réparties dans la salle donnent aux spectateurs l'impression d'investir un mystérieux cabaret. Un halo bleu baigne la scène, symbole d'une insondable mélancolie. Pour un peu, on se croirait « téléporté » dans un épisode de *Twin Peaks*, le feuilleton de David Lynch mis en musique par Angelo Badalamenti. Chaque instrument semble destiné à créer le suspense. La basse avance à pas feutrés. La guitare frissonne. Le batteur maintient la tension. Les claviers réinventent les thèmes des meilleurs films noirs pendant que, derrière ses platines, le DJ répand des *scratches* qui glissent le long des morceaux comme des gouttes de sueur froide.

L'ensemble manque parfois de liant. Le concert ne semble pas apporter de plus-value à l'album. On sent Portishead encore trop appliqué. Beth Gibbons paraît très statique derrière son micro. La frêle chanteuse demande aux gens de ne pas trop l'applaudir : « Vous m'effrayez ! » Puis son étrange présence opère. Grillant cigarette sur cigarette, elle expose ses fêlures dans le clair-obscur d'une tristesse murmurée. Mais ce n'est qu'à la fin de leur relativement brève performance (soixante minutes), dans une version frissonnante de *Glory Box*, qu'elle ose le déchirement.

Stéphane Davet

BRAD PITT ANTHONY HOPKINS AIDAN QUINN

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

FNAIM

LE SYNDIC ET LES PRÉJUGÉS

Le syndic est le mandataire des copropriétaires dans les immeubles soumis au statut de la copropriété. Il est élu au plus pour trois ans à la majorité absolue.

Son rôle est de réunir les copropriétaires au moins une fois par an qui doivent, à cette occasion, voter le budget comprenant les dépenses de fonctionnement courantes ainsi que les travaux à exécuter. Le syndic a ensuite la charge d'exécuter les décisions de l'assemblée.

Un conseil syndical, composé de quelques copropriétaires élus par l'assemblée générale, a pour mission d'assister le syndic et de contrôler sa gestion, à charge de rendre compte à l'assemblée.

Le métier de syndic est un métier difficile faisant souvent l'objet d'incompréhension, mais si les manquements sont légitimement signalés, fort heureusement ceux-ci ne représentent qu'une infime partie des actions menées, quand on sait qu'il y a en France plus de 5 millions d'appartements en copropriété et qu'environ 90 % sont administrés par des syndics professionnels. Les situations conflictuelles, si elles peuvent défrayer la chronique, sont en réalité l'exception.

Il appartient au conseil syndical d'être vigilant, de veiller à la transparence de la comptabilité et à celle de la passation des marchés de travaux avec appel à la concurrence, dès lors que ceux-ci atteignent un certain volume. C'est pourquoi le conseil syndical a un rôle important à jouer et il est souhaitable que les copropriétaires manifestent leur intérêt en faisant partie de ce conseil.

La confiance n'exclut pas le contrôle ; au contraire, elle le rend nécessaire pour une vie harmonieuse au sein de la copropriété.

Jacques LAPORTE

Président de la chambre FNAIM Paris-Île-de-France.

appartements

4^e arrondissement

HENRI-IV 320 M²

Magnifique apt de caractère
Rénové, 100 m²
Ode, 5 500 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

5^e arrondissement

PANTHÉON STUDIO

Caract. 2^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
42-66-36-53

6^e arrondissement

RARE 2 p. duplex

sur cours jardin
1000 000 F - 42-66-36-53

8^e arrondissement

MAISON DE VILLE

2 p. 40 m² de beau p. d. 1
Cours, 1 p. 11 000 000 F
SYNDIC - 42-66-36-53

9^e arrondissement

HÔTEL PARTICULIER

CITE BERGERE
Superbe 3 p. 12 m² de
Cours, 3 p. 3 800 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

10^e arrondissement

MAISON EXCEPTIONNELLE

2 p. 33 m², 640 000 F
Charmant apt de 100 m²
PARTENA - 42-66-36-53

11^e arrondissement

LOURMEL RÉCENT STAND.

38 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

16^e arrondissement

TROCADÉRO 350 M²

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

17^e arrondissement

AV. RAPHAËL

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

18^e arrondissement

MAISON DE VILLE

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

19^e arrondissement

MAISON DE VILLE

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

20^e arrondissement

MAISON DE VILLE

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

21^e arrondissement

MAISON DE VILLE

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

22^e arrondissement

MAISON DE VILLE

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

23^e arrondissement

MAISON DE VILLE

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

24^e arrondissement

MAISON DE VILLE

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

25^e arrondissement

MAISON DE VILLE

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

Ventes

17^e arrondissement

Bd COURCELLES

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

18^e arrondissement

WAGRAM, 3 P.

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

19^e arrondissement

36 M² - 450 000 F

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

20^e arrondissement

32 M² - 465 000 F

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

21^e arrondissement

60 M² - 890 000 F

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

22^e arrondissement

54 M² - 735 000 F

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

23^e arrondissement

78 Yvelines

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

24^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

25^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

26^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

27^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

28^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

29^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

30^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

31^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

32^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

33^e arrondissement

VERSAILLES NOTRE-DAME

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

Appartements

Achats

IMMO MARCADET

recherche appartement
Paris toutes surfaces
Tél. : 42-51-51-51

Maisons

COLOMBES MANSART FIN 200

6 p. studio s/p. Dépend. garages sur 953 m² terrain. Beau jardin, 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

78 MÉSIN-LE-ROI

Dans résidence privée, maison récente, 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

BACHY - 40-56-34-40

CHARENTAIS PROVINCIAL
A 15 km de Paris, 1000 m² terrain, 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

VERSAILLES

Plots de 1000 m², 4 p. 400 000 F
BACHY - 42-66-36-53

Locations

AV. MONTAIGNE

Superbe 3 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

1^{er} arrondissement

1^{er} arrondissement

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

2^e arrondissement

2^e arrondissement

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

3^e arrondissement

3^e arrondissement

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

4^e arrondissement

4^e arrondissement

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

5^e arrondissement

5^e arrondissement

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

6^e arrondissement

6^e arrondissement

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

7^e arrondissement

7^e arrondissement

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

8^e arrondissement

8^e arrondissement

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

9^e arrondissement

9^e arrondissement

2 p. 40 m², 4^e ét. Bal. Ind. 1000 000 F
PARTENA - 42-66-36-53

10^e arrondissement

Sur fond de campagne présidentielle, le président de France Télévision et le producteur de « La Marche du siècle » étalent leurs dissensions

CÂBLE

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris première, 20.00 Météo des infos (et 23.40), 19.15 Tout Paris (et 20.30, 23.10), 19.45 Archives, 20.00 Auxants et cantes (et 21.55), 21.00 Paris modes, 22.25 Le Court et les longs, 23.30 Concert : RWS, 0.05 Premières lectures (25 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés, 17.40 La Panthère noire, 18.00 Coup de bleu dans les étoiles, 18.15 Caljou, 19.15 Domino, 19.30 Série Zorro.

FRANCE 2 19.00 20.00 Série : Au nom de la Série : Zorro. ■ **FRANCE 3** Private Eye, 21.00 Série : Star Trek, 22.10 Chronique de mon capotant, 22.15 Série : Seinfeld, La maseuse, 22.40 Série : Les Incompétibles de Chicago, Ploite, 23.30 T'as pas une idée ? 0.30 Série : Dream On, Relais, 0.40 Série : The Nanny, 0.50 Culture.

Série CLUB 19.00 Doctor : Qu'on s'en fasse médecine, 19.50 Série : L'Odyssée imaginaire, 20.15 Série : Les deux fions, 21.10 Série : Mission impossible, 22.30 Série : Code Quantum, Coffrée au poteau, 23.30 Série : Equilizer, 1.00 Série : Le Gerfauf (45 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Green (et 0.00), 20.10 MCM Mag (et 23.30), 20.40 MCM découvertes, 21.00 Radis Mag, 21.30 MCM Rock Legends, 23.00 Vidéo Culture, 0.30 Blah-Blah Média, 1.00 Vidéoclips.

MTV 20.00 Greatest Hits, 21.00 Most Wanted, 22.30 Bears and Butt-head, 23.00 News at Night, 23.15 CineMatic, 23.30 The Worst of Most Wanted, 0.00 The End ? (30 min).

EUROSPORT 19.00 Formula 1 Magazine (et 22.00), 19.30 Eurosportnews, 20.00 Prime Time, 22.30 Moto Magazine, 23.10 Rallye de Tunisie, 3.00 Série : 20 Moto Magazine, 0.30 Catch, Les superstars mondiales du catch, 0.00 Équitation, Coupe du monde, 1.00 Eurosportnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 19.05 Quand lève le lune, ■ Film irlandais de John Ford (1957, h.v.), 20.30 The Phantom Light, ■ Film britannique de Michael Powell (1934, n.v.), 21.45 La Loi du Roi, ■ Film français de Jacques Feyder (1939, n.v.), 23.25 L'Épopée dans Fontaine, ■ Film irlandais de Michael Anderson (1959, h.v.), mo, 110 min).

CINÉ CINÉMAS 18.00 Le Nouveau bazar de Ciné-Cinéma, 18.45 Le Jeanne Werther, ■ Film français de Jacques Doltion (1992), 20.30 Lacenaire, ■ Film français de Francis Girod (1990), 22.30 Le Bon et les Méchants, ■ Film français de Claude Lelouch (1973), 0.30 Documentaire à 1 (55 min).

RADIO

FRANCE CULTURE 19.00 Agora, Jean-Claude Mard (En tout ou pour tout), 19.30 Perspectives scientifiques, Coraux et plantes sous-marines, 3. La captivité et la sauvegarde des coraux, 20.00 Musique : Le Rythme et la raison, Passif et l'Enchantement du vendredi saint, 3. La reversion, 20.30 Antipodes, Destins écartés, 21.32 Correspondances, Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse, Comment se diffusent et circulent les spectacles ? 22.00 Communauté des radios publiques de langue française, Regard d'Acedie, 22.40 Les Nuits magnétiques, Trinidad, la dernière des Iles sou le vent, 2. Trinidad-Rochanates (Steel Band & Calypso), 0.05 Du jour au lendemain, René Pons (L'homme séparé).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé, Maître Vidy, comédienne, 20.00 Concert, Donné le 6 avril, à la Salle Gaveau, à Paris, par le Chœur de Radio-France, cf. Donald Palumbo : Modern Music, When Jesus Wept, Lamentation Over Boston, de Billings ; They Are There, Psalm 67, Circus Band, others : Sure on This Shining Night, Agnus Dei, de Barber ; Via carmina poetica, di Argento ; In the Beginning, de Copland, 22.00 Soliste, Dietrich Fischer-Dieskau, bayton, Nachtlieder pour bayton, quator à cordes et harpe (extraits), de Matthys, par le Quatuor Cherubini, 22.30 Musique pluriel, Les Pierres noires, de Levalleit, par l'ensemble vocal de France, dir. Michel Tranchant ; Canones, de De Cizay, par l'ensemble vocal du Chœur de Radio-France, dir. Guy Rebel, 23.07 All's the night, Coeur de Bruch, Prokofiev, Bloch, Milhaud.

Vénème : Christoph von Dornany dirige la Philharmonie de Vénème ; à Hambourg : Colijn van der wijk de John Adams, avec Gidon Kremer et l'Orchestre symphonique de la NDR, cf. Jonas Alexá ; à Lyon : La Symphonie des objets abandonnés, de Marc Vandenoort.

23.15 Karelsen dirige Strauss. André et Marguerite, op. 24, de Richard Strauss, avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan.

23.45 Cinéma, de notre temps. Shohi Imamura, le libre-penseur.

0.45 Documentaire : Mein Kampf, d'Erwin Leiser (rediff.).

2.30 Remonte-toi (25 min).

Les interventions à la radio

Radio-Shaloom 94.8 FM, 18 h.30 : Hervé de Charvete (« Le Grand Débat »).

RMC 18 h.30 : Dominique Voynet, en direct de Toulouse (« Spéciale présidentielle RMC-Le Figaro »).

RTL 18 h.30 : Eric Roach, Bruno Mégret, Claude Estier, Annette Languich (« Questions d'actualité : Spéciale présidentielle »).

France-inter, 19 h.20 : Jacques Chirac (« Le téléphone soigne »).

هكذا من الأهل

Albert Maysles, pionnier de la caméra légère

Son documentaire « Le Vendeur de bibles », diffusé par Arte, est un portrait sur l'Amérique profonde à la fin des années 60

CHEVEUX BLANCS, regard vif derrière des lunettes, Albert Maysles fait partie des « grands » de l'histoire du documentaire. Cet « incontournable », âgé aujourd'hui de soixante-huit ans, a révolutionné le genre au début des années 60 en se dressant contre l'establishment, avec un petit groupe de cinéastes (parmi lesquels Drew, Pennabaker, Leacock) et en imposant un cinéma proche des gens. Il a été l'un des premiers à se servir d'une caméra légère avec son synchronisme, contribuant à la naissance de ce fameux courant appelé « cinéma direct », ou « cinéma-vérité » (bien qu'il n'aime pas trop cette deuxième appellation qu'il trouve « présomptueuse »).

Cet enfant de Boston ne s'est pas lancé tout de suite dans le cinéma. Il a vendu au porte à porte des broches, des produits cosmétiques, des encyclopédies, puis il a été psychologue. En 1953, il part en vacances visiter des hôpitaux psychiatriques en Union soviétique. Il contacte Life Magazine, réussit à se faire prêter une caméra amateur par CBS et réalise son premier film, *Psychiatrie en Russie*. Maysles croit beaucoup aux « actes de bon sens du hasard ». Au moment où il quitte l'Union soviétique, par exemple, une nouvelle loi — « tombée la veille » — lui avait permis de ramener sa pellicule sans avoir à la développer sur place.

Mais c'est en 1960, avec Drew et Pennabaker justement, qu'il réalise *Primary*, qu'on peut considérer comme le premier film de cinéma direct. « Un film un peu primitif »,



dit aujourd'hui Albert Maysles, qui concède qu'il s'agit d'« un moment d'histoire étonnant ». Les cinéastes avaient suivi la campagne des élections primaires où s'étaient affrontés le sénateur Humphrey et le futur président Kennedy. On ne connaissait pas à l'époque ce type de caméra mobile, ultra-rapide, comme collée à la semelle des candidats. Sensation de liberté comme on le voit dans le reportage, des plans comme dans les films de fiction. Orson Welles aurait été « bluffé », dit-on, par le long plan où la caméra fend la foule accrochée derrière Kennedy.

En 1968, Albert Maysles décide de tourner avec son frère David S. Maysles (*Le Vendeur de bibles*). Il a bricolé lui-même une caméra

16 millimètres, son frère est au son. Pendant un mois et demi, tous les jours, vingt heures par jour, ils suivent quatre vendeurs au porte à porte dans l'Amérique profonde. Quatre colporteurs qui essaient de vendre des Bibles illustrées.

DENSITÉ DU RÉEL. L'Amérique que l'on découvre, est celle des pauvres, qui ne savent pas comment payer le lendemain, qui s'abrutissent devant la télévision et doivent trouver un sens à leur vie grâce à la Bible en couleurs, payable par mensualités. Vendre est un métier que Maysles connaît bien. Mais vendre est aussi « un jeu » dans lequel le cinéaste voit le rêve américain. « Chaque camériste voyageur est un Lindbergh en puis-

sance, dit-il. Ce n'est pas l'Atlantique qu'il faut traverser, c'est le seuil de la maison. Le vendeur qui entre est son propre héros. Il tient son futur entre ses mains ».

Les quatre vendeurs ont des surnoms, « le Lapin », « le Tricheur », « le Blaireau », « le Taureau », chacun avec son caractère, sa façon. En face : des ménagères seules pendant la journée, des veuves, des familles sans le sou, mais pas forcément tristes. Car ce qui est étonnant avec Maysles, c'est cette façon de capter le réel dans toute sa densité. Il filme la vie tout court, plus forte que tout, moche et allègre. Maysles est contre les points de vue dans le cinéma documentaire, qu'il assimile à de la « propagande ». Sa théorie : pas d'idées préconçues, rien entre la caméra et le sujet, pas d'interviews, pas de script, pas de commentaires. Le contact avec la vie même.

On peut voir dans *Le Vendeur de bibles* (tourné en noir et blanc) un film un peu cruel ou formidablement poétique, un film sur un échec (le vendeur qui n'arrive plus à vendre), ou au contraire une critique sur la violence de l'acte marchand (l'acte capitaliste exercé sur des gens pauvres). On peut y voir une comédie, une tragédie, une parabole sur l'Amérique. Woody Allen a, paraît-il, acheté une copie de ce film avant de tourner *Maris et femmes*.

Catherine Humblot

* Arte : *Le Vendeur de bibles*, jeudi 13 avril, 22 h 05.

Les fleurs de Grozny

par Agathe Logeart

LA FEMME a un tablier vert. Elle fait le ménage, sûrement, parce qu'elle secoue un linge blanc par la fenêtre. C'est un drap, sans doute. Devant chez elle, comme à chaque printemps, l'arbre commence à se couvrir de petites fleurs roses. Elle devait avoir l'habitude de le surveiller, avant, depuis sa fenêtre. Les tendres cosses des premiers bourgeons d'abord, puis la floraison soudaine, et les pétales soufflés en pluie par le vent. L'arbre lui disait les saisons. Il lui annonçait la douceur du temps, avant qu'elle ne la sente sur sa peau. Aujourd'hui, cet arbre n'est plus qu'un vestige. Sait-elle encore qu'il existe, si proche ? Elle en a trop vu peut-être, pour pouvoir encore le regarder. La caméra de TF 1 s'est éloignée de l'arbre, et de sa voisine, qui est restée perchée dans son immeuble haché par les tirs de mortiers et les bombardements. Elle a balayé le reste de la ville, ou plutôt ce qu'il reste de ce qui fut une ville.

Avant Grozny, on en a vu tellement de toutes pareilles, déjà, tranquillement assis dans sa maison à soi, aux murs décolorés, sans trous. Beyrouth, Sarajevo, à force et sans ressentir le besoin d'y être allé, on avait le sentiment de les connaître par cœur. Elles finissaient même par lasser, n'est-ce pas, car une ville en tenue de guerre, c'est toujours un peu pareil. Il y a l'affolement du début, le bruit des bombardements, les gens qui courent à la recherche d'un abri ou restent hébétés au milieu des décombres. C'est terriblement répétitif, un peuple mar-

tyrisé, même si les images sont bonnes. Car on connaît déjà les maisons éventrées, l'eau et l'électricité coupées, les blessés sans anesthésique, les morts fauchés indistinctement au beau milieu des rues, les habitants prostrés dans les caves. Ils se ressemblent tous.

Et puis, qu'on le veuille ou non, ces images-là portent en elles une forme implicite de soupçon. Une guerre, ce n'est pas comme une catastrophe naturelle, un tremblement de terre, un raz-de-marée, un incendie qui ne sont la faute de personne et ne provoquent que d'innocentes victimes. Les victimes des guerres sont toujours un peu victimes de leur histoire, donc d'elles-mêmes. On se dit que ce n'est pas beau, mais qu'il a bien fallu que les uns attaquent et que d'autres ripostent. Qu'il y a là des coupables, et que la ligne de partage est parfois bien difficile à tracer. Alors, pour tenter de maintenir une indignation trop souvent éteinte, pour réveiller la léthargie du téléspectateur aux émotions desséchées, les images se doivent, comme par compensation, d'ouvrir des brèches dans l'insoutenable. Il leur faut être dures mais tendres à la fois.

Ce sont les fleurs de l'arbre qui doivent côtoyer les fosses communes où l'on déverse les cadavres. Ce sont les larmes d'une femme qui, au milieu de cette putréfaction, cherche sans le trouver son fils disparu. Ils sont les rappels d'une humanité que la guerre n'est pas encore tout à fait parvenue à broyer.

JEUDI 13 AVRIL

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.00 Journal et Météo. 13.40 Feuilletton : Les Foux de l'amour. 14.30 Série : Dallas. 15.20 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Méditerranée vacances. 17.30 Série : Les Garçons de la plage. 18.00 Série : Premiers baisers. 18.30 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Magazine : Courroux I (et 1.10). 19.50 La Bobette Show (et 1.55). 20.00 Journal. 20.15 Face à la Une. Avec Robert Hue. 20.30 Tiroc, La Minute hippique, Météo, Trafic infos.	13.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Jacques Chirac, Dominique Voynet, Jacques Chémade, Jean-Marie Le Pen (5 min. chacun). 13.35 Bourne, Météo. 14.10 Série : Inspecteur Derrick. 15.15 Série : L'Enquêteur. 16.05 Tiroc à Aubert. 16.25 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.35). 17.15 Jeu : Des chiffres et des lettres. 17.45 Série : Code Lisa. 18.15 Série : Sauvés par le gong. 18.45 Jeu : Qui le meilleur gagne. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel. 19.55 America's Cup. 19.59 Journal. 20.25 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Lionel Jospin, Arlette Laguiller, Robert Hue, Edouard Balladur, Philippe de Villiers (2 min. chacun). 20.45 Météo. Point route.	13.35 Magazine : Vincent à l'heure. 14.52 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Lionel Jospin, Arlette Laguiller, Robert Hue, Edouard Balladur, Philippe de Villiers (2 min. chacun) (et 18.00). 15.10 Documentaire : Les Hauts Plateaux d'Éthiopie. 15.35 Série : Simon et Simon. 16.30 Les Minikéums. 17.20 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.47 Un livre, un jour. Et qu'un seul soit l'ami, La Boétie, de Jean-Michel Delacourte. 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 Keno.	13.25 Série : L'Homme de fer. 14.20 Série : Jim Bergerac. 15.10 Musique : Boulevard des clips (et 1.45, 6.05). 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Série : Guillaume Tell. 18.00 Série : Nick Mancuso. 18.54 Six minutes première édition. 19.00 Série : Caraïbes offshore. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Sport : Rallye de Tunisie (et 0.45). 20.05 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier 1935 : les débuts de la télévision française. Considérée, selon un récent sondage de l'IFOP, comme l'invention du siècle, la télévision existe depuis soixante ans en France.	13.35 Cinéma : Les Tortues Ninja 3. □ Film américain de Stuart Gillard (1992). 15.10 Documentaire : Il était une fois la Polynésie. D'Antoine. 16.05 Cinéma : Raining Stones. ■ ■ ■ Film britannique de Ken Loach (1993). 17.35 Magazine : L'Est du cyclone (rediff.). 18.05 Canaille peluche. Cinq malins. En clair jusqu'à 20.35 18.30 Jeu : Pizzarollo. 18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19 h 10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. 19.20 Zéororama. Présenté par Dany d'Eratta, Eric Laguerre, Marianne Nizan, Albert Aigoud, Christophe Bertin, José Garcia, Val Zéro. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.	13.30 Défi. Vocations tardives : l'appel à l'humanitaire. Invité : Alain Michel, Jean Christophe Ruffin. 14.00 L'Esprit du sport (rediff.). 15.00 Magazine : Emploi. 15.30 Qui vive. 15.45 Les Écrans du savoir. Au fil des jours (rediff.) : Inventer demain ; Allô la Terre (rediff.) ; Ma souris bien-aimée (rediff.) ; L'Œuf de Colomb (rediff.) ; Cinq sur cinq (rediff.) ; Au fil des jours (rediff.). Langues : espagnol et anglais. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. Karsten. 18.30 Le Monde des animaux. Étranges animaux d'Australie : l'impact de l'homme. 18.55 Le Journal du temps.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TF1. En direct. 20.00 Souvenirs souvenirs. ■ TF1 En direct. 20.00 Souvenirs souvenirs. ■ Film français d'André Zetoun (1984). 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu de TF5. 22.40 La Marche du siècle. Invités : Paul Quilès, Pierre Gadenne, Michel Crozier, Marc Blondel, Guy Sorman. 0.15 Tel Quel. 0.45 Journal de France 3. Édition de 20 h (25 min).
PLANÈTE 19.15 Dai Boje. De Jean Bojko et Guy Chanet. 19.50 BD : Peps. De Christophe Tiel. 20.05 Valentin et Laureline. De Jean-Loup Maréchal. 20.35 Force brute. De Robert Kisk (1985). 21.25 Adoption : les enfants nous de la Creuse. De Vincent Uger et Amélie Develay. 22.15 L'Assassinat de Reinhard Heydrich. De Jan et Krystyna Kaplan. 23.00 Deux saurs. D'Alejandro Rojo. 23.25 La Maison de la rue Arbat. De Marina Goldovskaya et Marina Zvereva. 0.30 Les Kennedy : Destin tragique d'une dynastie. De Philip Whitehead et James A. Devenney. 0.30 Nous sommes tous mortels (50 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première Infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.25). 19.45 Antenne. 20.00 Écran total (et 22.25). 21.00

C'est arrivé demain. ■ Film américain de René Clair (1943, N, V.O.). 22.35 Concert Météo. 0.35 Aux arts et à caetera (25 min).
CANAL 1 17.35 Les Triplets. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Le Bus magique ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Sébastien et la « Mary Morgane » ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; 19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro (50 min).
CANAL J 19.00 Les Femmes américaines. ■ Film franco-italien de Gian Luigi Polidoro (1963). 21.55 Road Test. 22.15 Chronique du front. 22.20 Petulia. ■ Film britannique de Richard Lester (1968, V.O.). 0.00 Souvenir : A bout portant Dada. 0.40 Série : Monty Python's Flying Circus (35 min).
SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docu. Quinze femmes modèles. 19.50 Série : L'Œuvre inachevée. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Soirée Chantal Nobel. 20.50 Série : Salut champion (et 0.10). Moto story. Avec Jacques Chanier. 21.40 Chantal Nobel : mes séries télé (et 1.00). 22.10 Série : L'Aventurier. 22.35 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Équateur.
MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.00). 20.10 MCM mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du groove. 21.30 MCM Rock Legends. Nivana. 23.00 Radio mag. 0.30 Blah-Blah Metal. 1.00 Videoclips.

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beats and Butthead. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Concert : Live ! With Therapy ? 0.00 The Pulse. 0.30 The End ? (60 min).
EUROSPORT 20.30 Eurosportnews. 20.55 Basket-ball. En direct. Championnat d'Europe des clubs : finale à quatre à Saragosse. Finale. 22.30 Rallye de Tunisie. 4^e jour. 23.00 Bône. Championnat du monde RF des poids super-moyens. Roy Jones (E-U) - Antonio Byrd (E-U). 0.00 Golf. 1.00 Eurosportnews (60 min).
CINÉ CINÉFIL 19.10 The Phantom Light. ■ Film britannique de Michael Powell (1934, N, V.O.). 20.30 Raoul-Jour Montmartre. ■ Film français de Raymond Bernard (1931, N). 22.00 Charlie Chan à Shanghai □ Film américain de James Tinling (1935, N, V.O.). 23.15 Le loi du Nord. ■ Film français de Jacques Feyder (1938, N). 0.55 Quand se lève la lune. ■ Film irlandais de John Ford (1957, N, V.O.). 75 min.
CINÉ CINÉMAS 19.00 La Nuit déchirée. □ Film américain de Nick Gants (1992). 20.30 Le Grand Défi. ■ Film américain de David Anspaugh (1986, V.O.). 22.20 L'Amour avec des dents. ■ Film italien de Maurizio Nichetti et Guido Manni (1991, V.O.). 23.55 Le Grand Carnaval. ■ Film français d'Alexandre Arcady (1983, 135 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Stan Rouger (Régis de l'émission). 19.30 Perspectives scientifiques. Coraux et plantes sous-marines. 4. Applications du corail en médecine. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Parfait et l'enchâssement du vendredi saint. 4. Un échange de Rude. 20.30 Fiction. Le Nègre à l'essai. D'Elizabeth Huppert (4). 21.28 Poésie sur parole. 21.32 Profits perdus. Marcel Paul (1900-1982). 1. Du piau au ministre. 22.40 Les Nuits magnétiques. Intrad, la dernière des sous le vent. 3. Another Day in Paradise. 0.05 Du jour au lendemain. Hubert Lucet (sur le mort). 0.50 Coda. Hélène Delavault. 4. Histoires contemporaines. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). In mention : Jim Morrison ; 1.48, L'Œuf de Colomb : Les Sources profondes ; 1.58, Max Jacob, le plus inconnu des connus ; 3.30, Jacques Michaut-Patemo (Praga Magica) ; 3.59, Le Bon Hâsis de Théodore Zeldin.
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Douzième nuit. Emmanuel Cartier. Écran. 20.00 Concert. Donné le 19 janvier, au Musée national du Moyen Âge, Thèmes de Cluny, par le Boston Camerata, dir. Joel Cohen : La Passerelle sacrée. Ménéstrel juré au Moyen Âge. Les Juifs de la Méditerranée. Chants de l'Espagne mytique. 22.00 Soliste. Dietrich Fischer-Dies-

kau, baryton Requiem ; Libera me, de Fauré, par le chœur du Festival d'Edimbourg et l'Orchestre de Paris, dir. Daniel Barenboim ; La Création ; air de Raphaël, duo d'Adam et Eve, de Haydn, par le chœur et l'Academy of Saint Martin in the Fields, dir. Neville Martin. 22.25 Dépeche-notes. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Poulton, Porter, Thomson. 0.00 Tapisage nocturne. Musiciens d'images. Images de musiciens. Maurice Jarre. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de J. S. Bach, Britten, Vaughan-Williams, Rosenberger, Nystroem, Schwarz, Prokofiev, Markovskij, Zemlinskij, Grieg, Hummel, Mozart, Rameau, Lejeune, Fauré, Vivaldi.

Les interventions à la radio

BFM 95.4, 7 h 35 : Jacques Chémade (« 3 décisions pour un président »).
Sud-Radio, 7 h 47 : Philippe de Villiers.
RMC, 8 h 15 : Georges Marchais (« Cntle »).
France-Inter, 8 h 20 : Arlette Laguiller (« Questions par A + B »).
France-Info 105.5, 18 h 15 : Philippe de Villiers (« L'Invité »).
RMC, 18 h 30 : Robert Hue (« Spéciale présidentielle RMC-Le Figaro »).
RTL, 18 h 30 : Dominique Voynet (« Grand Jury Spécial présidentielle »).
O'FM 99.9, 19 heures : Bruno Mégret (« Grand O'FM-La Croix »).
France-Inter, 19 h 20 : Edouard Balladur, en direct de Life (« Le téléphone sonne »).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

par Pierre Georges

On ne sait si Omar Bongo achète tout son nécessaire, montres et chaussures, chapeaux, avions, meubles précieux et contrats de bâtiments, à condition qu'on lui fournisse ainsi un supplément d'âme. Ce n'est pas impossible. Il y a des maisons spécialisées pour cela, des intermédiaires, toutes sortes de M^{rs} Claude au grand registre rose du commerce national. Il y en a, et ce n'est pas nouveau là encore, pour tous les goûts et tous les caprices. Le commerce est aussi le plus vieux métier du

Cette fable ordinaire et sordide, pour être aux creux du temps, se devait de l'être un peu plus encore. Le client gabonais, dont la rumeur chez les call-girls voulait qu'il soit séropositif, avait ses exigences costumées. Il refusait le préservatif. Il payait présidentiellement pour cela. Les filles le savaient, ou ne le savaient pas. Car, en ce commerce d'amour, il peut arriver que les costumes, comme les linéaux, n'aient pas de poches !

La Société des rédacteurs est désormais l'actionnaire principal

Après de longues négociations conduites par le président de la Société des rédacteurs, Jean Schwobel - qui avait succédé, en mai 1952, à André Chênebenolt, premier président -, une nouvelle ré-

La recapitalisation qui intervient aujourd'hui s'accompagne d'une transformation de la SARL en SA à directoire et conseil de surveillance. A terme, son capital sera composé de 1 922 actions. Sur les 682 actions nouvelles créées, 71 sont souscrites par la Société des lecteurs par conversion d'un prêt consenti au Monde en 1987 et 53 sont souscrites par Le Monde

En l'état actuel, la nouvelle répartition du capital de la SA Le Monde conduit les actionnaires dits « intérieurs » à détenir 1 011 actions, soit 57,12 % du capital, et les actionnaires dits « extérieurs » à posséder 759 actions (42,88 %). Sur les 1 922 actions qui constitueront le capital final du nouveau Monde, 1 770 sont donc déjà souscrites. La recapitalisation ayant été réalisée à 75 %, les 152 dernières actions à souscrire seront regroupées dans une structure en cours de création.

Olivier Biffaud,
président
de la Société des rédacteurs

moderniser les services publics 16

ENTREPRISES

Grèves : les services publics face à la déréglementation européenne 17

Restructuration : la Snecma va fermer des usines 18

ALHOURD'HUI

Aujourd'hui
Football : le PSG bat l'Olympique de
Marseille 23
Loisirs : Londres sous les nuits du
Blitz 24

CULTURE
Cinéma : 10

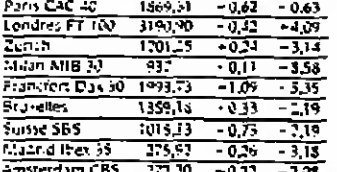
Christophe Otzenberger brosse un saisissant portrait de Didier Schuller
28-29

SERVICES

Abonnements	25
Agenda	25
Annonces classées	30
Carnet	13
Finances et marchés	21-22
Météorologie	25
Guide culturel	31
Jeux	25
Radio-Télévision	32-33

Cours relevés le mercredi 12 avril, à 10 h 15 (Paris)

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
	Cours au 11.04	Var. en % 10.04	Var. en % fin 93



JEAN-MARIE LE PEN, LE CATHODIQUE : le président du FN bat des records d'audience à la télévision. Il tente de construire une image respectable et de se poser en victime. L'immigration, l'insécurité, la dénatalité sont ses thèmes favoris.

Tirage du *Monde* daté mercredi 12 avril 1995 : 504 407 exemplaires

LES MEILLEURS SPÉCIALISTES

DE LA FISCALITÉ

ENFIN RÉUNIS

POUR RÉPONDRE

À TOUTES

VOS QUESTIONS.

Pour consulter gratuitement
le nouveau Lamy fiscal,
appelez le :
44.72.12.12

Larry
editions

**L'immobilier
30 à 40% en
dessous du marché
minitel 3617
IMMO ENCHÈRE**



Le Serveur Judiciaire

هكذا امن الأصل